

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-SIXIÈME ANNÉE - N° 13686 - 4,50 F

Fondateur : Hubert Bouve-Méry

Directeur : André Fontaine

— VENDREDI 27 JANVIER 1989

La dernière carte de Sihanouk

Au moment même où l'annonce du dialogue entre la Chine et la Vietnam augure un règlement rapide du conflit cambodgien, le prince Sihanouk a jeté un pavé dans la mare en annonçant, le jeudi 26 janvier à Pékin, son refus de participer à toute négociation jusqu'au mois de septembre. Puisque, dit-il, son principal interlocuteur khmer, M. Hun Sen, premier ministre de Pnomh-Penh — qui vient de se tailler un succès en étant reçu officiellement à Bangkok — refuse de prendre en considération le plan de paix princier, la négociation perd « toute raison d'être ».

Cette fois, il ne peut s'agir d'une saute d'humeur, car, sur la scène asiatique, les choses vont vite. En Thaïlande, ainsi que le souligne l'accueil réservé à M. Hun Sen, on se désintéresse de la stratégie de l'engagement d'un communisme bien affaibli pour palper un marché indo-chinois prometteur.

Entre Chine et Vietnam surtout, une page se tourne : la tradition de la coexistence s'apprête à prendre le relais de l'une de ces brèves mais brutales phases d'hostilité qui ont émaillé, pendant mille ans, les relations entre l'Empire du Milieu et son voisin méridional, appelé d'ailleurs le « pays du Sud ».

On comprend que Washington, ainsi que l'a déclaré mercredi le porte-parole du département d'Etat, se dise « encouragé » par le « niveau très élevé d'activité diplomatique » dont le Cambodge fait l'objet en ce moment. En effet, tout indique que Pékin et Hanoi se sont déjà entendus sur un retrait total des troupes vietnamiennes du Cambodge, en septembre au plus tard, en échange d'un arrêt de l'aide militaire chinoise à la résistance, en particulier aux Khmers rouges. Ainsi prendrait fin, à la satisfaction notamment des Thaïlandais, la « troisième guerre d'Indochine ».

Mais ce schéma, s'il se vérifie, fait peu de cas d'un règlement politique entre Cambodgiens. Que des puissances régionales se désengagent d'un conflit local, après l'avoir longtemps alimenté, est une chose. Que des factions locales, après s'être entre-tuées pendant des années, acceptent de cohabiter pacifiquement en est une autre. Voilà pourquoi, puisque tout le monde juge sa participation « indispensable », le prince Sihanouk abat ce qui pourrait être sa dernière carte : forcer les gouvernements concernés par le conflit à reconsidérer leur jeu en bloquant la négociation d'un règlement politique.

Il sait, en effet, que les Occidentaux, pour ne citer qu'eux, ne parviennent à aucun accord sur le Cambodge qui ne s'accompagne pas d'un règlement politique « acceptable », pour reprendre la déclaration américaine de mercredi.

Afin d'aboutir à une solution qui lui fasse place et assure le retour de la paix civile au Cambodge, Sihanouk fait donc monter une fois de plus les enchères. Il entend également éviter le risque, non négligeable, d'une partition déguisée de son pays entre zones d'influence thaïlandaise et vietnamienne. Encore faudrait-il, pour gagner un tel pari, que se dégage une volonté générale de neutraliser effectivement non seulement le Cambodge, mais les factions armées qui s'y disputent le pouvoir. Ce serait, en particulier, un bel objet d'ambition pour la France, qui se veut « intermédiaire dévoué » entre Cambodgiens, mais s'est entremise, jusqu'ici sans succès, pour les réconcilier.

(Lire nos informations page 4.)

M 0147 - 01270 - 4,50 F



3790147004500 01270

Les retards de la perestroïka

Un conseiller de M. Gorbatchev annonce le report de la réforme des prix

Tirant les leçons des difficultés financières et économiques du pays, l'un des principaux conseillers de Mikhaïl Gorbatchev, l'économiste Leonid Abalkine, a reconnu l'impossibilité d'une mise en place rapide de la réforme du système des prix en URSS. Les dirigeants soviétiques devront se soucier, dans un premier temps, de réduire un déficit budgétaire de l'ordre de 11 % du produit national brut.

Essentiellement théorique, la perestroïka n'a encore donné aucun résultat « tangible », et il faudra attendre l'horizon de 1995 pour que les Soviétiques en ressentent les premiers effets bénéfiques.

Ce constat n'a en soi rien de surprenant. Il prend toute sa valeur lorsqu'il émane d'un des plus proches conseillers de Mikhaïl Gorbatchev, l'économiste Leonid Abalkine.

Lors d'une conférence de presse, mercredi 25 janvier, M. Abalkine a dressé un tableau sans concession de la situation économique et financière de l'URSS, avant de reconnaître qu'il faudrait « s'adapter aux exigences de la réalité » et remettre à plus tard une réforme du système des prix qui devait pourtant constituer la clé de voûte de la transformation du système.

F. Cr.

(Lire la suite page 28.)

Le Salon de la BD à Angoulême



Lire nos informations page 14

Société générale et Pechiney, de nouvelles questions

Les 500 000 actions de M. Traboulsi

D'après l'Express daté du 27 janvier, M. Samir Traboulsi, l'homme d'affaires libanais vivant à Paris et ayant conseillé les Américains dans la vente d'American Can à Pechiney, a acheté à Paris et à Londres plus de 500 000 actions de la Société générale au cours de l'été dernier. Il les a revendues avec d'importantes plus-values à l'automne, au moment où une offensive était lancée contre la banque privatisée, avec l'appui des pouvoirs publics.

(Lire nos informations page 32.)

L'énigme Expert et M. Pelat

Acheteur de 20 000 actions Triangle dans les jours précédant le rachat d'American Can par Pechiney, la fiduciaire suisse Expert Treuhand a de multiples relations avec des sociétés liées, ou ayant été liées, à M. Roger-Patrice Pelat.

Ces connections suscitent des questions embarrassantes pour M. Pelat, déjà acheteur de 10 000 actions à Paris.

L'absence de démenti de M. Roger-Patrice Pelat après les informations transmises à l'Élysée selon lesquelles il aurait pu acheter 40 000 actions Triangle supplémentaires via la Suisse, s'ajoutant au 10 000 acquises « en clair » auprès de la banque Hoogstraten à Paris, s'explique-t-elle par le mystère Expert Treuhand ? Le Nouvel Observateur du 26 janvier évoque cette hypothèse, que conforte l'enquête du Monde.

Expert Treuhand AG, société fiduciaire de Zurich, a acheté 20 000 actions Triangle pour un

client de dernière heure, bien informé, les 16 et 17 novembre 1988, quelques jours avant l'annonce, le 21 novembre, du rachat d'American National Can par Pechiney. Profit approximatif, après la revente les 22 et 23 novembre, selon la Securities and Exchange Commission (SEC) : 759 000 dollars (4,5 millions de francs).

ERIK IZRAELWICZ, JEAN-FRANÇOIS LACAN, GEORGES MARION, EDWY PLENEL.

(Lire la suite page 7.)

Relance d'un débat bioéthique

Le sort incertain des embryons congelés

Le Comité national d'éthique doit prochainement se prononcer sur le sort à réserver aux embryons congelés en surnombre. L'un des membres du comité, le Père Patrick Verspieren, théologien catholique, n'exclut pas leur élimination.

Que faut-il faire des embryons « surnuméraires », congelés depuis plusieurs années et qui ne peuvent être transférés au bénéfice du couple qui a demandé leur conservation après une fécondation in vitro ? Il y a deux ans, dans l'attente d'une réflexion plus approfondie sur ce grave problème, le Comité national d'éthique avait conseillé aux chercheurs et aux médecins de détruire ces embryons si, au-delà d'un délai de vingt et un mois, ils n'avaient pas été implantés.

L'heure est aujourd'hui venue pour le Comité d'éthique de se prononcer officiellement sur le sort de ces embryons. Quatre solutions peuvent être envisagées : les réserver exclusivement au couple à l'origine de leur fécondation in vitro ; permettre leur adoption par d'autres cou-

ples stériles ; les supprimer ; ou encore les réserver à des fins de recherche scientifique.

Mardi 25 janvier, le jour même où se tenait la première réunion de la section technique du Comité d'éthique sur ce thème, le Père Patrick Verspieren, l'un des théologiens moralistes français les plus réputés et, qui plus est, représentant de l'Eglise catholique au sein du Comité d'éthique, faisait connaître son jugement personnel sur ce problème : « Il s'agit de prendre acte de l'imposée dans laquelle on se trouve, de décongeler ces embryons et de laisser s'éteindre leur vie. »

Il y a quelques semaines, lors de la Conférence européenne sur la bioéthique, réunie à Mayence (RFA), il avait pourtant expliqué que, « en l'embryon humain est présente une potentialité de vie même, et même une vie humaine en son tout premier commencement » (le Monde du 16 novembre 1988). Aujourd'hui, il prend le risque de contredire la doctrine officielle de l'Eglise.

Celle-ci a été rappelée dans l'instruction *Donum vitae* (le don

de la vie), rendue publique le 10 mars 1988 par la Congrégation romaine pour la doctrine de la foi, consacrée aux risques de toutes les formes de procréation médicalement assistée. Elle interdit purement et simplement ce genre de pratiques.

En s'exprimant d'une manière qui sera jugée provocante, le Père Verspieren a voulu alerter l'opinion sur les risques d'une pure « production médicale d'enfants » et surtout de manipulation des embryons ainsi congelés. Il n'est d'ailleurs pas en contradiction formelle avec la doctrine de l'Eglise qui n'admet pas plus aujourd'hui l'acharnement procréatif et génétique qu'elle n'approuve, depuis Pie XII, l'acharnement thérapeutique.

Il rouvre toutefois au sein de l'Eglise catholique le débat sur le respect de la vie embryonnaire. On peut se demander en effet quelle est la différence entre le fait de « laisser s'éteindre la vie d'un embryon » et celui de provoquer un avortement.

FRANCK NOUCHET et HENRI TINCO.

(Lire nos informations page 10.)

Commerce extérieur

Déficit de 33 milliards de francs pour 1988.

PAGE 32

Lenteurs de la justice

Un coup de semonce du procureur général de Paris.

PAGE 31

La crise au Soudan

La victoire à la Pyrrhus du premier ministre.

PAGE 5

L'Afrique et la France

Un article de M. Jacques Pelletier, ministre de la coopération.

PAGE 2

Le Monde

LIVRES

Voyage chez les agents littéraires

Une enquête de Bertrand Le Gendre à Paris, New-York et Barcelone

« Carver et Vautrin : une même compassion. » Zeev Sternhell et la naissance de l'idéologie fasciste. « Histoire : les bibliothèques de l'ancien régime ; l'esprit et la lettre ; l'écrivain, une invention qui a changé le monde. » Grazianno Ramello dans les témoins de l'été des années 30. « Le feuillet de Bertrand Poirot-Delpech. »

pages 13 à 20

Le sommaire complet se trouve en page 32

Philippe SOLLERS

Le Lys d'Or

GALLIMARD

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 4,50 dir ; Tunisie, 800 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 30 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,99 \$; Espagne, 1,20 P. ; France, 4,50 F. ; Grèce, 120 dr. ; Italie, 1.700 L. ; Liban, 3.400 L. ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 f. ; Portugal, 140 esc. ; Royaume-Uni, 2,25 £ ; Suède, 12,50 kr. ; Suisse, 1,60 S. ; USA (NY), 1,50 \$; USA (other), 2 \$.

مكتبة من الأصل

Débats

COOPÉRATION

Le choix de l'Afrique

par JACQUES PELLETIER (*)

ment rural, de la santé, de la culture, de la recherche...

De plus, nous soutenons de nouvelles formes de collaboration en ouvrant la coopération à la société civile, en encourageant les organisations non gouvernementales et les collectivités territoriales à conduire des projets de terrain concrets.

Renouveler la réflexion

Cette action est-elle à la mesure des choses ? Voilà des années que je parcours l'Afrique. Depuis huit mois, plus que jamais, je la revois, je la vois, je l'écoute. J'entends, je le crois, ses souffrances, son appel, son espoir. L'Afrique est atteinte cruellement ; mais elle vit. Ses richesses, ses potentialités sont immenses : ses peuples disposent d'une formidable énergie de survie ; et sa jeunesse, d'un immense besoin de création et d'innovation de l'avenir. Mais je suis convaincu aujourd'hui que l'ampleur et la gravité de la situation appellent un renouvellement de notre approche, de nos méthodes et, surtout, un changement de dimension.

Une nouvelle réflexion pour la coopération et le développement s'impose. Le Parlement, lors des discussions budgétaires, nous y a invités. Nous nous y engageons avec conviction, et l'espoir d'aboutir, de façon pragmatique, sur des pistes nouvelles. Ce débat parlementaire, et les conclusions qui en seront tirées, ajoutées à d'autres réflexions en cours, doivent servir à affirmer notre relation bilatérale, et à mieux orienter la coopération européenne.

Changer de dimension, c'est d'abord admettre que, en masse et en qualité, il n'est pas possible, seuls, de faire face aux défis de l'Afrique. C'est aussi tirer les conséquences des liens indissociables entre nos deux continents.

Faire l'Europe de la solidarité avec l'Afrique consistera d'abord à mobiliser pour des moyens financiers pour le développement, à mieux coordonner les aides, à accroître l'efficacité des méthodes utilisées. Au-delà, ce sera l'occasion de modifier en profondeur la relation économique et les termes de l'échange, ce qui ne peut s'envisager que dans le cadre du grand ensemble européen en création.

Dans cet esprit, nous pouvons construire un projet européen ambitieux. Ce sera aussi l'occasion, pour l'Afrique, de mieux prendre conscience du caractère interdépendant de l'économie mondiale, et d'en tirer des conclusions. La coopération entre l'Europe et les pays de l'ACP (Afrique - Caraïbes - Pacifique) existe déjà. Elle a un caractère global, couvre de larges domaines et repose sur la souveraineté des États. Elle se traduit par une convention, nommée « convention de Lomé », liant ces États et les douze États membres, qui prévoit une programmation de

(*) Ministre de la coopération et du développement.

l'aide communautaire sur cinq ans.

Cette convention est exemplaire. Mais il reste des progrès à accomplir, des innovations à introduire : tel est l'objet de la renégociation de la convention de Lomé (Lomé IV) qui se déroulera cette année. La France sera très active, particulièrement sur deux points : d'abord, très attachée au Stabex (1), elle fera des propositions pour en accentuer la portée structurelle, compte tenu de la crise des matières premières. Ensuite, elle plaidera pour que la Communauté se dote, à son tour, d'un instrument spécial d'appui aux politiques de redressement économique engagées par ces pays.

Lomé IV doit être aussi une occasion de rechercher ensemble un meilleur équilibre dans nos échanges et une promotion des investissements privés dans les pays en voie de développement. Naturellement, nous proposerons un accroissement du montant de l'enveloppe globale de Lomé IV. La France exercera pour six mois, à partir de juillet 1989, la présidence des Communautés, et la renégociation de la convention de Lomé sera une de mes priorités.

Cela étant, je le répète : la coopération bilatérale de la France avec l'Afrique est essentielle et le restera. Son caractère spécifique, fondé sur des liens d'amitié que l'histoire a forgés, sera préservé. La zone franc, en particulier, doit garder toute sa cohésion dans le système européen. Il faut poursuivre l'effort en faveur des pays dits « à revenu intermédiaire », les aider à réussir leur croissance. Ces pays, par leur réussite, deviendront des pions d'appui à un développement dynamique de l'Afrique.

L'Europe de 1993 sera la chance de l'Afrique. La France y veillera. Mais comment ne pas voir, ne pas dire que l'Afrique en développement sera, pour la France et pour l'Europe, une chance immense.

Une chance historique

D'ici l'an 2000, l'Afrique avoisinera un milliard d'habitants, dont 650 millions au sud du Sahara, avec un pourcentage considérable de jeunes. Si un échange fructueux s'instaure entre les deux continents, quelle opportunité pour la France, pour l'Europe ! Mais quel drame si la faim, la misère, la souffrance deviennent la règle ! Une chance historique aura été manquée. Aucun doute n'est permis : le choix de l'Europe, de la France, doit être l'Afrique ; le choix de l'Afrique doit être l'Europe, doit être la France.

Le président de la République, le premier ministre et le gouvernement de la France en sont convaincus, comme d'ailleurs la plupart des citoyens français et européens : au moment de fêter le bicentenaire de la Déclaration des droits de l'homme, et à l'aube d'un siècle nouveau, voilà un grand défi.

(1) Stabex : système de stabilisation des recettes d'exportation qui permet la compensation des pertes de recettes d'exportation sur les produits agricoles.

CANADA

Le français au Québec

par GÉRALD GODIN (*)

reste de l'Amérique du Nord. Nous considérons le français comme la langue normale de fonctionnement de notre société. Peu importe l'ampleur du bilinguisme des individus, nous n'acceptons pas le bilinguisme des institutions. Le français nous apparaît comme l'une des rares langues universelles et, à ce titre, nous ouvre un espace international incomparable. Le français est néanmoins une langue minoritaire au Canada, menacée après avoir d'abord été majoritaire. Il n'y a pas si longtemps encore, les gouvernements provinciaux et fédéral du Canada anglais intervenaient par législation pour interdire l'usage du français hors du Québec.

Or, tout récemment et une fois de plus, l'homme qui s'est donné le titre de protecteur du dernier carré français en Amérique du Nord et qui participe sans vergogne aux sommets de la francophonie, M. Robert Bourassa, premier ministre du Québec, a failli lamentablement à sa tâche. Avec sa loi 178, tout comme sa loi 22 de 1974, il ouvre la porte du Québec à la langue anglaise. Et l'histoire de la langue française au Canada, c'est l'histoire d'un phénomène que les géologues connaissent mieux que personne, l'érosion.

Trois lois linguistiques

Depuis 1969, le Québec a vécu sous l'empire de trois grandes lois linguistiques. La première fut adoptée par le gouvernement de l'Union nationale, alors dirigé par Jean-Jacques Bertrand. Il faut rappeler le contexte. Les enfants des immigrants choisissent l'école anglaise dans une proportion de 85 %. En plein quartier francophone de l'est de Montréal, des écoles anglaises deviennent écoles anglaises. Une école Saint-Jude devient D'Arcy McGee School Annex II. Le système scolaire anglais connaît une expansion foudroyante. Montréal va-t-elle basculer du côté anglais ?

Les leaders nationalistes exigent que le gouvernement intervienne. Celui-ci fera voter la loi 63. « Loi pour promouvoir l'enseignement de la langue française au Québec ». Le titre est trompeur. Dans les faits, que promulgue la loi 63 ? Les parents qui le désirent n'auront qu'à inscrire leurs enfants à l'école anglaise, et le tour sera joué. Coquetterie à souligner, la loi précise bien que les enfants acquièrent une connaissance d'usage du français.

Les Québécois se sentent floués. La rue devient le lieu d'expression politique du peuple québécois. Le Mouvement Québec français voit le jour. À l'Assemblée nationale, une opposition circonstancielle apparaît. Cinq députés en font partie. Deux d'entre eux deviendront célèbres. Le député de Gouin, Yves

Michaud, sera délégué général du Québec à Paris de 1976 à 1981, et le député de Laurier, René Lévesque, deviendra chef du Parti québécois et premier ministre du Québec de 1976 à 1985.

Le gouvernement Bertrand avait imposé sa loi. Il sera défait aux élections générales qui suivent, en avril 1970. Son successeur est Robert Bourassa. C'est au cours de son deuxième mandat, de 1973 à 1976, que Robert Bourassa se risquera à chercher une solution à la question linguistique qui se pose toujours avec la même acuité et dans les mêmes termes. Il fera adopter la loi 22. « Loi sur la langue officielle ». Encore un titre trompeur. Une loi axée essentiellement sur l'incitation. La loi visait aussi à franciser les raisons sociales des entreprises installées au Québec. Un ministre de l'époque, M. William Tetley, aéra l'honnêteté de reconnaître que l'opération incitation se soldait par un échec complet. La loi 22 invitait aussi les entreprises à franciser leurs opérations pour que leurs employés ne soient plus obligés de laisser leur langue au vestiaire avec leur manteau en entrant au travail. Là encore, le résultat fut nul.

Du côté francophone, le mécontentement est complet. En novembre 1976, les Québécois élisent René Lévesque et le Parti québécois. Les frustrations linguistiques expliquent en bonne part ce résultat.

Quelques mois après son élection, le gouvernement du Parti québécois se met à l'œuvre sur la question linguistique. La loi est prête à l'été 1977. Elle s'appellera Charte de la langue française. Dès son dépôt en Chambre, elle est contestée par tous les moyens possibles par l'opposition libérale, mais sans succès. Pour la première fois, le français sera pleinement reconnu pour ce qu'il est : la langue de la très nette majorité des Québécois.

S'il est vrai que le bonheur est une idée neuve en Europe, la langue est une idée neuve en droit : tout un train de mesures législatives vont voir le jour. L'affichage commercial, qui relève plutôt du droit des consommateurs, se fera exclusivement dans la langue de la majorité de la clientèle, soit en français. Toutefois, les petits commerces ne comptant que quatre employés ou moins, patron inclus, peuvent utiliser l'anglais et le français à l'intérieur.

Les « illégaux »

Sur le champ, le système scolaire anglophone commence à pratiquer la désobéissance civile et accepte sans droit quelques milliers d'enfants. On les appellera les « illégaux ». Au cours de la campagne électorale de 1985, Robert Bourassa prit deux engagements électoraux relatifs à la langue notamment auprès de l'électorat anglophone : abolir les « illégaux » et permettre l'affichage extérieur en anglais. Deux ans plus tard, il accordait aux « illégaux » le pardon. Quant à l'affichage, il se réfugia pendant trois ans derrière le jugement à venir de la Cour suprême du Canada pour justifier son immobilisme. Les six commerçants anglais qui estimaient que l'affichage unilingue français brimait leur liberté d'expression obtinrent gain de cause devant cette Cour fédérale le 15 décembre dernier. C'était l'allégresse. Elle fut de courte durée.

Dans les jours qui suivent, la montagne accouche d'une souris. Malgré trois ans de réflexion et quinze ans d'expérience politique, Robert Bourassa propose une solution encore une fois byzantine qui mène les anglophones à s'estimer trahis et les francophones à se voir à nouveau menacés dans leur langue. Le français reste la langue d'affichage extérieur alors que l'anglais aura droit de cité à l'intérieur des commerces.

Les sondages d'opinion le démontrent : les Québécois francophones demeurent majoritairement favorables à la Charte de la langue française et ils veulent que le gouvernement en applique les dispositions. Réunie notamment par le Mouvement Québec français, cette opposition populaire met en évidence davantage qu'une inquiétude : elle exprime la volonté ferme de vivre en français au Québec. À cet égard, toute concession reste sévèrement jugée.

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine

Directeur de la publication : Hubert Beuve-Méry (1944-1969)

Anciens directeurs : Jacques Fauriol (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile

« Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Européenne, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wauts

Rédacteur en chef : Daniel Veret

Correspondant en chef : Claude Sales

ABONNEMENTS PAR MINITEL

36-15 - Tapes LEMONDE

code d'accès ABO

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 08

Tél : (1) 42-47-97-27

Télécopieur : (1) 42-23-06-81

Tél : (1) 42-47-98-72

Tél : (1) 42-47-98-72

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

Régistré au Tribunal de Commerce de Paris sous le n° 11 42-47-98-81

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composés 35-15 - Types LEMONDE

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montmoyrie, 75007 PARIS

Tél : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Tél : MONDPUB 286 136 F

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐

6 mois ☐

9 mois ☐

1 an ☐

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

POLOGNE : les obsèques du Père Niedzielak

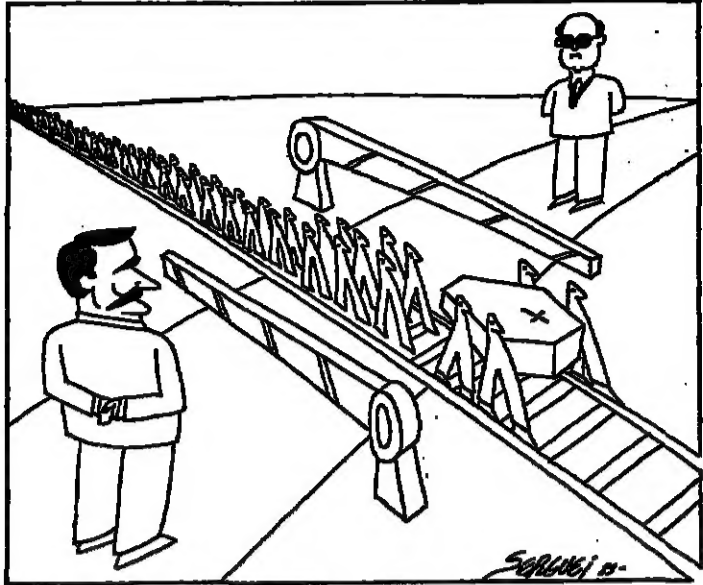
L'embarras de Solidarité

Cinq caillots blanc et rouge, aux couleurs de la Pologne, discrètement glissés dans le fer forgé d'une des fenêtres grillagées du presbytère constituaient, mercredi 25 janvier, le seul hommage visible au père Niedzielak à la veille de ses obsèques dans son église de Varsovie.

VARSOVIE
de notre envoyée spéciale

Non, le Père Stefan Niedzielak n'était pas le père Popieluszko, « martyr de Solidarité », enlevé puis assassiné par la police politique en 1984, et pour lequel d'innombrables banderoles avaient fleuri aussitôt à l'église Saint-Stanislas. Mais les circonstances troublantes qui entourent la mort de ce vieux prêtre connu pour son attachement aux valeurs patriotiques — en Pologne cela implique nécessairement l'idée d'indépendance vis-à-vis du grand voisin de l'Est — ont convaincu plus d'un de ses fidèles de l'existence d'une sombre machination.

Alors que, derrière les grilles des fenêtres de la petite maison basse où vivait le prêtre, experts en blouse blanche et policiers en civil s'affairaient à relever des indices de l'autre côté de la rue, dans l'immense cimetière de Powaski, la tombe du Père Niedzielak attend, fraîchement creusée, un groupe de femmes d'une soixantaine d'années sont venues reconnaître les lieux. Pour elles, cela ne fait pas l'ombre d'un doute : ce sont « eux » qui l'ont assassiné. Qui, ou ? L'UB ? (anciennes initiales



de la police politique polonaise), « comme Popieluszko », « Ils l'ont tué à coups de karaté », dit l'une ; « Il avait reçu des menaces », renchérit l'autre, convaincue que Lech Walesa viendra jeudi aux funérailles. Il ne peut pas en être autrement.

Les murs de l'église attenante au cimetière portent toute l'œuvre du père Niedzielak. Au-dessous d'une croix géante dédiée « à ceux qui sont tombés à l'Est », des centaines de plaques commémorent les disparus de Katyn, forêt de Biełorusie

où des milliers d'officiers polonais furent exécutés pendant la guerre. Les plaques portent toutes la date « 1940 », qui indique la responsabilité des Soviétiques. Une autre plaque, plus récente, offerte par « les continuateurs de la cause de l'indépendance », célèbre le père Popieluszko, « héros de la vérité et de Solidarité ».

Le Père Zdzisław Krol, chancelier de la Curie de Varsovie, nommé par intérim curé de la paroisse Boronowa depuis la mort, samedi 21 janvier, du Père Niedzielak, observe

placide dans la cour de l'église le va-et-vient des enquêteurs.

Il se souvient des mots échangés avec son ami prêtre la veille de sa mort. « Ils vont m'avoir », avait-il dit, faisant allusion à des lettres de menaces qu'il portait sur lui dans sa soutane mais qui n'ont pas été retrouvées. Malgré les résultats de l'autopsie — fracture de la colonne vertébrale, nez et dents cassés, ecchymoses sur le visage, les épaules et les pieds — les enquêteurs maintiennent que la thèse de l'accident n'est pas exclue. Quelques objets d'argenterie ont disparu, mais pas l'argent qui se trouvait dans un tiroir. Un porte-parole du ministère de l'intérieur est allé jusqu'à affirmer au journal télévisé mercredi soir que « l'enquête à ce stade permet d'exclure la présence d'un tiers », c'est-à-dire d'un agresseur.

Solidarité devait envoyer des délégations, notamment de mineurs de Haute-Silésie, aux obsèques, mais un véritable dilemme se posait à Lech Walesa : annoncer sa présence aux funérailles aurait paru apporter la caution de Solidarité à la thèse de la provocation politique à un moment où, abordant de délicates négociations avec le pouvoir — la date du 6 février circule déjà pour l'ouverture de la « table ronde » — il a plutôt besoin de sérénité. Mais éviter les obsèques alors qu'il avait prévu de se trouver à Varsovie pour organiser une nouvelle rencontre vendredi avec le général Kiszczak, ministre de l'intérieur, risquait d'être mal compris par ses sympathisants. Le secret de sa décision aura été gardé jusqu'à son dernier moment.

SYLVIE KAUFFMANN.

ESPAGNE

Les ponts sont coupés entre le gouvernement socialiste et les syndicats

MADRID
de notre correspondant

Cette fois, c'est la rupture. Mercredi 25 janvier, après une nouvelle réunion-marathon aussi infructueuse que les précédentes, le ministre du travail, M. Manuel Chaves, et les représentants des deux grands syndicats, Comisiones obreras (communistes) et UGT (socialiste) ont constaté qu'aucun rapprochement n'était possible. Sans même attendre l'échéance du 31 janvier que les parties s'étaient fixées pour tenter de parvenir à un accord, ils ont conclu que toute nouvelle réunion, désormais, était inutile.

Ces négociations « de la dernière chance » s'étaient ouvertes au lendemain de la grève générale du 14 décembre et du discours devant le Parlement du président du gouvernement, M. Felipe Gonzalez, qui avait admis « le succès politique » remporté à cette occasion par les syndicats. Elles portaient sur quatre des cinq grandes revendications à l'origine de la grève : augmentation du nombre de prestations des allocations de chômage, récupération du pouvoir d'achat perdu en 1988 par les fonctionnaires et les retraités suite à l'erreur dans la prévision d'inflation, équivalence entre les retraites minimales et le salaire minimal, reconnaissance du droit à

la négociation collective des fonctionnaires.

Le coût de ces revendications était estimé à quelque 500 milliards de pesetas (25 milliards de francs), tandis que le gouvernement n'était au départ disposé à mettre que 100 milliards sur la table. Progressivement, toutefois, M. Chaves avait fait de substantielles concessions, triplant pratiquement la somme offerte initialement. Il s'était heurté à une fin de non-recevoir des syndicats, qui n'étaient disposés à négocier que le calendrier d'application de leurs revendications, sans transiger sur le fond. Les centrales exigeaient, en outre, un accord global, refusant tout arrangement partiel.

Les allocations de chômage

Les négociations s'étaient finalement concentrées sur le point le plus conflictuel : les allocations de chômage. Aujourd'hui, 52 % à peine des travailleurs sans emploi en bénéficient. Les syndicats voudraient porter ce pourcentage à 48 %. Le gouvernement s'y était engagé dans un accord-cadre signé en 1984, mais il fait valoir aujourd'hui qu'il s'agit là d'une promesse impossible à tenir, vu son coût : le nombre de personnes qui se sont inscrites dans les bureaux d'embauche du ministère du travail durant ces dernières années dépasse largement les prévisions.

Le désaccord est en fait plus profond : le gouvernement affirme qu'il est préférable de consacrer les deniers publics à créer des emplois nouveaux plutôt qu'à subventionner des chômeurs. Les syndicats se montrent sceptiques face à cette thèse, rappelant qu'aucun des programmes de création d'emplois mis en œuvre par les autorités n'a vraiment permis de réduire un taux de chômage qui atteint toujours près de 20 %. Souvent accusées de ne représenter que les travailleurs qui bénéficient d'un emploi, les centrales veulent démontrer à cette occasion que la défense des chômeurs figure également parmi leurs préoccupations.

Le désaccord persistant entre les parties ne se résume pas seulement à une querelle sur les chiffres : le ministre de l'économie, M. Carlos Solchaga, reconnaît dernièrement que les sommes en jeu représentent à peine 1 % du PIB espagnol. Il estimait — d'accord avec les syndicats sur ce point — que c'est en fait une véritable lutte pour le pouvoir qui se livre aujourd'hui. Reviendrait par le succès de la grève générale, les syndicats considèrent qu'ils ont désormais leur mot à dire dans la détermination de la politique économique. Pour M. Gonzalez, au contraire, ce sont les urnes, et elles seules, qui octroient la faculté de gouverner.

WALTRAUD BARYLI.

THIERRY MALINAK.

BIBLIOGRAPHIE

« L'URSS et l'Europe de l'Est » édition 88

Dix-neuvième numéro d'une série annuelle réalisée par le CEDUCEE (Centre d'études et de documentation sur l'URSS, la Chine et l'Europe de l'Est de la Documentation française), « L'URSS et l'Europe de l'Est » débute cette année par trois études thématiques sur « la perestroïka culturelle », « la pénurie de main-d'œuvre et la flexibilité de l'emploi en Europe de l'Est » et « le monde communiste et l'Amérique latine ».

L'URSS, la Bulgarie, la Hongrie, la Pologne, la RDA, la Roumanie, la Tchécoslovaquie, la Yougoslavie et l'Albanie font ensuite l'objet d'une synthèse politique puis économique couvrant l'année 1987 et les deux premiers trimestres de l'année 1988. Si, comme l'écrit Thomas Schreiber, journaliste à Radio-France-International, dans son introduction, chacun des pays de l'Est, au niveau politique, « réagit différemment aux événements qui se succèdent à un rythme accéléré en URSS », les bilans économiques restent uniformément négatifs. Ces synthèses sont complétées par l'organigramme du parti et du gouvernement de chaque pays, des statistiques, et une bibliographie.

★ L'URSS et l'Europe de l'Est, notes et études documentaires, la Documentation française, 284 pages, 80 F.

YUGOSLAVIE

« Politika » a quatre-vingt-cinq ans

BELGRADE
de notre correspondant

Le quotidien Politika de Belgrade a célébré, le 25 janvier, son quatre-vingt-cinquième anniversaire. Le plus ancien journal de Yougoslavie a constamment paru depuis 1904, sauf pendant la première et la seconde guerres mondiales lorsque le royaume de Serbie d'abord, puis le royaume de Yougoslavie furent occupés par les austro-allemands.

Pour cet anniversaire, Politika a publié un supplément d'une quarantaine de pages, sur les questions d'actualité intérieure et rappelant ses rapports au cours des décennies passées avec diverses personnalités yougoslaves, et les intellectuels les plus connus.

On y trouve également des reportages de ses onze correspondants à l'étranger, et notamment une interview accordée en 1983 par le président François Mitterrand au représentant, à l'époque de Politika en France, M. Alexandre Prija. Dans cet entretien, le chef de l'Etat français raconte quelques souvenirs et notamment ses liens avec les soldats serbes dans les camps de prisonniers du III^e Reich.

Politika est aujourd'hui le principal quotidien yougoslave. Bien qu'il soit écrit en caractères cyrilliques, il est lu dans toutes les régions du

pays. Au fil des années, le journal est devenu une grande entreprise d'édition imprimant avec la technique la plus moderne quinze autres journaux et périodiques politiques, culturels ou sportifs. Son tirage varie entre 270 000 et 340 000 exemplaires par jour. L'entreprise Politika compte près de cinq cents journalistes et trois mille cinq cents ouvriers et employés. C'est le seul quotidien yougoslave à ne pas recevoir, sous une forme ou une autre, de subventions des institutions du régime.

P. Y.

● RFA : perquisitions dans trois entreprises dans le cadre de l'enquête sur l'usine chimique de Rafta. — La police ouest-allemande a effectué, mercredi 25 janvier, des perquisitions aux sièges de deux entreprises et aux domiciles de douze de leurs responsables, dans le cadre de l'enquête sur la participation de firmes de RFA à la construction de l'usine chimique libyenne de Rafta. Le siège d'Imhausen-Chemie — la seule des entreprises compromises à faire l'objet d'une information judiciaire — et le domicile de son président, M. Jürgen Hippenstiel-Imhausen, étaient inclus dans cette opération. — (AFP.)

AUTRICHE : les suites de l'affaire « Lucona »

Le président du Parlement contraint de démissionner

VIENNE
de notre correspondant

Le président du Parlement autrichien, M. Leopold Gratz, a démissionné, mercredi 25 janvier, de ses fonctions. Cette décision sera effective en février prochain. Comme M. Karl Blecha, ministre de l'intérieur, qui avait annoncé sa démission la semaine dernière, M. Gratz était gravement impliqué dans les tentatives d'empoisonnement de l'affaire Lucona (le Monde du 21 janvier).

Membre du Parlement depuis trente-quatre ans, ancien ministre de l'éducation et des affaires étrangères, M. Gratz était très lié à Udo Proksch, accusé d'escroquerie à l'assurance après le naufrage du cargo Lucona en 1977. Il avait fondé avec lui la fameuse « loge rouge » de Vienne, où se retrouvaient dans les années 70 tout le gratin du gouvernement socialiste de l'ex-chancelier Kreisky. A l'époque ministre des affaires étrangères, il avait permis à M. Proksch d'être libéré de prison en faisant venir de Roumanie, par l'intermédiaire de l'ambassade d'Autriche, des documents certifiant que le Lucona transportait bien

du matériel nucléaire et non de la simple ferraille, comme l'affirme la compagnie d'assurances. Ces documents se sont révélés par la suite forgés par les services secrets roumains. Entre-temps, Proksch avait pris la fuite.

L'affaire Lucona, qui est examinée depuis trois semaines par une commission d'enquête parlementaire, a mis en valeur l'inquiétante imbrication entre le Parti socialiste et l'appareil d'Etat qui avait fini par être de règle dans les années 70.

Les démissions de MM. Blecha et Gratz, qui interviennent pourtant bien tard, ont été imposées par le chancelier Vranitzky. Et l'année dernière président du Parti socialiste, le jeune chancelier apparaît déterminé à balayer devant la porte du Parti socialiste. Il se heurte cependant à la grogne de milliers de petits fonctionnaires et membres du parti, qui sont loin d'approuver cette politique d'assainissement. Les deux démissionnaires, qui se sont toujours déclarés victimes d'une campagne hostile, restent d'ailleurs pour le moment vice-présidents du SPOE.

WALTRAUD BARYLI.

LOUIS GARDEL



LOUIS GARDEL
Le beau rôle

AUX ÉDITIONS DU SEUIL

Variante ses approches tel un cinéaste ses jeux de lumières, Louis Gardel se montre un génial manœuvreur de ses doutes. On n'ose parler de littérature, mais elle est sublime.

Jean-Louis Ezine / Le Nouvel Observateur
On est loin de Fort Saganne, mais tout près, soudain, d'un auteur qu'on ignorait, autobiographe glaçant.

Jérôme Garcin / L'Événement du jeudi
Pour le « ton » du récit comme pour le « son » des voix, il n'y a pas plus vrai que ces personnages.

André Brincourt / Le Figaro
Une lecture bouleversante et précieuse... C'est magistral.

Danièle Brison / Dernières Nouvelles d'Alsace
De la retenue, certes, une absolue dignité mais aussi un sens quasi dostoïevskien de la pitié.

Pierre Mertens / Le Soir

Editions du Seuil

هكذا من الأصل

Europe

GRÈCE

Les mesures antiterroristes sont jugées « insuffisantes » par l'opposition

ATHÈNES
de notre correspondant

Le gouvernement grec a présenté, le mercredi 25 janvier, une première série de mesures contre le terrorisme, décidées la veille au cours d'un conseil des ministres extraordinaire. Les services de lutte contre le terrorisme auront désormais une direction indépendante et disposeront d'équipements techniques modernes. La police des ports va acquiescer six cents nouvelles motos, deux cents véhicules spécialement adaptés et deux hélicoptères de l'armée. Le gouvernement a également décidé d'offrir une prime de 200 millions de drachmes (environ 8,5 millions de francs) aux personnes susceptibles de fournir des informations permettant d'arrêter les auteurs de récents attentats à Athènes contre des magistrats, dont l'un est mort (le Monde du 25 janvier).

Les autorités grecques sont décidées à intensifier le travail de la police et à renforcer la protection personnelle des cibles potentielles des terroristes. Le système de

contrôle des entrées et des sorties du pays sera en outre progressivement informatisé.

L'opposition considère généralement que ce plan est insuffisant pour combattre le défi terroriste actuel. Mais il n'est pas exclu que le gouvernement socialiste n'ait rendu publique qu'une partie de son programme ou que certaines mesures, politiquement délicates, soient toujours discutées au sein du cabinet. On dit par exemple, à Athènes, que les services de police grecs vont à l'avenir davantage coopérer avec les services américains et ouest-allemands. On dit aussi que la décision de principe aurait été prise de permettre à la police de fouiller voitures et appartements sans mandat officiel et que les suspects pourraient être détenus au-delà des vingt-quatre heures légales. Enfin, selon certaines informations, l'armée pourrait être appelée à participer à certaines opérations de police comme la surveillance des ambassades et bâtiments officiels et des patrouilles dans les villes.

THÉODORE MARANGOS.

● Prolongation des travaux de la commission d'enquête sur le scandale Koskotas. — Le Parlement grec a décidé, mercredi 25 janvier, de prolonger d'un mois les travaux de la commission d'enquête sur les activités du banquier grec Georges Koskotas, accusé de fraude bancaire, et l'éventuelle implication d'hommes politiques dans l'affaire. Cette commission parlementaire, formée le 23 novembre dernier et composée de trente membres, dont seize appartenant au PASOK, le mouvement socialiste panhellénique au pouvoir, devait rendre ses conclusions le 24 janvier.

Le président de la Nouvelle Démocratie (droite) Constantin Mitsotakis, qui avait demandé une prolongation de deux mois, a annoncé que son parti se retirerait de la commission si celle-ci n'entendait pas une série de « témoins majeurs » et si une délégation de la commission n'interrogeait pas Koskotas, détenu depuis deux mois aux États-Unis. Le représentant du Parti communiste grec a quitté la semaine dernière la commission en estimant notamment que la procédure adoptée « étouffait » le scandale. — (AFP.)

Diplomatie

La recherche d'un règlement au Cambodge

La visite de M. Hun Sen à Bangkok est un succès pour le régime de Phnom-Penh

BANGKOK
de notre correspondant

C'est à bord d'un avion mis à sa disposition par l'armée thaïlandaise que le premier ministre de Phnom-Penh, M. Hun Sen, est arrivé, mercredi 25 janvier, à Bangkok en provenance de Vientiane. Dis son arrivée à l'hôtel — celui où descend généralement le prince Sihanouk. — M. Hun Sen a insisté, au cours d'une conférence de presse improvisée, sur le fait qu'il serait bien difficile à son gouvernement de faire d'autres concessions à la résistance cambodgienne. En revanche, Phnom-Penh est tout disposé à « parler affaires » avec ses interlocuteurs thaïlandais, a-t-il dit.

M. Hun Sen, dont le gouvernement n'est reconnu ni par Bangkok ni par les Nations unies, était accompagné de son vice-premier ministre, M. Kong Sam Ol, de son ministre de la Défense, le général Tin Banh, et d'une suite de vingt-quatre personnes. Un porte-parole thaïlandais a décrit comme « francs » les entretiens, mercredi après-midi, entre M. Hun Sen et le premier

ministre Chatchai Choonhavan. La délégation de Phnom-Penh a, semble-t-il, obtenu l'accord de la Thaïlande pour que le retrait progressif des forces vietnamiennes du Cambodge soit accompagné d'une cessation de l'aide aux forces de la résistance. Comme il l'avait fait dans le passé, M. Hun Sen a accepté l'idée d'un mécanisme international de contrôle, mais a réitéré son opposition à toute force internationale de paix.

Accord avec le HCR

Ainsi qu'il l'avait déjà fait lors d'une rencontre secrète, fin octobre au Laos, avec le général Chaovath, M. Hun Sen a évoqué le problème des prisonniers thaïlandais au Cambodge. Près de deux cents de ceux-ci ont déjà été relâchés. Trois cents autres pourraient être bientôt libérés en signe de bonne volonté. M. Hun Sen a également rappelé qu'il était disposé à accueillir les quelque deux cent cinquante mille réfugiés cambodgiens qui sont actuellement dans les

campes frontaliers. Un accord a été signé entre Phnom-Penh et le Haut-Commissariat pour les réfugiés (HCR) des Nations unies à ce sujet. En plus de ses entretiens politiques avec M. Chatchai, le général Chaovath et le ministre des affaires étrangères, M. Siddhi Savetsila, M. Hun Sen a rencontré les dirigeants de Charoen Pokphand, l'un des plus importants groupes commerciaux de Bangkok. Ce groupe a joué en Thaïlande un rôle pionnier dans le développement de l'élevage.

Bien que les officiels de Bangkok insistent sur le fait que la visite de M. Hun Sen ne signifie en rien une reconnaissance du régime de Phnom-Penh, ni même un changement radical de la position thaïlandaise, la plupart des observateurs diplomatiques, de l'Est comme de l'Ouest, s'accordent à dire que la visite de M. Hun Sen représente une importante victoire diplomatique du régime mis en place il y a dix ans par les troupes vietnamiennes. M. Chatchai aurait même admis le principe de l'envoi au Cambodge, d'une mission officielle.

JACQUES BEKAERT.

Le prince Sihanouk renonce à toute négociation jusqu'en septembre

PÉKIN
de notre correspondant

Dans une déclaration écrite diffusée à Pékin, le prince Sihanouk a jugé que sa présence à Djakarta pour la deuxième session de la « conférence informelle » entre parties impliquées dans le conflit était « inutile » et que la « table ronde » qu'il avait demandé à la France d'organiser en avril ou mai « gagne à être ajournée sine die ». Enfin, il considère que la « visite de travail » qu'il devait effectuer fin février en Thaïlande « n'a plus aucune raison d'être ». Il décide en conséquence de différer tous ses voyages jusqu'au dernier trimestre de l'année.

Cette date n'a pas été choisie au hasard. La décision de l'ancien monarque vise de toute évidence à bloquer le processus de règlement politique dont le Vietnam a fait la condition pour un retrait militaire complet du Cambodge qui serait achevé au plus tard en septembre. En effet, sans vouloir le dire, le prince Sihanouk a toutes les raisons de se sentir « laché » par Bangkok et mal soutenu par Pékin dans les tractations qui se déroulent, sans sa participation, à une rapidité peu commune entre les différentes capitales

concernées pour parvenir à une solution internationale de la crise.

A son arrivée à Pékin mardi, le chef de file de la résistance avait longuement souligné que le désengagement international ne réglait pas, à ses yeux, le problème crucial, sur le plan intérieur cambodgien, de la composition d'une administration provisoire et les moyens dont elle disposerait pour garantir un retour à la paix et l'organisation d'élections libres.

La prestation de M. Hun Sen à Bangkok, venant après le dégel des relations entre la Thaïlande et le Vietnam, l'a visiblement conforté dans le sentiment que les Thaïlandais étaient prêts à pactiser avec l'administration de Phnom-Penh dans l'espoir d'un partage d'influence entre les parties orientale et occidentale du Cambodge. En ce qui concerne ses relations avec Pékin, le prince semble avoir opté pour l'analyse de nombreux diplomates occidentaux qui considèrent le rapprochement sino-soviétique et, dans une certaine mesure, le dégel sino-vietnamien, comme des phénomènes inéluctables que ne peut plus entraver une impasse au Cambodge.

Cette nouvelle reculade peut avoir un objectif tactique, sur lequel le prince, qui est hébergé, loin des

journalistes, dans la résidence officielle des invités du gouvernement chinois, ne s'est pas encore expliqué : contraindre l'Union soviétique à trancher entre un soutien plus actif à sa personnalité — ou Moscou dit depuis plusieurs mois — « indispensable » à une solution viable au Cambodge — et l'hypothèse d'un règlement « bâclé » qui laisserait le seul Hun Sen au pouvoir à Phnom-Penh, avec les risques que cela comporte face aux Khmers rouges. Dans cette analyse, rien ne ferait sans doute plus plaisir à l'ancien monarque que de se voir formellement salué par le chef de la diplomatie soviétique, M. Egorov Chevardnadze, lorsque celui-ci arrivera le 2 février à Pékin. Ce serait en effet un signe de Moscou au camp vietnamien qu'il est temps de lâcher du lest.

Faute de quoi, on voit mal comment le prince Sihanouk, condamné depuis si longtemps à faire monter les échelles, pourrait continuer à s'impliquer dans une partie où tant de cartes sont biseautées. Il reste que, si geste de Moscou il y avait, le chef de file de la résistance n'a pas encore fait connaître quelle serait la concession qu'il envisagerait d'effectuer en retour. La question est de savoir s'il est disposé à envisager la négociation sous cet angle.

FRANCIS DERON.

Afrique

BÉNIN : peu sûr de son armée

Le président Kérékou cherche à composer avec les mécontents

COTONOU
correspondance

« Comment croire en la bonne foi du président, alors que son régime s'est maintenu par des mensonges permanents ? » Cette réflexion vient d'un haut responsable béninois conscient de l'échec de la politique du président Mathieu Kérékou, arrivé au pouvoir par un coup d'État en 1972. Le calme apparent qui prévaut au Bénin après quinze jours de tension sociale dans les villes de Cotonou et de Porto-Novo (le Monde du 26 janvier), n'est qu'une trêve dans le conflit qui oppose au sein du gouvernement les fonctionnaires et les étudiants. Ces derniers réclament le versement de quatre mois d'arriérés de salaires et le paiement des bourses. Les discours révolutionnaires ne marchent plus au Bénin. Depuis trois ans le pays subit une crise économique sans précédent, le pouvoir est usé. Aujourd'hui, les Béninois commencent à parler : ceux-là-mêmes qui appartenaient aux divers mouvements de masse se rebiffent. A Cotonou, les fonctionnaires ont fait grève de manière larvée, allant au travail mais s'y croisant les bras.

Les étudiants se sont mobilisés pour un arrêt total des cours et l'obtention du paiement de leurs bourses. Ils ont menacé les néo-grévistes de les asperger d'acide, une pratique répandue au Bénin.

A Porto-Novo, l'agitation a été plus virulente. Ancienne capitale coloniale peuplée principalement

de commerçants yoruba et située à 30 kilomètres de Cotonou, cette cité a toujours eu le sentiment d'appartenir au Nigéria voisin. Au début de la semaine, des groupes de jeunes se sont attaqués aux bureaux du Trésor à coups de pierres. Des portraits du président Kérékou ont été brûlés, ainsi que le drapeau national, et plusieurs magasins ont été pillés, les forces de l'ordre n'ayant pas riposté avec beaucoup de résolution. Le ministre de l'Intérieur dénonce la complicité passive des policiers. Dans la soirée du lundi 23 janvier, un communiqué radiodiffusé autorisait les forces de sécurité à ouvrir le feu sans sommation sur les rassemblements éventuels. Depuis, la ville de Porto-Novo est quadrillée par des parachutistes.

En revanche, le calme a régné à Cotonou. Depuis l'annonce du paiement d'une partie des salaires, les banques ont été prises d'assaut.

Abandon du socialisme

Les nombreux détournements de fonds par une minorité au pouvoir ont fini d'exaspérer les couches défavorisées en proie aux pires difficultés pour survivre. L'inconscience des dirigeants, qui persistent à gérer des entreprises nationalisées non rentables, a conduit l'économie du Bénin à la ruine. Le commerce s'est réduit à sa plus simple expression, les banques ne pouvant plus honorer les factures. De nombreux capitaux ont été transférés au Togo.

TUNISIE

Le président Ben Ali lauréat du prix Louise-Michel

Le prix international Louise-Michel « Démocratie des droits de l'homme » pour 1988 a été remis mercredi 25 janvier, à Carthage, au président Ben Ali, par M. Alain Robert. Le président du Sénat et président d'honneur du Centre français d'études politiques et de sociétés, qui décerne ce prix, a salué en la personne du chef d'État tunisien « un homme de dialogue éprouvé de tolérance ». Alors que le monde compte bien peu de véritables démocraties, « la Tunisie fait partie désormais de cet espace privilégié de liberté », a-t-il ajouté. M. Ben Ali a souligné une « heureuse coïncidence » : la remise de ce prix intervient à un moment où le peuple tunisien s'attelle à la consolidation des fondements de la démocratie. — (Corresp.)

● AFRIQUE DU SUD : démission du ministre de la main-d'œuvre. — Le Parti national (NP, gouvernemental), en proie au doute depuis une semaine à la suite de la maladie de son chef, le président Pieter W. Botha, a subi, mercredi 25 janvier, un autre coup dur avec la démission soudaine et inattendue du ministre de la main-d'œuvre, Plesis du Plessis, un allié du ministre des affaires étrangères, « P.K. » Botha. Dans un bref communiqué publié au Cap, le président en exercice, Chris Hani, a affirmé que M. du Plessis avait démissionné « de son plein gré », mais sans préciser les raisons de cette décision. — (AFP.)

● Réactions à la réduction du Groupe d'assistance de l'ONU en Namibie. — L'Organisation du peuple du Sud-Ouest africain (SWAPO) et l'Organisation de l'Unité africaine (OUA) ont réagi sèchement, mercredi 25 janvier, à l'annonce faite la veille par M. Javier Pérez de Cuellar, de réduire les effectifs du Groupe d'assistance des Nations unies pour la période de transition (GANUPT), chargé de veiller à l'accession à l'indépendance de la Namibie, de 7500 hommes à 4650 (le Monde du 26 janvier). La SWAPO a qualifié la recommandation de « ridicule et tout simplement inacceptable ». Le secrétaire général de l'OUA s'est déclaré pour sa part « déçu et très sérieusement préoccupé ». — (AFP.)

Le Monde

SÉLECTION IMMOBILIÈRE

chaque mercredi
(éditions d'été jeudi)
Renseignements : 45-55-91-82.
Boite 4138

SOMALIE

Le premier ministre annonce la prochaine libération des prisonniers politiques

Le premier ministre somalien, le général Mohamed Ali Samatar, a annoncé, mercredi 25 janvier, à Londres, la libération prochaine de « tous les prisonniers politiques sans exception ». Le premier ministre a précisé qu'Amnesty International, dont le siège est à Londres, avait été invitée à assister à ces libérations qui, a-t-il dit, en seront à un stade avancé lorsque des représentants de l'organisation humanitaire viendront en Somalie, le 25 avril, le général Samatar s'est déclaré incapable de fournir le nombre des prisonniers politiques, en indiquant qu'il s'élevait à « quelques centaines ».

Sur la situation dans le nord du pays, où le Mouvement national somalien (MNS) mène la lutte armée contre le régime de Mogadiscio, le général Samatar a indiqué que son gouvernement avait été contraint d'employer la manière forte. « L'année dernière, des milliers d'hommes armés ont envahi et occupé deux de nos principales villes dans le nord, Hargeisa et Burao. Nous avons dû répondre vigoureusement, et le gouvernement ne faisait que son devoir. Le conflit a été sanglant, mais il était inévitable », affirme le premier ministre. « La faute en revient aux terroristes qui ont lancé les attaques les premières », a-t-il ajouté.

Le chef du gouvernement somalien a annoncé qu'il cherchait une solution politique pour mettre fin au conflit dans le nord du pays, mais qu'il n'était pas question de négocier avec des représentants du MNS, qualifiés de « terroristes ». Il a ajouté que le gouvernement avait l'intention de lancer un vaste programme de reconstruction des villes détruites du nord du pays, de rétablir les services publics et de relancer l'économie régionale. — (AFP.)

Revue d'études Palestiniennes

AU SOMMAIRE DU N° 30

La déclaration d'indépendance de l'État de Palestine

ABOU IYAD

Pour la justice, pour la paix (interview)

ZIAD ABU-AMR

Le débat interpalésinien à la veille du CNP

IMTIYAZ DIAB

L'état : témoignages du peuple de l'Intifada

SIMONE BITTON

Démocratie des uns, destins des autres

DOSSIER

Les élections à la 12^e Knesset

PIERRE VIDAL-NAQUET

Pour un ami disparu : Hommage à Marcel Liebman

KAMAL BOULLATA

Les enfants palestiniens recréent le monde

MAHMOUD SOURID

L'institut des études palestiniennes, 25 ans après

Ce numéro : 57 F - Abonnements 1 an (quatre numéros), 190 F
Étudiants (sur justification), 160 F
Réglement au nom des Éditions de Minuit (CCP Paris 180-43 T)

Revue trimestrielle publiée par l'Institut des Études Palestiniennes
Diffusion : les Éditions de Minuit - 7 rue Bernard Palissy - 75006 Paris

LA BOURSE EN DIRECT

LE MONDE DE LA BOURSE

Suivez en direct l'évolution des cours de la Bourse

BOURSE

36.15 LE MONDE

Afrique

SOUDAN : le pouvoir, l'opposition et la rébellion dans le Sud

La victoire à la Pyrrhus de M. Sadek El Mahdi

Trois semaines après l'éclatement du gouvernement d'entente nationale, M. Sadek El Mahdi, premier ministre et chef du parti Oumma, est sorti - provisoirement du moins - victorieux de l'épreuve de force qu'il a opposé aux syndicats ouvriers appuyés par l'ensemble de l'opposition. Le Parti unioniste démocratique (PUD) de M. Mohamed Osman El Mirghani, qui fut pendant près de deux ans et demi le principal partenaire gouvernemental de l'Oumma à Khartoum, s'est joint aux extrémistes aux protestations.

KHARTOUM
de notre envoyé spécial

Le succès du premier ministre, également chef de la secte des Ansars, constitue une « victoire à la Pyrrhus ». Son gouvernement a pour l'instant survécu et le spectre de l'effacement, le soulèvement soudanais qui en mars-avril 1985 avait eu raison du régime de Nemeiry, s'est estompé. Mais le prestige et l'autorité de l'homme fort de Khartoum ont été sérieusement entamés par sa décision, de rapporter, sous la menace de la grève générale, les mesures de hausses qui avaient donné le signal de la contestation populaire.

Ce discrédit est venu s'ajouter au fait que, pour la majorité des Soudanais, M. Sadek El Mahdi porte désormais l'entière responsabilité de l'échec de l'accord d'Addis-Abeba du 16 novembre qui devait se concrétiser fin 1988 par une conférence constitutionnelle, prélude à la paix civile au Soudan.

L'impassé est désormais totale. La solution négociée du conflit avec les rebelles du Sud est remise aux calendes grecques, condamnant ainsi à l'échec toutes les tentatives de réconciliation à la situation économique catastrophique que connaît le pays. Et, en effet, que oit-on régler le problème du Sud, le Soudan peut espérer un aide substantielle internationale de nature à redresser son économie chancelante.

Le chantage islamiste

Sur le plan politique, le Parti Oumma est plus isolé que jamais. La décision, en mai 1988 - d'ailleurs hautement contestée à l'époque - d'introduire le Front national islamique (FNI) au sein de la coalition, a constitué une grave erreur. Elle a affaibli l'Oumma qui avait gagné les élections législatives sur la base d'une lutte sans merci contre les partisans de M. Hassan El Tourabi, le chef du FNI, lequel avait été - on ne l'a pas oublié ici - le meilleur soutien du régime de Nemeiry. Ceux, qui, au sein du parti de M. Sadek El Mahdi, s'opposaient à cette alliance contre nature - dangereuse pour l'expérience démocratique en cours au Soudan - ont été, soit éloignés des postes importants du parti ou du gouvernement, soit neutralisés ou marginalisés par suite de multiples pressions, d'ordre moral ou financier.

L'entrée des islamistes au gouvernement a accentué la dérive droitiste et islamique de l'Oumma, esquissée depuis de longs mois, sans que le pouvoir en ait tiré le moindre avantage. M. Sadek El Mahdi espérait alors que la participation au gouvernement des Frères musulmans, contribuerait à apaiser la rue et mettrait une sourdine aux revendications populaires. Il n'en a rien été, et les récentes manifestations ouvrières ont surtout dénoncé l'action du FNI, en tant qu'associé intime des banques islamiques accusées d'être l'un des principaux agents du désordre économique.

Plus grave : le problème de la charia - la législation islamique - relancée par l'entrée au gouvernement du FNI, a divisé la coalition au pouvoir, reléguant au second plan les efforts de paix dans le Sud. Les lois de substitution à la charia que M. Hassan El Tourabi a préparées sont plus dures que celles élaborées sous le règne de Nemeiry. Elles n'avaient donc aucune chance d'être appliquées. Mais elles n'ont pas été repoussées définitivement, de crainte qu'un tel refus n'incite le

FNI à quitter la coalition au pouvoir.

« Chantage permanent »

Habilement tiré par M. Hassan El Tourabi, ce « chantage permanent » a été en fin de compte payant pour le FNI. Ainsi que le soulignait récemment M. Bona Malwal, le directeur du *Sudan Times*, « en cédant à ce chantage et en voulant garder à tout prix le FNI au gouvernement, M. Sadek El Mahdi lui a consenti un droit de veto sur le processus de paix et en a fait pratiquement l'arbitre de la situation ».

A Khartoum, l'impassé est désormais totale. La solution négociée du conflit avec les rebelles du Sud est remise aux calendes grecques, ce qui condamne à l'échec toutes les tentatives de réconciliation à la situation économique catastrophique dans laquelle se débat le pays.

C'est pour briser ce cercle vicieux que M. Osman El Mirghani, le chef du PUD, s'est rendu vers la mi-août à Addis-Abeba pour entamer avec le colonel Garang, le chef rebelle de l'Armée populaire de libération du Soudan (APLS), une longue négociation qui a débouché, le 16 novembre, sur la signature d'un accord acceptable par toutes les parties. M. Mirghani avait soigneusement préparé son voyage à Addis-Abeba et pris le soin d'en informer les dirigeants de l'armée et M. Sadek El Mahdi.

Les chefs militaires avaient accueilli son initiative avec enthousiasme, affirmant qu'« ils ne se battaient que pour donner aux dirigeants politiques le temps et la possibilité de négocier une paix des braves ». M. Sadek El Mahdi, plus réservé, n'avait donné son aval qu'en formulant une série de conditions que M. Mirghani a respectées à la lettre. M. Sadek El Mahdi était convaincu que les pourparlers n'aboutiraient pas : « Le colonel Garang n'était pas sérieusement intéressé par une paix négociée ».

Entre Le Caire et Tripoli

La rapidité avec laquelle l'accord d'Addis-Abeba a été conclu est largement due à la « nouvelle souplesse » du colonel Garang, qui a notamment accepté que la charia soit « gelée » et non abrogée. Un autre facteur déterminant a été le rôle joué dans les coulisses par l'Égypte. Celle-ci a grandement facilité, grâce à une médiation discrète - entreprise, dit-on, par M. Boutros-Ghali, ministre égyptien des affaires étrangères - entre le dirigeant du PUD et chef de la secte des Khartoum, traditionnellement

tourné vers Le Caire et le colonel Garang. Depuis un an déjà, les Égyptiens s'efforcent par tous les moyens de faciliter une paix négociée entre Khartoum et les rebelles. Cette paix leur permettrait de relancer le projet du canal de Jonglei - actuellement paralysé par les combats - qui, une fois achevé, accroîtra le débit du Nil après l'assèchement des marais du sud.

La poursuite du conflit, estiment-ils aussi, contribue à renforcer l'influence du FNI, qui représente pour l'Égypte un danger dans la mesure où l'application intégrale de la charia au Soudan ne pourrait qu'encourager l'extrémisme islamique au Caire. Enfin, les Égyptiens

s'inquiètent du renforcement continu des liens privilégiés qu'entretient le parti Oumma de M. Sadek El Mahdi, historiquement hostile à l'unité de la vallée du Nil, avec la Libye du colonel Kadhafi.

« Charte d'action unioniste »

Les relations avec Tripoli sont l'une des principales pommes de discorde à l'intérieur de la coalition au pouvoir depuis 1986. Alors que M. Mirghani poursuivait ses discussions avec le colonel Garang, M. Sadek El Mahdi s'efforçait, de son côté, de conclure avec Tripoli un pacte d'unité. Le 28 octobre dernier, une délégation officielle soudanaise signait à Tripoli une « charte d'action unioniste » prévoyant à long terme la création d'un cadre légal et institutionnel en vue d'une « unité organique » future entre les deux pays.

L'annonce de cet accord a momentanément mis M. Mirghani à l'écart et a conduit à Addis-Abeba pour conclure l'accord de paix ressemblait aux yeux de certains à une provocation visant à torpiller l'initiative DUP. L'accord, dont les lignes générales étaient alors connues, prévoyait en effet l'abrogation de tous les traités et pactes portant atteinte à la souveraineté du Soudan.

Le PUD s'est aussitôt empressé de rejeter l'accord de Tripoli en soulignant son caractère inopportun. Cela n'a pas empêché M. Sadek El Mahdi de se rendre dans la capitale lybienne le jour même où M. Mirghani et le colonel Garang signaient leur accord à Addis-Abeba. L'épreuve de force fut évitée de justesse début décembre, lorsque le colonel Abou Bakr Younés, ministre libyen de la défense, arriva à

l'improviste à Khartoum avec la ferme intention d'y rester jusqu'à la conclusion d'un accord d'unité entre les deux pays.

M. Mirghani tint bon, menaçant même de quitter le gouvernement. Furieux, le colonel Abou Bakr Younés quitta la capitale le 6 décembre, en claquant la porte, sans même saluer les autorités. Les Libyens n'ont cependant pas perdu espoir d'arriver à leurs fins. « Ils savent, nous a déclaré un ancien membre de l'Oumma entré en dissidence, que M. Sadek El Mahdi ne peut rien leur refuser, car il a désespérément besoin de leur aide financière et militaire pour poursuivre la guerre dans le Sud ».

En réalité, le premier ministre n'a pas abandonné le « vieux rêve d'une victoire militaire sur les rebelles ». Sans exclure d'éventuelles négociations avec le colonel Garang, il voudrait auparavant redresser une situation militaire singulièrement compromise. De plus, il souhaiterait que ces négociations se déroulent par l'entremise de l'Éthiopie, qui, selon lui, contrôle pratiquement la rébellion sudiste.

Lors du récent séjour à Khartoum d'une importante délégation éthiopienne conduite par le chef du gouvernement d'Addis-Abeba, M. Fikre Sélassié, la propagande gouvernementale a fait miroiter la possibilité d'un accord aux termes duquel chacun des deux pays s'engagerait à mettre fin à l'aide qu'il apporte aux rebelles de l'autre. Aucun élément n'est venu cependant étayer cette éventualité et rien ne semble indiquer, pour l'instant, que les Éthiopiens songent à sacrifier le colonel Garang, ne serait-ce que parce que M. Sadek El Mahdi, qui n'a aucune prise sur les Érythréens, ne peut rien leur offrir en échange.

Un « don du ciel »

« M. Sadek El Mahdi n'arrive pas à comprendre, nous a déclaré M. Mohamed Tewfik Ahmed, un des principaux membres du bureau politique du PUD, que le colonel Garang n'est pas un instrument entre les mains des Éthiopiens, mais un patriote soudanais. Si, par hasard, les autorités d'Addis-Abeba essaient de lui créer des difficultés, il trouvera certainement d'autres pays africains prêts à l'aider. M. Mohamed Tewfik Ahmed, qui a joué un rôle essentiel dans les négociations ayant abouti à l'accord du 16 novembre, ajoute : « Ce que M. Sadek El Mahdi ne comprend pas, c'est que nous avons perdu beaucoup de temps et que si la guerre ne prend pas fin rapidement, il n'y aura plus de Soudan ».

Ce sentiment est partagé par la grande majorité des Soudanais qui avaient accueilli l'initiative de paix de M. Mirghani comme un « don du ciel ». L'échec de l'accord d'Addis-Abeba, suivi de près par les manifestations contre la vie chère, a divisé le pays en deux. D'un côté, le parti Oumma et les Ansars - dont on aurait tort de sous-estimer la puissance - secondés par le FNI qui dispose d'importants atouts financiers et se pose de plus en plus en idologue du pouvoir. De l'autre, l'ensemble de l'opposition extra-parlementaire dont le fer de lance est désormais la puissante fédération des syndicats des travailleurs proches des mirghanistes. Celle-ci avait été l'un des principaux artisans du renversement du maréchal Nemeiry.

Le parti Oumma, qui détiendait avec le FNI une large majorité à l'Assemblée constituante, peut continuer, théoriquement du moins, à gouverner le pays, malgré le départ du PUD de la coalition. Mais si la guerre au Sud, qui est à l'origine de la crise économique actuelle, ne s'achève pas dans un délai raisonnable, le pays risque de devenir ingouvernable. « A quoi sert la démocratie républicaine en avril 1986 si les gens n'ont même pas de quoi manger ? » entend-on de plus en plus.

Le climat de désenchantement qui s'est installé dans le pays a donné naissance aux rumeurs les plus folles au sujet d'un éventuel coup d'État militaire. Même les plus sceptiques commencent à y croire. Le secrétaire général du Parti communiste soudanais, M. Ibrahim Nougoud, n'exclut plus une telle éventualité : « Il y a, dit-il, pas mal d'aventuriers dans l'armée qui cherchent une occasion. Cette occasion, ils l'auront si le système parlementaire cesse de fonctionner correctement ». Tel est également, à quelques nuances près, l'avis d'un des dirigeants de l'Alliance nationale. Celui-ci estime : « Toutes les conditions classiques d'une intervention militaire existent. Nous nous trouvons devant une armée vaincue militairement qui pourrait être tentée de retourner ses armes contre son propre gouvernement ».

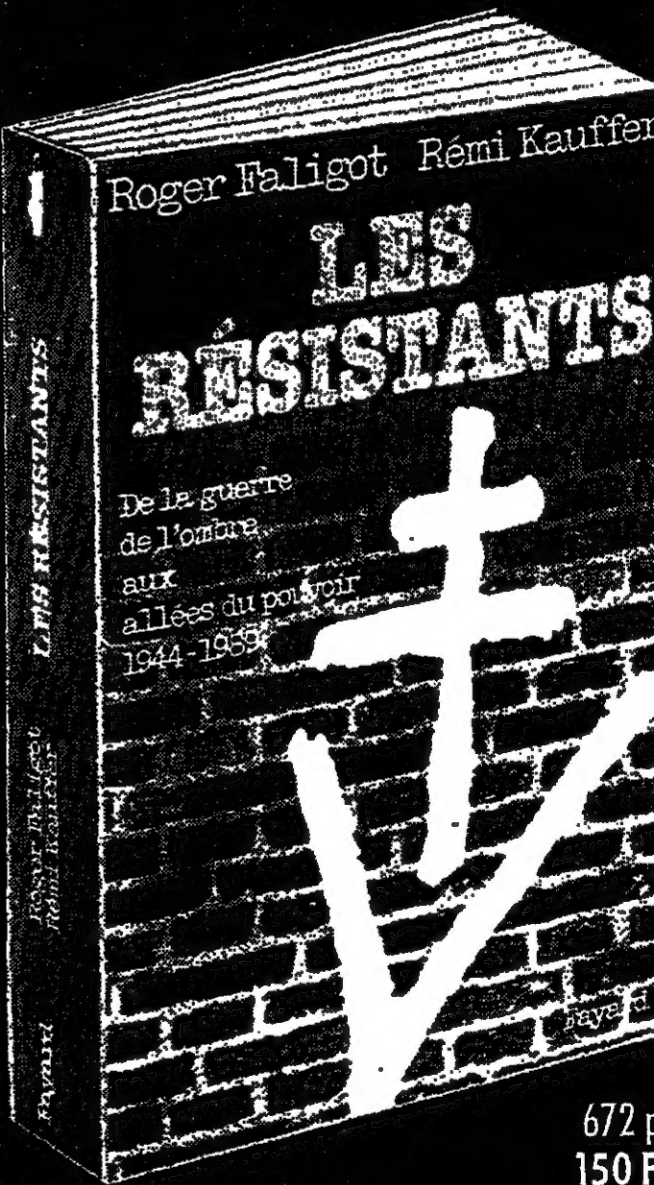
JEAN GUEYRAS.

EN 1944

la Résistance a vécu. Il ne reste que des résistants.

Roger Faligot et Rémi Kauffer racontent le destin mouvementé des soldats de l'ombre saisis dans la lumière crue des IV^e et V^e Républiques... Un livre passionnant, foisonnant, provocant.

Gilles Perrault, *Le Nouvel Observateur*



672 p.
150 F.

FAYARD

سكندرية من الامم

Amériques

ETATS-UNIS : premières initiatives budgétaires

L'administration Bush croise le fer avec le Congrès

WASHINGTON
de notre correspondant

La fête est finie, et les ennemis commencent. A peine formulée par la nouvelle administration, une première suggestion destinée à dégrader quelques revenus supplémentaires pour remédier à une situation de crise a soulevé un tollé général, et déjà l'équipe Bush semble amorcer une retraite, sous les tirs joyeux du Congrès.

Il ne s'agissait pourtant pas de s'attaquer de front au problème du déficit budgétaire, mais seulement de tenter de colmater une brèche par laquelle des milliards de dollars publics risquent de s'envoler : la faillite d'un grand nombre de caisses d'épargne américaines. Les dépôts effectués dans ces caisses étaient garantis par l'Etat, ce dernier va se trouver contraint de régler, en quel-

ques années, une arborescence dont les estimations provisoires et plutôt prudentes, vont de 50 à 100 milliards de dollars. Tout le monde admet que plus l'on tardera à prendre des mesures, plus le mal s'aggravera. La nouvelle administration a donc émis l'idée d'un prélèvement, d'un montant de 0,3 %, sur les sommes déposées par les particuliers dans les banques ou les caisses d'épargne garanties par l'Etat. Présenté par le secrétaire au Trésor, Nicholas Brady, comme une sorte de prime d'assurance, ce prélèvement (de 30 cents pour 100 dollars) produirait des revenus d'environ 9 milliards de dollars par an, soit de quoi couvrir les intérêts des sommes que l'Etat devra emprunter pour venir en aide aux caisses d'épargne.

La réaction a été immédiate, et violente, en particulier au Congrès où quelques élus se sont lancés dans de

poignantes métaphores : « On prend l'argent aux otages pour payer les ravisseurs », s'est écrié l'un d'entre eux — les otages étant dans son esprit les déposants, les ravisseurs les responsables des caisses d'épargne en faillite. « C'est une des idées les plus stupides que j'aie jamais vues », a rétorqué un représentant démocrate, l'un de ses collègues républicains se montrant à peine plus aimable. Les porte-parole des banques sont aussi immédiatement montés au créneau pour dénoncer cette « grossière injustice ».

Bref, l'affaire, qui, selon le président Bush, devait faire l'objet d'un « débat animé », est fort mal engagée. Naturellement, un repli en bon ordre est à se faire. Après tout, comme l'a souligné M. Bush lui-même, il ne s'agit pas d'une option — et le nouveau président a soigneusement évité de dire s'il comptait la reprendre à son compte.

Le porte-parole de la Maison Blanche, M. Fitzwater, avait, pour sa part, parlé de « ballons d'essai », avant de retirer cette expression, mais un peu tard : « Si c'est un ballon d'essai, c'est le Hindenburg (1) », avait déjà rétorqué, féroce, un sénateur.

L'idée de ce prélèvement sur les dépôts bancaires n'est peut-être pas des plus heureuses, mais la manière dont elle a été accueillie donne un avant-goût des difficultés qui attendent

la nouvelle équipe quand elle va s'efforcer de trouver des revenus supplémentaires. La majorité démocrate semble déterminée à lui barrer les petits chemins déconseillés qui permettraient d'atteindre plus ou moins discrètement ce but, pour ne lui laisser qu'une voie de passage : une augmentation d'impôts — fourches Caudines pour un président qui avait promis le contraire.

On n'en est pas encore là, d'autant que la gravité réelle du déficit fait l'objet de débats entre spécialistes, et que certains estiment que la situation est beaucoup moins préoccupante qu'on ne le croit, notamment en Europe. Mais, au moins, ce premier accroc remet-il à leur juste place les amabilités échangées, pendant et aussitôt après l'inauguration, par le président et les dirigeants du Congrès.

Certes, les hostilités ne sont pas encore déclarées, les démocrates se sont bien gardés de rejeter la « main tendue » par le nouveau président, lors de son discours d'inauguration. Mais, comme le montre déjà l'affaire du prélèvement, M. Bush ne manquera pas de se faire taper sur les doigts à la première maladresse.

JAN KRAUZE.

(1) L'immense dirigeable Hindenburg avait pris feu, en 1937, à l'issue d'un voyage transatlantique.

Le nouveau président veut renforcer l'éthique gouvernementale

Le président George Bush s'est, dès son entrée en fonctions, démarqué de l'administration de M. Reagan en s'attaquant de front au problème de l'éthique gouvernementale.

Mardi 25 janvier, M. Bush, qui avait promis de faire de cette question l'une de ses priorités, a nommé une commission chargée de faire dans les trente jours des recommandations pour un projet de loi qui renforcera les règles de conduite de l'administration. « Il faut savoir distinguer le bien du mal, il ne faut pas qu'il y ait le moindre soupçon de conflits d'intérêt », a déclaré M. Bush.

Le nouveau président, notent les observateurs, entend agir vite afin d'éviter que s'installe à nouveau le

climat de suspicion qui avait régné à Washington lors d'une bonne partie du mandat de son prédécesseur, qui avait mis son veto l'été dernier à une proposition de loi du Congrès sur l'éthique. Une centaine de membres de l'administration Reagan avait démissionné en raison de soupçons de malversations ou de conflits d'intérêt pesant sur eux. Trois amis du président Reagan, l'ex-secrétaire général (ministre de la justice) Edwin Meese, l'ancien secrétaire général adjoint de la Maison Blanche Michael Deaver et l'ex-directeur des affaires politiques Lynn Nofziger, avaient fait l'objet d'enquêtes judiciaires. MM. Deaver et Nofziger ont même été condamnés.

Le directeur du bureau de l'éthique gouvernementale, M. Frank Nebecker, a indiqué, mardi, après avoir rencontré M. Bush, que le projet de loi sur l'éthique prévoyait notamment un renforcement des sanctions et une modification du système (« blind trust ») par lequel les hauts fonctionnaires confient leurs biens à des tiers pour éviter les conflits d'intérêt. — (AFP.)

● Nouvelles nominations dans l'équipe gouvernementale. — Le Sénat a confirmé officiellement dans ses fonctions, le mercredi 25 janvier, M. James Baker, qui devient ainsi le secrétaire d'Etat de l'administration Bush. Par ailleurs, le nouveau président américain a annoncé deux nominations attendues, celle de M. Donald Wood, soixante-quatre ans, jusqu'ici vice-président de General Motors, au poste de secrétaire adjoint à la défense et celle de M. Bruce Gelb, actuellement vice-président du conseil d'administration du groupe pharmaceutique Bristol-Myers, au poste de directeur de l'agence d'information américaine USIA, dont dépend notamment la radio gouvernementale Voice of America. — (AFP.)

HONDURAS : ancien « homme fort » du pays

Le général Gustavo Alvarez a été assassiné

L'ancien « homme fort » du Honduras, le général Gustavo Alvarez Martinez, a été assassiné, mercredi 25 janvier, à Tegucigalpa. L'attentat a été revendiqué par les Forces populaires de libération du Honduras (FPLH). L'ancien chef des forces armées honduriennes, âgé de cinquante-quatre ans, a été abattu en plein jour dans sa voiture par cinq hommes armés qui l'attendaient devant son domicile. Son chauffeur a été également tué.

SAN-JOSE
de notre correspondant
en Amérique centrale

Il s'agit du troisième assassinat politique en quinze jours dans la capitale hondurienne. Lundi, l'avocat de « contagion » communiste que constitue selon lui le régime sandiniste aux portes du Honduras, accueille les rebelles de la Contra et confie leur entraînement à des officiers argentins. Reprochant aux Etats-Unis de faire preuve de mollesse dans cette affaire, il cherche à plusieurs reprises à les entraîner dans une invasion du Nicaragua « pour en finir ».

En mars 1984, le général Alvarez, qui détiendait trop de pouvoirs au goût de ses pairs, est finalement démis de ses fonctions par un groupe d'officiers. Il est même expulsé vers Miami. Son exil lui fait découvrir l'Evangile, et, depuis son retour au Honduras, il « consacre sa vie à Dieu », parcourant le pays pour répandre la Bible.

Après sa nomination à la tête des forces armées, en janvier 1982, le général Alvarez, obsédé par les risques de « contagion » communiste que constitue selon lui le régime sandiniste aux portes du Honduras, accueille les rebelles de la Contra et confie leur entraînement à des officiers argentins. Reprochant aux Etats-Unis de faire preuve de mollesse dans cette affaire, il cherche à plusieurs reprises à les entraîner dans une invasion du Nicaragua « pour en finir ».

En mars 1984, le général Alvarez, qui détiendait trop de pouvoirs au goût de ses pairs, est finalement démis de ses fonctions par un groupe d'officiers. Il est même expulsé vers Miami. Son exil lui fait découvrir l'Evangile, et, depuis son retour au Honduras, il « consacre sa vie à Dieu », parcourant le pays pour répandre la Bible.

En mars 1984, le général Alvarez, qui détiendait trop de pouvoirs au goût de ses pairs, est finalement démis de ses fonctions par un groupe d'officiers. Il est même expulsé vers Miami. Son exil lui fait découvrir l'Evangile, et, depuis son retour au Honduras, il « consacre sa vie à Dieu », parcourant le pays pour répandre la Bible.

En mars 1984, le général Alvarez, qui détiendait trop de pouvoirs au goût de ses pairs, est finalement démis de ses fonctions par un groupe d'officiers. Il est même expulsé vers Miami. Son exil lui fait découvrir l'Evangile, et, depuis son retour au Honduras, il « consacre sa vie à Dieu », parcourant le pays pour répandre la Bible.

Asie

AFGHANISTAN

Moscou reconnaît officiellement la reprise du retrait de ses troupes

Les troupes soviétiques ont repris leur retrait d'Afghanistan, suspendu depuis novembre dernier, a confirmé, mercredi 25 janvier, le porte-parole du ministère soviétique des affaires étrangères, M. Gueassimov, qui n'a toutefois pas voulu en préciser la date exacte.

« Le retrait est en cours, c'est un fait », a déclaré M. Gueassimov au cours d'une conférence de presse à Moscou, ajoutant que les opérations pourraient être terminées avant le 15 février.

A Kaboul, plus tôt dans la journée, le porte-parole militaire soviétique, le général Lev Serebrov, a indiqué que les troupes soviétiques n'étaient présentes, désormais, que dans six des vingt-six provinces afghanes, dont celle de la capitale. M. Gueassimov a, pour sa part, refusé de confirmer des informations de sources occidentales selon lesquelles quelque 15 000 soldats, sur un nombre estimé de 50 000 restant en Afghanistan, avaient quitté le pays ces dernières semaines.

Entre-temps, le général Mohammed Hekim, maire de Kaboul, a déclaré que la capitale disposait de réserves de nourriture et de carburant pour les trois mois à venir. Selon lui, les magasins d'Etat renferment actuellement 57 000 tonnes de farine et de blé, soit trois mois de consommation de la population de Kaboul, qu'il a estimée à 1,5 million de personnes. A la question de savoir pourquoi les réserves n'avaient pas été utilisées pour surmonter la crise alimentaire du dernier mois au lieu de faire appel à des livraisons soviétiques, le général Hekim a indiqué devant la presse que les allocations

quotidiennes de l'Etat aux boulangers de la capitale avaient été augmentées de 80 à 140 tonnes, afin de faire face aux carences du marché libre. « Mais, a-t-il dit, nous ne voulons pas épuiser nos réserves en prévision de futures crises ».

En ce qui concerne les approvisionnements en carburants — essence et fuel — le maire de Kaboul a reconnu les difficultés, mais estimé, là aussi, qu'il y avait assez de réserves pour trois mois. Il a indiqué à ce propos que l'armée afghane avait lancé mardi une offensive sur la route du Salang, qui relie l'Afghanistan à l'URSS, et que cette route, essentielle pour les livraisons de carburants, devrait être ouverte. Selon lui, les forces afghanes se sont heurtées aux éléments du commandant Ahmad Shah Massoud et 337 moudjahidins ont été tués.

De son côté, une agence des Nations unies a fait état d'un projet de pont aérien pour ravitailler Kaboul : 350 000 personnes sont directement menacées par la « combinaison meurtrière » des pénuries de nourriture et de fuel, alors que Kaboul vit l'un de ses hivers les plus rigoureux depuis des années, a déclaré mercredi, à Kaboul, M. Staffan de Mistura, fonctionnaire de l'ONU. Malgré le pont aérien mis en place par les Soviétiques, la nourriture ne parvient toujours pas aux personnes « les plus vulnérables », a-t-il ajouté. « Il faut faire beaucoup plus si nous voulons éviter le désastre. L'ONU prévoit maintenant d'expédier à Kaboul plus de nourriture et de carburant si la situation continue à se détériorer dans la ville », a également affirmé M. de Mistura. — (AFP, Reuter.)

A TRAVERS LE MONDE

Guatemala

Le gouvernement refuse des pourparlers avec la guérilla

Le président démocrate-chrétien du Guatemala, M. Vinicio Cerezo, a fait connaître, mercredi 25 janvier, son refus d'une proposition de pourparlers de paix formulée la veille par l'Union nationale révolutionnaire guatémaltèque (UNRG), marxiste, regroupant les quatre organisations de guérilla du pays. Le chef de l'Etat a déclaré que les rebelles devaient d'abord déposer les armes. Une précédente rencontre, conforme à l'esprit du « plan de paix Adas » pour l'Amérique centrale signé en 1987 à Esquipulas (Guatemala), avait eu lieu en octobre 1987, sans aucun résultat. L'UNRG proposait à M. Cerezo de saisir l'occasion de l'investiture, le 2 février, du nouveau président vénézuélien Carlos Andrés Pérez à Caracas pour rouvrir le dialogue. Des querelles existent au Guatemala depuis un quart de siècle environ. — (AFP, Reuter.)

Pérou

Des dizaines de mineurs toujours bloqués à Sol-de-Oro

Plusieurs dizaines de mineurs, de trente à deux cents, selon les estimations, sont encore retenus dans les galeries de la mine d'or de Sol-de-Oro, près de Nazca, à 450 kilomètres au sud de Lima. Selon des survivants, c'est une quarantaine d'entre eux qui ont été débloqués par d'autres groupes de mineurs qui a déclenché le désastre : certains travailleurs venaient d'être expulsés par d'autres auraient mis le feu à des matières de soufre, provoquant des explosions de gaz toxiques, suivies d'un glissement. Sol-de-Oro est une mine qui son propriétaire avait désaffectée, mais qui continuait d'être fouillée par plus d'un millier de travailleurs opérant pour leur compte. — (AFP, AP, Reuter, UPI.)

Salvador

Le président Duarte rejette l'offre de conciliation du FMLN

Le chef de l'Etat démocrate-chrétien du Salvador, M. Napoleón Duarte, a rejeté, mercredi 25 janvier, une proposition du groupe guérillero du FMLN, acceptant d'entrer dans le processus électoral, à condition notamment que la date du scrutin

soit reportée de mars à septembre prochain, annonce l'agence France-Presse. M. Duarte a jugé cette proposition « inconstitutionnelle » et répété que les rebelles devaient d'abord déposer les armes. Les formations de droite et d'extrême droite ont également rejeté l'offre du FMLN. L'Eglise catholique salvadorienne, qui a transmis la proposition, l'avait, elle, jugée « intéressante ». Dans un éditorial du 25 janvier, le Washington Post l'a qualifiée de « chance exceptionnelle ».

Tchécoslovaquie

Dixième jour de détention pour trois opposants

La dramaturge Věra Holá, de la Charte 77, M. Jans Petrova, de l'Association pacifiste indépendante, et M. Oskar Věra, du club pacifiste John-Lennon, arrêtés le 16 janvier à Prague, se trouvaient toujours en prison le mercredi 25, selon leur entourage.

Quatre autres opposants, interpellés le même jour à l'occasion d'une manifestation à la mémoire de Jan Palach, ont, en revanche, été libérés mercredi soir. Il s'agit de deux des porte-parole de la Charte 77, M. Sacha Vondra et M. Dana Nemcova, de M. David Nemec — fils de M. Nemcova — et de M. Petr Plach, fondateur du groupe anticonformiste Enfants de Bohême.

Presque toutes ces personnes ont été incarcérées pour « troubles à l'ordre public », ce qui pourrait leur valoir jusqu'à deux ans de prison. Les autorités judiciaires semblent vouloir faire de M. Holá un cas à part, puisqu'elles n'ont prévu de statuer sur son cas que vendredi, selon les avocats des opposants.

Le sort de plusieurs autres personnes placées en détention préventive à la suite des manifestations de la semaine passée à la mémoire de Jan Palach, restait inconnu mercredi. — (AFP.)

CULTURE GENERALE

Les bases de la réussite

Une méthode claire et pratique. 20 cours pour mettre en ordre vos connaissances dans les principaux domaines de la culture générale. Documentation gratuite à :

Institut Culturel Français
Box 7030, 85 rue Collonge
92203 Paris-Levallois
Tél. 01 40 70 73 83

VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique OSP - 64, rue La Boétie, 45-63-12-66
MINTEL 36.15 CODE A3T puis OSP

Vente sur surcroûte au Palais de Justice de PARIS, JEUDI 9 FÉVRIER 1989 à 14 h 30
EMPLACEMENT DE STATIONNEMENT A PARIS-3
Entrée 31, rue Beaumont, MISE A PRIX : 126 500 F
S'adresser à M^{re} LASSALLE, avocat à PARIS-16^e, 17, av. de Lamballe, tél. 45-24-43-50.
M^{re} TOUBAILLER, avocat à PARIS-9^e, 42, rue de Cléry, tél. 46-74-45-45.
M^{re} BELHASSEN, liquidateur à Paris, 144, rue de Rivoli.

Vente au Palais de Justice de NANTERRE, le JEUDI 2 FÉVRIER 1989 à 14 heures
LOGEMENT A ISSY-LES-MOULINEAUX (92)
257 bis, rue Jean-Jacques Rousseau
au 4^e étage - LIBRE - MISE A PRIX : 90 000 F
Maitre Catherine JAUNEAU, avocat à CLAMART (Hauts-de-Seine), 42, rue de la Porte-de-Trivaux, tél. 46-30-44

Vente au Palais de Justice de BOBIGNY, le MARDI 7 FÉVRIER 1989 à 13 h 30
APPARTEMENT A MONTREUIL (93)
128, rue de Rosny
4 pièces, entrée, cuisine, salle de bain, w.-c., terrasse, PARKING SOUS-SOL.
S'adresser à M^{re} Bernard ETIENNE, avocat au bureau de Seine-Saint-Denis, 11, rue du Général-Ledercq à 93110 ROSNY-SOUS-BOIS, tél. 48-54-90-87.

Vente au Palais de Justice de PARIS, le JEUDI 9 FÉVRIER 1989 à 14 h 30
LOGEMENT
PARIS-2^e - 229, rue Saint-Denis
au 4^e étage, comprenant : cuisine, salle de séjour, salle de bain et w.-c.
MISE A PRIX : 40 000 F
S'adresser à M^{re} Evelynne DIGNÉ-GAETNER, avocat à PARIS-9^e, 10, rue de Parme - TEL. 45-26-06-87.

Vente sur pub. jud. Pal. de Just. EVRY (91) MARDI 14 FÉVRIER 1989 à 14 heures
APPARTEMENT A GIF-SUR-YVETTE (91190)
« Le logement de la Baunette-de-Mansperry CHEVRY II »
1, allée de la Baunette
Contenance 56 m² 46 cm² Mise à prix 100 000 F
S'adresser à M^{re} R. ELLUL - M. GRIMALF. ELLUL, avocats à EVRY (91000), 3, rue du Village, tél. 60-77-96-10.
Visite le 27-1-1989 de 9 heures à 10 heures.

Vente au Palais de Justice de PARIS, le JEUDI 2 FÉVRIER 1989 à 14 h 30
IMMEUBLE A PARIS-20^e
24, rue des Maronites
(partiellement occupé) - Mise à prix : 500 000 F
S'adresser à M^{re} Bernard de SARIAC (SCP Bernard de SARIAC - Abida JAUNEAU) avocat à PARIS, 42, avenue George-V (excl. de 10 h à 12 h : 47-20-82-38)
M^{re} CARRASSET-MARILLIER, syndic.

Vente au Palais de Justice de BOBIGNY, le MARDI 7 FÉVRIER 1989 à 13 h 30
PAVILLON A LE BLANC-MESNIL (93)
65, rue de l'Anglais
Elevé en rez-de-chaussée surélevé, sur sous-sol garage, se composant de 4 pièces principales, cuisine, salle de bain, w.-c.
Construction récente en bon état sur terrain de 406 m²
MISE A PRIX : 248 000 F
S'adresser à M^{re} Bernard ETIENNE, avocat au bureau de Seine-Saint-Denis, 11, rue du Général-Ledercq à 93110 ROSNY-SOUS-BOIS, tél. 48-54-90-87.

VENTE sur folle enchère, au Palais de Justice de BOBIGNY le JEUDI 9 FÉVRIER 1989, à 9 h 30
UN APPART. 3 P. PRINC. A BAGNOLET (93)
77 à 85 et 91 à 111, rue Pierre-Curie - 1 à 21, rue du Montin, 146 à 156, rue Sed-Carnot - 1^{er} et 2^e ét. - 102 - D2 - CAYE.
Mise à prix : 195 000 F
S'adresser à M^{re} BOURGEOISE, avocat à AULNAY-SOUS-BOIS (93), 3, avenue Georges-Pompidou - Tél. 48-66-66-66 - M^{re} GASTINEAU, MALANGEAU, BOTTILLE-COUSSAU, avocats associés, 2, Carrefour de l'Odéon, PARIS (6^e) - 46-33-02-21 - 15 avocats près TGI BOBIGNY - Sur lieux pour visiter.

Vente au Palais de Justice de PARIS, le JEUDI 2 FÉVRIER 1989 à 14 h 30
TERRAIN A SARROLA-CARPOINO
(Corse du Sud)
Lieu dit « Effrico » 6 500 m²
Mise à prix : 100 000 F
Mise à prix : 100 000 F
S'adresser à M^{re} Bernard de SARIAC (SCP Bernard de SARIAC - Abida JAUNEAU) avocat à PARIS, 42, avenue George-V (excl. de 10 h à 12 h : 47-20-82-38)
M^{re} LE DOSSEUR, mandataire liquidateur.

VENTE sur saisie immobilière, au Palais de Justice à CRÉTEIL le JEUDI 9 FÉVRIER 1989, à 9 h 30
UN APPART. DE 3 P. PRINC. A CRÉTEIL (94)
14 à 22 bis, rue Chéret - 1 à 23, 27 à 31, rue du Cap - 41, rue du Port et 25, rue du Cap (bât. 14) - au rez-de-chaussée
Jouiss. privative d'un JARDIN - CAVE - PARKING
Mise à prix : 250 000 F
S'adresser à M^{re} BOTTILLE-COUSSAU, avocats associés à PARIS (6^e) - 2, Carrefour de l'Odéon - Tél. 46-33-02-21. Tous avocats près Trib. Gr. Inst. CRÉTEIL - Sur les lieux pour visiter les 7, 8 février 89, de 15 h à 16 h.

Vente au Palais de Justice de PARIS, le JEUDI 2 FÉVRIER 1989 à 14 h 30
EN UN SEUL LOT
CINQ VILLAS AU PONTET
(Vaucluse)
Domaine de la Seigneurie
Mise à prix : 1 250 000 F
S'adresser à M^{re} Bernard de SARIAC (SCP B. de SARIAC - A. JAUNEAU) avocat à PARIS, 42, avenue George-V (excl. de 10 h à 12 h : 47-20-82-38)
M^{re} CARRASSET-MARILLIER, syndic.

Politique

La polémique autour de l'affaire Pechiney

L'énigme Experta et M. Pelat

(Suite de la première page.)

Or, par plusieurs liens, cette fiduciaire zurichoise ramène à Vibrachoc, la société créée par M. Pelat dans les années 50 et revendue, en 1982, à Alsthom (CGE), à laquelle Experta paraît toujours très liée.

Le 14 novembre, M. Jean Gandois, PDG de Pechiney, informe le directeur de cabinet du ministre des finances, M. Alain Boubill, puis M. Bérégovoy lui-même, de l'accord de principe conclu avec les dirigeants de Triangle qui contrôle ANC. Le 15 novembre, M. Max Théret et M. Pelat donnent à Paris des ordres d'achat « en clair » d'actions Triangle, le premier pour 32 300, le second pour 10 000. Le 16 novembre, en Suisse, un représentant d'Experta passe un ordre d'achat pour 20 000 actions par l'intermédiaire d'un compte ouvert au nom de la fiduciaire à la succursale zurichoise de la First Boston Corporation.

Ouvert le 25 mai 1988, ce compte avait jusqu'alors servi pour un ordre d'achat de 4 000 actions d'un titre américain, restant inactif durant sept mois avant l'acquisition des titres Triangle. Selon le *Point* du 23 janvier, le bénéfice ainsi réalisé sur l'opération Pechiney aurait été placé sur un compte de la Banca della Svizzera Italiana, contrôlée par le holding Unigestion qui eut dans le passé, à deux reprises, des démêlés avec la Commission des opérations de Bourse (COB) pour des délits d'initiés.

Nommé directeur général adjoint d'Experta Treuhand, le 4 décembre 1981, puis directeur le 17 novembre 1983, M. Pierre-Nicolas Rossier y est plus spécifiquement chargé de la clientèle française. Or, M. Rossier apparaît également, le 22 novembre 1982, comme membre du conseil d'administration de Vibrachoc. Aux côtés d'un autre citoyen suisse, M. Walter Sommer, qui y siège depuis 1972, il y représente Arfina, mystérieuse société établie à Vaduz, au Liechtenstein. M. Sommer fut également un temps, à partir de 1976, directeur d'Experta. Président d'Arfina en 1983-1984, il avait à ses côtés, comme directeur, M. Martial Fréne, fils du fondateur et président (jusqu'en 1983) d'Experta, dont il fut, lui aussi, directeur de 1975 à 1978.

Les liens entre Vibrachoc, Arfina et Experta sont donc manifestes. Arfina semble être une émanation d'Experta Treuhand, à en juger par les mouvements — dans les deux sens — de responsables entre les deux sociétés. A l'instar de nombre de sociétés installées au Liechtenstein, opaque paradis financier, Arfina serait une société de prête-noms, facilitant l'évasion de capitaux. Créée le 16 mars 1955, Arfina se présente comme un « établissement pour l'étude, la recherche et le financement de brevets ». Elle est connue des milieux financiers français... en raison des liens intimes qu'elle a depuis toujours avec Vibrachoc, dont elle détenait 44 % du capital jusqu'à la vente de cette dernière par son fondateur, M. Pelat, en juillet 1982, à Alsthom, filiale de la CGE (51 % du capital), à la BNP (24,5 %) et au Crédit lyonnais (24,5 %).

Principal actionnaire de Vibrachoc après M. Pelat, Arfina intrigue les enquêteurs de la COB, qui ont récemment demandé des renseignements sur elle. Les spécialistes ne croient pas aux apparences selon lesquelles elle aurait été propriétaire de certains des

brevets exploités par l'entreprise de M. Pelat. La facturation des licences et des brevets est, en effet, l'une des plus classiques techniques utilisées afin de transférer — pour des raisons fiscales ou pour diminuer le versement de commissions, — des profits à l'étranger.

Or, lorsque M. Pelat vend sa société Vibrachoc en 1982, 25 millions de francs sur les 25 millions sont directement versés à Arfina. A l'époque, certains responsables d'Alsthom avaient émis l'hypothèse selon laquelle M. Pelat serait le véritable propriétaire d'Arfina.

Rapprochements

Encouragée par l'Elysée, où M. Boubill était alors conseiller pour les affaires industrielles, la vente de Vibrachoc en 1982 avait fait beaucoup parler dans les milieux d'affaires. L'acquéreur majoritaire, la CGE, venait d'être nationalisée et avait pour président M. Georges Pébereau, que l'on retrouve dans l'offensive contre le « nœud dur » de la Société générale. Tout le monde s'accorde à dire que Vibrachoc fut vendue largement au-dessus de son prix réel, alors qu'elle risquait d'affronter de sévères difficultés (elle a d'ailleurs perdu environ 10 millions de francs en 1987).

Selon nos informations, la COB a elle-même fait ces rapprochements. Pour autant, il n'est pas

d'Anguilla. Les enquêteurs américains n'excluraient pas que les propriétaires d'American National Can, Nelson Peltz et Peter May, se soient livrés à une escroquerie en achetant en sous-main les actions qui furent ensuite acquises par des intermédiaires essentiellement libanais, puis revendues au prix fort après l'annonce de l'OPA de Pechiney. Une piste qui, pourrait viser aussi M. Samir Traboulsi, conseiller des dirigeants de Triangle, dans la mesure où la filière utilisée semble l'une de celles auxquelles les marchands d'armes ont traditionnellement recourus pour le versement discret de commissions. Désigné comme le principal « initié » par l'*Evénement* du jeudi 26 janvier, qui fait état de cette piste, M. Traboulsi a demandé la saisie de l'hébergement, qu'il n'a pas obtenue. Cependant ce volet de l'affaire Pechiney ne suffit pas à expliquer les achats précipités de M. Théret et Pelat. Les liens entre Experta, Arfina et Vibrachoc sont à tout le moins embarrassants pour M. Pelat, qui demeure toujours silencieux. D'autant plus que M. Pelat fréquente l'univers des transactions sur les armes et l'équipement militaire. Du matériel vendu aux Argentins par l'Aérospatiale, notamment des Exocet, lors de la guerre des Malouines, a transité par une usine de Vibrachoc, à une époque où le frère du ministre de la défense, M. Charles Heran, était l'un des cadres de la société. Certes le délit d'initié n'existe pas mais la circulation d'une information ayant permis un délit d'initié repose aussi sur des liens entre les individus.

ERIK IZRAELEWICZ
JEAN-FRANÇOIS LACAN
GEORGES MARION
EDWY PLENEL

Le RPR demande l'ouverture d'une information judiciaire

La commission exécutive du RPR a demandé, mercredi 25 janvier, qu'une information judiciaire « soit ouverte sans plus attendre sur les affaires Pechiney et Société générale ». Elle estime, en effet, que la Commission des opérations de Bourse « ne dispose pas, de l'avis unanime, des pouvoirs et moyens nécessaires pour mener à bien avec efficacité, notamment à l'étranger, les investigations relatives à l'affaire Pechiney ».

« Ne pas réagir, c'est apparaître complice », souligne le président du groupe RPR du Sénat, M. Charles Pasqua, dans une interview publiée jeudi par le *Quotidien de Paris*. « Quand je pense aux critiques qui ont été formulées contre nous en d'autres temps et à propos de faits qui n'avaient rien à voir avec ce dont il s'agit aujourd'hui, j'ajoute l'ancien ministre de l'Intérieur. Nous avons le devoir de nous montrer très sévères envers des gens qui ne cessent de parler de morale. Tout cela aura un impact à terme. En tout cas, il est évident que toutes ces « affaires » sont préjudiciables à la démocratie ».

M. Philippe Séguin, en revanche, s'est nettement démarqué des propos tenus par M. Alain Juppé, qui avait évoqué « la gauche la plus pourrie du monde ». L'ancien ministre RPR des affaires sociales a indiqué, sur RMC, en s'adressant implicitement au secrétaire général du RPR : « Ce n'est pas parce qu'on peut trouver des bruits qui courent dans un camp politique que l'opprobre doit être jeté sur l'ensemble des membres de ce camp. Ce serait parfaitement injuste ».

Dans une interview publiée par *Paris-Match*, le secrétaire général du Parti républicain, M. Alain Madelin, affirme pour sa part : « Boubill est parti mais le boubillisme demeure : on continue à mélanger un peu plus le pouvoir et les affaires ». « Le pire, ajoute l'ancien ministre de l'Industrie, c'est qu'en dépit des leçons qu'il devrait tirer de l'affaire Pechiney M. Bérégovoy s'apprête à présenter un projet de loi qui lui donnera le pouvoir de manipuler le capital des sociétés qui ont été privatisées ».

Le secrétaire général du CDS, M. Jacques Barrot, a estimé de son côté : « Il faut laisser la COB faire son travail. (...) On ne peut pas nourrir le jeu des rumeurs et des contre-rumeurs. Nous n'allons pas, nous, centristes, ajouter aux rumeurs, cela nous donnera

M. Bérégovoy : « Toute la vérité sera faite »

L'audition par la commission des finances de l'Assemblée nationale de M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances, a commencé, jeudi 26 janvier, à 10 h 35, au deuxième sous-sol de l'Assemblée nationale. Outre le président de la commission, M. Dominique Strauss-Kahn, le rapporteur général, M. Alain Richard, et les commissaires, les journalistes avaient également été conviés à cette audition publique. La densité de journalistes au mètre carré prouvait assez le caractère exceptionnel de cette audition dans le contexte chaud des « affaires ».

Officiellement, le thème retenu était celui des moyens et des pouvoirs de la Commission des opérations de Bourse (COB). Mais, d'entrée de jeu, M. Bérégovoy a expliqué qu'il souhaitait répondre à toutes les questions. « J'ai accepté sans réserve l'invitation qui m'a été faite, a insisté le ministre. Je n'y voyais que des avantages (...) Rien ne doit rester dans l'ombre (...) La place de Paris doit être transparente, il y va de l'intérêt du pays. C'est la raison pour laquelle je souhaite que le débat soit mené dans la clarté ».

A propos des pouvoirs de la COB et de ses moyens, le ministre s'est prononcé pour leur renforcement afin de permettre, notamment, à cette Commission d'avoir le pouvoir de mener des investigations judiciaires et celui de sanctionner les auteurs de délits : « La Bourse ne peut être le lieu de spéculations folles à partir d'insinuations ».

M. Bérégovoy a procédé ensuite à un rappel de l'affaire Pechiney-Triangle. Il a longuement énuméré toutes les étapes pour bien montrer où se situaient les responsabilités des uns et des autres. Il s'est inscrit en

faux contre les accusations selon lesquelles Pechiney aurait acheté l'American Can au prix fort : « C'est une bonne affaire, a-t-il dit. Le contribuable n'a pas été lésé au regard de Pechiney, devenu numéro un mondial de l'emballage ».

M. Bérégovoy a ensuite affirmé avec vigueur que « toute la vérité sera faite, que ce dossier ne servira pas à étouffer (...). Toute la vérité devra être connue, contrairement à ce qui a pu se passer pour d'autres affaires dans des temps plus anciens... ». Murmures désapprobateurs du côté des commissaires de

l'opposition où l'on entend : « Et le Rainbow Warrior ? »

Le ministre de l'économie et des finances a affirmé ensuite que la presse « faisait son métier » et que « cela ne le dérangeait pas ». D'autre part, au cours de la discussion qui devait s'instaurer après le propos liminaire du ministre, le rapporteur général, M. Richard, devait demander qu'une commission d'enquête soit constituée pour examiner les conditions dans lesquelles ont été formés les noyaux durs des entreprises privatisées entre 1986 et 1988.

COB et justice

Les conditions d'une poursuite

Lorsqu'une personne « est poursuivie par la clameur publique », selon la formule archaïque et imagée du code de procédure pénale, le parquet peut ordonner une enquête et la confier à des officiers de police judiciaire. Mais il s'agit là d'une procédure réservée aux « crimes et délits flagrants », qui correspondent à une définition juridique précise.

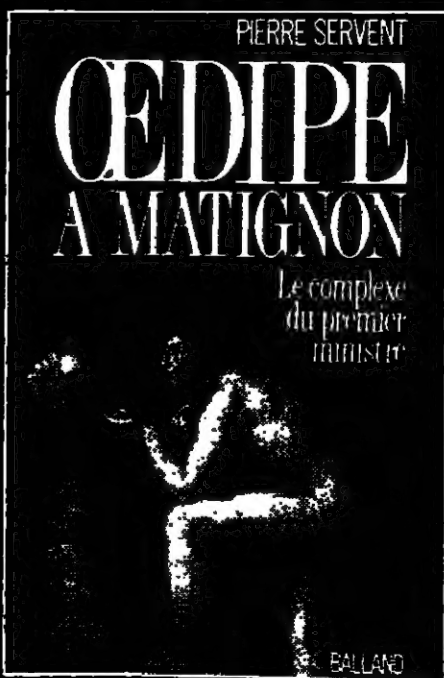
Ce n'est pas le cas des infractions boursières, pour lesquelles le législateur a prévu un mécanisme particulier de mise en mouvement de l'action publique. Ainsi, l'article 10-3 de l'ordonnance 67833 du 28 septembre 1987 instituant la Commission des opérations de Bourse (COB) précise, pour le délit de « manipulation de cours », qui pourrait être retenu en l'occurrence : « Présalablement à tout acte de poursuite, le ministre public demande l'avis de la Commission des opérations de Bourse ainsi que, selon le cas,

celui du Conseil des Bourses de valeurs ou du Conseil des marchés à terme. » Cependant, s'agissant du délit d'initié, le texte est moins formel car, si l'article 12-1 de l'ordonnance impose que l'avis de la COB soit « obligatoirement demandé », il n'en fait pas une condition préalable aux poursuites judiciaires.

Mais, au-delà du juridique, la question se pose en termes d'efficacité. Les officiers de police judiciaire, agissant dans le cadre d'une enquête préliminaire diligentée par le parquet, ont des pouvoirs d'investigation limités, moins étendus encore que ceux des agents de la COB. En outre, il n'est pas certain que deux enquêtes menées parallèlement, l'une par les agents de la COB, l'autre par la police judiciaire, permettent de favoriser la manifestation de la vérité.

M. P.

« Je vous ai choisi pour être mon premier ministre »



Depuis 1958, fils spirituels ou fils politiques disciples ou simples fondés de pouvoir ils sont dix, de Michel Debré à Michel Rocard à avoir entendu cette petite phrase magique.

BALLAND

هكذا من الأصل

Politique

La préparation des élections municipales

Le PS et le PCF « naviguent au radar »

Les négociations continuent entre le Parti communiste et le Parti communiste pour l'application de l'accord signé entre les deux partis sur les élections municipales. MM. Marcel Debarge, membre du secrétariat national du PS, et Paul Laurent, membre du secrétariat du comité central du PCF, devaient se rencontrer une nouvelle fois jeudi 26 janvier et, peut-être se voir vendredi avant la réunion de la convention nationale socialiste le 29 janvier.

M. Debarge a informé, mercredi, le bureau exécutif du PS du déroulement des discussions avec le PCF. S'entretenant ensuite avec les journalistes, le sénateur de la Seine-Saint-Denis a indiqué que « la négociation est tellement proche de sa conclusion » qu'il est difficile d'en rendre les termes publics. « On approche, d'un côté comme de l'autre, d'une appréciation plus exacte et plus réaliste de ce qui se passe sur le terrain », a déclaré M. Debarge, ajoutant qu'il avait « toujours bon espoir » d'aboutir, mais qu'il conservait, aussi, une « interrogation » sur la possibilité d'y parvenir. « C'est la navigation au radar », a-t-il résumé.

Le sentiment d'une « navigation au radar », tout autant, de la lecture de l'éditorial de M. Georges Marchais dans l'*Humanité* de jeudi. Le secrétaire général du PCF affirme que « l'intérêt de la population » est « que la droite soit battue », ce qui suppose que soient constituées « des listes de rassemblement des forces de gauche ».

mais il appelle les militants communistes à mener campagne pour faire connaître et défendre les propositions de leur parti. M. Marchais semble s'adresser aux communistes les plus désireux d'en découdre avec les socialistes en les invitant à s'en donner les moyens et en les avertissant qu'ils seraient responsables de l'échec de cette tactique là où elle serait appliquée.

Les socialistes, pour leur part, entendent « boucler » définitivement leur dispositif vis-à-vis du PCF lors de leur convention nationale. On saura donc, le dimanche 29 janvier, quelles seront les villes où le PS et le PCF iront à la bataille ensemble et quelles seront celles où ils disputeront une « primaire ». M. Debarge a indiqué au bureau exécutif que, en 1983, sur trois cent quatre-vingt-quatre villes de plus de vingt mille habitants, il y avait eu quarante-quatre « primaires » entre le PS et le PCF.

Tête de liste MRG

Les dirigeants socialistes se sont émus, d'autre part, de l'attitude du PCF dans l'élection législative partielle de Marseille, où il a refusé d'appeler à voter au second tour, pour le candidat du PS, M. Bernard Tapie. M. Debarge a indiqué qu'il avait, dès le 23 janvier, protesté auprès de la direction du PCF. Les « rénovateurs » communistes de Marseille ont appelé, eux, mercredi, à voter pour M. Tapie, « seul candidat

capable de battre la droite complice et l'extrême droite ».

M. Pierre Mauroy s'est entretenu, mercredi, avec M. Yves Collin, président du Mouvement des radicaux de gauche. Les responsables socialistes et ceux du MRG sont parvenus à un accord de principe sur la constitution d'une quinzaine de listes par des radicaux de gauche dans des villes de plus de dix mille habitants.

Le MRG conserve la tête de liste dans les communes qu'il dirige : Calors (M. Maurice Faure), Blagnac (M. Jacques Puig), Castelsarrasin (M. André Molina), Lourdes (M. François Abadie), La Rochelle (M. Michel Crépeau) et Villeneuve-sur-Losne (M. Jean Riquel) et également à Bastin et à Montesson (Yvelines) où les socialistes ne se représentent pas. M. Emile Zuccarelli et Michel Scabarochi conduiront la liste. Dans d'autres communes, dirigées par l'opposition, le PS est prêt à laisser la tête de liste à des radicaux de gauche comme à Argentan (Orne) pour M. François Doublin, à Caumont (Tarn-et-Garonne) pour M. Collin, à Villeneuve-Saint-Georges (Val-de-Marne) pour M. Roger-Gérard Schwartzberg.

A Biarritz, le PS met une réserve en raison du refus du candidat MRG de prendre des représentants du PC sur sa liste. A Aubusson (Creuse), le PS est réticent à donner l'investiture dans la mesure où le maire sortant, M. Robert Petit, est passé, après son élection au PS, au MRG. Pour Nogent-le-Rotrou (Eure-et-Loir), le sort de M. François Huwart (MRG) est lié à l'attitude de certains de ses amis radicaux de gauche de Dreux, qui seraient partie prenante à une liste de socialistes dissidents. Enfin, deux autres communes posent problème : Etaples (Pas-de-Calais) et Beaune (Côte-d'Or), où M. Jean-François Hory, ancien député de Mayotte, revendique la tête de liste.

Le MRG conditionne la concrétisation de cet accord à la satisfaction de ses demandes concernant la reconnaissance de tous ses élus sortants à l'obtention d'un poste d'adjoint dans les communes de plus de dix mille habitants ou, à défaut, d'un moins un conseiller municipal dans les communes qui la droite gère. En outre, le MRG souhaite obtenir de ses partenaires que des places éligibles lui soient accordées à Paris, Lyon, Toulouse et Bordeaux. M. Collin s'est aussi entretenu, mercredi, avec M. Marchais, au sujet des négociations qui devaient commencer jeudi entre le PCF et le MRG.

● **CORSE** : union entre les autonomistes et les nationalistes. Les élus autonomistes de l'Union pour le peuple corse (UPC) et A. Cunco (nationalistes) ont décidé de s'unir pour présenter des listes communes dans les principales villes de Corse. Ainsi M. Max Simon, secrétaire général de l'UPC, conduira la liste à Bastia le 26 janvier et le député Charles Erismanni (A. Cunco), celle d'Ajaccio. M. Simon a d'autre part affirmé qu'il figurera en troisième position sur la liste des Verts aux élections européennes, non pas « seulement comme le candidat des nationalistes corse mais aussi comme celui de l'Alsace ». L'union « nationale libre » regroupent tous les mouvements autonomistes et régionalistes français, a-t-il précisé.

Mouvement préfectoral

Le conseil des ministres a adopté le mouvement préfectoral suivant :

BASSE-NORMANDIE : M. Joël Thoraval.

M. Joël Thoraval, préfet de la région Corse, est nommé préfet de la région Basse-Normandie, préfet du Calvados.

[Né le 7 septembre 1935 à Boulogne (Haute-Saône), ancien élève de l'ENA, M. Thoraval a occupé diverses fonctions préfectorales dans l'Indre puis à Paris, à Pointe-à-Pitre et enfin dans le Val-d'Oise. Il a été successivement préfet de la Haute-Loire en 1979, du Tarn en 1981, des Hauts-de-Seine en 1983. Il était préfet de la région Corse depuis le 21 janvier 1987.]

CORSE : M. Jean-Gilles Marzin.

M. Jean-Gilles Marzin, préfet de la Sarthe, est nommé préfet de la région Corse, préfet du département de la Corse-du-Sud.

[Né le 27 novembre 1940 à Meudon (Seine-et-Oise), diplômé de l'Institut d'études politiques de Grenoble, M. Marzin a été successivement chargé de mission auprès du maire de Grenoble (M. Duboud), du président de la chambre de commerce de Saône-et-Loire et du président du conseil général de la Nièvre (M. Mammey). Travaillant au développement urbain de Nantes entre 1972 et 1983, il a été, à cette date, nommé préfet de l'Ardèche. Il était préfet de la Sarthe depuis le 31 juillet 1985.]

CORRÈZE : M. François Bonnelle.

M. François Bonnelle, préfet hors cadre, est nommé préfet de la Corrèze.

Le recensement des immigrés clandestins soude l'accord RPR-UDF-FN en Ile-de-France

Les vingt conseillers régionaux du Front national ayant décidé de ne pas participer au vote, le budget de la région d'Ile-de-France pour 1989 a été approuvé dans la nuit du mercredi 25 au jeudi 26 janvier après un débat marathon. Les quatre-vingt-deux élus RPR-UDF et non inscrits se sont prononcés pour, les vingt communistes ont voté contre ainsi que les soixante-cinq socialistes et radicaux de gauche. D'un montant de 7,6 milliards de francs, le budget est en augmentation de 16,2 % par

rapport à 1988. Les discussions se sont déroulées sur une double table de fond : les dernières négociations entre l'Etat et le conseil régional sur le contrat de plan pour la période 1989-1993 et la préparation des élections municipales qui placent le groupe socialiste (ouvert, au départ, au principe de discussions constructives avec la majorité de droite) dans une situation très délicate vis-à-vis de ses alliés communistes.

La journée du 24 janvier avait débuté par une byzantine querelle de procédure plaçant le président du Conseil régional, M. Pierre-Charles Krieg (RPR) et son premier vice-président, chargé des finances, M. Jean-Pierre Fourcade (UDF) sous le feu des critiques des socialistes et du Front national. Invokant le règlement intérieur, M. Yannick Bodin, au nom du PS, avait déposé une « motion préjudicielle » au motif que l'assemblée régionale ne pouvait sérieusement discuter de son budget avant de connaître le détail du contrat de plan actuellement négocié entre l'Etat et la région. Or, le projet de budget régional pour cette année contient un volume d'autorisations de programmes dont 47 % devaient précisément être affectés à des opérations conjointes Etat-région. Selon le porte-parole du PS, « la sagesse et la cohérence » conduisaient donc à reprendre le travail en commission et à reporter après la signature définitive du contrat de plan, le vote du budget.

Mais pour lui couper l'herbe sous le pied, M. Jean-Yves Le Gallou, au nom des amis de M. Le Pen, en appelait, lui aussi, à l'article 46 du règlement et proposait la question préalable qui visait, elle, à un rejet pur et simple de l'ordre du jour, c'est-à-dire le budget. La motion officielle était la même : « Au moment où l'on ignore le contrat de plan, on nous demande curieusement de voter un budget au conditionnel qui se caractérise par un flou inouï », avait déclaré M. Gilbert Cotinet, au nom du Front national.

Les socialistes et l'extrême droite cherchant les uns et les autres, mais jamais ensemble, à mettre en difficulté l'écroulé régional, ils n'y parvinrent pas, dans cette procédure, les voix à M. Bodin et le Front national demeurant lui-même sans pointillisme juridique. Les discussions sérieuses pouvaient enfin commencer. Sévères car l'Ile-de-France est la première région de France et son budget pour 1989, en augmentation de 16 % par rapport à l'année précédente, atteint la coquette somme de 7,6 milliards en crédits de paiement. Les autorisations de programmes pour leur part, c'est-à-dire les engagements d'investissements, progressent de 55 %. Du coup, tout retard dans l'adoption des crédits risquait de compromettre les programmes routiers et la prochaine rentrée scolaire, deux chapitres prioritaires au yeux de M. Fourcade.

Quant au contrat de plan qui sera, comme pour les autres régions de la

métropole et d'outre-mer, examiné par le gouvernement le 2 février prochain, sous la présidence de M. Rocard (qui, par ailleurs, est membre du conseil régional mais n'assiste plus jamais à ses séances) il engagera des sommes considérables : 24,5 milliards de francs sur cinq ans dont 60 % à la charge de la région et 40 % pour l'Etat.

M. Jean-Pierre Fourcade, qui n'a pas ménagé ses efforts personnels d'ouverture à l'égard des socialistes pour empêcher leur adhésion ou leur neutralité — ce qui a provoqué d'ailleurs la colère de la fraction la plus dure du RPR, conduite par M. Charles Coccardi-Reynaud, — a même précisé : « A l'heure où nous parlons, les 18 milliards qui concernent les transports sont fobies, d'un côté, et les 6,5 milliards restants, 2 milliards seulement donnent lieu à des divergences entre les deux parties ».

Au fur et à mesure de la discussion des chapitres budgétaires, se sont dessinés des « majorités à géométrie variable » au point de mettre au grand jour les contradictions ou les embarras du Front national, d'une part, des socialistes, d'autre part. Au cas par cas, et par exemple pour le secteur des sports et des loisirs, les socialistes ont voté pour, avec l'UDF et le RPR. Ils se sont, en revanche, opposés aux crédits du développement économique et du logement, ce qui a provoqué, dans un premier temps, le rejet de ce chapitre.

De leur côté, les vingt conseillers du Front national ont, eux aussi, adopté cette stratégie de bascule : « oui » à l'environnement et à la sécurité routière, « non » aux contrats régionaux ruraux par exemple, abstention pour les transports en commun et les équipements routiers, ce qui a permis l'adoption de cet important chapitre.

Interpellations

Les 10 millions de francs prévus au budget pour la commémoration du Bicentenaire de la Révolution ont donné lieu à une passe d'armes particulièrement véhémente entre les groupes de gauche et l'extrême droite. Dans les vérifications, les interpellations et les insultes, alors que les groupes antagonistes quittaient tour à tour la salle de séance, M. Krieg eut toutes les peines du monde à rétablir l'ordre d'une assemblée qui (d'une manière générale, et pas seulement lors des débats budgétaires des 24 et 25 janvier), fait plus souvent montre, à quelques exceptions près, de désinvolture et d'immaturité constante que d'esprit de responsabilité. Chaque conseiller régional reçoit pourtant, pour prix de ses assiduités aux séances, une indemnité journalière de 1.511,50 F.

● **M. Joux** : le RPR otage. — Apprenant les résultats du vote et les conditions d'adoption du budget, M. Pierre Joux, ministre de l'Intérieur et candidat socialiste aux élections municipales à Paris, nous a déclaré : « Les Parisiens doivent dorénavant savoir que M. Krieg, maire du quatrième arrondissement et proche de Jacques Chirac, est l'otage du Front national ».

FRANÇOIS GROSPICHAUD.

A Marseille

M. Pascal Arrighi présentera des listes dans trois secteurs

MARSEILLE

de notre correspondant régional

M. Pascal Arrighi, ancien secrétaire général de la fédération du Front national de Marseille et ancien député des Bouches-du-Rhône qui avait quitté le FN en septembre 1988, a décidé de se lancer dans la bataille des municipales. Il patronnera dans trois des huit secteurs de Marseille des listes présentées par l'Association républicaine régionale d'intérêt général, halte à l'immigration illégale (Arrighi). Il a lui-même jeté son dévolu sur le septième secteur (13^e et 14^e arrondissements).

Les deux autres listes seront conduites par le docteur (15^e et 16^e arrondissements) par M. Serge Longo, ancien militant exclu du FN, et, dans le deuxième secteur (2^e et 3^e arrondissements), par M. François Julien, président d'une organisation dissidente du FN, le Cercle national de la mer et des ports.

Dans la profession de foi de ces listes, M. Arrighi se veut notamment « l'aiguillon des forces de droite ». Parmi les buts qu'il s'est fixés figurent, entre autres, la lutte contre la drogue, la SIDA, la délinquance, l'insécurité et l'immigration clandestine, ainsi que la défense des usagers des services publics par la réglementation du droit de grève.

Dans ces « perspectives immédiates de Marseille », il a inscrit un réaménagement de la taxe d'habitation « sur des bases plus justes », la création d'une communauté urbaine, le vote, dans un délai d'un an, d'un « plan d'aménagement » concernant les friches industrielles et « le renouveau des activités portuaires ».

Après son départ du Front national, l'ancien député des Bouches-du-Rhône avait regroupé une partie des cadres de l'ancienne fédération du FN de Marseille et soutenu la création de comités de soutien à sa candidature, ainsi que d'une association des quartiers Nord-Renouveau. Sur le plan national, il avait été désigné, le 25 octobre 1988, à Compiègne, porte-parole du RAF (Rassemblement et agir pour la France), constitué pour accueillir au sein d'une coordination des élus et militants exclus ou démissionnaires du Front national.

En présentant ces listes dans trois secteurs de Marseille où le FN réalise ses meilleurs scores, M. Arrighi espère obtenir suffisamment de voix pour négocier un accord de fusion au second tour avec les listes UDF-RPR conduites par M. Jean-Claude Gaudin. Il s'est récemment entretenu de cette perspective avec M. Alain Juppé qui l'a reçu au siège du RPR.

GUY PORTE.

Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni, mercredi 25 janvier, au palais de l'Élysée, sous la présidence de M. François Mitterrand. Au terme de ses délibérations, le communiqué suivant a été diffusé :

● PATRIMOINE ARCHEOLOGIQUE

Le ministre de la culture, de la communication, des grands travaux et du Bicentenaire a présenté au conseil des ministres deux projets de loi relatifs au patrimoine archéologique.

Ces deux projets de loi permettront à la France d'être l'un des pro-

miers Etats à se conformer aux recommandations adoptées par le Conseil de l'Europe en cette matière.

● FORMATION DES SAPEURS-POMPIERS

Un projet de loi sera prochainement élaboré pour faciliter la formation des sapeurs-pompiers volontaires, qui constituent l'essentiel des effectifs (208 000 sur 228 000), en tenant compte de leurs contraintes professionnelles.

Afin que chaque zone de défense soit pourvue d'une école interrégionale, deux nouvelles écoles seront créées dans les zones de défense de Lille et de Paris. Les établissements de formation seront spécialisés en fonction de leur ressort géographique.

La fonction de formateur sera valorisée.

Une mission d'étude dirigée par un préfet, comprenant des officiers de sapeurs-pompiers et des spécialistes de la formation, sera prochainement constituée afin de dégager d'autres propositions qui serviront de base à l'élaboration d'une « charte de la formation des sapeurs-pompiers ».

● MESURES EN FAVEUR DES USAGERS DES PTT

(lire page 27)

● PREVENTION DES MAUVAIS TRAITEMENTS A ENFANTS

(lire page 10)

Nominations

Le conseil des ministres a adopté les mesures individuelles suivantes :

Sur proposition du ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et du budget, M. Alain Gillette, conseiller référendaire à la Cour des comptes, est renouvelé en qualité de président du conseil d'administration de l'Union des groupements d'achats publics (UGAP).

Sur proposition du ministre des transports et de la mer, M. Bernard Lathière, inspecteur général des finances, est renouvelé en qualité de président du conseil d'administration d'Aéroports de Paris.

Sur proposition du ministre des transports et de la mer, du ministre de la recherche et de la technologie et du ministre délégué chargé de la mer, M. Pierre Papon est nommé président du conseil d'administration de l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (IFREMER) (le Monde du 26 janvier).

Le Monde

Politique

Un entretien avec M. François Léotard

(Suite de la première page.)

« Ils concernent la démocratie dans ses institutions, dans ses pratiques, dans sa « vertu », comme aurait dit Montesquieu. »

« J'ajouterais deux réflexions. »

« La première est un appel aux socialistes : qu'ils nous fassent grâce désormais de la permanente leçon de morale qu'ils infligent à ceux qui ne partagent pas leur philosophie. »

« La seconde réflexion concerne la presse et votre journal notamment, qui jouent un rôle actif dans la recherche de la vérité. C'est un élément essentiel du climat d'une « République moderne », comme l'a écrit Pierre Mendès France. Changer l'homme est un projet métaphysique ; ce n'est pas notre propos. Changer la démocratie, la rendre meilleure, c'est un projet politique ; c'est donc l'affaire de tous. »

« Huit mois ont passé depuis l'installation du gouvernement Rocard, qui est sorti finalement sans trop de dégâts d'un automne social agité. Mais, au cours de ces huit mois, l'ouverture a été enterrée pour déboucher sur un affrontement gauche-droite classique aux municipales. Quel bilan dressez-vous de cette période ? »

« Conserver un haut niveau de popularité est peut-être une performance dans notre vie nationale, mais est-ce une fin en soi, ou à soi seul une politique ? »

« Je crains que la poursuite obsessionnelle de cet objectif n'empêche la mise en œuvre d'une véritable ambition pour le pays. Le début d'un septennat est toujours un moment exceptionnel, où il est possible d'initier des réformes dans des domaines dont tout le monde reconnaît qu'ils sont prioritaires. Prenons l'exemple de l'éducation, où une majorité s'accorde sur l'analyse des maux et l'urgence des remèdes, c'est-à-dire sur une vraie rupture avec les orientations suivies depuis vingt ans, et où le gouvernement continue d'appliquer les mêmes recettes. En d'autres termes, dans cette période d'état de grâce pour le président de la République, et de présupposés de sympathie pour le premier ministre, le gouvernement n'a pas su tracer des perspectives courageuses. Une grande partie du désarroi politique et social vient essentiellement de cette incapacité du pouvoir à tracer des lignes directrices. On paie aujourd'hui très cher le non-débat de la campagne présidentielle. »

Contre l'économie mixte

« N'avez-vous pas perçu, dans le message de votre présidence à la fois les perspectives que vous attendez et les contours des nouvelles frontières du paysage politique, dessinées en fonction d'un clivage qui opposerait les tenants de l'Etat de droit, aux côtés de M. Mitterrand, et les adeptes de la déréglementation et de la jungle ? »

« Je refuse totalement ce clivage, qui ne correspond à aucune réalité mais seulement aux intérêts immédiats de François Mitterrand. Cette confiance dans l'Etat de droit n'est pas et ne doit pas être l'apanage du mouvement socialiste. C'est un héritage libéral qu'il nous appartient de faire vivre. La droite libérale doit retrouver un discours sur le droit et faire prévaloir une société de contrat, qui vient directement de son patrimoine intellectuel. Volontairement ou non, on caricature notre conception de l'Etat. Nous ne sommes pas contre l'Etat, mais pour un Etat respectable et prévisible recentré sur ses missions, plus efficace et plus juste. Nous sommes, par exemple, contre l'économie mixte que souhaite publiquement le président de la République et dont on mesure aujourd'hui les méfaits. »

« Etes-vous de ceux qui se réjouissent de retour au bon vieil affrontement droite-gauche et de l'échec de l'ouverture ? »

« Je suis de ceux qui n'ont pas voulu d'une formule politicienne fondée sur une tactique médiocre et un opportunisme peu conforme à la dignité et à la clarté du débat politique. En revanche, je regrette qu'une vraie ouverture n'ait pas lieu davantage au niveau local. L'élection municipale était et reste une occasion de faire une véritable ouverture, c'est-à-dire une occasion de rassemblement. Les discours d'investiture de Michel Rocard devant l'Assemblée nationale n'étaient pas ceux d'un premier ministre. En revanche, il aurait pu être celui du président de l'Association des maires

de France. Pourquoi n'est-on pas allé sur ce terrain pour faire l'ouverture, alors qu'à l'évidence les problèmes locaux ne sont pas et ne doivent pas être, avant toute chose, des problèmes de parti ? »

« Mais autant je suis attaché à un discours et à une pratique d'ouverture au niveau local, autant je regrette qu'au niveau national personne ne veuille vraiment assumer son identité. Chacun semble se dérober devant ses responsabilités : une vraie majorité face à une vraie opposition. La majorité est responsable du pouvoir, et l'opposition est responsable de l'alternance. »

« La décentralisation ne va-t-elle pas à l'encontre de cette ouverture que vous réclamez au niveau local ? »

« La décentralisation a aussi des effets pervers. L'excès de décentralisation a parfois donné naissance à des petits potentats locaux qui considèrent que l'élection les soustrait à toute règle de droit, à tout contrôle ou à toute sanction. Nous ne devons pas accepter que la décentralisation, ce soit trop souvent des permis de construire délivrés aux amis du maire, des subventions accordées à la tête du client, une lecture personnelle de la loi ou du règlement ; cela fait beaucoup de déviations. L'arbitraire local peut être parfois plus dangereux que la décentralisation. »

« Personne ne remet en cause la décentralisation... »

« Mon discours n'est pas du tout jacobin. Les libéraux sont girondins. La décentralisation est un gage d'efficacité et de démocratie à condition d'accompagner le mouvement nécessaire de décentralisation d'un nécessaire respect de la règle de droit. Il faut inscrire dans l'esprit des Français une réflexion qui aujourd'hui les déroute : la règle de la majorité ne doit pas être celle de l'arbitraire. Je prends un exemple extrême et volontairement caricatural : si 51 % des Français, décidaient aujourd'hui par un référendum ou par un processus législatif régulier d'obliger 49 % de nos concitoyens à se conformer à une pratique religieuse, vestimentaire ou alimentaire, ce serait, bien entendu, une loi qu'il ne faudrait pas respecter. »

« Il faut que les Français comprennent que les lois peuvent être injustes. Les hommes politiques quant à eux doivent s'affranchir de la tyrannie des sondages : la majorité n'est pas une vérité ! »

« Dieu sait si la droite a fait reproche à François Mitterrand d'avoir érogé à propos de la Nouvelle-Calédonie « la force injuste de la loi ». »

« C'est vrai, cela peut arriver. En l'occurrence, il a mal choisi son exemple. »

« Parlons de l'Europe, qui est en quelque sorte le grand dessein commun à l'essentiel des forces politiques. »

« Et parlons d'abord du budget 1989, qui était une bonne occasion de préparer l'Europe de 1993. Ce budget, dans cette perspective, est un rendez-vous manqué. Nous avons pris un an de retard, alors que nous savons tous quels sont les obstacles qui sont devant nous. Le budget ne les a pas pris en compte. Ce pouvoir pouvait, en début de mandat, faire adopter par le pays les adaptations nécessaires, fiscales notamment. Je pense bien entendu, en particulier, à la TVA. »

« Si aujourd'hui le président de la République vous demandait rendez-vous et vous disait : pour préparer l'Europe, venez à ma table et préparons ensemble cette échéance, que répondriez-vous ? »

« Je vais présenter dans les jours qui viennent dix propositions pour l'Europe. Si les socialistes les prennent en compte, nous participerons à leur mise en œuvre. »

« Qu'est-ce qui vous sépare des socialistes sur cette question ? »

« Le problème n'est plus de dire : il faut faire l'Europe. Tout le monde est d'accord sur cette phrase. Le problème est de savoir quelle Europe nous voulons. Ce qui me semble tout à fait possible aujourd'hui sur ce thème, c'est de dialoguer. Nous n'avons rejeté ni le RMI ni le nouveau statut de la Nouvelle-Calédonie, mais que le pouvoir comprenne que lorsque nous disons des choses différentes sur la formation, la solidarité, la fiscalité, par exemple, nous ne prenons pas nécessairement des positions polémiques. »

« La respiration de la démocratie n'est le dialogue majoritaire,

opposition, sanctionnée par une alternance. Il n'y a plus que les Français pour dire que cela c'est de l'affrontement ! J'ai pour un dialogue sur des sujets précis, permettant de présenter une alternative à la politique suivie. Les socialistes proclament aujourd'hui la disparition du débat d'idées. C'est normal : ce débat a été l'occasion d'un véritable effacement des idées socialistes. Il faut maintenant que les libéraux reprennent ce débat sur des thèmes précis, sur des propositions concrètes. Nous allons le faire sur l'Europe. Si le gouvernement considère que nous avons raison, alors nous voterons avec lui ! Mais, je le répète, les premiers actes du gouvernement en matière européenne ne vont pas du tout dans le bon sens. »

« Quelle sera votre attitude lors des élections européennes ? »

« Nous sommes en train de comparer les propositions du RPR et celles de l'UDF. Si ces textes restent très différents, nous ferons des listes séparées, c'est plus clair, plus logique, plus responsable. »

« Bien entendu, nous aurons un débat : j'y participerai. Nous aurons un vote : je m'y plierai. Mais, pour ce qui me concerne, je suis favorable à une liste UDF, assortie d'un contrat de confiance avec le RPR. Le texte Madelin-Bossion - qui est tout à fait remarquable - sera la plate-forme de l'UDF pour ces élections. Mais il faut passer avec le RPR un contrat de confiance car nous sommes ensemble dans l'opposition, nous avons les mêmes objectifs et très souvent les mêmes analyses. Tout le monde comprend que rien n'est d'ailleurs possible à terme sans un accord de fond et de forme entre nous. Et il n'y aura pas de reconstruction de l'opposition possible sans ce lien de confiance avec le RPR. Nous devons préparer l'alternance ensemble. »

L'opposition a besoin d'un centre

« Vous savez que Valéry Giscard d'Estaing, qui préside aux destinées de l'UDF, est lui-même favorable à une liste unique RPR-UDF qu'il conduirait. Pour vous, la liste UDF que vous souhaitez est-elle autre chose que le moyen de « ficeler » les centristes ? »

« L'opposition a besoin des centristes. Elle a besoin d'un centre, qui est aujourd'hui incarné par l'UDF. Celui-ci est plus nécessaire encore à l'opposition qu'au Parti socialiste. Ce dernier a évolué vers un mouvement social-démocrate sur le modèle des autres démocraties occidentales. »

« En revanche, il faut éviter à la droite de glisser vers des comportements, des attitudes, des analyses qui ne soient pas ceux et celles d'un pays moderne. C'est pourquoi nous avons besoin d'un centre à l'intérieur de l'opposition. Si l'appareil que sur des questions européennes nous avons avec le RPR des analyses sensiblement différentes, faisons alors chacun notre chemin, côte à côte, plutôt que de monter de façon artificielle, comme nous l'avons fait en 1984, dans un véhicule unique. Il me semble que dans l'état actuel des choses, la clarté et la responsabilité de l'opposition seront mieux assurées si celle-ci est représentée par deux listes, entre lesquelles doit - à tout prix - régner un climat de confiance mutuelle. »

« J'ajoute que dans la perspective d'une alternance que nous avons le devoir de préparer, c'est une bonne solution, car elle permet à l'opposition d'être plus équilibrée. Et l'on ne gagnera la prochaine alternance que si, en son sein, l'opposition est équilibrée, acceptant sa diversité comme une chance et non pas comme un fardeau. C'est dans ce débat interne que nous trouverons notre second souffle. »

« Que mettez-vous sous ce vocable de « contrat de confiance » ? »

« Cela vaut aussi bien pour le RPR que pour les centristes. Nous sommes dans l'opposition. Nous avons été élus pour cela. Quel est le contenu de cette opposition ? Définissons-le ensemble et non pas de façon unilatérale. Elaborons ensemble le règlement de copropriété. Sommes-nous en mesure d'aborder côte à côte les prochaines échéances électorales ? Mon sentiment est que, quelle que soit l'évolution ultérieure de notre pays, l'alliance RPR-UDF peut être majoritaire aux prochaines élections législa-

tives à condition de commencer à travailler dès aujourd'hui. Je ne souhaite pas et je n'ai jamais souhaité de gaucheté de cœur qu'une partie de l'UDF, et je pense bien sûr au Parti républicain, soit le seul partenaire du RPR. Je n'ai jamais souhaité la solitude du RPR face au RPR même si nous sommes les plus qualifiés pour parler de notre nécessaire entente. Je crois qu'il faut que nous trouvions des procédures pour faire vivre l'opposition : la première que propose Charles Pasqua pour la présidentielle est une piste que nous avions nous-mêmes tracée en son temps. Allons plus loin et réfléchissons sur les procédures de sélection et de formation des candidats. Mettons donc en place



des procédures communes, mais respectons l'identité de chacun. Cette identité doit s'exprimer dans des débats publics et se plier - sur des thèmes précis - à des votes. »

« Est-ce que cette réflexion ne doit pas vous entraîner à vous interroger sur l'état et le rôle des partis politiques qui font l'objet aujourd'hui d'un mouvement de désintérêt, voire de rejet ? »

« Les Eglises, les syndicats, les partis, nous le savons bien, subissent aujourd'hui une crise qui touche au comportement politique. Vous aurez bientôt des « coordinations » ou des « collectifs » dans ce domaine... Essayons de nous y préparer. Ce pays a plus qu'il n'a besoin d'une réhabilitation de la vie politique et de ses responsables. Dans les sociétés froides où nous vivons, la fonction politique, qui est également d'ordre charismatique et symbolique, est plus nécessaire que jamais. Une société cybernétique, comme l'économie nous pousse à la construire, n'est pas souhaitable. Je pense que nous pouvons dire oui au déclin des idéologies ou au déclin du prêt-à-penser mais non à la disparition du politique comme lieu d'une parole riche, portuse de valeurs et de signes. Les sociétés modernes sont souvent hélas ! des sociétés inhumaines. Face à cela, la philosophie politique que nous défendons est, et doit rester d'abord, un humanisme. François Mitterrand est l'un des rares à avoir compris que, face à la laïcisation de la société, il existe aujourd'hui une aspiration à cette parole prise au sens religieux et prophétique du terme. »

« En d'autres termes, ce que je souhaite pour ce pays, c'est une modernité dont il a besoin et qui n'est pas incarnée par le Parti socialiste, et des valeurs dont il a autant besoin. Hélas ! pour nous, François Mitterrand l'a souvent mieux compris que nous. »

« Jean-Louis Bourlès, dans son livre *Droite, année zéro*, explique que le PR est trop seul pour assumer et pour obtenir la rénovation de la droite. »

« Bien qu'étant représenté par cent vingt parlementaires dans les deux Chambres, le PR a encore des faiblesses et des fragilités. Il n'a pas aujourd'hui la masse critique qui lui permette d'être à lui seul la force motrice de l'opposition. Mais il est d'ores et déjà plus important que ne le furent les clubs de Valéry Giscard d'Estaing en 1974. Il est donc ardue pour soutenir un projet présidentiel. Quel que soit bien entendu le candidat. »

« Aujourd'hui, le PR doit jouer le jeu de l'UDF. On ne peut pas souhaiter le succès d'une opposition rassemblée et ne pas souhaiter pour l'UDF cette réunion des forces et des volontés. Dans cette reconstruction de l'opposition, le PR n'a pas vis-à-vis de l'UDF la moindre réticence. Ce qui est

important aujourd'hui pour cette confédération, qui préfigure ce que sera demain l'opposition tout entière, c'est un accord de fond sur la stratégie et la systématisation des procédures électorales et démocratiques. »

La restructuration de la droite

« Vous butez toujours contre une difficulté historique que Valéry Giscard d'Estaing avait définie, mais qu'il n'a pas su résoudre, la gauche s'est structurée et modernisée, à l'initiative et au bénéfice de François Mitterrand, en marginalisant sa fraction archaïque, le PCF ; les libéraux ont été impuissants à restructurer et à moderniser à leur profit la droite. Ils n'ont pas su marginaliser sa fraction archaïque, c'est-à-dire les bonapartistes du RPR. »

« Reconnaissez deux choses : on a commencé à rééquilibrer la droite, puisque nous sommes parvenus en juin dernier aux élections législatives à peu près à un équilibre ; nous sortons de trente années où cela n'était pas le cas. Il faut donc voir les choses en perspective : nous sommes entrés dans une nouvelle période. D'un côté le centre gauche, de l'autre le centre droit sont appelés à dominer l'un la majorité, l'autre l'opposition. Nous sommes au centre droit, mais ce n'est pas seulement une définition qui correspond aux partis actuels. Ce sont des femmes et des hommes qui existent dans les différentes familles. »

« C'est à eux, à nous de faire en sorte que la raison, la modernité et le dialogue soient entendus. Et cela, ce n'est pas une affaire d'appareil mais d'état d'esprit. Et cela dépasse largement les clivages actuels des partis. Nous devons, les uns et les autres, retrouver une évolution profonde du pays qui se fait aujourd'hui, comme celle de tous les pays occidentaux, vers des pratiques libérales. »

« Quelle place faites-vous dans cette restructuration au Front national ? »

« Je suis le seul parlementaire français à avoir triomphé d'une triangulaire contre le Front national. J'ai donc quelque crédit pour vous dire que l'opposition n'a rien à gagner dans une quête désespérée et désespérante des suffrages de l'extrême droite, suffrages qui seraient obtenus par un alignement sur le comportement de celle-ci. C'est en restant nous-mêmes que nous convaincrions de notre attachement à des valeurs. Je vis moi-même dans une des régions les plus difficiles de ce point de vue, puisque le Front

national est puissant dans le Midi et la gauche désespérée. Il n'empêche. L'opposition ne doit pas s'engager dans la voie d'un comportement qui l'amènerait à souscrire à des passions, des emportements, des refus, des anathèmes qui ne font pas partie de son patrimoine. »

« A chaque fois que l'opposition refusait d'aller dans ce sens-là, elle y gagnait. »

« L'opposition a quatre ans devant elle, quatre ans pour réfléchir, se restructurer. Quels sont les grands chantiers de réflexion qu'elle doit ouvrir ? »

« J'en citerai deux : celui de la formation, au sens le plus large du terme, c'est-à-dire des enfants et des adultes ; et celui de la solidarité. Dans les deux cas, nous sommes une société archaïque. Nous sommes en 1789. Dans les deux cas, malgré les apparences, tout le monde baisse les bras parce que c'est trop compliqué. D'autant qu'en amont de ces deux dossiers il y a bien sûr la fiscalité, que d'ailleurs plus personne ne comprend. Nous sommes devant une complexité qui n'est pas liée à la modernité de la société, mais qui tient davantage à nos structures technocratiques. La formule socialiste qui consiste à dire « plus de professeurs, plus de crédits » conduit à une impasse. Cela fait trente ans que l'on dit cela. En vain. La Sécurité sociale, c'est la même chose. Cela fait des décennies que l'on augmente les cotisations et que l'on baisse le niveau des prestations. Et, bien entendu, la pauvreté subsiste. »

« Il nous faut donc changer notre mode de raisonnement. Prenons l'éducation : il faut aller vers une mise en concurrence des établissements, vers une autonomie plus grande, vers une large et forte décentralisation, vers la possibilité de se séparer de tel ou tel enseignant ou fonctionnaire. Nous ferons des propositions prochainement sur ces sujets. Même raisonnement pour la Sécurité sociale. Nous devons aller vers la mise en concurrence, l'autonomie des caisses, le développement de la responsabilité personnelle, etc. Nous avons commencé à le dire, mais nous n'avons pas suffisamment travaillé. Et entre 1986 et 1988 nous avons souvent poursuivi une politique d'inspiration classique. Sur ces deux sujets, il faut mettre les dossiers à plat, se dégarer des pesanteurs des clientèles, définir clairement ce que l'on souhaite comme objectif et, surtout, avoir le courage de s'y tenir. »

Propos recueillis par DANIEL CARTON et JEAN-MARIE COLOMBANI.

M. Le Pen assure que le peuple français est victime d'un « génocide politique »

L'identité nationale française est-elle en péril ? Et par voie de conséquence les valeurs qui sont censées s'y rattacher sont-elles menacées de marginalisation ? C'est parce qu'il répond positivement, et vigoureusement, à ces interrogations que le Front national a décidé d'organiser « un cycle de conférences bi-mensuelles sur le thème général de l'identité » dans le cadre de l'Institut de formation qu'il vient de créer.

Dépendant de la délégation générale du mouvement d'extrême droite dirigée par M. Bruno Mégret, cet institut a tenu, mercredi 25 janvier à Paris, en présence d'environ cent cinquante personnes, sa séance inaugurale. M. Jean-Marie Le Pen a ouvert le bal, après le constat de M. Mégret selon lequel « il n'y a plus de pensée politique ».

Le président du FN a dénoncé « le terrorisme intellectuel et la répression politique », ainsi que « les théories des utopistes, le communisme, le mondialisme, le tiers-mondisme, le pacifisme, l'euro-péisme dans le mauvais sens du terme », autant de facteurs de « l'influence du mouvement cosmopolite porté par les médias ». Le dirigeant d'extrême droite a ajouté : « J'accuse nos adversaires d'être complices d'un véritable génocide politique, car prendre à un peuple son identité c'est lui prendre une grande partie de son âme. » Assurant que le FN « constitue une espèce de modèle de réaction efficace, sinon victorieuse », face aux maux qu'il dénonçait, M. Le Pen a admis que « la prochaine campagne [électorale européenne] nous contraindra à clarifier nos idées sur ce sujet » de la dualité nation-Europe.

M. Le Pen a rendu hommage aux « patriotes décrits comme des

agresseurs de l'étranger, de l'immigré, de l'autre » : il a loué l'œuvre coloniale française « en indiquant qu'au Vietnam « on gagne en un mois ce qu'une bonne portugaise gagne en une demi-heure en France » ; il s'est élevé contre « les partisans du métissage, mais pas les métis eux-mêmes ». Estimant que « M. Mitterrand est un inventif politique », M. Le Pen a évoqué l'hypothèse selon laquelle « un jour de président de la République puissent être comptés ». « Il faut, a-t-il dit, que nous nous tenions prêts à cette éventualité. »

O. B.

DEUX GUIDES INDISPENSABLES

LES MUNICIPALES
élections
campagne électorale
69 F

LA COMMUNE
gestion
actions municipales
69 F

en librairie

Editions Syros-Alternatives
6 rue Montmartre - 75001 Paris

هكذا من الاحل

Société

Un plan gouvernemental

La protection des enfants maltraités sera mieux assurée

M^{me} Hélène Dorhac, secrétaire d'Etat chargée de la famille, a présenté, mercredi 25 janvier, lors du conseil des ministres, les grandes orientations de la politique qu'elle entend mener pour lutter contre les maltraitances à l'égard des enfants. Ses objectifs : coordonner les actions des différents services intervenant dans le domaine de la protection judiciaire et de la protection sociale ; créer une ligne permanente d'écoute ouverte aux victimes ou aux témoins de mauvais traitements ; favoriser les initiatives en matière de formation, d'information et de coordination ; et enfin amplifier la campagne nationale de prévention des abus sexuels envers les enfants lancée en septembre 1988.

Aucune statistique n'est tenue sur les enfants victimes de violence mais généralement les spécialistes s'accroissent pour dire qu'il y aurait eu en France quarante mille à cinquante mille enfants victimes de mauvais traitements ou abus sexuels, et trois cents à six cents d'entre eux décédèrent des suites de ces mauvais traite-

ments. Selon Enfance et Partage, une association qui mène depuis plusieurs mois une campagne de sensibilisation particulièrement active, la tranche d'âge la plus touchée serait celle des deux-neuf ans, la majorité des victimes étant des filles.

Rien ne permet de dire que ces violences se sont multipliées ces dernières années mais il est certain que l'on en parle plus. C'est notamment le cas de l'inceste. A la suite de cas dramatiques d'enfants violentés dont les médias ont longuement parlé, le secrétaire d'Etat à la famille avait chargé, en septembre 1987, M. Jacques Barrot, député, président du conseil général de la Haute-Loire, de former une commission interdisciplinaire pour étudier le dossier de l'enfance maltraitée et de faire un certain nombre de propositions. Les différentes mesures annoncées s'inspirent largement du rapport de cette commission, rendu début janvier.

Ainsi, en ce qui concerne la coordination des interventions dans le domaine de l'enfance maltraitée, M^{me} Dorhac a entièrement suivi la commission qui conseillait de renforcer et clarifier la responsabilité des présidents de conseils généraux.

En France, les mineurs bénéficient d'une double protection, judi-

ciaire et sociale. Mais bien souvent cette juxtaposition est source de difficultés et de retards aux conséquences dramatiques. Bon nombre d'associations ont dénoncé ces derniers temps ce genre de disfonctionnement et réclamé une structure de coordination. Le rapport Barrot rappelle que « les présidents des conseils généraux disposent depuis la décentralisation de la responsabilité des services d'aides sociales à l'enfance, de la protection maternelle et infantile, ainsi que du service social ».

Il note cependant un manque de clarté sur le rôle des présidents en matière de prévention, détection et protection, tant dans le code de la famille et de l'aide sociale que celui de la santé publique. Aussi M^{me} Dorhac a décidé de déposer au Parlement dès la session prochaine un projet de loi réformant ces textes.

Une ligne téléphonique permanente

Le service national d'accueil téléphonique qui va être créé fonctionnera vingt-quatre heures sur vingt-quatre et tous les jours de l'année afin de répondre aux situations d'urgence. M^{me} Dorhac entend mener à son sujet une grande campagne d'information visant les

adultes mais surtout les enfants qui pourront ainsi parler à des personnes spécialisées formées pour les écouter et réagir rapidement si nécessaire.

Il existe déjà en France différentes expériences d'écoute téléphonique pour les cas de maltraitance mais la commission s'est montrée « inquiète de la dispersion des expériences qui ne répondent pas toutes aux exigences de qualité professionnelle et de concertation nécessaires ».

Ce service national d'écoute aura pour mission de recueillir les informations émanant de particuliers ou de professionnels ; d'informer et de conseiller et de traiter les informations reçues en se mettant en contact avec les autorités locales compétentes.

Plus largement « une dizaine d'actions pilotes vont être lancées dans plusieurs départements pour informer le public, former le personnel et assurer la concertation entre les services départementaux, l'Etat, les hôpitaux et les associations ». Enfin M^{me} Dorhac entend intensifier sa campagne sur la prévention des abus sexuels commencée en septembre 1988. Un programme interministériel est en cours d'élaboration.

CHRISTIANE CHOMBEAU.

MÉDECINE

Le Comité d'éthique va se prononcer sur le sort des embryons congelés

C'est un véritable pavé dans la mare que vient de lancer le Père Patrick Verspiers, un jésuite qui fait autorité dans l'Eglise catholique. Il est sans doute le principal conseiller, sur les questions morales et bio-médicales, de l'épiscopat français qui l'a même envoyé, pour le représenter, au Comité national d'éthique.

Dans le débat sur l'avenir des stocks d'embryons congelés, il a déclaré au *Figaro* du 25 janvier qu'il était favorable à « prendre acte de l'impasse dans laquelle on se trouve ». Et, au risque de contredire la doctrine officielle de l'Eglise catholique sur le respect de la vie embryonnaire, il ajoute qu'il vaut mieux « décongeler ces embryons et laisser s'éteindre leur vie... » Il prend soin d'ajouter : « Ce n'est pas une bonne solution, mais les autres seraient pires. »

De quelle « impasse » s'agit-il ? On sait, en effet, que pour multiplier les chances de réussite de la Fiv-e (fécondation « in vitro ») les médecins procèdent à plusieurs fécondations d'embryons. En cas d'échec de la première implantation dans l'utérus de la mère, ils en prennent un deuxième et ainsi de suite. Les universités catholiques qui, malgré la recommandation du Vatican continuant de faire naître des bébés en éprouvette, limitent à trois le nombre des embryons congelés, sont réimplantés dans l'utérus de la mère.

Mais en l'absence de cadre juridique, ces conditions ne sont pas observées dans tous les lieux où se pratiquent des Fiv-e. Et le Père Verspiers voit deux dangers majeurs à la congélation et au stockage d'embryons « orphelins », c'est-à-dire non utilisés et non réclamés par le couple qui avait demandé pourtant leur congélation, soit parce qu'il ne veut pas d'autres enfants soit que le couple est séparé.

Ces deux dangers sont la manipulation de ces embryons et le don à des parents « adoptifs » dont l'enfant, « né dans ces conditions », ne pourrait trouver une autre origine à sa vie que les pousses de la biologie ». Le théologien catholique se dit opposé à ces deux scénarios.

Il regrette que la recommandation du Comité national d'éthique, visant à limiter les fécondations d'embryons surnuméraires,

n'ait pas été entendue. Il estime « qu'on a congelé trop d'embryons sans avoir donné aux couples l'information nécessaire, sans avoir vérifié qu'ils désiraient vraiment le transfert ultérieur d'embryons conservés dans le froid ».

La doctrine de l'Eglise sur le respect de la vie a été encore fermement rappelée dans l'instruction romaine *donum vitae* (le don de la vie) du 10 mars 1988, qui interdit toute forme de procréation médicalement assistée, y compris « homologues », c'est-à-dire à l'intérieur d'un couple.

« Un problème temporaire »

La prise de position du Père Verspiers est intervenue le jour même où se réunissait, pour la première fois sur ce sujet, la section technique du Comité d'éthique. On compte aujourd'hui en France entre 3 000 et 4 000 embryons humains congelés par congélation. Ces embryons obtenus après fécondation *in vitro* et ne pouvant être réimplantés immédiatement chez la femme, sont dits « surnuméraires ». Ils sont conservés afin d'augmenter les chances de grossesse ultérieure en cas d'échec de la première tentative.

Le Comité national d'éthique avait, dans un premier temps, il y a deux ans, estimé que les embryons qui ne sont pas implantés vingt et un mois après leur congélation, devraient être détruits. Il ne s'agissait pas d'un avis à proprement parler, mais d'une « orientation » donnée aux chercheurs dans l'attente d'un avis en bonne et due forme.

Aujourd'hui, ce « moratoire » est un passe de s'achever et le Comité d'éthique reprend sa réflexion sur ce thème. En gros, quatre solutions s'offrent aux chercheurs et aux médecins : garder les ou les embryons congelés pour le couple en vue d'une grossesse ultérieure ; permettre l'adoption de ces embryons surnuméraires par d'autres couples ; s'en servir à des fins de recherche scientifique. « Aucune de ces solutions ne nous apparaît réellement satisfaisante », nous a déclaré le professeur Jean Bernard, président du Comité national d'éthique. Il s'agit d'un problème très grave, qui, heureusement, n'est que temporaire. Dans quelques années, on saura congeler les ovules et il ne se posera donc plus. Comme bien souvent, c'est un progrès de la science elle-même qui aura résolu un problème posé par les avancées de la recherche. »

FRANCK NOUCHI et HENRI TINCO.

CATASTROPHE

Moins de 300 morts au Tadjikistan. — Trois jours après le séisme qui a frappé le Tadjikistan le 23 janvier, le nombre des victimes semblait jeudi beaucoup moins élevé que ce qu'on avait d'abord craint : moins de 300 morts probablement et non 1 000 à 1 400 comme on l'avait annoncé prématurément.

Après le « cri d'alarme » de néphrologues français

Le ministère de la santé va « évaluer » le nouveau traitement contre l'anémie

Après le « cri d'alarme » lancé dans les colonnes du *Monde* par une centaine de médecins néphrologues protestant contre l'instauration d'un « quota » limitant le nombre de patients insuffisants rénaux sous rein artificiel qui pourraient bénéficier d'un nouveau médicament actif contre l'anémie, l'érythropoïétine humaine (EPREX), le ministère de la santé a publié, mercredi 25 janvier, un communiqué dans lequel il rappelle que 5 à 10 % des 18 000 dialysés français les plus anémiques, vont être traités par ce produit.

Cette estimation du nombre d'insuffisants rénaux pour lesquels la prescription d'EPREX se justifie indiscutablement a été proposée par un groupe d'experts néphrologues et hématologues réunis à l'initiative du ministère de la santé, précise le communiqué.

Pour les autres insuffisants rénaux, « il est constaté des divergences d'appréciation dans les indi-

cations de prescription de l'EPREX. Ces divergences, et le coût annuel du traitement par malade, de l'ordre de 50 000 F, soit 900 millions de francs de surcoût si tous les malades étaient traités avec ce médicament, justifient qu'une évaluation méthodique des différentes solutions thérapeutiques soit conduite et qu'un consensus soit établi dans la communauté scientifique sur les protocoles les plus efficaces de traitement ».

La commission nationale d'hémodyalyse et de transplantation va être réunie pour procéder à cette évaluation. Dans l'attente de ces conclusions, la prescription d'EPREX doit rester limitée aux patients auxquels elle évite la transfusion sanguine », conclut le ministère de la santé en rappelant que ce produit, « comme tout médicament efficace », a des « effets secondaires », et peut-être à long terme, une fibrose médullaire ».

Les spécialistes s'interrogent sur deux cas inédits de SIDA

Deux cas de SIDA extrêmement rares sont rapportés cette semaine dans l'hémodialectique américain *The New England Journal of Medicine*. Le premier, décrit par le professeur Jean-François Bach (hôpital Necker, Paris), concerne un adolescent parisien qui, il y a quelques mois, s'était fait traiter une tendinite par acupuncture. Aucun autre facteur de risque n'ayant été retrouvé au terme d'une longue enquête étiologique (il ne s'agit en particulier ni d'un homosexuel ni d'un toxicomane), le professeur Bach a bien été obligé d'admettre que seules les six séances d'acupuncture que le jeune homme avait subies pouvaient être à l'origine de la transmission du virus HIV. Il s'agirait donc « l'information est à prendre au conditionnel car la preuve formelle de la responsabilité d'une aiguille infectée n'a pu être établie » d'un cas rarissime de transmission du virus par voie transfusionnelle au moyen d'une aiguille d'acupuncture.

Le deuxième cas, décrit par le professeur Jean-François Bach (hôpital Necker, Paris), concerne un adolescent parisien qui, il y a quelques mois, s'était fait traiter une tendinite par acupuncture. Aucun autre facteur de risque n'ayant été retrouvé au terme d'une longue enquête étiologique (il ne s'agit en particulier ni d'un homosexuel ni d'un toxicomane), le professeur Bach a bien été obligé d'admettre que seules les six séances d'acupuncture que le jeune homme avait subies pouvaient être à l'origine de la transmission du virus HIV. Il s'agirait donc « l'information est à prendre au conditionnel car la preuve formelle de la responsabilité d'une aiguille infectée n'a pu être établie » d'un cas rarissime de transmission du virus par voie transfusionnelle au moyen d'une aiguille d'acupuncture.

● SIDA : dépistage obligatoire pour les étrangers au Pakistan. — Le Pakistan va ouvrir des centres de dépistage du SIDA et demander aux étrangers de fournir des certificats de non-séropositivité, a rapporté, lundi 16 janvier, l'agence officielle Associated Press of Pakistan. Cette décision relève d'un plan adopté par le gouvernement de Benazir Bhutto pour stopper l'importation et la diffusion du virus. Parmi les autres mesures, une loi obligera les médecins à signaler tous les cas de SIDA, mis en place dans les quatre provinces du pays. — (AFP.)

(Massachusetts), concerne un homme de soixante ans, qui aurait contracté le virus du SIDA à la suite de rapports buccaux avec une prostituée. Il s'agirait du premier cas publié dans la presse scientifique faisant état de ce mode de transmission du virus. Souffrant d'impotence depuis longtemps, cet homme n'avait en ces dernières années qu'un seul rapport sexuel avec une prostituée qui, selon lui, était toxicomane. Selon les médecins, le virus aurait été transmis par le biais des sécrétions vaginales.



Talazé - Le Seuil

Pour la première fois un petit livre réunit l'essentiel de la pensée du fondateur de Talazé. Avec une brève histoire de la communauté. 180 pages 37FF

Frère Roger a reçu le prix UNESCO 1988 de l'éducation pour la paix.

RELIGIONS

Mgr Gaillot dans « Lui »

Mgr Joseph Duval, archevêque de Rouen et vice-président de la conférence épiscopale française, s'est déclaré « très étonné », mercredi 25 janvier, que Mgr Jacques Gaillot, évêque d'Evreux, ait accordé une interview au magazine *Lui*, dans son numéro de février.

« Ce va encore faire jaser ! » avait-il prévenu. Ce n'est pas un péché mortel de s'exprimer dans un magazine de charme, mais Mgr Jacques Gaillot, évêque d'Evreux, savait bien que l'interview d'un évêque dans un tel mensuel, plus célèbre pour les confidences desahabées de Danielle Gilbert ou Pierrette Le Pen que pour l'éducation des enfants, ferait scandale.

Il y prononce pourtant des paroles fort chastes et édifiantes sur l'amour et la fidélité conjugale. Mais « si le prélat peut sauver des vies, alors utilisons-le ! » s'exclame-t-il. Il explique à nouveau ses vues favorables à l'ordination d'hommes mariés, au film *Le Dernier Tentation du Christ*, ainsi que son hostilité au commerce des armes.

Choisir de s'exprimer dans une telle publication quelques jours seulement après avoir été interdit du minitel officiel de l'Eglise de France, relève cependant d'un goût prononcé de la provocation. Et on peut se demander si cette escalade dans le défi est, pour l'évêque d'Evreux, le meilleur moyen de défendre ses idées.

« Si le pape, de qui je tiens ma mission, me demande d'arrêter, j'obéis », dit Mgr Gaillot dans *Lui*. Les cas de destitution d'un évêque sont rares dans l'histoire moderne de l'Eglise, mais les pressions morales existent. L'évêque d'Evreux sait bien que sa récente interdiction de minitel est venue du sommet de la hiérarchie. Il voudrait s'expliquer, à Paris, à Lyon, à Rome, y compris devant le pape. Il résume dans cette interview son espoir d'être reçu, à Péquie, par Jean-Paul II. A Péquie, ou à la Trinité ? Au Vatican, on ne marie pas aucun prêtre pour le recevoir. Le diocèse y est le suivant : comment le faire taire, sans en faire un martyr ?

H. T.

A la demande de l'épiscopat polonais Les carmélites d'Anschwitz sont prêtes à déménager

Un pas en avant vient d'être franchi dans la solution de l'affaire du carmel d'Anschwitz. Provoquant la colère d'un grand nombre de communautés juives, des religieuses polonaises s'étaient installées, il y a deux ans, dans une décharge de « repens », aux portes de l'ancien camp de concentration.

A la suite de plusieurs rencontres d'une délégation juive, présidée par M^{me} Théo Klein, président du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF), ancien président du Congrès juif européen et d'une délégation catholique présidée par le cardinal Albert Decourtray, archevêque de Lyon, un accord avait été conclu à Genève, le 22 février 1987, visant à déplacer le carmel.

Après de multiples manifestations d'impatience de la part des communautés juives. Le cardinal Decourtray

a adressé, mercredi 25 janvier, à M^{me} Théo Klein le message suivant : « Le cardinal Macharski, archevêque de Cracovie, fait savoir que le projet de construction d'un « centre d'information, d'éducation, de rencontre et de prière » est entré dans la phase finale de sa mise en œuvre. Les sœurs carmélites, restant fidèles à leur vocation, vivront dans leur nouveau couvent dès que celui-ci sera construit sur un terrain séparé à l'intérieur du centre ».

De côté juif, on est cependant loin d'être rassuré. « Je me réjouis de ce que les carmélites ont enfin accepté d'écouter les engagements pris il y a deux ans », a déclaré M^{me} Klein le 25 janvier. Mais l'exécution intégrale de l'accord de Genève du 22 février 1987 doit être réalisée dans les délais très brefs.

SPORTS

TENNIS : les Internationaux d'Australie

Graf contre Sukova en finale

Lauréate du Grand Chelem tennistique en 1988, l'Allemande de l'Ouest Steffi Graf s'est qualifiée le 26 janvier pour la finale des Internationaux d'Australie, où elle affrontera le 28 janvier la Tchèque Helena Sukova. Ce sera la dixième rencontre entre les deux joueuses, Graf n'ayant perdu que la première.

MELBOURNE correspondance

Comment celle qui joue sur ses talons peut-elle menacer celle qui se déplace comme une mouche sur ressorts ? Comment l'Argentine Gabriela Sabatini, quatrième mondiale, peut-elle rattraper l'Allemande Steffi Graf, dixième mondiale et largement déclassée ? Sur le central de Flinders Park, la demi-finale caricaturale de jeudi a opposé une réponse catégorique. Elle ne le peut pas. Elle ne le pourra sans doute jamais.

Uniquement sur terre battue, Sabatini peut encore entretenir l'illusion d'une rivalité. La bricoleur ralentit légèrement la cadence de Graf et per-

met à l'Argentine de glisser pour masquer ses défauts de déplacement, pour gommer cette absence de petits pas d'équilibre bien réglés qui ne pardonne pas sur surface rapide. Car, là où Sabatini paraît lente et lourde, avec des gestes simples de préparation, Graf semble effectuer le redoublement de la vitesse, des réflexes, des réflexes, une frappe sèche. Elle possède aussi l'esprit vif, la démarche tonique, une autorité naturelle.

Jedi, elle mit quelques minutes pour trouver son rythme. Puis, sa conviction faite, elle se permit un geste d'agacement, faisant rebondir violemment une balle comme pour annoncer une nouvelle phase de jeu.

Elle menait alors 5-2. Elle ne perdait plus qu'un seul jeu de la partie qu'elle remporta en 49 minutes. Un bon-homme sous tous les angles. Une humiliation pour son adversaire.

L'Allemande atteint ainsi sa huitième finale successive dans un tournoi du Grand Chelem. En six rencontres, elle n'est restée que 4 heures et 40 minutes sur le court, durée classique chez les hommes dans une seule partie majeure du Stade de Wimbledon.

De ses quinze victoires sur Sabatini (pour deux défaites), celle de jeudi fut la plus cruelle, et elle souligne, si besoin était, le dilemme du circuit féminin. Entre Graf et Sabatini figurent encore dans le classement mondial les deux reines sans couronne, Navratilova et Zverev. La rivalité entre les deux jeunes championnes était censée remplacer celle, légendaire et longue de seize saisons, des anciennes. Jeudi, cela n'en avait point l'allure.

MARC BALLADE

LES RÉSULTATS SIMPLE DAMES

(Demi-finales dames)

Steffi Graf (RFA, n° 1) b. Gabriela Sabatini (Arg., n° 4), 6-3, 6-0 ; Helena Sukova (Tch., n° 5) b. Belinda Cordwell (NZ, n° 62), 7-6, 6-4.

● BASKET-BALL : Coupe d'Europe des clubs champions. — Battu aux points au terme d'un combat, en douze reprises disputées mercredi 25 janvier à Arezzo (Italie), le Français d'origine zairoise Tex N'Kabinza, trente ans, a abandonné le titre européen des super-légers à l'Italien Efram Calamati, vingt-quatre ans.

● BOXE : championnat d'Europe des super-légers. — Battu aux points au terme d'un combat, en douze reprises disputées mercredi 25 janvier à Arezzo (Italie), le Français d'origine zairoise Tex N'Kabinza, trente ans, a abandonné le titre européen des super-légers à l'Italien Efram Calamati, vingt-quatre ans.

Education
H. Jospin :
que je
conti

Jan
ne vous
à d

"Pan Am
éminent. Je
de meilleurs
"Pan Am U.S.
qui s'étend du
permet de
territoire am
Petit déta
offerts à ce tar
des aujourd'h
Demain,
contactez au
ou Pan Am à
si petits prix.

Pan Am plane

Société

ÉDUCATION

M. Jospin : « C'est la première fois que je vois faire la grève contre 10 milliards »

« C'est la première fois que je vois faire la grève contre 10 milliards de francs ». À la veille de la journée d'action décidée vendredi 27 janvier par des organisations syndicales de divers horizons (SNES, SNEP, SIALC), M. Lionel Jospin a exprimé sa surprise devant la presse (nos dernières éditions du 27 janvier). Selon lui, la consécration d'une dizaine de milliards à la revalorisation de la fonction enseignante sur cinq ans — dont 2,2 milliards dès cette année — devrait, au contraire, « être accueillie avec intérêt ».

Alors, pourquoi ces protestations ? Sans doute le message du gouvernement est-il mal passé. Le ministre de l'Éducation nationale a, par conséquent, décidé d'informer chaque instituteur et chaque professeur par une lettre personnelle, dans laquelle il expliquera ses propositions.

Les instituteurs ne seraient pas concernés par ces mesures ? « C'est inexact », a-t-il rappelé. Un instituteur, qui arrive actuellement en fin de carrière à 10 000 F par mois, pourrait terminer à 13 000 F. Une revalorisation indicative de 30 %, ce n'est pas si mal. La grève dans le second degré ? M. Jospin s'en remet pas le droit en question, mais il « condamne ceux qui envisagent de refuser de donner leurs notes aux élèves ou de détourner les copies ».

« Les jeunes n'ont pas à être pris en otage », affirme-t-il. Dans sa lettre aux enseignants, M. Lionel Jospin devra aborder le brûlant sujet de la valorisation du métier. Dans le texte de ses propositions aux syndicats, il avait prudemment évité d'employer ce mot. Mais, entre les lignes, les enseignants n'ont vu que lui. « Les indemnités sont destinées à répartir les tâches qui sont d'ores et déjà assumées, mais gratuitement, par les enseignants, explique le ministre. Réparer des injustices, ce n'est pas inventer le mérite. » La fin du bénévolat, en somme.

Toutes les organisations syndicales seront reçues, dans la semaine,

au ministère, et M. Lionel Jospin poursuivra ses « contacts officiels », en faisant valoir que « l'effort sous-présumé » consenti par le gouvernement « doit être supportable pour les finances publiques et pour les autres catégories sociales ». Le gouvernement a ouvert le dossier de la revalorisation. La négociation ne fait que commencer ; pourquoi considérer qu'elle est déjà finie ? demande-t-il.

Pour discuter du projet de loi d'orientation, rendez-vous a été fixé pour une deuxième table ronde le 28 février. La troisième est programmée pour fin mars, époque à laquelle les négociations sur la revalorisation devront être conclues pour des raisons de calendrier législatif. Le temps est compté, mais, dans l'état actuel de surchauffe du monde enseignant, M. Jospin ne peut pas faire l'économie d'une campagne d'explications.

● Le cadavre d'un lycéen retrouvé sous un pont. — Le cadavre d'un lycéen de quinze ans, Christophe Moutou, a été découvert, mercredi 25 janvier, sous un pont à Saint-Aubin-lès-Elbeuf, dans le banlieue de Rouen. L'adolescent, élève de quatrième du LEP Fayol de Grand-Couronne et habitant Saint-Aubin, a vraisemblablement été tué d'un coup de couteau à l'abdomen alors qu'il se rendait au lycée, où son absence avait été signalée dans la matinée de mercredi.

● Explosion dans un lycée d'Hayange (Moselle). — Trois élèves ont été blessés, mercredi 25 janvier, au lycée technique des Grand-Bois à Hayange (Moselle), victimes d'une explosion qui s'est produite dans une salle de permanence de l'établissement. L'accident serait dû, selon les premières constatations, à la manipulation d'un mélange de chlorate de soude et de carbone dans un récipient métallique. Deux des blessés, Patrick Moutou, vingt et un ans, et Pascal Donnez, dix-neuf ans, ont été hospitalisés.

JUSTICE

Les lenteurs judiciaires

Le coup de semonce du procureur général de Paris

Dans une circulaire datée du 18 janvier, le procureur général près la cour d'appel de Paris, M. Pierre Truche, s'adresse à tous les procureurs de la République des neuf tribunaux de la région parisienne qui sont dans le ressort de la cour de Paris. Par ce texte le procureur général entend faire sortir la justice de ses habitudes et de ses torpœurs.

Chose promise, chose due. M. Pierre Truche, procureur général près la cour d'appel de Paris, n'avait pas caché, dès sa prise de fonction, qu'il ne jouerait pas les potiches. « Patrons » de deux cent soixante-quinze magistrats des parquets de son ressort — ceux de Paris, de Seine-Saint-Denis (Bobigny), de l'Essonne (Evry), de Seine-et-Marne (Meaux, Melun, Fontainebleau), du Val-de-Marne (Crétail) et de l'Yonne (Auxerre et Sens) — M. Truche, rompant avec les usages, a décidé et annoncé clairement qu'il n'entendait pas laisser ronger la justice.

Lors de la rentrée solennelle de la cour de Paris, le 6 janvier dernier (le Monde daté 8-9 janvier), M. Truche avait souhaité qu'on ne se contente pas de parler des droits de l'homme, mais qu'on les applique aussi. Adieu donc à tous les discours sur les dysfonctionnements de la justice, aux critiques rituelles sur sa lenteur. Il s'agit de passer des paroles aux actes, c'est le sens de la circulaire de quatre feuillets, datée du 18 janvier, qu'il a adressée aux procureurs de la République de son ressort.

Sans doute, les magistrats n'ont-ils guère l'habitude de recevoir pareil document, assorti de demandes précises, accompagné de dates-butin. Il faut, en effet, dit la circulaire, mettre en place des structures pour préparer et accompagner les décisions pénales, « être mieux informé pour requérir des décisions

plus appropriées, prévenir la récidive et aider les victimes : cela ne peut se faire qu'avec des concours extérieurs accrus ».

Certes, qu'il s'agisse d'associations privées ou publiques, les structures existent ; mais il y a encore des lacunes ici ou là. Devantant la mise en application de la loi sur la détention provisoire (1), M. Truche veut d'ores et déjà développer les enquêtes rapides sur les personnes présentes aux parquets susceptibles d'être incarcérées. Ces enquêtes, si elles étaient conduites de façon systématique, permettraient — du moins on l'espère — de ne pas recourir, par commodité, à l'incarcération automatique et exclusive d'autres solutions, dès lors que semble se poser un problème de garantie de représentation ou de risque de récidive. Le contrôle socio-éducatif, l'aide aux victimes, l'accompagnement actif des sortants de prison, autant de situations dont les « parquets » doivent aussi se préoccuper, en concertation, bien sûr, avec les magistrats du siège et en synergie avec les conseils de prévention de la délinquance où ils siègent.

Des ordres clairs

A cet effet, un service particulier, chargé « du pré et du post-sentences », vient d'être créé au parquet général. En septembre 1989, il établira « un guide des structures qui auront fini d'être mises en place pendant ce semestre ».

Restent les délais : délai de jugement mais aussi d'exécution de ces jugements. Le nouveau procureur général a pris avec stupeur la mesure de retards, aussi bien dans le traitement des procédures que dans l'exécution des décisions de justice. Pour être rédigé dans un style diplomatique, le message n'en est pas moins clair : « Nous déplorons tous d'avoir à traiter à l'audience des dossiers anciens, alors que les pré-

venus ont soit disparu, soit sont réintégrés, alors que les victimes sont découragées et que l'ordre public n'est plus concerné. » A quoi sert en effet de juger lorsqu'on juge si tard ?

M. Truche n'entre pas dans le détail mais donne à voix feutrée des ordres clairs : « J'ai fixé comme objectif l'examen de toutes les procédures de plus de trois années pendant le premier semestre 1989 et de plus de trente mois pendant le second. » Le nombre de ces procédures lentes est inconnu des statistiques de la justice. « Si les procédures [en cause] sont en état d'être régies, elles devront l'être. » Nul doute qu'on devra ensuite expliquer pourquoi elles ont tant tardé. Pour les autres, il ne faudra pas hésiter à disjoindre les faits secondaires et à juger les infractions les plus importantes qui pourront l'être immédiatement.

La Cour européenne des droits de l'homme, gendarme qui se fait désormais pressant, commence à voir d'un mauvais œil les pratiques de la justice française. Les reproches qu'elle commence à lui faire sont du plus mauvais effet. Pour M. Truche : « Il ne serait pas admissible, en tout cas, que le retard dans le règlement d'une procédure soit imputable au parquet. »

Sans entrer dans les détails, M. Truche et ses services se sont aperçus que des milliers de jugements, dans certaines juridictions, n'avaient pas été exécutés, faute d'avoir été seulement... tapés à la machine. « L'objectif est, pour le 30 juin 1989, la mise à exécution des sentences prononcées contradictoirement dans les deux mois et, pour les autres, dans les trois mois. Je vous prie de m'indiquer, pour le 30 juin 1989, la situation dans votre juridiction et, si ces délais — qu'on ne peut qualifier de rigoureux — n'ont pas été respectés, les motifs de cette carence. » Il y va, conclut M. Truche, « de la crédibilité de la justice ».

La consigne est claire. M. Truche, qui a déjà exhorté ses subordonnés à « un surcroît de déontologie », leur demande aujourd'hui de prendre leur travail à bras le corps. Faute de quoi, le procureur général, pourtant homme affable, pourrait bien manifester quelque impatience.

AGATHE LOGEART.

(1) Adopté en première lecture par l'Assemblée nationale, le texte devrait être examiné par le Sénat dans la première quinzaine d'avril.

LAVIE
Hébergement Châtaignes d'Arenthon

**ENSEIGNANTS
QUE VOULEZ-VOUS ?**

Suite de notre enquête - Sondage exclusif
CSA/LA VIE - LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT - SUD-OUEST

Le n° 13 F
en vente chez votre marchand de journaux
ou à LA VIE-VPC, 163 Bd Malesherbes - 75017 PARIS

Pan Am U.S. Super Price.*

**Jamais Pan Am
ne vous a offert les U.S.A.
à de si petits prix.**

2690F.

«Pan Am U.S. Super Price» est un véritable événement. Jamais Pan Am ne vous avait proposé de meilleures occasions pour partir aux États-Unis. «Pan Am U.S. Super Price» est une offre spéciale qui s'étend du 1^{er} février au 23 juin 1989 et qui vous permet de séjourner de 7 à 45 jours sur le territoire américain.

Petit détail important, le nombre de sièges offerts à ce tarif est limité, aussi réservez vos places dès aujourd'hui.

Demain, il sera peut-être trop tard, alors contactez au plus tôt votre Agent de Voyages ou Pan Am au (1) 42 66 45 45, l'Amérique à de si petits prix, cela ne se voit pas tous les jours.

Prix aller/retour au départ de Paris en Classe Économique. Émission et règlement du billet dans les 24 heures qui suivent la réservation. Offre soumise à l'approbation gouvernementale. Supplément de prix les vendredis, samedis, dimanches, 25% de plus que les autres jours. Pour les autres conditions particulières de vente, contactez votre Agent de Voyages ou Pan Am au (1) 42 66 45 45. *Super Prix Pan Am pour les U.S.A.



Boston	2690 F	Nashville	3660 F
New York	2690 F	Norfolk	3660 F
Providence	2690 F	Atlanta	3850 F
Baltimore	3100 F	Jacksonville	3850 F
Hartford/Springfield	3100 F	Miami	3850 F
Washington D.C.	3100 F	Orlando	3850 F
Albany	3420 F	Tampa/St. Pete	3850 F
Buffalo	3420 F	Austin	3985 F
Charlotte	3420 F	Dallas/Ft. Worth	3985 F
Cincinnati	3420 F	Houston	3985 F
Cleveland	3420 F	Minneapolis/St. Paul	3985 F
Detroit	3420 F	New Orleans	3985 F
Philadelphia	3420 F	San Antonio	3985 F
Pittsburgh	3420 F	Salt Lake City	3985 F
Raleigh/Durham	3420 F	Los Angeles	4450 F
Rochester	3420 F	Orange County	4450 F
Syracuse	3420 F	San Diego	4450 F
Chicago	3660 F	San Francisco	4450 F
Indianapolis	3660 F	Honolulu	5280 F

N°1 sur l'Atlantique.
PAN AM.

هكذا من الأصل

كنا من الأصل

Le Carnet du Monde

Décès

M. Pascal Assathiany et ses enfants, Daréjane, Karine et Cyril.
M. et M^{me} Louis-Martin Tard, Les familles Assathiany, Durand, Gruber, Lord, Moreau, Rémondier, Roux, Tard, font part du décès de

M^{me} Sylve ASSATHIANY, née Tard, survenue à Montréal (Québec), le 19 janvier 1989, dans sa quarante-deuxième année.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité familiale.
3500 Vendôme, Montréal, Québec, Canada, H4A 3M7.
4564, Oxford, Montréal, Québec, Canada, H4A 3Y8.
35, rue Mirabeau, 75016 Paris.

Gérard Benetou, son président, et les membres du conseil d'administration de l'Association pour la recherche sur la sclérose latérale amyotrophique ont le regret de faire part du décès de

Hubert AYMARD ARGOD, ambassadeur de France, vice-président de l'ARS, survenue le 23 janvier 1989.

Ses obsèques ont eu lieu, le jeudi 26 janvier à 11 heures, en l'église Saint-Pierre de Neuilly.

ARS, 43, rue de Lancry, 75010 Paris.

Nous apprenons le décès, le 25 janvier 1989, de

Pierre DECOSTER, président honoraire de la Chambre régionale de commerce et d'industrie du Nord - Pas-de-Calais, à l'âge de soixante-dix-sept ans.

[Né le 25 juillet 1911 à Lille, M. Pierre Decoster fut un infatigable bâtisseur dans la région

Nord - Pas-de-Calais. A côté de ses activités professionnelles nombreuses (M. Decoster dirigea les Ciments du Nord, les Ciments de la Seine, présida les Laitiers, distilleries et raffineries de Lens, l'industrie textile à La Gorgue, il fut administrateur de l'Union française et ministre de Paris et de la Seine Saint-Denis), il fut le promoteur de la fusion de cette institution consulaire. Président de la Chambre de commerce et d'industrie de Lille en 1965, il fut le promoteur de la fusion de cette institution consulaire avec ses homologues de Roubaix et de Tourcoing, créant ainsi la Chambre de commerce de Lille-Roubaix-Tourcoing, qu'il présida jusqu'en 1971.

M. Decoster fut également président de la Commission économique de développement régional (CODER) avant la mise en place des nouvelles institutions régionales, au début des années 70. Il eut la Chaire Interprofessionnelle de retraite par répartition pour l'industrie et le commerce (CIRIC).

Yves Brossard et le comité éditorial de la revue Sud ont la tristesse de faire part du décès de

Marie-Laetitia GROS, née Tibéri, survenue à Francistella, le 18 janvier 1989.

Il vous prie d'associer sa mémoire à celle de son époux, le poète

Léon-Gabriel GROS, ancien rédacteur en chef des Cahiers du Sud, disparu le 29 juillet 1983.

Les obsèques ont eu lieu à Arles dans la plus stricte intimité.

M^{me} Bourdon, M^{me} Maillocheau, ses enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M. Jacques MAILLOCHEAU, chevalier de la Légion d'honneur.

Les obsèques ont été célébrées, le 24 janvier 1989, en l'église de Messon (Aube).

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

M^{me} Jacques Moirand, son épouse, M. et M^{me} Simon Pearson, M. et M^{me} Olivier Waltherpiller, ses enfants, Isabelle, Mathieu, Alexandre et Arnaud, ses petits-enfants, M. et M^{me} Jean Moirand, leurs enfants et petits-enfants, M. Louis-Eugène Daumont, son beau-père, M. et M^{me} Pierre Bister et leurs enfants, ses beaux-frères, belle-sœur, neveux et nièces, Les familles Moirand, Corniou, Bachelier, Daumont, ont la douleur de faire part du décès de

docteur Jacques MOIRAND, croix de guerre 1939-1945,

survenue en son domicile parisien, le 24 janvier 1989, dans sa soixante-troisième année, des suites d'une cruelle maladie.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 27 janvier, à 10 h 30, en l'église Saint-Augustin, 46, boulevard Malesherbes, Paris-8^e, où l'on se réunira.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Randon (Puy-de-Dôme) dans le caveau de famille.

Elle sera précédée d'une cérémonie religieuse en l'église de Randon, le samedi 28 janvier, à 11 heures.

10, square Moncey, 75009 Paris.

La Fédération nationale des médecins électro-radiologistes qualifiés a la douleur de faire part du décès de

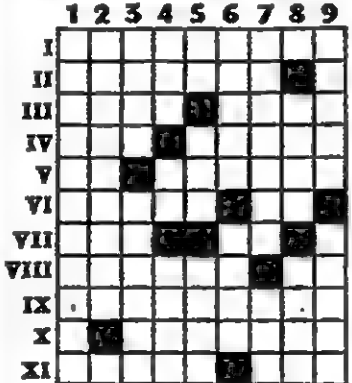
docteur Jacques MOIRAND, président de la Fédération nationale des médecins électro-radiologistes qualifiés, président de l'Union nationale des médecins spécialistes confédérés, membre du bureau de la Confédération des syndicats médicaux français, survenue le mardi 24 janvier 1989.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 27 janvier, à 10 h 30, en l'église Saint-Augustin, place Saint-Augustin, Paris-8^e.

L'inhumation aura lieu dans le caveau de famille. Elle sera précédée d'une cérémonie religieuse en l'église paroissiale de Randon (Puy-de-Dôme), le samedi 28 janvier, à 11 heures.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4927



HORizontalement

I. On y met des billes. II. Donne l'occasion à certains de prendre les rames. III. Le meilleur des mondes. Pour un très grand nombre d'entre nous, il faut descendre pour y arriver. IV. C'est avec un certain plaisir que d'aucuns tapent dedans. A de longs cils. V. Possessif. Peut appartenir à un menuisier. VI. Source de chaleur. Bloque ou coince. VII. On peut y trouver des porcelaines. Conjonction. VIII. Une qui doit insister par amour. Ne prête pas à rire. IX. Quelqu'un qui fait le point. X. Causes de séparations. XI. Furent appréciées par des hommes de fer. A ne servir qu'occasionnellement.

VERTICALEMENT

1. Passe par des hauts et des bas. 2. Il y a des jours où sa présence se fait agréablement sentir. 3. Était à la pointe du combat. Fait désagréablement sentir sa présence. 4. Travaille en silence. Chef d'atelier. Va souvent au tableau. 5. Quelque chose de « précis ». Demi-mesure. Peut servir à faire mettre en boîte. 6. On ne peut pas dire que ce n'est pas un mauvais cheval. On l'en est un qui montre de quel bois il se chauffe ! 7. Avait le coffre... fort. Mot de philosophie. 8. Sont régulièrement dans l'herbe. Qui n'ont rien passé. 9. Essaim et fourmillement. A les dents longues.

Solution du problème n° 4926

Horizontalement
I. Mangeurs. - II. Alourdi. - III. Résistants. - IV. Tennis. - V. Etas. Etas. - VI. Aire. En. - VII. Anisacé. - VIII. Li. Sortie. - IX. If. Tira. - X. Bélemnite. - XI. Irée. Nux.

Verticalement
1. Marée. Alibi. - 2. Ale. Tarif. - 3. Nos. Nix. Li. - 4. Guirlandes. - 5. Erre. Enorme. - 6. Udine. Oria. - 7. Riens. Etain. - 8. Rita. Tu. - 9. Esquellé. Es.

GUY BROUTY.

Le docteur Jacques Beaupère, président de la Confédération des syndicats médicaux français, Les membres du bureau confédéral, Les membres du conseil, ont la douleur d'annoncer le décès, après une brève maladie, du

docteur Jacques MOIRAND, membre du bureau de la CSMF, président de l'Union nationale des médecins spécialistes confédérés, président de la Fédération nationale des électro-radiologistes qualifiés, survenue le 24 janvier 1989, à l'âge de soixante-deux ans.

Ses obsèques auront lieu le vendredi 27 janvier, à 10 h 30, en l'église Saint-Augustin.

La Confédération des syndicats médicaux français s'associe à la peine de sa famille et de tous ses amis.

Le docteur Jean Guillard, président d'honneur de l'Union nationale des médecins spécialistes confédérés, Les membres du bureau et du comité directeur, ont la douleur d'annoncer le décès, après une maladie fulgurante, du

docteur Jacques MOIRAND, président de l'Union nationale des médecins spécialistes confédérés, président de la Fédération nationale des électro-radiologistes qualifiés, survenue le 24 janvier 1989, à l'âge de soixante-deux ans.

Ses obsèques auront lieu le vendredi 27 janvier, à 10 h 30, en l'église Saint-Augustin.

L'Union nationale des médecins spécialistes confédérés s'associe à la peine de sa famille et de tous ses amis.

M. et M^{me} Jean-André Nosal, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Luc Roudier et leurs enfants, M. et M^{me} André Prady, leurs enfants et petits-enfants, M^{me} Jean Burguère, M^{me} Emilie Burguère, ses enfants, belle-sœur et sœur, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Madeleine NOUAL, née Burguère,

survenue le 19 janvier 1989, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

La messe des obsèques a été célébrée dans l'intimité, le mardi 24 janvier, en l'église Saint-François-Xavier, Paris-7^e, sa paroisse.

4, place de Breteuil, 75013 Paris.

M^{me} André Percheron, M^{me} Serge Percheron, Ses enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M. Serge PERCHERON, ingénieur dans l'ordre national du Mérite, survenue le 24 janvier 1989.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 27 janvier, à 15 heures, en l'église du Sacré-Cœur, à Mignonne (Yonne).

Le registre des signatures tiendra lieu de condoléances.

389, route des Virettes, 05140 Tourrettes-sur-Loup.

Pompes Funèbres
Marbrerie

CAHEN & C^{ie}

43-20-74-52

MINITEL par le 11

Le président, les membres et le personnel de la chambre de commerce et d'industrie de Bobec-Lillebonne ont la tristesse de faire part du décès de leur président honoraire,

M. Serge PERCHERON, officier dans l'ordre national du Mérite, survenue le 24 janvier 1989.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 27 janvier, à 15 heures, en l'église du Sacré-Cœur, à Mignonne (Yonne).

Chambre de commerce et d'industrie de Bobec, 16 bis avenue Foch, 76210 Bobec.

CARNET DU MONDE
Renseignements : 42-47-85-03
Tarif : la ligne H.T.
Toutes rubriques 83 F
Abonnés et actionnaires 73 F
Communications diverses 86 F

On nous prie d'annoncer le décès de

M. Jean PRADES, ingénieur en chef des ponts et chaussées, chevalier de l'ordre national du Mérite, chevalier de la Légion d'honneur,

De la part de M^{me} Jean Prades, Ses enfants et petits-enfants, Les familles Barthès et Roussel,

Les obsèques ont eu lieu à Nîmes, le 17 janvier 1989.

Anniversaires

Paris, Grasse.

La famille de

Georges FEINTUCH

rappelle son souvenir à l'occasion du premier anniversaire de sa mort.

Une pensée est demandée pour

Pascal PEPIN LEHALLEUR.



Des « ambassadeurs » européens en Amérique latine

Développer les relations économiques et culturelles entre l'Europe et l'Amérique latine, en s'appuyant sur les étudiants latino-américains ayant fait leurs études sur le Vieux Continent : tel est l'objectif poursuivi par le « groupe de Coimbra ». Créé en 1985 à Louvain-la-Neuve, ce groupe réunit vingt-cinq établissements européens, ayant la participation d'états des universités complètes, implantées en dehors de la capitale de leur pays. Pour la France, en font partie celles de Caen et de Poitiers.

L'opération Europe 92, lancée en direction de l'Amérique latine prévoit notamment la création de « Cercles européens », réunissant, dans chaque pays, les anciens boursiers et stagiaires ayant étudié en Europe. Ces cercles constitueront des réseaux de relations, d'information permettant à leurs membres de maintenir un dialogue permanent avec l'Europe. Trois ont déjà été formés à Sao-Paulo, Buenos-Aires et Montevideo. D'autres sont en projet dans de nouveaux pays.

L'une des premières tâches de ces cercles sera de réunir des fonds, destinés à fournir un « vivier » aux étudiants venus faire leurs études en Europe. Ce subside, d'un montant maximum de 1 300 ECU (9 000 FF), s'ajoutera à la bourse dont ils disposent déjà et leur permettra d'approfondir leur connaissance de la Communauté, en voyageant dans au moins deux autres pays que celui où ils résident. Le groupe espère obtenir une certaine de bourses de ce type pour correspondre.

Dans l'esprit de ses initiateurs, ce projet doit contribuer à faire des boursiers latino-américains des « ambassadeurs » de l'Europe dans leurs pays et à mieux faire connaître « la nouvelle vitalité de la Communauté européenne ».

F.C.

(L'opération Europe 92, bureau de Paris, Maison de l'Amérique latine, 217, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris, Tél. : 48-87-85-80.)

● Droit de la vigne ● Création d'entreprises

Le service d'éducation permanente de l'université de Reims Champagne-Ardenne organise un stage sur le « Droit de la vigne et du champagne », destiné à donner une information juridique et scientifique aux professionnels de ce secteur.

(SUEPCA, 52, rue Libergier, 51100 Reims, Tél. : 26-47-06-25.)

(Sup. Télécom, 46, rue Barrault, 75013 Paris, Tél. : 45-90-99-84.)

ADMISSIONS PARALLELES SUP CO REIMS

VOIRE DIFFERENCE NOUS INTERESSE

BAC + 4 inscriptions jusqu'au 31 janvier

GRUPPO ESC REIMS - 50, rue Pierre Tardieu

B.P. 302 - 51061 REIMS CEDEX - Tél. 26 06 06 04

GRUPPO ESC REIMS

loterie nationale

LES OFFICIERS DES ARMES A FEUX (O.A.F.)

LES OFFICIERS DES ARMES A FEUX (O.A.F.)

LES OFFICIERS DES ARMES A FEUX (O.A.F.)

LES OFFICIERS DES ARMES A FEUX (O.A.F.)

LES OFFICIERS DES ARMES A FEUX (O.A.F.)

LES OFFICIERS DES ARMES A FEUX (O.A.F.)

LES OFFICIERS DES ARMES A FEUX (O.A.F.)

LES OFFICIERS DES ARMES A FEUX (O.A.F.)

LES OFFICIERS DES ARMES A FEUX (O.A.F.)

LES OFFICIERS DES ARMES A FEUX (O.A.F.)

LES OFFICIERS DES ARMES A FEUX (O.A.F.)

LES OFFICIERS DES ARMES A FEUX (O.A.F.)

LES OFFICIERS DES ARMES A FEUX (O.A.F.)

LES OFFICIERS DES ARMES A FEUX (O.A.F.)

LES OFFICIERS DES ARMES A FEUX (O.A.F.)

LES OFFICIERS DES ARMES A FEUX (O.A.F.)

LES OFFICIERS DES ARMES A FEUX (O.A.F.)

LES OFFICIERS DES ARMES A FEUX (O.A.F.)

LES OFFICIERS DES ARMES A FEUX (O.A.F.)

LES OFFICIERS DES ARMES A FEUX (O.A.F.)

LES OFFICIERS DES ARMES A FEUX (O.A.F.)



Raymond Carver (ci-dessous)
et Jean Vautrin (ci-contre) :
il faut les lire ensemble
comme les deux faces d'une même pièce.



GERARD BONDEAU

Carver et Vautrin : une même compassion

Deux amis. Deux recueils de nouvelles publiés en même temps. Chacun devait préfacier l'autre, mais Carver est mort...

RAYMOND CARVER et Jean Vautrin étaient amis. Entre le nouvelliste des paumés et des estropiés de la vie américaine et le romancier de la Vie Ripolin (1), il y avait bien davantage qu'une parenté de génération ou qu'une communauté d'affinités : une même tendresse, violente et déchirée, pudique et lucide, pour tous ceux qui éprouvent, dans leur chair et dans leur tête, qu'une existence n'est jamais une réussite.

Comme leur amitié était générale, qu'ils avaient — ce n'était évidemment pas un hasard — le même éditeur, ils avaient prévu de publier en même temps leur prochain recueil de nouvelles. Vautrin préfaciant Carver et Carver, Vautrin. Et puis, en août der-

nier, Carver n'a plus eu la force de résister au dernier assaut du cancer qu'il combattait depuis longtemps. Ses livres paraissent en même temps, mais du projet commun ne subsiste plus qu'une dédicace en ouverture de Dix-huit tentatives pour devenir un saint de Jean Vautrin : « A Raymond Carver. » Cela suffit pour inciter à les lire ensemble : comme les deux faces d'une même pièce, les deux modulations d'une même angoisse.

Un maître de la « short story »

L'esthétique de Carver, pourtant, paraît se situer aux anti-

podes de la manière d'écrire de Vautrin. On sait que, après des années rageusement et systématiquement détruites dans l'alcool et le tabac, Raymond Carver a choisi d'exorciser son mal de vivre par l'écriture et qu'il est devenu, avec seulement quatre recueils de nouvelles, un maître de la short story américaine, inscrit au programme de toutes les « écoles de création littéraire », imité, disséqué, calqué, commenté, couvert de récompenses et de contrats.

Avec Parlez-moi d'amour, Tais-toi, je t'en prie et les Vitamines du bonheur (tous traduits en France chez Mazarine), la littérature américaine paraissait renouer avec l'âge d'or de son réalisme noir à travers une écriture si sobre, si simple en apparence, si

dépourvue de secret que beaucoup de jeunes gens crurent qu'ils pourraient sans dommage s'engouffrer derrière le minimalisme de Carver pour y trouver talent et réputation. Avec les désastres que l'on imagine...

Car, bien sûr, la « simplicité » de Carver échappe à toute analyse stylistique. Plus exactement, lorsqu'on a décoré sa manière de faire monter la tension et d'étreindre le lecteur avec les mots les plus ordinaires, parlant de personnages et d'émotions ordinaires dans des successions de phrases aussi ordinaires que celles que nous fabriquons chaque jour sans même nous en rendre compte, il ne reste absolument plus rien de la tension, ni de la tendresse infinie, ni du désespoir sans fond, ni de la folie, ni des vertiges que nous transmettent les nouvelles de Carver.

Les Trois Roses jaunes, recueil des sept dernières nouvelles qu'il a publiées, nous entraîne au plus profond du mystère de cette écriture. Certes, Carver connaît bien, pour avoir vécu leur détresse, cette classe, sans mémoire et sans avenir, des « petits Blancs » de la société urbaine américaine, barbotant dans leur pauvreté, leur ennui conjugal, leurs aventures minables, leur semi-hébétéude alcoolique et l'espoir pâteux que tout ira mieux lorsque viendront les beaux jours.

PIERRE LEPAPE.
(Lire la suite page 19.)

(1) Éditions Mazarine.

Zeev Sternhell persiste et signe

Dans son dernier ouvrage, l'historien israélien réaffirme que le fascisme est né avant 1914 en France et en Italie.

ZEEV STERNHELL persiste et signe. Ses deux derniers livres avaient suscité des réactions assez vives chez les historiens français : la Droite révolutionnaire (1) plaide pour une origine française du fascisme et Ni droite, ni gauche (2) suivait la prolifération du mal dans la France de l'entre-deux-guerres.

L'historien de Jérusalem avait annoncé qu'il traquerait le cheminement du virus vers l'aval, au temps de Vichy. Mais, avec cette Naissance de l'idéologie fasciste, il rebrousse chemin et, avec l'aide de Mario Sznajder et de Maia Ascheri, qui travaillent depuis longtemps à ses côtés et qui ont pris en charge l'exploitation du versant italien de la question, il persévère dans une analyse fouillée, étayée avec des documents lus parfois au premier degré et extraits de leur contexte, mais toujours neufs et très parlants. Au point d'aboutissement de cette recherche collective, un constat brandi comme un drapeau : « J'avoue n'avoir strictement rien à changer à la démonstration faite dans Ni droite, ni gauche. »

Cette fixité, pour ne pas dire cette cécité, étonne un peu. En effet, ce n'est pas par malveillance délibérée, on l'imagine, que les thèses de Zeev Sternhell ont été discutées, et l'on pouvait s'attendre qu'en retour il consente à répondre à ses détracteurs dans le corps du texte et non dans les notes en bas de page (dans l'ordre, p. 346 les « soréliens français », pp. 400 et 401 les historiens de la rue Saint-Guillaume, puis Philippe Burrin et Robert Soucy). On relira donc, sur un argumentaire d'impeccable érudition, après examen d'une abondante production anglo-saxonne, trop longtemps négligée, il est vrai, par les historiens français, l'idée sous-jacente dont Sternhell ne démont pas : le fascisme fut idéologiquement constitué avant 1914 ; il était culturel avant même d'être politique ; en Italie et surtout en France, des avant-gardes subversives lui ont forgé un corps de doctrine.

Il y a du courage à savoir relire, et Sternhell et ses collaborateurs n'en manquent pas. Il est vrai que du côté de Barrès, de Sorel ou de Labriola, chez les futuristes et Marinetti, chez l'esthète héroïque

qu'était D'Annunzio et même jusqu'à l'école « vorticiste » de Windham Lewis et d'Exra Pound, il y eut conjointement une exaltation du corps national, une définition psychologique et non plus économique de l'aliénation, un refus du marxisme et de la raison éclairée, une révérence des forces de l'inconscient et un culte de la violence de masse. Les textes sont là, et ce livre en exhumé, répétons-le, de très spectaculaires.

Un antirationalisme ancien

Mais est-ce du fascisme qui sort tout armé de ces vagabondages, à la conjonction d'un « nationalisme tribal » et d'une « révision antimatérialiste du marxisme » ? Et peut-on nommer « fascisme » ce qui n'était pas encore perçu comme un événement historique, avec un mouvement et ses troupes, sa chair et son sang, ses marches sur Rome et ses victimes ?

D'aucuns opposent à juste titre à Sternhell que, sans le choc de la guerre de 1914-1918 et des crises qui suivirent, nul n'aurait songé à se nommer « fasciste » et qu'en Italie Mussolini a plutôt triomphé parce qu'il n'avait pas de programme fortement idéologisé. Ils pourraient même ajouter qu'en Italie la doctrine fut étrangement suractivée par la montée en puissance dans la rue et au fond des campagnes, qu'elle n'eut une charpente qu'après la réussite des coups de force. Le « charme secret du fascisme » tient-il dans cet antirationalisme ancien qui part à la conquête de ses troupes ? Zeev Sternhell le pense et il argumente avec une constance qui force à réfléchir.

On ne m'objectera pas toutefois de l'idée qu'une bonne part du débat serait inutile si ce livre, qui mérite attention et discussion, avait eu pour titre les Origines de l'idéologie fasciste et non pas Naissance.

JEAN-PIERRE RIOUX.

* NAISSANCE DE L'IDÉOLOGIE FASCISTE, de Zeev Sternhell, Mario Sznajder et Maia Ascheri, Fayard, 424 p., 140 F.

(1) Le Seuil (1978).
(2) Le Seuil (1983), Complexe (1987).

LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH, de l'Académie française

Le Lys d'or et Carnet de nuit, de Philippe Sollers

Toi, ô Dieu !

VOUS connaissez la plaisanterie qui court, à propos de l'insatiable goût de soi des écrivains ? « Assez parlé de moi, dit l'un d'eux à son interlocuteur, croyant changer de sujet. Que penses-tu de mon dernier livre ? » Sollers pourrait s'exprimer ainsi ; sauf qu'il s'y prendrait mieux. Car il est follement intelligent, Sollers, de vaste culture et grand causeur. Au point que peu de ses contemporains le valent, objectivement, et méritent qu'il ne leur coupe la parole.

Quand on écrit de la fiction, ces qualités ne vont pas sans inconvénient. Non qu'il faille être ignare ou faire l'idiot pour être romancier, comme l'a presque soutenu un critique, à la grande indignation de Sollers — alors, Proust et Joyce, des débiles mentaux ? — mais si personne n'intéresse l'auteur autant que lui-même, si les autres, y compris ses personnages, ne comptent pour lui que par le désir ou les références savantes qu'ils lui inspirent, les charmes du roman se ramènent vite à ceux d'un soliloque étincelant. C'était le cas de Femmes (1983), de Portrait du joueur (1985) et du Cœur absolu (1987). C'est encore le cas, aujourd'hui, avec le Lys d'or. Et qu'on ne s'y trompe pas : en nos temps de niaiserie para-dante, un tel brio, même un peu enfermé sur soi, c'est toujours bon à prendre !

SIMON ROUVRAY, quarante ans, est professeur de chinois dans un centre d'études religieuses. Chez une antiquaire, il rencontre une belle héritière de vingt-huit ans, Reine de Laume. A défaut d'échanges physiques, Reine propose à Simon, contre mensuelles, d'écrire le récit de sa vie et de leurs relations.

Dans Carnet de nuit, qu'il publie par ailleurs, Sollers fait observer à ses lecteurs que les narrateurs de ses divers romans ne sont pas aussi

interchangeables qu'on l'a dit. L'un souffre de crises nerveuses, l'autre parle chinois, etc. Il n'empêche. Dès les premières lignes du Lys d'or, on retrouve chez le récitant le même esprit enchanté de ses propres virtuosités encyclopédiques. Une fois connu que Reine a eu un père marquis, un beau-père mexicain, un château en Touraine, un psychanalyste, des socquettes écossaises, et une dévotion pour les théâtres de banlieue, une fois précisé qu'elle se refuse et qu'elle assistera, en cachette, aux ébats de Simon avec trois femmes, la matière du livre — et je répète qu'il n'y a pas lieu de s'en plaindre — demeure essentiellement la jactance incoercible dudit Simon sur tous les sujets qui se présentent : faits divers sexuels aux Philippines, questions de préservatifs, la naissance de son fils Paul, Mozart et Haydn, le chromosome de la dépression nerveuse, homosexualité et jalousie, les sujets du bac, les années de la télé, le non-être, le vide bouddhiste comparé à celui de Démocrite, et, à tout propos, le corps, le sien, celui des autres, dans tous leurs états...

Le narrateur du Lys d'or s'apparente à ceux des précédents livres par cette curiosité affichée pour la sexualité, décrite à son avantage et sans détours. Ce libertinage chassé de nos lettres depuis le dix-huitième siècle, depuis Sade en particulier, et revendiqué à nouveau par des auteurs tels que Bataille, Simon, comme les héros de Femmes ou du Cœur absolu, en use avec des provocations d'allure adolescente, tout en le justifiant avec le dernier sérieux. Il ne voit pas pourquoi la vérité en littérature commanderait d'exclure le sexe, comme dans les mauvais livres de « secrétaires » qui occupent le marché.

(Lire la suite page 19.)

ROUDINESCO

Fiction & Cie
Elisabeth Roudinesco
Thérèse de Mérocourt
Une histoire d'émancipation écrite en collaboration avec le psychiatre
Seuil

Collection Fiction & Cie dirigée par D. Roche
110 F

Éditions du Seuil

مكتبة الأمل

LE XVI^e SALON INTERNATIONAL DE LA BANDE DESSINÉE A ANGOULÊME

Une seconde naissance

EN annonçant son départ au lendemain de la précédente édition, M. Pierre Pascal, l'ancien directeur du Salon de la BD d'Angoulême, était convaincu que cette prestigieuse manifestation ne lui survivrait pas. Il a tout fait pour en persuader les éditeurs de bande dessinée, trouvant ici et là des oreilles complaisantes. En maintenant sa décision de créer, à Grenoble, un Salon concurrent (ce « Premier Salon européen de la BD » se tiendra du 16 au 19 mars prochain), il a enfin pris le risque, lorsqu'il est apparu qu'Angoulême 16 aurait bien lieu, de diviser la profession. De fait, trois éditeurs, et non des moindres — Albin Michel, Dupuis et Glénat, — joueront cette année Grenoble contre Angoulême, où ils ne seront pas représentés.

Cependant, la défection de M. Pascal aura surtout eu pour effet d'aggraver la municipalité d'Angoulême comme un électrochoc. Résultat : sous l'impulsion de M. David Camédo, adjoint au maire, le Salon de la bande dessinée — qui se tient, cette année, du 26 au 29 janvier — a subi davantage qu'un ravalement. Budget plus que doublé (on avance le chiffre de 8 millions de francs), accueil des stands d'éditeurs — et du public — dans un chalet de pavillons beaucoup plus séduisants que les éphémères « bulles » des années précédentes, refonte complète du système d'attribution des prix, qui en avait bien besoin (la dénomination des prix elle-même a changé, les « Affréd » étant remplacés par des « Alph-Art ») : il s'agit bien d'une seconde naissance.

Les principaux accoucheurs de ce Salon renoué auront été François Vié, le directeur artis-

tique; Stan Barets, le délégué général, et Joëlle Faure, la responsable des relations extérieures. Mais Angoulême bénéficie en outre, pour la première fois, d'un nouvel instrument de poids : le Centre national de la bande dessinée et de l'image (CNBDI). Les 3 500 mètres carrés déjà ouverts de l'ambitieux bâtiment aménagé par l'architecte Roland Castro sur le site des anciennes brasseries Champigneulle (dont l'aile abritera le Musée de la BD et la médiathèque sera achevée pour janvier 1990) seront largement mis à contribution. La première session de l'université de la BD, qui s'achevait jeudi, y a réuni près de quatre-vingts stagiaires (bibliothécaires, libraires, enseignants) pour quatre journées de formation intensive; là s'est aussi déroulée la soirée d'ouverture officielle, dans la soirée du mercredi 25; là enfin sont présentées les expositions sur l'Espagne, invitées d'honneur du Salon (lire l'article ci-contre).

Hergé dessinateur, Drullit, Franquin, la BD algérienne et les grands événements de l'année écoulée sont évoqués à d'autres cimaises. Sous le titre « BD 89 », un somptueux catalogue couvre l'ensemble des activités du Salon, mais jette aussi un éclairage intelligent sur l'actualité. Enfin, coédité par la CNBDI et le Cercle de la librairie, un Répertoire professionnel de la BD francophone (France-Belgique-Suisse), qui fera l'objet d'une mise à jour annuelle, s'affirme déjà comme le plus précieux des vademecums pour tous ceux que la bande dessinée fait vivre... rêver.

T. G.

★ CNBDI, 121, route de Bordeaux, 16000 Angoulême. Tél. : 45-95-87-20.

La tentation littéraire

UN regard rétrospectif sur les albums édités en 1988 révèle l'apparition ou la consolidation de nouvelles tendances éditoriales dont plusieurs, par-delà la diversité de leurs manifestations, procèdent d'une même volonté d'anoblir la bande dessinée, de lui donner un surcroît de légitimité.

A cet égard, on retiendra comme particulièrement symptomatiques les appels du pied et les caillades en direction de la littérature. Ce sont d'abord Flammarion et Les Humanoïdes Associés baptisant leurs collections « Roman BD » et « Roman graphique », sans qu'elles présentent entre elles la moindre affinité. Dans le premier cas, l'appellation se justifie principalement par le choix du format imposé aux ouvrages, dans le second par le fait qu'il s'agit d'œuvres autosuffisantes, ne s'inscrivant dans aucune série. Les deux formulations me paraissent également malheureuses et propres à semer la confusion, après les « Romans (A Suivre) » de Casterman, caractérisés, eux, par leur pagination hors norme.

Une quête éperdue de respectabilité

C'est ensuite la multiplication, amorcée depuis quelques années, d'ouvrages explorant de nouvelles interactions entre texte et dessin, où l'usage de la bulle et les principes du découpage BD sont jetés aux orties. « Script » (chez Futuropolis), les « Albums Autrement », divers titres parus ici et là (dont les récents *Sagamore Pilgrimage* de Jean-François Charles, chez Glénat, et *le Tango du disparu* de Christin et Göttinger, chez Flammarion) et bientôt la collection « Hors Texte » annoncée chez Dargaud dessinent les contours d'un genre encore hybride, dont les ambitions ne sont pas vraiment nouvelles. Si

l'on peut en attendre quelques réussites ponctuelles, il est douteux que l'avenir de la bande dessinée passe par là.

C'est enfin la collection « Futuropolis-Gallimard », inaugurée en fanfare par le *Voyage au bout de la nuit* illustré par Tardi. Il n'est pas étonnant qu'apparaisse aujourd'hui un lieu invitant

Littérature, telle une cousine de province qui viendrait quémander assistance. On peut aussi se demander quand cessera cette quête éperdue de respectabilité et si la bande dessinée, dont tout le monde va répétant qu'elle est désormais un art, ne serait pas plutôt, au pays de la création, un territoire en voie de désertification.



les dessinateurs à se frotter aux « grands textes ». Beaucoup, sans doute, seront séduits par la possibilité de troquer leur scénariste habituel contre Kafka, Gide ou Proust. Ils saisiront cette perche comme d'autres (Martin Veyron, Régis Franc, maintenant Bilal et Manara) se laissent aveugler par les lumières du grand écran.

On peut juger plaisant de voir la BD frapper à la porte de dame

tion, une région sacrifiée dans laquelle plus personne (ou presque) ne consent à investir.

Incontestablement, 1988 a privilégié les côtés de la BD. Adaptations de chansons (Brel, Renaud, Souillon ont été débités en cases avec plus ou moins de bonheur), expériences multiples de BD interactives — chez Guy Delcourt, chez Glénat et à l'École des loisirs. Pendant ce temps, la production « classique » semble marquer le pas et le secteur de la BD enfantine sombre dans un délabrement de plus en plus inquiétant.

Car l'année dernière a aussi été marquée par l'arrêt de la collection des « Albums Mikado » (identifiables à leur tranchée rouge) chez Milan — l'une des dernières collections spécialisées, avec « L'Aventure d'Okapi », chez Bayard. La maison toulousaine multiplie les magazines pour enfants, mais la place de la bande dessinée y est chichement comptée et il a été décidé de ne plus exploiter ce matériel sous forme d'albums. En revanche, Milan se lancera très prochainement dans la production d'albums pour adultes (avec notamment Tripp, Dupuy et Berberian, Ramakoli et Cortegiani, Stanislas et Rullier...). Coïncidence ? Dupuis, le bastion de la BD enfantine, est entré en 1988 sur le marché déjà passablement encombré de la BD adulte. La qualité de la collection « Aire libre » n'est pas en cause mais on peut craindre que les meilleurs auteurs édités par Dupuis — et plus encore les nouveaux venus susceptibles d'être recrutés — ne soient aspirés par cet appel d'« Aire »-là et ne délaissent à leur tour quelque peu la création pour enfants.

On aimerait une bande dessinée à la fois fière de son patrimoine (à quand une édition systématique et démocratique des chefs-d'œuvre de Winsor McCay, de Walt Kelly, de Robert Crumb, d'Alberto Breccia, entre autres maîtres du genre ?) et qui sache faire preuve d'invention autant que d'exigence dans l'approfondissement de sa spécificité. Peut-être est-il temps de reconnaître que celle-ci passe, non pas exclusivement mais essentiellement (je veux parler d'un lien ontologique), par un dialogue avec l'enfance.

ANTONIO ALTARRIBA
et THIERRY GROENSTEIN.

En arrière vers de nouvelles aventures !

DANS l'édition, il existe une règle d'or : le succès assomme plus sûrement que l'insuccès. Épargnée jusqu'à ces dernières années, la BD a vu ses acquis dilapidés en peu de temps. La poule aux œufs d'or ne pond plus.

En septembre 1988, les éditions Glénat (créées en 1974 et devenues un des leaders de l'édition BD, avec un chiffre d'affaires annuel de 140 millions) ont une nouvelle fois augmenté leur capital, dont 36 % sont désormais détenus par un consortium de banques. L'option cultivée depuis quelques années par cet éditeur d'une BD très commerciale, voire racoleuse, a peu de chances de s'inverser. Dans le même temps, Glénat a confié la plus grande part de sa distribution à Flammarion (continuant à servir directement quelque 1 500 librairies, dont les spécialisées) et mis un terme à l'aventure éditoriale des *Cahiers de la bande dessinée* qui, depuis 1984, s'attachaient à défendre une bande dessinée différente. Confiée à Numa Sadoul, une nouvelle formule est en préparation.

Ex-védettes de la nouvelle BD, les Humanoïdes Associés ont été revendus par Hachette, au bout de trois ans, à un groupe suisse peu implanté, Alpen Publishers. Hachette, dont le secteur BD collectionne les échecs, veut se reconstruire sur la bande dessinée enfantine et miserait principalement sur un futur « grand » nommé... Walt Disney ! Quant à Alpen, le dynamisme de son PDG, Fabrice Giger, allié à la compétence du directeur littéraire, Bruno Leclercq, permettent d'espérer d'heureuses initiatives. La première à voir le jour sera un nouveau trimestriel d'humour vendu comme un album et intitulé *Frank Margerin Présente*.

L'empire Ampère

Enfin, rappelons que les légendaires éditions Dargaud ont été reprises au 1^{er} janvier, avec l'ensemble de leurs filiales, par la société holding Média-Participations, plus connue sous le nom de Groupe Ampère (*le Monde* du 8 décembre 1988). Celle-ci, déjà propriétaire des éditions Fleurus, Lombard et Yéli Press, ainsi que de la société de diffusion « 3 D », représente désormais un véritable empire, dont la volonté éditoriale reste imprécise et inspire à nombre d'auteurs une certaine inquiétude.

Sur le marché du poche, le monopole de l'ai Lu BD (groupe Flammarion) résiste. Le Livre de poche (Hachette) a manqué son coup. Il avait aussi manqué ses livres, particulièrement mal maquettés et mal réalisés. L'ai Lu les a rachetés, et Hachette, qui distribue, n'y perdra rien. Mais un troisième larron, Presses-Pocket, se lance dans l'aventure en exploitant le fonds Dargaud au rythme de quarante volumes par an. Pour s'imposer, il devra faire un sérieux effort technique : les premiers livres paraissent bâclés.

Seul espoir d'innovation et de qualité : les éditeurs de plus petite taille, parfois lancés par des dessinateurs déçus par l'édition dominante. Ainsi le Vaisseau d'Argent (créé par Godard et Ribera) et Cristal BD (maison suisse fondée autour de Derib) viennent-ils épauler les Sorg, Delcourt, Vents d'Ouest, déjà implantés, ou Magic-Strip, qui repart.

N'insistons pas sur le marasme des revues (*le Monde* du 6 janvier) et l'effondrement des ventes que connaissent, en particulier, les mensuels pour adultes : à l'exception de l'atypique *Fluide Glacial*, aucun ne dépasse 25 000 exemplaires vendus. Depuis toujours, c'était au travers de ses revues que la bande dessinée se renouvelait, s'inventait. Il y a donc lieu de s'inquiéter : comment pondra-t-elle des œufs d'or après avoir mangé la poule ?

YVES FRÉMON.

Le dilemme de la BD espagnole

SUivant le jour, l'humeur et le temps qu'il fait, la bande dessinée en Espagne se dit *comic*, *tebeo*, ou *historieta*. Moins bien connue en France que les *fumetti* italiens, la BD espagnole n'a pu affirmer son identité qu'après la mort du général Franco. Dans les années 60, seuls publiaient chez nous les auteurs travaillant directement à destination du marché international, faute de disposer au sud des Pyrénées de supports pour les accueillir, ou d'une suffisante liberté d'expression. De cette génération, plusieurs artistes, tels Julio Ribera (*le Vagabond des limbes*, avec Christian Godard), Víctor de la Fuente (*les Anges d'acier*, avec Victor Mora, Francis Falco, avec François Cortegiani), ou Jordi Bernet (*Torpedo*, avec Sanchez Abuli) sont à présent considérés dans l'Hexagone comme des valeurs sûres, au même titre que les plus jeunes, Carlos Gimenez (*Paracuellos*), Alfonso Font (*Alise et les Argonautes*, avec Cothias) et Daniel Torres (*Roco Vargas*). Mais ces quelques figures familières ne suffisent pas à masquer une relative méconnaissance de ce que la bande dessinée représentait dans l'Espagne franquiste d'hier, de ce qu'il est advenu d'elle dans l'Espagne socialiste d'aujourd'hui.

Toutes les conditions sont réunies au Salon d'Angoulême pour faire découvrir aux bédéphiles francophones la richesse de la production ibérique. Présence de l'ensemble des éditeurs dans un pavillon réservé à leur intention, présentation de deux expositions d'une considérable ampleur, déplacement de très nombreux dessinateurs et scénaristes, et même visite de M. Jorge Semprun, le ministre de la culture du gouvernement madrilène.

La première des expositions retrace l'histoire de la BD espagnole jusqu'aux années 70 et réserve un sort privilégié à Jesus Blasco, le créateur, aujourd'hui

septuagénaire, de *Cuto* et de *Anita Diminuta*, unanimement reconnus comme la plus grande figure de la période « classique ». L'autre exposition est une anthologie de la nouvelle BD espagnole, celle de l'après-franquisme. Quel-

lypse, cet ouvrage abordait les thèmes du double et de la perte d'identité, que l'on a retrouvés en 1988 dans le récit *Ajeno*, publié par Cairò.

La jeune BD espagnole recèle évidemment bien d'autres talents,



Illustration de Keké, l'un des jeunes Espagnols qui montent.

que cinquante-six auteurs âgés de moins de trente-cinq ans y sont représentés, à raison de trois planches chacun.

Un goût retrouvé pour la satire

Cette jeune génération a déjà ses champions. Deux dessinateurs, en particulier, semblent promis à une belle carrière : le premier n'est autre que Miguellano Prado, révélé en France en 1988 par deux albums (*Chienne de vie !* et *Demain les dauphins*) et par des récits complets dans le mensuel... (*A suivre*) ; le second, qui reste à traduire, se nomme Jose Maria Beroy. Né à Barcelone en 1962, c'est un apôtre du fantastique, un disciple de Poe et de Lovecraft. Révélé par son *Doc-teur Mabuse* paru dans *Creepy* en 1985, il s'est imposé avec l'album *666/999*. Tout en se donnant comme une relecture de l'*Apoca-*

lypse, cet ouvrage abordait les thèmes du double et de la perte d'identité, que l'on a retrouvés en 1988 dans le récit *Ajeno*, publié par Cairò.

Portée par un vent d'euphorie et une explosion de créativité lors du retour à la liberté d'expression, la BD apparaissait, au début des années 80, comme le lieu de rencontre idéal entre une culture authentiquement populaire et un goût retrouvé pour la satire, la contestation. Peu à peu, la mode s'est déplacée, et le discours officiel lui-même a changé : au temps de la fête a succédé le temps de l'effort et de l'investissement. Les subventions dont bénéficiaient quelques publications ont été coupées, le marché des albums a montré son exigence.



Le monde éditorial apparaît désormais déchiré en deux tendances irréconciliables. D'un côté, de grands groupes ayant un pied dans tous les médias (Forum, Zinco, Editions B...) inondent les kiosques de bandes dessinées bon

marché, parmi lesquelles on trouve des magazines de création (le nouveau *TBO* ou encore *El Capitán Trueno*) et des comic-books importés des États-Unis. De l'autre, des petites maisons d'édition telles Complot ou Ikusager, publient chaque année un très petit nombre d'albums de haute qualité. La revue *Medios Revueltas*, apparue en 1988 (conçue et éditée par l'équipe du défunt *Madrid*), se caractérise de même par le refus des concessions et une très haute exigence artistique.

Entre ces deux pôles, les maisons d'édition traditionnelles (Norma, Toutain et, dans une moindre mesure, La Cupula — éditeur du toujours intéressant mensuel *El Vibora*) ne paraissent pas savoir à quelle politique se rallier, et se contentent de gérer la crise, pimentant d'érotisme des magazines dont le public semble aller s'amenuisant.

T. G.

A LA VITRINE DU LIBRAIRE

● DERNIÈRES LIVRAISONS

ANTHROPOLOGIE

● LOUIS-VINCENT THOMAS : *La Mort aujourd'hui*. — Premier volume d'une nouvelle collection sur la thanatologie dirigée par l'auteur, ce livre s'attache à l'étude de trois dimensions : la mort, le mourir et l'après-mort. Cet ouvrage paraît aux éditions du Titre fondées en 1987 par Nikolaï Milenkovic et qui se sont jusqu'ici consacrées à la littérature et à la poésie yougoslaves, avec notamment la revue *Migrations*. (Ed. du Titre, 47 bis, avenue de Clichy, 75017 Paris, 120 p., 60 F.)

CRITIQUE LITTÉRAIRE

● HENRI GODARD : *Les manuscrits de Céline et leurs leçons*. — En complément de sa magistrale édition des romans de Céline dans « La Pléiade », dont la troisième tome vient de paraître, Henri Godard publie chez un nouvel éditeur un essai, à la présentation élégante, sur la démarche créative de l'écrivain et fournit en même temps un état actuel des connaissances sur ses manuscrits, avec un dossier de fac-similé. (Du Lerot éditeur, Tussan, 16140 Aigre, 141 p., 98 F.)

● ALMUTH GRÉILLON (sous la direction de) : *De la Genèse du texte littéraire*. — Actes d'un colloque qui a réuni en 1987, à Paris, les chercheurs de l'Institut des textes et manuscrits modernes du CNRS et ceux de l'Institut Gorki de littérature mondiale de l'Académie des sciences d'URSS pour une confrontation entre les théories et les méthodes de la génétique textuelle française et de la textologie soviétique à travers quelques-uns de leurs représentants les plus éprouvés. (Du Lerot éditeur, 198 p., 150 F.)

ESSAIS

● FRANÇOISE COBLENCÉ : *Le Dandysme, obligation d'incertitude*. — « Inventé » par Brummell, le dandysme, en même temps qu'il manifeste une « action esthétique » transformant la vie et la personne du dandy en œuvre, constitue un écho de la « frivolité ontologique ». Avec Baudelaire et Barbey d'Aurevilly, « le passage du dandysme à l'écriture déplace au style l'obligation d'incertitude » et, par là, rejoint la question de la modernité. L'auteur analyse avec pertinence les conditions de ce « passage » (PUF, 304 p., 148 F.). Sur un sujet proche, signons, chez le même éditeur, les *Écrivains français et la mode*, de Balzac à nos jours, de Rose Fottassier (PUF, 234 p., 120 F.).

FRANCOPHONIE

● *Dictionnaire du français plus*. — Le Centre éducatif et culturel de Montréal et un éditeur parisien viennent de réaliser le *Premier Dictionnaire francophone*, traitant sur un pied d'égalité le français hexagonal et celui du Canada. On peut seulement se demander pourquoi cette initiative, qui enrichit de cinq mille mots la langue française, n'a pas pris en compte aussi les particularités et les néologismes provenant du français parlé ou écrit dans les pays arabes, africains ou caraïbes (Hachette, 1850 p., 55 000 termes, 390 F.).

● *Harmonisation orthographique des dictionnaires*. — Entre le Petit Robert et le Petit Larousse, on constate 3 000 contradictions orthographiques. Le Conseil international de la langue française, aidé par notre collaborateur Jean-Pierre Collignon, a relevé ces variantes afin de simplifier et normaliser l'orthographe courante. L'Académie française a été associée à ce travail qui mériterait de faire école, notamment dans l'enseignement. (CLIF, 103, rue de Lille, 75007 Paris, présentation de Joseph Hanse, 130 p., 75 F.)

LITTÉRATURE

● JEAN GIONO : *Récits et essais*. — Ce volume fait suite aux six tomes des *Œuvres romanesques complètes*, publiés dans « La Pléiade ». Préfacé et dirigé par Pierre Citron (avec la collaboration d'Henri Godard, Violaine de Montmolin et Miréille Sacot), le présent volume comprend la plupart des textes non romanesques de Giono, depuis ses débuts littéraires jusqu'en 1941. Une occasion, en particulier, de lire ou relire les textes pacifistes des années 34-39, qui ont suscité tant de polémiques. (Gallimard, « Bibliothèque de La Pléiade », 1 336 p., 310 F. jusqu'au 31 mars, ensuite 350 F.)

POÉSIE

● MARC SABATHIER-LEVÊQUE : *Oratorio pour la nuit de Noël*. — Œuvre étrange et torrentielle, immense poème de 350 pages et 140 000 mots, l'*Oratorio pour la nuit de Noël* avait été publié, à mille exemplaires, dans les années 50, accompagné de portraits de Picasso (repris dans la présente réédition). Mort en 1955 à Berne, Marc Sabathier-Levêque, successivement organiste à Castres, puis grand reporter à Paris-Match, avait composé cet *Oratorio* poétique, qui est à la fois Genèse et Apocalypse, testament et chant de l'origine. De ce livre, André Malraux n'avait pas hésité à écrire qu'il était « l'un des plus grands ouvrages du vingtième siècle ». (Est-Samuel Tastet éditeur, Stendhal diffusion, 351 p., 180 F.)

PRÉHISTOIRE

● ROSE ERCOLE : *Le Premier Langage de l'homme révélé par la Corse*. — Une troublante étude, avec de nombreux documents photographiques à l'appui, sur des ouvrages sculptés témoignent de la présence des hommes du paléolithique en Corse. L'auteur met en parallèle un choix des œuvres sauvées dans cette île avec des sculptures semblables découvertes en d'autres lieux. « Il s'agit bien du « premier » langage de l'humanité, du premier moyen de communication de l'homme, à l'aube de son évolution. » (Ed. Lettres vivantes, 4, rue Beaulieu, 75004 Paris, Distribution Distique, 230 p., 180 F.)

TÉMOIGNAGE

● GILBERTE FAVRE : *L'Hirondelle de vie* (Chronique des enfants du Liban). — Par une journaliste suisse familière de l'Orient arabe, un témoignage vraiment bouleversant sur la guerre vécue par les adolescents de toutes origines au Liban. Cette guerre est leur vie quotidienne et elle est souvent plus violente qu'eux. (Ed. de l'Aire, Lausanne, 185 p., 92 F., préface d'André Chekidi.)

LA VIE LITTÉRAIRE

Mort

du poète hongrois

Sandor Woeres

Sandor Woeres, l'un des plus grands poètes hongrois contemporains, est mort dimanche 22 janvier, des suites d'une longue maladie. Né en 1913, victime du stalinisme après la guerre, puis réhabilité en 1956, Woeres est l'auteur d'une œuvre extrêmement diversifiée. Son inspiration lyrique et les références aux traditions culturelles hongroises ne l'ont pas empêché de rechercher de nouvelles formes poétiques. Cela lui

valut la reconnaissance des écrivains de l'avant-garde hongroise. Amoureux de la France, il avait rencontré René Char à L'Isle-sur-Sorgue au début des années 80.

Outre ses recueils, notamment *Le Tour du silence* (1956), Woeres est l'auteur de nombreuses traductions en hongrois (du français, de l'anglais mais aussi du bengali, du chinois, de l'islandais). Peu connue hors de Hongrie, son œuvre a cependant été traduite en allemand. En France, les Éditions de l'Alphée ont publié en 1984 *Dix-neuf poèmes* de Sandor Woeres, traduits par L. Gaspar, B. Noël et J. Virag.

Faut-il vendre

le château

du Rondon ?

La Société des auteurs possède, après l'avoir racheté à la Fondation Paul Millet, le château du Rondon à Olivert (Loiret). Cette jolie demeure

fait partie des œuvres sociales de la SACD : pour un prix modique, elle accueille des écrivains qui désirent se mettre au vert soit pour écrire, soit simplement pour rencontrer quelques confrères. Mais le château coûte cher à entretenir et à restaurer, et la SACD a décidé de le vendre.

Cette décision est contestée par un certain nombre d'écrivains qui ont rejoint Inessco, Tardieu, Arrabal, Rohmer, Fabry, Nadine Trintignant, entre autres. Animé par Marie-Claire Achard, un Comité du Rondon s'est formé pour exiger que l'on revienne sur la décision de vendre et pour proposer des solutions qui permettraient de diminuer le déficit annuel (500 000 F) de l'institution. Mais il se heurte jusqu'à présent à un refus catégorique des dirigeants de la Société des auteurs.

Au-delà de cette polémique, c'est un véritable débat de fond sur ce que doivent être le fonctionnement, la politique et les objectifs de la SACD qui se trouve lancé, ce qui ne facilite certainement pas la solution de l'affaire du Rondon.

P. L.

Mohamed Dib recevra son prix

A la suite de la lettre de Mohamed Dib (le Monde du 20 janvier) s'annonçant de n'avoir jamais reçu le prix de la Fédération internationale des écrivains de langue française qui lui avait été décerné au Mans en juin 1988, nous avons reçu de M. Guy de Bosschère, président de la FIDELF, les précisions suivantes : « Quoique comprenant parfaitement la légitime inquiétude de Mohamed Dib, nous sommes en mesure de lui affirmer qu'elle n'est pas justifiée. Il n'a pas lieu de s'alarmer. Le montant du Grand Prix biennal des littératures d'expression

française, proclamé à l'issue du 4^e congrès de la FIDELF, au Mans, au mois de juin 1988, lui sera effectivement remis, ainsi qu'à Gaston Compère, à l'occasion et dans le cadre du prochain Salon du livre, à Paris. Il est d'ailleurs stipulé dans le règlement de ce prix qu'une période de plusieurs mois est appelée à s'écouler entre sa proclamation et sa remise officielle. (...) Le date exacte et le lieu choisis pour cet événement feront l'objet d'un communiqué spécial, publié par la FIDELF en temps opportun. Et les intéressés en seront, bien évidemment, les premiers avertis. »

● Le Prix Frantz Fanon 1988 a été décerné à SIMONNE HENRY VALMORE pour son ouvrage *Dieux en exil, Voyage dans la magie antillaise* (Gallimard).

● Les premières RENCONTRES INTERNATIONALES DE FEMMES ÉCRIVAINS — France-URSS-USA, — organisées notamment par la revue américaine de Paris « Sphynx », auront lieu du lundi 30 janvier au vendredi 3 février. Sur les thèmes du « Bicentenaire, des révolutions, deshistoires et des littératures », auront lieu des rencontres à la Maison des écrivains (53, rue de Vernueil, 75007 Paris) et à l'association

France-URSS (61, rue Boissière, 75016 Paris) avec notamment les Américaines Marilyn French, Alison Lurie, Kate Milllet, Grace Paley, et les Soviétiques Zola Boguslavskaja, Elena Kaplinskaja, Tatiana Tolstaïa. (Renseignements : 175, avenue Ledru-Rollin, 75011 Paris. Tél. : 43-67-31-40.)

● Le Théâtre des Déchargeurs (3, rue des Déchargeurs, 75001 Paris) présente les 3 et 4 février, à 20 h 30, une « mise en espace » du texte poétique en prose de JUAN RAMÓN JIMÉNEZ, *Espace*, trad. de Vicky Mendez. Traduit par Gilbert Azam, Espace paraît aux Éditions José Corti.

EVAN EISENBERG

Phonographies

Explorations dans le monde de l'enregistrement.

Un nouvel art est né : la *phonographie* ou l'art de faire de la musique sur les disques. De Louis Armstrong à Frank Zappa en passant par Glenn Gould, c'est toute l'histoire des producteurs et des stars venus de tous les horizons de la musique qui ont exploré les possibilités créatrices du montage, de l'enregistrement multipiste, de la composition électronique et de l'improvisation en studio.

JOSEPH KERMAN

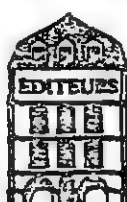
Opéra et drame

Un ton polémique, passionné, pour défendre la thèse selon laquelle, dans l'opéra, c'est le compositeur qui est en réalité le dramaturge.

Vous écrivez ? Écrivez-nous !

Important éditeur parisien recherche, pour ses différentes collections manuscrits inédits de romans, essais, récits, mémoires, nouvelles, poésie, théâtre... Les ouvrages retenus feront l'objet d'un lancement par presse, radio et télévision. Contrat défini par l'article 49 de la loi du 11/03/57 sur la propriété littéraire. Adresses manuscrits et CV à : La Pensée Universelle Service L.M. 4, rue Charlemagne 75004 Paris Tél. : 48.87.08.21

LA PENSÉE UNIVERSELLE ÉDITEURS



Le livre qui démontre que la route qui mène à l'Académie française peut partir de n'importe quelle gare de banlieue.



"La vieille qui marchait dans la mer" de San Antonio.

En 332 pages superbement écrites, le roi du bouquin de gare est devenu une locomotive. Editions Fleuve Noir. 94 F.

Après avoir vu John Cleese dans le film *Un poisson nommé Wanda*, lisez son best-seller.



Il est recommandé d'offrir cet ouvrage à sa famille, mais je ne conseillerai pas de le prêter : personne ne le rendrait. (Actuel)

La famille, comment en rachapper ? Editions Eschapel, 23, rue Saint-Ferdinand, 75017 Paris. Tél. : 45.74.44.65.

حكايا من الالحايل

● ENQUÊTE

Ils font la loi aux États-Unis. Les agents littéraires, ces intermédiaires entre les auteurs et les éditeurs, tentent de se faire une place au soleil en France. L'orage gronde.

NEW-YORK Sacré dollar !

Le très inattendu mariage de Lynn Nesbit et de Mortan Janklov n'est pas passé inaperçu. Les deux plus fameux agents littéraires new-yorkais se sont associés le 2 janvier, brisant les feux des médias sur une profession dont on se demande rétrospectivement pourquoi elle n'avait pas fait davantage parler d'elle jusqu'ici. En même temps qu'il consacrait sa « une » à ce « *Royalty wedding of the year* », le mensuel *Manhattan Inc.* rapportait quelques détails stupéfiants. Lynn Nesbit négocierait le prochain livre de Tom Wolfe, dont elle est l'agent depuis 1964, pour 7 millions de dollars. Elle empocherait, du coup, une commission de 1 million de dollars qui justifie amplement la cour que lui a faite pendant des mois Mortan Janklov : la mariée était en or.

Lynn Nesbit et Mortan Janklov sont les agents envieux de nombre de *seven-figures authors*. Traduction littérale : « auteurs à sept chiffres ». C'est la manière très américaine d'indiquer qu'à la bourse des vraies et fausses valeurs littéraires, les droits de ces auteurs-là se négocient, pour un livre, à 1 million de dollars.

« CLASS AND MASS »

Si Lynn Nesbit possède en portefeuille Tom Wolfe, devenu, grâce à son *Bücher des vanités*, un auteur à gros succès, Mortan Janklov n'a rien à lui envier. Les valeurs les plus cotées, c'est lui qui les détient, les Jackie Collins, Judith Krantz, Sidney Sheldon et autres Danielle Steel dont les tirages atteignent souvent plusieurs millions d'exemplaires.

A les comparer, le portefeuille de Lynn Nesbit apparaît plus littéraire, celui de Mortan Janklov plus grand public. « *It's the marriage of class and mass* ». C'est le mariage de la qualité et de la quantité, expliquent les analystes qui, comme à Wall Street, auraient dû prévoir depuis longtemps la fusion d'activités aussi complémentaires.

A littérature de masse, droits d'auteur vertigineux. Dans ses bureaux feutrés de Madison Avenue, au coin de la 57^e Rue, Mortan Janklov avait affiché un jour un dessin humoristique paru dans le *New Yorker*. On y voyait le client d'une librairie dire au vendeur : « *Je vois sûrement aimer le roman qu'ils ont payé 3,2 millions de dollars, même si ça ne vaut rien* ». Les droits pour l'édition en livre de poche du roman en question, *Princess Daisy*, de Judith Krantz, venaient d'être cédés pour cette somme astronomique à Bantam Books par Mortan Janklov.

« Mega-Mort », comme l'a surnommé le magazine *New York*, s'en frotte encore les mains. Personnage flamboyant et paradoxal que ce géant chaleureux et agité dont ses détracteurs affirment charitablement qu'il ne sait pas lire un manuscrit, mais qui, connaissant la réputation qu'on lui fait, ne rate pas une occasion d'énumérer la liste des prix, plutôt flatteurs, obtenus par certains de ses auteurs : sept Pulitzer et cinq National Book Awards.

Mortan Janklov, c'est aussi la qualité littéraire. Tel est le message que tente d'imposer Mega-

Mort même s'il se présente d'abord comme un *lawyer*, autrement dit, sans forcer le trait, comme un homme d'affaires. Diplômé de l'université new-yorkaise Columbia, c'est comme avocat qu'il a commencé sa carrière, une activité qu'il exerce toujours parallèlement à celle d'agent.

Le livre, c'est un « *business* », confirme-t-il, étonné qu'on puisse se poser la question. Un *business* qui rapporte, pourvu qu'on ait le *feeling*, la sensibilité pour les livres, explique-t-il. Et aussi du flair, comme celui qu'il manifeste, très vite, pour l'œuvre de Dubuffet, dont il est aujourd'hui « le deuxième collectionneur au monde » (un très rare autoprotrait de l'artiste, une sculpture, trône aujourd'hui dans son bureau).

HOMME-SYMBOLE

S'il n'est pas représentatif d'une profession qui compte six cent soixante-dix agents littéraires dont trois cents établis à New-York, Mega-Mort en est l'homme-symbole. Sa réussite est comme un précipité des mœurs éditoriales américaines qui poussent à la production, chaque année un peu plus fébrile, de best-sellers, hors de quel point de salut.

A la tête des grosses maisons d'édition d'outre-Atlantique, les managés ont remplacé depuis longtemps les hommes de lettres. L'édition se veut une industrie comme une autre, à l'exception, et encore, des très nombreuses presses universitaires dont la production, d'excellente qualité, rachète le reste qui va du pire (souvent) au meilleur (parfois).

Le best-seller, c'est le plus sûr moyen d'équilibrer un bilan, en vertu de la règle selon laquelle il est plus facile d'imposer, malgré son coût, le nouveau livre d'un auteur à succès que celui d'un inconnu.

En même temps, beaucoup d'agents admettent qu'il leur est plus commode qu'auparavant de « vendre » un premier livre que, parfois, un deuxième ou un troisième, car l'espoir de mettre la main sur un auteur de futurs best-sellers incite nombre de maisons d'édition à donner leur chance à des débutants. Ceux qui paissent n'ont jamais décollé, même si leur production est de qualité. La démonstration est faite qu'ils n'écritont jamais un best-seller, et cela équivaut, pour certains, à un arrêt de mort professionnel.

LAIT ET YAOURT

Les agents n'ont aucun scrupule à profiter, quand ils le peuvent, de cette loi d'airain. Obtenir 1 million de dollars d'à-valoir pour un auteur, c'est avoir la certitude que, pour rentrer dans ses fonds, la maison d'édition va se battre. En particulier que la publicité sera en proportion.

Un contrat d'un ou plusieurs millions de dollars impressionne toujours la critique, pourtant blasée, comme il alerte les éditeurs étrangers auprès de qui il est alors loisible de se livrer à une fructueuse surenchère de cessions de droits.

Par ces méga-contrats, les éditeurs cherchent à frapper l'imagi-

nation du public et, en retour, celle des toutes-puissantes chaînes de distribution, les B. Dalton, Waldenbooks et autres Crown par le truchement desquelles les éditeurs écoulent aujourd'hui 40 % à 60 % de leur production. Un livre payé 3 millions de dollars ne peut être foncièrement nul. Tel est l'axiome de cette démonstration.

Ces chaînes de librairies sont d'autant plus essentielles à convaincre qu'elles ont droit de vie ou de mort sur les livres. Qu'un ouvrage, même de valeur, tarde à se vendre parce qu'il a été oublié par les critiques du *New York Times*, qui donnent le « la », et il est rapidement retiré des rayons. « *La durée moyenne d'un livre se situe entre celle du lait et du yaourt* », affirment, en exagérant, les pessimistes.

Le système est absurde dans sa logique, mais il faut s'y plier. Et tous s'y plient, mêmes les amoureux de vraie littérature comme Georges Borchardt, soixante ans, un Français à qui Samuel Beckett, Roland Barthes, Michel Foucault et quelques autres doivent d'être aux États-Unis.

A la tête d'une des plus grosses agences littéraires new-yorkaises, Georges Borchardt « fait » lui aussi et sans complexe du best-seller, même s'il ne fait pas que cela. Ce parfait gentleman représente Jane Fonda, dont l'éditeur Simon and Schuster a vendu à un million d'exemplaires, rien qu'en édition reliée, le *Workout Book*. Il est aussi l'agent d'Edmund Morris, en faveur duquel il a obtenu de Random House une avance fabuleuse de 3 millions de dollars pour une biographie de paraitre de Ronald Reagan.

À ce niveau de réussite, la notoriété des agents éclipsé celle des éditeurs. Non seulement, aux États-Unis, leur rôle de *middle (wo)men*, d'intermédiaires, n'est pas remis en cause, mais ils sont tenus pour un rouage essentiel du *publishing business*. Du coup, leur rémunération n'est pas discu-

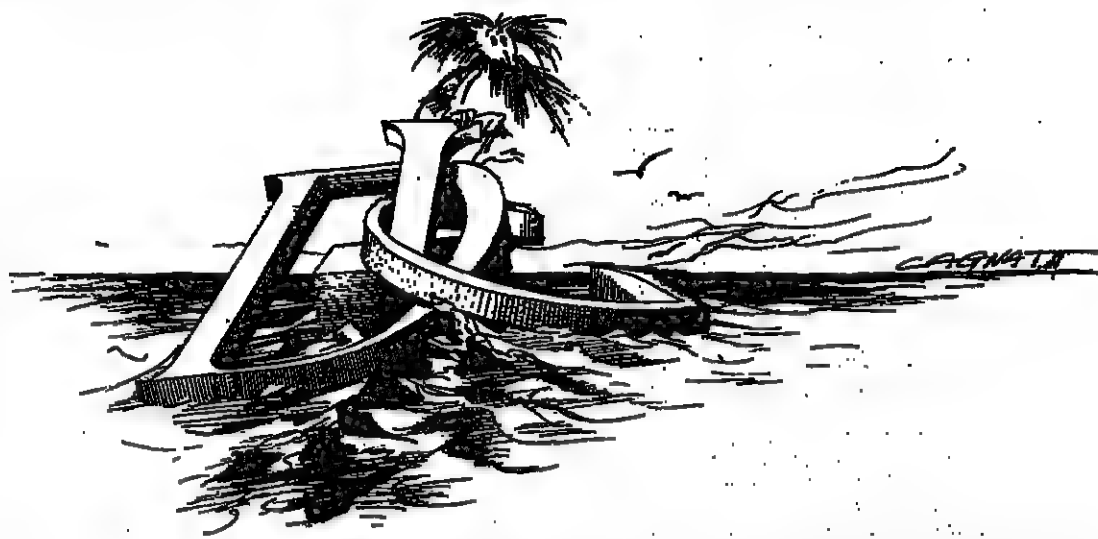
BARCELONE La dame aux trois Nobel

DANS son salon blanc de la Diagonal, l'artère chic de Barcelone, ses yeux pétillent comme au jour de son premier contrat. Dans quelques semaines, Carmen Balcells négociera avec dix, vingt ou trente éditeurs à travers le monde — ils sont à ses pieds — le prochain Garcia Marquez, le *Général dans son labyrinthe*. Le livre vaudrait, tous droits confondus, 10 millions de dollars, « sans doute plus ». Le chiffre est avancé avec une indifférence feinte, même si elle sait très bien qu'il sera publié. Les enchères vont commencer, et, déjà, elle en profite pour préparer le terrain.

Toute Carmen Balcells est là, dans cet alliage — qui vaut de l'or — de ruse paysanne, de générosité de mère universelle (elle en a le physique), d'aptitude à défendre ses auteurs et surtout d'intuition, un formidable flair qui a fait d'elle l'agent de trois prix Nobel de littérature : Pablo Neruda, Gabriel Garcia Marquez et Vincente Aleixandre.

Et ce n'est peut-être pas fini. La liste des auteurs maison compte encore Isabel Allende, Alfredo Bryce Echenique, Julio Cortázar, Clarice Lispector, Eduardo Mendoza, Mario Vargas Llosa, Carlos Fuentes (pour les droits en langue espagnole) et une centaine d'autres dont il serait étonnant qu'on n'en entende pas davantage parler.

D'ailleurs qui, dans les années 60, connaissait un obscur



tée non plus. Elle représente aujourd'hui, pour la grande majorité d'entre eux, 15 % du montant des contrats passés avec les éditeurs, contre 10 % il y a quelques années.

Les maisons d'édition ne s'en émeuvent pas : sans les agents, plus de viviers moins poissonneux. Quant aux auteurs, ils ne contestent pas davantage ces 15 %, car souvent les agents leur sont tout : conseiller littéraire, homme d'affaires, confident et même agent immobilier ou psychopathe, comme le plaide Mortan Janklov, l'un des premiers à avoir fixé son tarif à 15 %.

Ce lien personnel, essentiel pour les auteurs, les éditeurs (*editors*) sont incapables de le nouer durablement, occupés qu'ils sont à jouer aux chaises musicales, un jeu très prisé dans la profession et qui veut que, en moyenne, les grands éditeurs changent de maison tous les deux ans (1).

REGROUPEMENTS

La stabilité, souvent nécessaire aux écrivains, ce sont les agents qui l'assurent, en contrepartie d'une vraie fidélité. Changer d'éditeur, pour un auteur, est bête ; quitter son agent est un événement. C'est pour cela que l'abandon par Lynn Nesbit du département littéraire d'International Creative Management (ICM), dont elle était la salariée depuis vingt-trois ans, est un coup dur pour cette agence de comé-

diens et de réalisateurs (Mel Gibson, Meryl Streep, Woody Allen...). En créant, avec Mega-Mort, Janklov et Nesbit Associates, elle prive ICM de la clientèle de Tom Wolfe, Jimmy Carter et de quelques autres *blockbusters*, comme on dit dans la profession, les « gros calibres ».

D'autres regroupements ou rapprochements de ce genre ont lieu en ce moment chez les agents littéraires anglo-saxons. Comme s'ils ressentaient la nécessité d'unir leur force face à l'extraordinaire concentration des maisons d'édition à laquelle on a assisté depuis quelques années. Mortan Janklov confirme cette analyse : « *Avec Lynn, nous pouvons désormais nous asseoir à la table des négociations en parlant d'égal à égal avec les éditeurs, non en les suppliant* ».

Bien sûr, le système engendre ses empêchements de tourner en rond. Ils doivent d'autant plus se faire remarquer pour percer que les Janklov, Nesbit, Curtis Brown, William Morris et autres ICM, les « gros calibres » de la profession, tiennent solidement le marché.

Le plus contesté de ces franc-tireurs s'appelle Andrew Wylie. Il se pose en défenseur intraitable de ses clients, parmi lesquels William Burroughs, Allen Ginsberg, V.S. Naipaul, Cory Aquino, Benazir Bhutto et quelques autres.

S'il le faut, il n'hésite pas à se comporter d'une manière qui, s'il ne s'agit pas de belles-lettres, passerait pour celle d'un voyou.

Andrew Wylie interprète par exemple de façon très particulière la clause qui oblige un auteur à proposer en priorité à son éditeur son livre suivant. « *OK, priorité veut dire priorité* », explique-t-il. Cela signifie que l'éditeur a le manuscrit à 2 heures et que je peux le proposer à un autre éditeur à 3 heures 02. Je n'y peux rien si le premier est incapable de lire un manuscrit en deux minutes ».

Ce remuant jeune homme ne donne plus d'interview depuis celle accordée à *Vanity Fair* et qui a fait du bruit. Andrew Wylie y jugeait sévèrement ses confrères agents : certains, y susurrerait-il, font parfois passer leurs bonnes relations avec les éditeurs avant les intérêts de leurs clients.

A côté du gentleman Georges Borchardt et du flamboyant Mortan Janklov, Andrew Wylie se pose ainsi en agent du troisième type, plus pugnace, plus accrocheur s'il est possible, n'hésitant pas à déboucher, ce qui ne se fait pas, les clients de ses confrères. Dans l'univers impitoyable de l'édition américaine, une nouvelle race d'agents est, avec ces méthodes, en train de s'affirmer. Elle pourrait bouleverser bientôt les habitudes de la profession.

BERTRAND LE GENDRE.

(1) Michael Larsen : *Literary agents. How to get and work with the right one for you*. Writer's Digest Books, Cincinnati (Ohio), 1986.

journaliste colombien surnommé par ses amis « El Gabo » ? Elle si. Carmen Balcells se souvient du premier livre de Gabriel Garcia Marquez, que lui avait recommandé un ami commun. Personne ne prêtait attention, à l'époque, à cette littérature-là. Carmen Balcells rassembla ses économies — « un lourd sacrifice » — et partit aux États-Unis. Elle y subit rebuffade sur rebuffade mais s'acharna. Jusqu'à ce que Roger Klein, de chez Harper and Row, lui dise OK. Le contrat n'avait aucune commune mesure avec celui obtenu quelque vingt-cinq ans plus tard de Knopf pour *L'Amour aux temps du choléra* (autour de 1 million de dollars), mais enfin, El Gabo serait édité aux États-Unis. C'était l'essentiel.

Très fière, la jeune Carmen fila au Mexique rendre compte à Garcia Marquez de la négociation : un à-valoir de 1 000 dollars pour quatre livres. C'était la première fois qu'ils se rencontraient et l'accueil fut plutôt frais. Lui : « *C'est un contrat de merde* ». Elle : « *Je l'ai trouvé très antipathique et prétentieux* ». On devine que, depuis, les choses ont dû s'arranger.

Il faut arracher un à un ses souvenirs à la dame aux trois Nobel. Elle n'aime pas parler d'elle et encore moins des mille secrets et recettes qui la classent parmi les plus talentueux, les plus redoutés et les plus respectés agents de la planète littéraire. En vrac : « *Un*

agent, c'est une éponge. Il doit absorber tout ce qui passe à sa portée. » « *Je n'ai pas de talent mais je suis attirée par le talent*. » « *Je sais que je fais peur aux éditeurs et j'en joue* ».

RETORSE

Née il y a cinquante-huit ans de parents modestes propriétaires terriens, cette Catalane de souche, qui fut à ses débuts... secrétaire d'un syndicat professionnel de fabricants de machines textiles, s'enorgueillit d'avoir imposé petit à petit aux éditeurs une clause qui les horrifiait : la cession de droits pour une durée déterminée — cinq ans, sept ans... — au-delà de laquelle elle renouvelait le contrat ou non, suivant que la maison d'édition a fait ce qu'il fallait, à ses yeux, en faveur du livre cédé. « *Après le succès en France de Cent Ans de solitude, j'ai rompu avec le Seuil, qui ne voulait pas entendre parler d'une telle clause. Ils doivent sûrement le regretter* ». Et Grasset, l'éditeur, depuis, de Garcia Marquez, s'en félicite...

Dure en affaires, souvent retorse, Carmen Balcells ne s'est pas fait que des amis. On raconte, et elle ne dément pas, qu'ayant entendu parler d'un jeune Péruvien nécessairement qui noircissait du papier à Londres, elle lui offrit de subvenir à ses besoins le temps qu'il finisse le roman auquel il travaillait. En contrepartie, le jeune homme acceptait de s'en remettre

entièrement à elle pour ses relations avec son éditeur espagnol. L'écrivain, en herbe s'appela Vargas Llosa et l'éditeur Seix Barral, qui n'a pas oublié.

Un peu égarée, un peu VRP de ce que Carlos Fuentes a appelé le « boom » de la littérature latino-américaine des années 60 et 70, Carmen Balcells se défend d'en être la démiurge : « *Je ne suis rien. Simplement, comme agent, je suis très maline* ». L'écrivain chilien José Donoso la décrit un soir de 1970 lors d'une fête entre amis à Barcelone. Il y a là Cortázar, les Vargas Llosa qui dansent une valse péruvienne, tandis que les Garcia Marquez font une démonstration de *merengue*. Calée dans des coussins profonds, Carmen Balcells, écrit Donoso, paraissait tirer les ficelles de nous tous, ces marionnettes qu'elle regardait danser (1).

Etre là où il faut quand il faut. Et faire preuve de perspicacité, Carmen Balcells excelle dans ce registre. Ses collaboratrices redoutent-elles que Vargas Llosa devienne bientôt président du Pérou (« *Il n'aura plus le temps d'écrire* »), elle corrige aussitôt : « *Au contraire, il en fera plus tard un fantastique roman politique* ». C'est ainsi qu'on devient Carmen Balcells et qu'on le reste. En voyant loin.

B. L. G.

(1) José Donoso : *Historia personal del « boom »*. Editorial Seix Barral, 1983.

AGENT
LITTÉRAIRES

PARIS Zorro contre Shylock

PROPHÉTÉS peut-être, en tout cas pestiférés : la poignée d'agents littéraires qui tentent de s'imposer en France sont des masochistes. Leur modèle ? Les États-Unis et la Grande-Bretagne, où tous les auteurs ou presque négocient avec leur éditeur par l'intermédiaire d'un agent. Leur avenir ? Incertain à long terme. Semé d'embûches en attendant, Hargneux ou condescendants, selon les cas, les éditeurs les rejettent. Et si certains auteurs se sont laissés séduire, ils sont une minorité pour l'instant.

Il y a les éditeurs qui tiennent une argumentation toute prête : En substance : Aux voleurs ! (d'auteurs). Et ceux qui refusent de parler. Trop délicat. Aux Presses de la Cité, Jean-Manuel Bourgois, le PDG, renvoie vers son frère, Christian, qui fait dire lui aussi qu'il n'a rien à dire. Le sujet est, paraît-il, « trop sensible ». L'épouse de Christian, Dominique Bourgois, qui fut quelques temps agent littéraire, a abandonné la partie : « Je mettais mon mari dans une position difficile... »

LE DIABLE

On apprendra quand même que Christian Bourgois, qui vient d'éditer la *Petite Voleuse*, de Claude Miller, a fait pour cela affaire avec François-Marie Samuelson, agent littéraire chez Art Média. S'il n'est pas honteux de traiter avec le diable, il est superflu de s'en vanter.

Le diable, certainement. Installé pendant six ans à New-York, où il dirigeait le Bureau du livre français, François-Marie Samuelson en est revenu imprégné des mœurs éditoriales américaines. Sa reconversion à Paris comme agent a semé l'émotion. Et il en a rajouté : « Je ne vois pas pourquoi Dorian subventionnerait Duchmoll chez Barrault (1). » L'éditeur Bernard Barrault, qui pense exactement le contraire, ne s'en est pas remis, ni ses confrères, qui sont du même avis : « J'ai imposé Dorian avec les bénéfices des livres de Gilles Perrault et d'Anita Francos. Aujourd'hui, je finance des jeunes auteurs avec l'argent gagné grâce à Dorian. »

Bernard Barrault a eu l'impression qu'on allait lui « piquer » Philippe Dorian. François-Marie Samuelson prétendait simplement devenir son agent. Le malentendu est là : les éditeurs entendent conserver un lien direct et exclusif avec leurs auteurs. Ils ne veulent pas de ménage à trois. De plus, les exigences financières des agents les effraient. A trop demander pour eux-mêmes (10 à 15 % des contrats passés avec les éditeurs) et pour leurs auteurs, les agents bouleverseraient l'économie fragile du livre. « Les agents risquent de concentrer tout l'argent sur quelques têtes, redoutent, comme d'autres, Bernard Barrault. Cela signifie qu'il y aura moins d'auteurs et moins de livres. »

Pour n'être qu'une demi-douzaine en France, selon *Livres Hebdo*, les agents littéraires ont lancé un fructueux débat. « Si les éditeurs n'avaient rien à se reprocher, ils ne réagiraient pas comme cela », avance Pierre Fressange, agent depuis 1987. Sont mis en cause péle-mêle par les agents l'avarice des éditeurs, leur corporatisme, leur paternalisme,

leur amateurisme et leur conservatisme face à l'évolution inévitable de la relation auteur-éditeur (« Voyez aux États-Unis »). Les agents, eux, se poseraient volontiers en Zorro face aux éditeurs, qu'ils dépeignent facilement en Shylock du talent des autres.

Pierre Fressange encore : « Un éditeur préfère évidemment parler à un auteur de son génie que de ses bénéfices à lui éditeur. » François-Marie Samuelson : « Je ne connais pas d'auteur qui soit entièrement satisfait de son éditeur, que ses livres atteignent deux mille ou deux cent mille exemplaires. » Mary Kling, agent d'une vingtaine d'écrivains, dont Tony Cartano : « Les auteurs souffrent du manque de dynamisme des maisons d'édition. Nous sommes des aiguillons. »

Installé à Londres, où il est l'agent, entre autres, d'André Gromyko et de Doris Lessing, mais aussi de François comme Bernard Clavel ou Jack-Alain Léger, Andrew Nurnberg est plus sévère encore pour les éditeurs parisiens : « En France, être édité est plus prestigieux qu'ailleurs. Du coup, les maisons d'édition en profitent : les auteurs y sont davantage exploités que dans d'autres pays. » Ces mauvaises habitudes ont donné des idées à Andrew Nurnberg : « Je vais certainement développer ma clientèle française... »

Menacés, pensent-ils, par les agents, les éditeurs se cabrent. Paul Oichakovsky-Laurens, PDG de POL, a averti « ses » auteurs qu'il cesserait de les publier s'ils lui faisaient la mauvaise manière de passer par un agent. Première victime de ce capitulaire, Marc Cholodenko, « débauché », selon l'expression de Paul Oichakovsky-Laurens, par François-Marie Samuelson. « Si un auteur décide de confier ses intérêts à un agent, c'est qu'il n'est pas content de son éditeur, explique le PDG de POL, et donc qu'il ressent le besoin d'être publié ailleurs. »

RENTABILITÉ

Antoine Gallimard, PDG des éditions fondées par son grand-père, est moins radical quoique tout aussi réticent : « La relation intellectuelle éditeur-auteur est essentielle. L'agent ne peut s'y substituer. Et puis l'agent est un intermédiaire de plus sur un marché déjà très étroit, celui du livre. » Au Seuil, Michel Chodkiewicz, le PDG, soupçonne les agents de ne viser que la rentabilité immédiate : « L'agent littéraire qui prendra sous contrat un jeune auteur susceptible de ne se révéler que dans dix ans n'est pas né... »

Dans cette galerie de portraits, il y a encore les fatalistes, comme André Balland, PDG des éditions qui portent son nom : « Que voulez-vous... » (Deux de ses auteurs vedettes, Pierre Assouline et Frédéric Tristan, sont désormais représentés par François-Marie Samuelson.) Et puis quelques rares éditeurs, suffisamment sûrs d'eux-mêmes pour estimer n'avoir rien à redouter, pour leur maison en tout cas. Ainsi, Claude Durand, PDG de Fayard : « Si, à cause de son agent, un auteur devient trop cher, je ne traiterai plus avec lui, voilà tout ! »

Parmi les auteurs, il y a ceux qui, heureusement pour les éditeurs, se disent très heureux de

leur sort. Et d'autres qui se sont laissés convaincre, malgré qu'ils en aient, de ne pas franchir le pas, tels Philippe Djian chez Barrault, Emmanuel Carrère chez POL ou Pierre Bourgois : « Je dois tout à Gallimard, Antoine m'a fait comprendre que ce ne serait pas amical. » Tous les trois avaient été démarchés par François-Marie Samuelson.

Les auteurs qui se sont laissés séduire disent à peu près la même chose. Ils invoquent leurs réticences à vanter leurs propres mérites, c'est-à-dire à se vendre au juste prix à leur éditeur, « surtout quand c'est un ami », précise l'historien Maurice Lever, publié chez Fayard (« Samuelson le fera mieux que moi »). On songe à Flaubert, qui demanda à un intermédiaire de négocier les droits de *Salammbo* avec son cber Michel Lévy après le succès de *Madame Bovary* (2).

LA « PASSE »

Tous mettent en avant la complexité des contrats et leur ignorance des règles du marché. « Il y a quelque temps, raconte Catherine Pancel (éditée au Seuil), une chaîne de télé britannique m'a téléphoné pour que je participe à l'écriture d'un scénario. Je ne savais pas quoi demander. » Désormais, François-Marie Samuelson s'en chargera.

Certains auteurs se sont jetés dans les bras d'agents littéraires avec le sentiment de s'être « fait avoir jusque-là ». Jean-François Bourg, un chercheur qui vit à Brive, est de ceux-là. Mal informé, il avait accepté d'Olivier Orban un contrat prévoyant que 8 % des dix mille premiers exemplaires de son *Football Business* (1987) ne lui seraient pas comptés comme droits d'auteur. Les éditeurs qui pratiquent encore ce système, baptisé sans gêne apparente la « passe », entendent compenser de la sorte « les déficits en cours de fabrication, les pertes et les dégradations en cours de vente ».

Depuis, Jean-François Bourg a rencontré Pierre Fressange, qui est devenu son agent. Inutile de préciser que le contrat négocié par l'intermédiaire de celui-ci avec La Table ronde pour son livre suivant, le *Sport en otage*, le satisfait beaucoup plus.

Si les agents doivent prospérer, ce sera grâce à ces pratiques contestables, aux comptes tardifs ou obscurs adressés par beaucoup d'éditeurs à leurs chers auteurs et aux droits élevés qu'à peu près tous ils réclament lorsque l'œuvre d'un écrivain a la chance d'être traduite ou adaptée au cinéma ou à la télévision. Les éditeurs gardent aujourd'hui pour eux la moitié de ces droits. Les agents ne sont pas d'accord et offrent à leurs clients de négocier à leur place lesdits droits « annexes » en n'en retenant, comme aux États-Unis, que 10 à 20 %, le reste revenant aux auteurs.

FANTASMES

Si un François-Marie Samuelson hérisse davantage les éditeurs que ses rares confrères, c'est qu'il peut faire valoir l'expérience qu'il a acquise aux États-Unis. Pendant plusieurs années, il a négocié avec les *publishing houses* la cession de droits de livres français. Cela lui a valu la reconnaissance de nombre d'auteurs, qui, à son retour en France, sont devenus, pour certains, ses clients. De plus, il est le prospecteur salarié d'Art Média, la principale agence française de réalisateurs (Maurice Pialat, Claude Zidi, Claude Miller), de comédiens (Gérard Depardieu, Catherine Deneuve, Yves Montand) et même de scénaristes (Michel Grisolia, Daniel

Boulanger, Pascal Jardin...). Or, explique Françoise Verry, directrice du développement éditorial et audiovisuel chez Flammarion, les écrivains français ont deux fantasmes : être traduits à New-York et être adaptés au cinéma ou à la télévision. »

François-Marie Samuelson oppose deux forts atouts aux éditeurs français : sa bonne connaissance du marché américain et la synergie, qu'il fait miroiter à ses clients, avec les autres activités d'Art Média. Au Seuil, où, de l'avis général, la vente des droits étrangers et audiovisuels est, à la différence de nombre de maisons d'édition, une préoccupation majeure, on a par anticipation organisé la parade. La directrice de ce secteur, Prune Berge, s'y présente avec habileté comme l'« agent » des auteurs maison. Autant d'écrivains, espère-t-elle, qui n'auront pas la tentation de filer chez un Samuelson.

Il ne s'agit pas simplement de gros sous, même si la cession des droits annexes représente, par exemple au Seuil, pour les ouvrages publiés depuis moins de trois ans, 10,5 % du chiffre d'affaires de 1987, selon Pascal Flamand, directeur général. Il s'agit aussi de l'avenir de l'édition et du rôle que tentent d'y jouer désormais les agents littéraires. Les éditeurs resteront-ils seuls maîtres à bord ? « A se crispier ainsi contre les agents, commente Pierre Assouline, les éditeurs préparent à coup sûr l'ère des agents. »

B. L. G.

(1) *Liberation* du 6 octobre 1988.
(2) *Lettres inédites de Gustave Flaubert* à son éditeur Michel Lévy. Correspondance présentée par Jacques Suffel. Calmann-Lévy, 1965.

La nouvelle biographie

de
PIERRE
ASSOULINE

Pierre Assouline

Albert
LondresVie et mort
d'un grand
reporter
1884-1932

Balland

après Dassault, Gallimard,
Jardin, Kahnweiler

BALLAND

Tous les ouvrages sur
le yoga, l'astrologie, le bouddhisme, l'architecture sacrée,
les médecines naturelles...
à la LIBRAIRIE DES SCIENCES TRADITIONNELLES
8, rue de Savoie, 75006 PARIS - Tél. : 43-26-90-72

JEROME GARCIN - LE DICTIONNAIRE

250 écrivains d'aujourd'hui par eux-mêmes.

LE CLEZIO, J.M.G. - Un matin, je me suis réveillé, j'avais rêvé que j'avais enfin écrit mon livre...
SAGAN, Françoise - Sa disparition ne fut un scandale que pour elle-même...
KUNDERA, Milan - La seule chose qui lui importe est le roman, le roman...
Claude - En 1936, premier la violence de mort...
Michel - Un monsieur mis mais avec



et rien que
SIMON,
septembre
contact avec
pure, l'odeur
LEIRIS,
vieux petit
sobrement
attention...

APOSTROPHES LE 27 JANVIER

B

EDITIONS FRANÇOIS BOURIN

LES LIVRES QUI ONT LEURS MOTS À DIRE

00007 ÉLECTRE

هكذا من الالحاح

● HISTOIRE

Les temples du livre-roi

Un passionnant voyage dans les bibliothèques de l'Ancien Régime.

LES bibliothèques et la lecture individualisée ou publique qu'elles permettent ont tissé une part de l'histoire des sociétés occidentales. Pour chacun d'entre nous, l'accès aux livres rassemblés dans une modeste collection ou dans un vaste établissement comporte une part d'alchimie. Borgia traduisait bien ce sentiment lorsqu'il écrivait : « Quand on proclame que la bibliothèque comprenait tous les livres, la première réaction fut un bonheur extravagant ! »

C'est l'histoire de ce bonheur et du travail qui lui est lié que donne à lire l'*Histoire des bibliothèques françaises*, dirigée par Claude Jolly et composée par une équipe d'une quarantaine de spécialistes. Tous sont venus des bibliothèques ou des métiers du livre ; ils y gèrent, conservent, accroissent cet instrument de notre patrimoine culturel ; ils y livrent bataille pour la lecture et l'imprimé. Cette histoire superbement illustrée, chiffres et tableaux à l'appui, est placée pour la période moderne sous le patronage double de l'histoire du livre à la française défendue par Henri-Jean Martin, et de l'histoire des pratiques culturelles.

Les arts de mémoire

Le voyage auquel nous sommes conviés entre la Renaissance et la Révolution est riche de points de vue et de curiosités comme les itinéraires des âges anciens : érudits et savants, joliment pittoresques par instants, quelquefois un peu encombrés par ce qu'il faut voir ou avoir vu, un brin austères à d'autres moments, toujours instructifs et jamais ennuyeux.

Du monastère au presbytère, de l'hôtel aristocratique des villes au château des campagnes, de la maison citadine à celle des champs, on peut suivre un trajet ramifié et varié dans un texte

documenté aux bonnes sources. On y découvre les fonctionnalités complexes de ces modernes machines à lire, quand l'imprimé supplante le manuscrit mais sans le détruire totalement, quand le livre est inséparable d'autres objets et la lecture indissociable de la curiosité scientifique ou collectionneuse, quand les espaces et les professions du livre se structurent et s'organisent, quand, enfin, aspiration publique et efforts privés s'associent pour exiger et faciliter l'accès au savoir.

bavarde, dogmatique et critique, mais on y sent aussi le recul et le déclin, la contestation et l'adaptation quand s'amplifient les remises en cause. Tout aussi fondamentale apparaît la tradition de la lecture comme service culturel et attribut de la puissance royale. Elle triomphe dans la première moitié du dix-huitième siècle et dans les tâches multiples remplies par la Bibliothèque du roi, qui s'affirme peu à peu comme le réceptacle de la mémoire nationale.

taire, la possession choisie pour une lecture de loisir et de finalité sociale née avec l'honnête homme, l'enthousiasme bibliophilique développé au dix-huitième siècle, quand se dessine le champ du collectionnable, délimité par la rareté, la qualité matérielle, la curiosité pour un domaine de lecture.

Peur ou fascination

Ces divers modèles qui se recoupent et s'imbriquent sont autant de façons d'accéder au livre et de découpages dans la production imprimée. Ils se modifient au gré des changements culturels et avec la montée des besoins. Alors, le marché, payant - celui des cabinets et des chambres de lecture, - ou libre - celui des bibliothèques publiques nées à l'initiative des élites savantes - tente de donner une réponse nouvelle à ces aspirations. La lecture fait désormais peur ou fascine, elle mobilise les intelligences créatrices et les forces politiques, autant qu'elle entraîne à la passivité.

Instrument de travail, synthèse bonne à lire pour tous, l'*Histoire des bibliothèques françaises* est à méditer pour notre présent. En nous ouvrant le trésor magnifique des anciens ateliers de la lecture du petit nombre, elle interroge les politiques à conduire pour le grand nombre ; en dévoilant les splendeurs et les faiblesses des temples du livre-roi, elle aide à réfléchir à la demande actuelle, croissante mais fragile. C'est au total une interrogation de l'histoire des moyens, inséparables des fins, de toute consommation culturelle.

DANIEL ROCHE

★ LES BIBLIOTHÈQUES SOUS L'ANCIEN RÉGIME. ouvrage collectif dirigé par Claude Jolly, Cercle de la librairie, 548 p., 300 ff., 750 F.

L'esprit et la lettre

L'histoire de l'écriture, une invention qui a changé le monde.

QUICONQUE entreprend de raconter l'histoire d'un outil de communication tel que l'écriture s'expose à un double écueil : ou il s'emploie à en décrire l'évolution technique, au risque de réduire à l'exercice la matière de son enquête, ou il se hasarde à en étudier les usages à travers les siècles, au risque d'étendre inconsidérément son champ d'investigation.

Henri-Jean Martin, professeur à l'Ecole des chartes et à l'Ecole pratique des hautes études, historien renommé du livre et de l'édition, a tenté de tenir les deux bouts de la chaîne : d'une part, le fonctionnement du système de signes né il y a plus de cinq mille ans en Orient, développé sous diverses formes au cours des âges et peut-être menacé aujourd'hui par de nouveaux médias ; d'autre part, les effets de cette extraordinaire invention sur l'organisation des sociétés qui l'ont progressivement adoptée - dans la mesure où l'on peut distinguer ce qui lui est imputable de ce qui relève d'autres facteurs.

Changements graphiques

L'ambition est vaste, on le voit, et la « somme » que propose Henri-Jean Martin, nourrie des travaux de meilleurs spécialistes dans chacun des domaines abordés, défie le résumé. Elle conduit le lecteur de l'ancienne Mésopotamie à l'Occident industrialisé en passant par l'Antiquité grecque, le Moyen Âge européen, la Renaissance, les Lumières. Même si la France y tient une bonne place, elle n'oublie ni les

pays voisins ni les continents éloignés.

Elle met en valeur aussi bien les conséquences des changements graphiques, comme l'apparition du consonantisme, qui va « rendre possible l'essor des religions du Livre », ou celle de la minuscule, qui provoque un « changement d'habitudes séculaires de la main, de l'œil et de l'activité mentale », que les mutations provoquées dans le droit, l'économie ou la littérature, par l'effacement de la tradition orale.

Les nouveaux barbares

Elle détaille, entre autres, les collections abritées, après la naissance de l'imprimerie, par les bibliothèques monastiques, universitaires ou princières ; les étapes conduisant à la constitution d'un marché européen dont le centre se situera tour à tour à Paris, Lyon, Venise, Anvers, Amsterdam et Londres ; les transformations successives des métiers du Livre - libraires, imprimeurs, auteurs - ou les processus de création d'un « champ intellectuel ».

L'abondance de la documentation rend la lecture quelquefois difficile, mais à partir de cette masse impressionnante d'informations de tous ordres l'auteur construit son objet avec autant de rigueur que de subtilité : on ne peut qu'admirer l'étendue de son érudition et la largeur de sa vision. Il ne se contente pas de souligner l'importance déterminante de l'écrit dans la formation des nations modernes, il montre avec précision par quels canaux

Du copiste à l'imprimeur

QUAND Jean de La Fontaine écrit le *Laitier et le Pot au lait* ou le *Chat, la Belette et le Petit Lapin*, sait-il qu'il se situe au terme d'une longue chaîne de livres dont le second maillon fut le roi sassanide de Perse Khusraw Anushirwan, qui, au sixième siècle, fit venir du Cachemire le Livre de Kalila et Dimna, composé en sanskrit par un brahmane mythique ? L'œuvre est alors traduite en pehlevi et en syriaque, mais surtout en arabe au huitième siècle, puis en grec au onzième, en hébreu au douzième, en castillan et en latin au treizième, et de nouveau en latin, à partir du grec, au dix-septième, où La Fontaine tombe sous le charme. Ainsi, à travers une série de copies et de traductions, un monument de la culture sanskrit transmise par les livres de ce qu'on est convenu d'appeler le Moyen Âge a-t-il pu influencer la morale des petits écoliers français.

Trois révolutions, peut-être aussi importantes que l'invention de l'imprimerie, ont scandé ce long Moyen Âge du livre. La première est celle du passage du rouleau au livre plié (codex) tel que nous le connaissons. Il faut le situer entre le premier et le quatrième siècle. Avec le codex, le livre est devenu un objet plus maniable, susceptible d'une lecture privée. La seconde révolution est l'apparition, aux huitième et neuvième siècles, des écritures minuscules, en grec et en latin, où les caractères ne sont plus détachés les uns des autres, mais liés entre eux. Le copiste gagne du temps et de la surface de parchemin. Enfin, peut-être des neuvième siècle en Orient, guère avant le quatorzième siècle en Occident, le papier, beaucoup moins cher, permet de multiplier les livres. L'imprimerie est un ultime perfectionnement.

La très belle ouvrage que publient les Presses du CNRS ne nous laisse rien ignorer de la fabrication du livre, depuis l'élaboration des supports, parchemin ou papier bien sûr, mais aussi tablettes de cire ou écorces de bouleau, jusqu'à la

copie dans les monastères ou par les scribes juifs, et à la reliure.

De ce livre médiéval, l'image est partie intégrante. L'illumination illustre le texte de la Bible ou de tel auteur antique recopié, mais elle le fait dans la langue picturale de son siècle. Plus inattendu, le son aussi fait partie du livre : sur les manuscrits poétiques apparaissent aux neuvième et dixième siècles les neumes, ancêtres de nos notes de musique.

Le travail des « accoucheurs »

Au-delà de l'objet, nous sommes entraînés du côté des usages du livre : qu'il s'agit de comment ? Nous voici plongés au cœur des cultures médiévales chrétiennes d'Occident et d'Orient, juives et musulmanes, de leurs techniques intellectuelles, et aussi de leurs choix. Choix pour nous essentiels, puisque ce qui n'a pas été retenu alors est aujourd'hui à jamais perdu. Les *Catégories d'Aristote* nous sont connues par un manuscrit byzantin réalisé vers 900 par un certain Aréthas. Que serait la culture occidentale sans cet Aréthas, connu des seuls spécialistes de l'histoire des textes ?

C'est le travail de ces « accoucheurs de textes » que nous sommes finalement invités à suivre dans la dernière partie du livre, depuis les antiquaires érudits et collectionneurs des dix-septième et dix-huitième siècles, qui ont mis au point les techniques de déchiffrement, jusqu'aux philologues des dix-neuvième et vingtième siècles, éditeurs de textes aujourd'hui puissamment secondés par l'informatique que l'on pressent seuls capables d'exploiter la multiplicité des données sur le livre au Moyen Âge.

MICHEL SOT.

★ LE LIVRE AU MOYEN-ÂGE, sous la direction de Jean Goussier, préface de Louis Holtz, Presses du CNRS, 248 p., 450 F.

Collection "UN CERTAIN REGARD"

Un vitrail pour Noël

104 pages, 140 F

Une rose pour la Création

120 pages, 150 F

Textes d'Éliane Gondinet-Wallstein
Photographies d'Emile Rousset

"Des photos magnifiques."
LA CROIX

"Un ravissement."
LA VIE

"Un rare bonheur."
FAMILLE CHRÉTIENNE

"Les plus beaux clichés que l'on puisse actuellement trouver."
LA QUINZAINE DE PARIS

"Un texte lumineux qui invite à la fois à l'art et à la signification religieuse."
NOTRE HISTOIRE

"Ces albums sont de petits chefs-d'œuvre."
PANORAMA

2 volumes reliés 34 x 24 cm, nombreuses illustrations couleur.

mame

OU TROUVER UN LIVRE ÉPUISÉ ?

Dans le stock, ou par le réseau de la

LIBRAIRIE

LE TOUR DU MONDE

9, rue de la Pompe, 75116 PARIS
48-20-87-12

— LA VIE DU LIVRE —

A l'occasion de la parution aux Éditions de Minuit de *Mobile-Dig* et de sa création au théâtre de la Bastille dans une mise en scène d'Alain Françon avec Françoise Bégé et Jean-Claude Joy

LA LIBRAIRIE PLURIEL

vous invite à une rencontre avec

MARIE REDONNET

le mardi 31 janvier, de 19 heures à 21 heures

58, rue de la Roquette, PARIS-11

PROFESSIONNELLE DU LIVRE 30 ans

J'apporte :

- mes 12 années d'expérience
- mon savoir-faire « commercial » et « relations publiques »
- mon capital fichier « SP »

pour créer

SECRÉTARIAT D'ÉDITION

Si votre photographie éditoriale répond à cette offre, téléphonez au 48-40-62-67

LES CAHIERS DE COLETTE ET LES ÉDITIONS DENOËL

vous invitent à rencontrer

Didier DAININCKX

à l'occasion de la parution de son roman

LA MORT N'OURLE PERSONNE

aux Éditions Denoël

le jeudi 2 février 1989

de 18 heures à 20 heures

Librairie les Cahiers de Colette

28, rue Rambuteau, PARIS-3

Tél. 42-72-95-05

livres d'histoire neufs et épuisés

LIBRAIRIE

PAGES D'HISTOIRE

8, rue Bréa, 75006 Paris
(1) 43-54-43-61

CATALOGUES MENSUELS

Recherche de livres d'histoire

LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH

Toi, ô Dieu !

(Suite de la page 13.)

A condition d'être en situation, l'obscénité apporterait, selon lui, de la vie et de la lucidité dans l'abstraction et le mensonge inhérents à toute écriture. Les réputations flatteuses ou souffrées que lui valent ses récits scabreux chez les épouses de collègues ou dans l'opinion amusent Rouvray-Sollers au plus haut point, sa seule vraie tristesse venant de ce qu'il ne soit pas question de lui dans les conversations.

Au demeurant, notre Don Juan aux mille et trois conquêtes et prétendant indennité d'échecs arrive à ses fins, on s'en doute, avec la capricieuse commanditaire du livre. Dans le château des sœurs, selon la meilleure tradition du genre, Reine exige à coups de cravache et avec toutes les apparences de la frigidité vengeresse que le scribe lui abandonne, outre l'œuvre en cours, son pénis, qu'elle appelle « ça ».

CONTRAIREMENT à son habitude, le narrateur reste discret sur les significations savantes de ce geste et sur la symbolique du « Lys d'or » trouvé chez un antiquaire. Aucune allusion à l'objet petit a et autres notions chères au docteur Lacan, dont *Carnet de nuit* nous apprend que Sollers a été l'intime. Pas un mot non plus sur la psychanalyse de Reine, avec laquelle le roman en chantier semble faire double emploi. L'auteur paraît jouer à l'analyste qu'il n'est pas, sans oser poser tout à fait au praticien. En revanche, il n'a de cesse, dirait-on, d'en remonter aux chercheurs sur leur terrain, de donner à croire qu'il possède autant de diplômes et de pratique qu'eux. On songe souvent à ces bons élèves qui n'arrivent pas de claquier du doigt pour montrer au prof et à la classe qu'ils savent tout mieux que tout le monde !

Reine se trouve-t-elle à Venise ? On ne saura rien de son séjour, ou de ce qu'éprouve Simon, mais tout de ce qu'elle doit visiter, tel coin de canal ignoré des ignorants. On attend d'en savoir plus sur les personnages : le livre est sous-titré « roman », que diable, non : « promenade hyperculturelle » — et c'est sur l'Annonciation de Signorelli visible à Périgueux que tombent les fiches techniques, sur le temps chez Epicure et Aristote, etc.

Les étalages de prouesses sexuelles et d'érudition semblent avoir pour fonction de masquer, chez le narrateur, une

absence radicale d'émotion et de sentiment. Seule lui tire des accents d'humaine tendresse, teintée de paranoïa, la contemplation de sa personne, en butte, s'imagine-t-il, à un vaste complot des femmes qu'il a séduites et de la bêtise contemporaine, organisée en réseau policier pour le « marginaliser ». Chez lui partout où s'agit le petit monde littéraire, et en même temps réprouvé, persécuté, paria ! Comment le croire ?

Carnet de nuit atteste à cet égard une parenté certaine entre le narrateur du *Lys d'or* et Sollers lui-même. En parfait « gendarme », l'auteur énumère ses amitiés célèbres, tout en soulignant l'excellence de ses œuvres, l'incompréhension militante de l'époque, la pauvreté de tout ce qui ne sort pas de sa plume. Déjà, il songe à sa place dans les dictionnaires... Ce serait à sourire de l'écrivain si on ne le savait aussi roué qu'il est doué. A l'évidence, Sollers se moque de lui-même comme partie prenante, et victime, de la société de spectacle qu'il dénonce, sur les traces de Debord.

Comme les autres romans récents de Sollers, le *Lys d'or* et *Carnet de nuit* deviendront aussi des documents sociologiques d'époque. Voyez, nous est-il dit, à quelle fatuité l'escalade des images condamne l'artiste ! Et de citer Céline : « C'est le grand miracle moderne, le moindre obstrué trou du cul se voit Jupiter dans la glace ! » L'auteur ne prétend s'exclure du lot que pour mieux en montrer les mécanismes et les ridicules. Le même qui, quand une amante italienne lui crie « ti odio ! » — je te hais ! — entend avec délice « toi, ô Dieu ! », un peu dupe et pas dupe du tout, ici et ailleurs, dedans-dehors, avec la subtilité du mercure, la vitesse d'Arléquin, et une jouissance de la connexion fulgurante, électrique, poussée jusqu'à l'ébriété. Un festival d'intelligence, vous diriez !

★ LE LYS D'OR, de Philippe Sollers, Gallimard, 250 p., 85 F.

★ CARNET DE NUIT, de Philippe Sollers, Pion, 136 p., 85 F.

● *Carnet de nuit* inaugure une nouvelle collection chez Pion, dirigée par Alain Viala. Ces « Carnets » donneront « à lire aussi bien des chemins intérieurs que des témoignages quotidiens, des récits de voyages ou des itinéraires créateurs ». Sous une présentation particulièrement soignée et heureuse, paraissent, en même temps que *Carnet de nuit*, quatre autres titres : les *Règles du montage*, de Valérie Adam ; *Naissance d'un hôpital*, de Pierre Riboud ; *Une blessure au pied d'Édipe*, de Marc Le Bot ; le *Voyageur égoïste*, de Jean Clair (de 85 F à 120 F).

Sollers, l'amour et l'Occident

« Les gens croient que je fais l'apologie de l'amour physique, de la sexualité, etc. C'est évidemment le contraire », dit-il.

FEMMES qui avez lu *Femmes* (1) et y avez vu, un peu trop simplement peut-être, une « bénaurme » machine de guerre contre vous, prenez la peine d'ouvrir le *Lys d'or*, surtout si vous êtes en mal de surprises. Vous y découvrirez un narrateur amoureux fou d'une femme qui le tient en échec (et qui s'appelle Reine, bien sûr). Il persiste dans sa passion et passe un contrat avec sa dame, comme un serment d'allégeance. Bref, tous les éléments de la rhétorique courtoise sont réunis. Mais on voit mal Sollers s'en tenir là, reproduire le stéréotype et oublier sa passion pour le libertinage. Tout va se jouer à la convergence de ces deux mouvements, dans la confrontation de deux mythes.

Sollers a-t-il donc fait, à la suite de Denis de Rougemont (dont *L'Amour et l'Occident* va être réédité, avec une préface de Sollers), une analyse de l'histoire du sentiment amoureux en Occident ? « Plutôt une actualisation », répond-il. Pour aller vite, disons que, pour l'Occident, l'amour est marqué par deux figures, Tristan et Don Juan, selon deux modèles, l'amour courtois et le libertinage. Quel que soit le modèle choisi, l'histoire se clôt par la mort ou, au moins, la punition. Moi j'aboutis à une suspension de jugement. On ne meurt pas, on n'est pas puni. Tout est possible, même peut-être la fameuse « île d'immortalité ».

Dans le *Lys d'or* tout est double, ou plutôt dédoublé : le narrateur est tantôt « ici », à Paris, tantôt « ailleurs », dans une île où il possède une maison. Du côté de Paris, la vie sentimentale et physique, le « pluriel » ; du côté de l'île, l'« un », la solitude et la méditation : à Paris le bruit, le monde et la littérature, à l'île le silence, la nature. Et les deux grands mythes amoureux qui s'affrontent — Tristan-Don Juan — repris par Sollers, sont « ironisés », donc mis à distance. Qui de mieux alors qu'un narrateur tourné vers l'Orient ? « Il est en effet spécialiste de chinois, ce qui lui permet d'avoir un certain détachement ». Et de le cultiver.

Eh oui, Sollers le dit enfin ! Ce qui était diffus dans ses précédents livres, et contesté par beaucoup, est désormais clair : « Les gens croient que je fais l'apologie de l'amour physique, de la sexualité, etc. C'est évidemment le contraire. » Et je pense que je me rapproche de ce que doit penser profondément une femme : que « tout cela », ce n'est pas grand-

chose. « Le taoïsme est, certes, très présent », précise-t-il. Il y a là des exercices tout à fait évidents de maîtrise corporelle et sexuelle.

L'île, grise dans le petit matin

Le regard porté sur l'Occident n'a de sens que par rapport à l'Orient, se regarde à partir de sa différence étant la seule manière de penser un renversement. Les renversements, bien sûr, sont multiples dans le *Lys d'or*, que l'on joue sur la relation amoureuse, sur le discours amoureux, sur les rôles respectifs de l'homme et de la femme, sur la littérature, notamment sur la Recherche (Proust est constamment présent dans ce livre), les *Mille et Une Nuits* (avec, cette fois-ci, un homme pour réclamer), etc. Sur tous ces thèmes, Sollers, qui adore jouer

avec sa culture, est aussi disert, quand on l'interroge, qu'il est discret sur le thème de l'île, si important et si nouveau dans ce texte. « C'est central », dit-il simplement, c'est pour diversifier la sensation au maximum », avant d'admettre : « Je n'en parle pas volontiers parce que j'ai l'impression que c'est inaudible. Et puis il faut le lire. Cela s'écrit. Cela ne se parle pas vraiment. »

Oui, il faut le lire, découvrir l'île, grise dans le petit matin, « gris sur gris s'enfonçant dans le bleu en gris, brume et ardoise mouillée, chiffon gris. La cri des mouettes est gris, lui aussi, grinçant, chasseur. Le sel, grain par grain, est derrière le vent, en attente. » Il faut, avec le narrateur, regarder les oiseaux, apprendre des poèmes chinois : « C'est ce qui est si beau, en chinois, cette impression que des yeux infinis, infinitifs, rapides, veillent dans un coin d'espace résumant un temps

poudroyant. Un coin flottant, détaché, comme moi, là, maintenant, soleil éclaboussant l'ou, vert passé des couleurs. »

Avec le *Lys d'or*, Philippe Sollers en finit avec quelque chose. Après un cycle — *Femmes*, *Portrait du joueur*, le *Cœur absolu* (2) — où les relations hommes-femmes apparaissent à travers « l'accumulation d'aventures, de chroniques casanovistes », ici il « traite de la résistance ». C'est le début d'une nouvelle période, mais à la fin du livre tout reste en suspens. Pour sortir de cette aporie, Philippe Sollers donnera peut-être le grand essai qui manque à sa panoplie, ou, comme il se doit, passera au mythe. Attendons. Cela ne devrait pas être long.

JOSYANE SAVIGNEAU.

(1) Gallimard, 1983.
(2) Le *Cœur absolu* est repris en « Folio » (n° 2013).

Carver et Vautrin : une même compassion

(Suite de la page 13.)

Son réalisme, il va le chercher non dans le cadre où évoluent ses personnages, non dans leurs gestes, mais au fond de leur tête, de leur cœur et de leurs tripes. Au siège de leur manque, au milieu de leur malheur d'être, à la source de leur faiblesse, à la levée de ce petit bout d'espérance qui les fait continuer à vivre et s'enfoncer plus avant sur des chemins sans issue. C'est évidemment dans ce double mouvement de sympathie et de lucidité qu'il faut essayer de trouver le secret de l'écriture de Carver, plutôt que dans une quelconque recette stylistique.

Dans des contrées incertaines

Le réalisme de Jean Vautrin est d'une tout autre couleur : lyrique. Vautrin aime les mots. Il les caresse, les violence, les froite les uns aux autres pour en faire jaillir des étincelles. A l'occasion, il les invente. Et comme parfois les mots qu'il courtise se mettent d'eux-mêmes à fabriquer des histoires, Vautrin, qui n'a pas le courage de les brimer, se laisse entraîner à leur suite et accepte initialement « construit pour sa nouvelle, d'abriter des familles de

squatters un tantinet débraillés. Les amateurs de chambres bien rangées et de récits tirés au cordeau comme on fait les lits au carré sont priés d'aller lire ailleurs.

Pas plus qu'il n'est question d'éteindre le feu des mots, il n'est raisonnable chez Vautrin de se ligoter à la description d'un milieu social ou géographique. Les nouvelles de *Dix-huit tentatives pour devenir un saint* se situent dans des contrées incertaines — une manière de Disneyland avec le chemin de croix du Christ, les tas d'ordures de Mexico, un grenier d'opéra, la chambre d'une jeune fille ou celle d'une serveuse qui fait des passes pour arrondir ses fins de mois, — avec des personnages qui ont souvent des noms étranges — des Winckelmayer, des Pflingendorfer, des Dollnitz et des Robinson Dundee. La vérité de ces récits bousculés et stridents est à la fois plus précise et plus générale que celle qui pourrait émaner de la description d'une situation, d'une époque ou d'une catégorie sociale : chaque nouvelle de Jean Vautrin pourrait prendre le titre qu'il a choisi pour l'une d'entre elles : *Une envie d'aimer*.

Qu'il parle d'un très vieux et très sévère notable qui cherche

chez une prostituée une dernière tendresse, d'une adolescente étouffée par les désirs de son père, d'un impuissant qui cède la place à l'amant de sa femme pour que celle-ci ait sa part de plaisir, ou encore d'une femme qui cherche à résister au retour de son si muet et si séduisant mari, Vautrin ne dit presque rien d'autre que cet éperdu besoin d'amour qui, pour le meilleur en même temps que pour le pire, fait exploser l'ordinaire de la vie pour conduire ou ne sait trop où : à la folie, à la mort, à l'oubli de soi, parfois même au bonheur.

Et c'est là, au plus profond, à l'essentiel, que Carver et Vautrin se rejoignent : dans cette générosité violente, dans cette compassion — au sens étymologique — pour leurs personnages et pour leur misère qui est une des formes les plus rares de l'amour. Leurs nouvelles sont vraies parce qu'ils aiment.

PIERRE LEPAPE.

★ LES TROIS ROSES JAUNES, de Raymond Carver, traduit de l'anglais (États-Unis), par François Lesquén. Fayot, 226 p., 85 F.

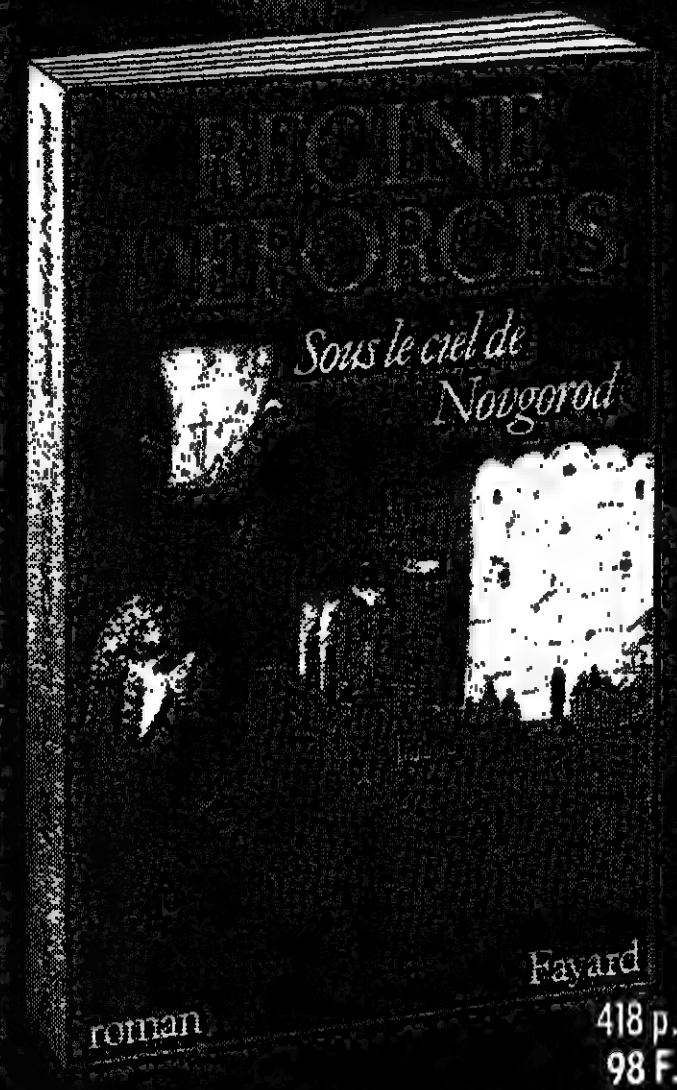
★ DIX-HUIT TENTATIVES POUR DEVENIR UN SAINT, de Jean Vautrin. Fayot, 200 p., 75 F.

RÉGINE DEFORGES



Une turbulente saga russe où ne manque aucun des ornements du grand roman historique à la Walter Scott : chevauchées dans la neige, hordes de loups, montaux de fourrures, princesses ardentes et trahies, dames d'atour, rois tirillés entre les exigences de la politique et d'innombrables pulsions physiques, non moins impérieuses...

Irene Froin, Paris-Match



La plus grande histoire d'amour de cette année qui débute à presque un millénaire... Sous un titre qui déjà fait rêver, *Sous le ciel de Novgorod*, Régine Deforges nous la raconte avec un luxe de détails et une sensibilité romanesque qui sont l'apanage exclusif d'une femme, écrivain populaire de surcroît.

Yves Salgues, Jours de France

Aventures, amours contrariées, rivalités sanglantes, sabbats de sorcières à l'ombre des cathédrales... c'est le grand chambardement des âmes et de la fatalité tel que les aime Régine Deforges.

Françoise Ducout, Elle

FAYARD

حکذا من الاصل

● LETTRES ÉTRANGÈRES

Graciliano Ramos

dans les ténèbres du totalitarisme

Mémoires de prison, constat de la brutalité des hommes, est aussi une façon subtile de raconter le Brésil des années 30

QUAND, pour des raisons politiques, on exclut un homme de la vie en l'enfermant dans une prison, on porte certes atteinte à son intégrité physique et à sa dignité, mais on cherche aussi à briser sa sensibilité et son intelligence. On introduit dans son existence des faits imprévisibles et invraisemblables en mettant en avant « des détails brutaux, des formalités bizarres et des phrases absurdes ». Il s'agit de le tourmenter en lui présentant des faits insignifiants jusqu'à ce que sa raison bascule.

L'écrivain brésilien Graciliano Ramos (1892-1953) a subi cette forme de torture de mars 1936 à janvier 1937. Il a été arrêté et mis en prison sans raison, sans procès. Le Brésil vivait à l'époque sous la dictature de Getulio Vargas. Celui-ci avait pris le pouvoir en 1930 et révisé la constitution en 1937, le système autoritaire de l'Estado novo.

Rien de précis n'a été notifié par la police à Ramos, connu pour avoir publié deux romans (*Coactos*, sorti en 1933 sous la pression de son ami Jorge Amado, et *Sao Bernardo*, en 1934, traduit chez Gallimard en 1986). En outre, de 1928 à 1930, il exerça la charge de maire, puis occupa le poste de directeur de la presse officielle de l'Etat d'Alagoas, à Maceio. Ses fils étaient membres de la Jeunesse communiste ; quant à lui, il ne dissimulait point ses idées progressistes et humanistes. Mais aucun fait déterminé ne lui fut reproché par ceux qui l'arrêterent. On ne peut trouver dans ses romans de quoi nourrir une accusation et justifier une agression. Mais le propre d'une dictature, c'est d'exercer son autorité arbitrairement et de ne devoir d'explication à personne.

Graciliano Ramos pensait qu'il avait été pris au hasard, comme tant d'autres citoyens, dans le dessein de répandre la peur et de faire croire que le pays était menacé par une vaste conspiration secrète. *Mémoires de prison* est plus qu'un témoignage sur l'univers carcéral dans ses contradictions et paradoxes ; c'est une étude des caractères de ces personnages déstabilisés, propulsés



Graciliano Ramos : « Je vieillissais vite. »

dans l'enfer des petits détails qui, amassés, constituent une vie bricolée, un semblant de vie sociale fondée sur l'humiliation et la déchéance. Ramos a été très attentif à ces détails et à la manière dont ils sont utilisés par les agents de la répression : « C'est avec ces petites poussières, écrit-il, que la police construit ses monuments de misère. »

« Des paysages humains »

Ne sachant pas pourquoi il a été transféré de prison en prison, Ramos va essayer de rendre utile ces journées interminables. Il constate justement que le temps a changé de rythme : il devient lent et confus ; la nuit règne sans début ni fin. Il pensait, lui qui se considérait comme « une sorte de

révolutionnaire théoricien et minable », que la prison allait le mettre en contact avec de « vrais révolutionnaires ». Mais on le met avec les prisonniers de droit commun ; et, comme le poète turc Nazim Hikmet, il va reconstituer le pays à travers tous ces « paysages humains ».

Peu à peu, la réflexion politique va céder la place à l'observation quasi ethnographique de la vie carcérale. On voit les choses dans la prison non pas à côté, mais dans les immondices, non loin d'un puits d'urine. Comme il dit, « je vieillissais vite » ; ce qu'il voyait le rendait fou de colère ; puis il se souvenait que, dans son pays, une vie a peu de valeur : « Voilà comment l'on voit les choses dans ma région, surtout dans le Sertão. L'individu tabassé résiste : faute d'armes, il utilise ses ongles et ses dents, il abrège le supplice et meurt aussitôt, car, s'il survit, il sera perdu. Jamais plus on ne le

prendra au sérieux. Il peut oublier le fouet, il a besoin de l'oublier : loin de chez lui, il tente de retrouver ses droits insignifiants de citoyen ordinaire. Mais les autres n'oublient pas. C'est un stigmate indélébile, un tatouage de l'âme. »

Ramos lora sans cesse mentalement le va-et-vient entre le Sertão et la prison, entre la vie dite normale et la survie dans l'aviation, là où les événements semblent dépourvus de raison, où les choses ne se relient pas les unes aux autres. C'est la folie qui menace : « Fuite d'objets et de faits, nous créons des fantômes. (...) Nous voudrions devenir fous ou posséder le courage de nous attacher une corde au cou et de faire le plongeon décisif. » La brutalité est ainsi banalisée ; elle est quotidienne et gère les relations entre les prisonniers. C'est cela qui inquiète le plus Ramos. On lui dit qu'il est juste de passage dans ces « lieux d'inconfort ». Mais il se surprend à penser que « la souffrance des autres nous rend moins malheureux ». Il apprend que la prison est faite pour annuler la sensibilité. Il se demande s'il n'est pas devenu un monstre parce que l'habitude à tant d'horreur. Il est persuadé que son intelligence va sombrer dans cette banalisation, comme a sombré son désir érotique.

Mémoires de prison est plus qu'un constat des brutalités dont l'homme est capable ; c'est aussi une façon subtile et ingénieuse de raconter le Brésil des années 30. Plus qu'une dénonciation, c'est le portrait d'une société perdue dans les ténèbres du totalitarisme militaire. C'est une longue confidence d'un grand écrivain qui doute avec rigueur et sans complaisance de l'utilité et des limites de l'écriture, car, comme il dit, « la prison n'est pas un jouet littéraire ». Et pourtant Ramos a écrit là une œuvre majeure de la littérature brésilienne.

TAHAN BEN JELLOUN.

★ *MÉMOIRES DE PRISON*, de Graciliano Ramos, traduit du portugais (Brésil), préface et annoté par Antoine Seel et Jorge Coêl, Gallimard, 700 p., 250 F.

Le chaos de Rubem Fonseca

PAS plus que le furet de la chanson, la vérité n'offre de prise réelle au romancier qui la pourchasse. Gustavo Flávio, écrivain « satyre » et « gloton », acteur principal du roman de Rubem Fonseca *Bufo et Spallanzani*, en sait quelque chose. La poursuite, cette vérité, à travers les arabesques de la fiction, il ne parvient, au bout de la course, qu'à être rattrapé par elle... « Si la vérité est relative, le mensonge est relatif... Voyez comme la pensée est une activité excitante », affirme d'ailleurs l'un des nombreux protagonistes qui se cachent dans les plis de cette histoire enfilée. Séduisant aphorisme détourné de Nietzsche, qui ouvre toutes grandes les vannes de l'imaginaire romanesque !

De meurtres en cadavres, de considérations sur l'amour ou la littérature en références savantes et ironiques, Rubem Fonseca s'amuse du chaos qu'il ne cherche à l'ordonner. Au sein de ce chaos, seul le policier Guedes, sorte de Javart au « visage maigre » et aux

« yeux jaunes », garde la tête à peu près froide...

Dans ses meilleurs moments, *Bufo et Spallanzani* peut faire songer aux grands modèles du roman noir américain, Rio valant bien New-York pour ce qui est de la criminalité. Mais l'auteur, nourri de littérature française (les initiales de Gustavo Flávio sont aussi celles de Flaubert) et européenne, s'égare trop souvent dans les méandres de son récit, qui perd alors de son rythme et de sa vivacité. L'ironie et l'humour des digressions ne les empêchant pas d'être lourdement didactiques. « L'écrivain doit être essentiellement un subversif », écrit Fonseca. A trop vouloir subvertir la forme romanesque, on risque l'annul sans formes. *Bufo et Spallanzani* ne parvient pas toujours à contourner ce risque.

PATRICK KÉCHICHAN.

★ *BUFO ET SPALLANZANI*, de Rubem Fonseca, traduit du portugais (Brésil) par Philippe Billé, Grasset, 270 p., 92 F.

La mémoire de Belmiro

C'EST dans un Minas-Gerais plus contemporain et fort différent de celui de son compatriote Dourado que Cyro dos Anjos place son narrateur, Belmiro. Ici, l'intropection prend le pas sur l'histoire. L'exploitation des gisements du Minas n'est plus aussi lucrative, et la décadence des grandes fazendas aidant, Belmiro Borba se retrouve petit fonctionnaire à Belo-Horizonte, dans les années 30 de ce siècle.

Lucide et quelque peu désenchanté, Belmiro sait que les mornes fonctions qu'il assure au service du développement ne requièrent aucun talent particulier et ne sont pas d'une utilité avérée. En dehors des heures où il fait acte de présence au bureau, il fréquente un groupe d'amis farfelus avec lesquels il partage beuveries ou élucubrations philosophiques. Et, lorsqu'il regagne son logis, il y retrouve jamais que ses deux vieilles tantes et un perroquet déprimé et vindicatif, Tomé. Belmiro s'avise soudain que son existence est enkystée dans cet univers petit-bourgeois. Se voyant borné « à un paysage confiné », à un horizon presque domestique », Belmiro cherche un moyen de fuir le présent, mélancolique et insipide, pour se réfugier dans le « petit monde caribéen » de sa jeunesse.

et décide de s'atteler à la rédaction de ses *Mémoires*. Mais il s'aperçoit très vite que le présent, si insignifiant soit-il, parasite le passé, le supplante sans cesse et entrave son projet. Il ne s'agit donc pas de *Mémoires*, mais, « dans un registre nostalgique, d'un aide-mémoire sans queue ni tête » où se répèteront toutes les variations qui affectent la sensibilité de Belmiro.

A. B.

★ *BELMIRO, BELO-HORIZONTE 1935*, de Cyro dos Anjos, traduit du portugais (Brésil) par Cécile Tricoteur, Ed. A.M. Métailié, 256 p., 120 F.

Vassilikos intime

L'auteur de Z s'oriente vers des textes plus personnels.

LES écrivains grecs évoquent souvent les péripéties que leur pays a connues depuis son indépendance. Habituellement, ils traitent d'événements survenus plusieurs années, parfois plusieurs décennies auparavant. Vassilikos, cinquante-quatre ans, auteur d'une œuvre extrêmement abondante, composée pour l'essentiel de textes relativement courts, a pris le risque d'abolir cette distance. Les journaux grecs parlaient encore de l'assassinat du député de gauche Lambrakis par des extrémistes de droite, qui eut lieu en 1963, quand il publia Z, qui retrace cette affaire. Il a le goût du journalisme et de la politique.

Durant quatre ans, il renoua à l'écriture pour se consacrer à la direction des programmes de la première chaîne de télévision grecque, que lui confia le Parti socialiste actuellement au pouvoir. A lire ses derniers textes, minuscules, mi-récits autobiographiques, réunis sous le titre *Réves diurnes*, on a pourtant nettement l'impression que son intérêt pour la politique s'affaiblit.

L'auteur porte en revanche un intérêt de plus en plus vif aux individus, à leurs aspirations secrètes. Il prête une oreille attentive aux propos, parfois délirants,

des chauffeurs de taxi athéniens. Il imagine un journal ne publiant que des textes de ses lecteurs, s'exprimant dans la plus parfaite liberté. Il raconte les pérégrinations dans Athènes d'un montreur d'ours, ses démentis avec la police. Il parle longuement d'une femme qui semble l'avoir beaucoup fait rêver. Le dialogue de cette femme avec la pluie qui martèle une fenêtre est sans doute le meilleur

moment de *Réves diurnes*. Il avoue ses peines d'écrivain. Il y avait bien longtemps qu'il ne nous avait donné un livre aussi littéraire, aussi personnel, aussi touchant.

VASSILIKOS ALEXAKIS.

★ *RÉVES DIURNES*, de Vassilikos ALEXAKIS, traduit du grec par Gisèle Jeanperin, Gallimard, coll. « Du monde entier », 254 p., 92 F.

Kazantzaki mystique

Si l'on n'a pas le sentiment d'être le maillon d'une chaîne composée de tous les hommes, présents, passés et à venir, mais aussi de tous les animaux, et de toutes les plantes ; si l'on n'est pas convaincu que l'on contribue au salut de l'humanité, en combattant vigoureusement ses propres démons et ses faiblesses ; si l'on n'a pas un tempérament de héros ni de martyr ; si l'on ne croit pas en une sorte de dieu « dansant hors des frontières de la légende », eh bien, on aura beaucoup de mal à lire jusqu'au bout le livre pourtant très court de Nikos Kazantzaki, où il explique, par une série de recommandations, comment il convient de conduire son existence.

Ecrit en Allemagne peu d'années après la révolution soviétique, *Ascèse* constitue

une synthèse de l'enseignement de Nietzsche, de Léanne, du Bouddha et du Christ. L'auteur de la *Dernière Tentation* n'est pas convaincu de l'existence de Dieu. Il considère cependant qu'en toute chose, Dieu tend les bras vers la lumière. Si l'on n'est pas enclin au mysticisme, on préférera nettement les romans de Kazantzaki à cette œuvre. Elle n'est d'ailleurs pas inédite en français, ayant été déjà publiée dans la collection « 10/18 ».

V. A.

★ *ASCÈSE*, de Nikos Kazantzaki, texte établi par Aziz Izet, éd. Le Temps qu'il fait, 115 p., 72 F.

Dourado et le baroque brésilien

Le mythe de Phèdre adapté aux mœurs du Minas-Gerais.

AVEC la Mort en effigie, le troisième de ses romans traduits en français, Autran Dourado poursuit son entreprise de démythification d'un Brésil trop souvent perçu à travers un folklore réducteur, et aborde, en l'adaptant aux us et particularités du Minas-Gerais, le mythe de Phèdre. Autant dire que son goût du baroque et ses exceptionnels talents de « charpentier » en littérature se déploient tout au long de cette tragédie qu'il a choisi de situer à la fin du dix-huitième siècle, précaution qui lui permet d'analyser et de dénoncer le pouvoir autoritaire en toute quiétude.

L'œuvre, de construction très élaborée, se divise en « Quatre journées », dont la première, intitulée « La Force », met en scène la sinistre pratique de « la mort en effigie » qui avait cours sous l'autorité portugaise et frappait quiconque s'était soustrait à la loi. « ...Figuré en effigie, sous la forme d'une statue ou d'un pantin, à cause qu'il est absent et qu'il a fui le bras de la loi séculière et même celui de la loi canonique (...) Coupable proclamé mort aux yeux de la vérité civile, ses biens pouvant en conséquence être acquis par quiconque souhaiterait s'en porter acquéreur ; de même, son corps, au cas où il

serait découvert, la recherche d'icelui étant instantanément recommandée, pourra faire l'objet de destruction définitive par balle, poignard, épée, sabre, main ou toute espèce d'engin mortifère, sans que la dénomination de criminel puisse être attachée à son auteur... »

Ainsi en va-t-il de Januário, jeune mulâtre accusé d'avoir assassiné un représentant de l'autorité royale. Son supplice en effigie a eu lieu sur la Grand-Place, devant la foule des badauds rassemblés : le bourreau Mulungu l'a bel et bien conduit à la potence et pendu haut et court sous la forme d'un bonhomme de paille. Depuis lors, il mène l'existence traquée du fugitif, de ce prosaïque de chacun à le droit, et même le devoir, d'abattre.

Mais Januário a-t-il effectivement commis le crime dont on l'accuse ? Et dans ce cas, pourquoi l'a-t-il commis ? C'est ce que l'auteur dévoile peu à peu, distillant les données du drame avec une parcimonie qui, paradoxe formidable, s'accroît d'un foisonnement vertigineux d'images, d'anecdotes, de détails, de redites. Car il faut, pour atteindre l'or de la vérité, parcourir les lacs et les méandres que trace le flot de sa langue toujours charmée, profuse, incantatoire.

Rivière aurifère qui charrie horreurs et merveilles, qui recèle des désirs furieux et des passions inavouables, tel est ce texte qui exige d'être accompagné, ou exploré, avec la passion inquisitrice du chercheur d'or. A cette condition, on en sortira enrichi, c'est-à-dire édifié sur le caractère implacable et arbitraire du destin, aussi bien que sur la solitude irrémédiable de l'être.

ANNE BRAGANCE.

★ *LA MORT EN EFFIGIE*, d'Autran Dourado, traduit du portugais (Brésil) par Geneviève Lebrich et Nicole Bires, Ed. A.-M. Métailié, 322 p., 136 F.

Autres parutions

● José Sarney : *Au-delà des fleuves*. — Des nouvelles où se marient la trépidation et la violence. Par le président de la République brésilienne. Préface de Jorge Amado, traduction de J. Orochioni. (Stock, 272 p., 98 F.)

● Ferreira de Castro : *Forêt vierge*. — « Un écrivain qui suit l'évolution comme personne les beautés et les horreurs de l'Amazonie », disait Blaise Cendrars de cet auteur portugais, né en 1898 ; qui séjourna longtemps au Brésil et mourut à Porto en 1974. Le roman avait déjà paru en français, avant la guerre. Introduction et traduction de Blaise Cendrars. (Grasset, coll. « Les Cahiers rouges », 288 p., 49 F.)

Leure

Les m

Fanny

Les Noirs Mississ

CINÉMA

« Pleure pas, my love », de Tony Gatilif

Les mirages de l'amour

Star dans *Pleure pas, my love*, aristocrate en exil dans « *La grande cabriole* » de Nina Companeez, Fanny Ardant reste fidèle à son personnage de « femme du beau monde ». Elle ne le renie pas, mais souhaiterait le faire évoluer.

Une chambre modeste, des photographies, des magazines de cinéma avec, partout, la même image d'une comédienne oubliée. La voix d'une femme s'élève, par-delà la mort : Simone Lary, jadis découverte par le metteur en scène Baronski, a raté sa carrière au fil des années. Elle vient de se suicider. Par son journal intime, elle parle à son fils, Fred (Rémi Martin). Il pleure, il a mal.

Et puis il va rôder à la campagne, du côté de la villa où vit Baronski (Jean-Pierre Sentier). Dans le parc, une très belle jeune femme s'exerce au tir à l'arc : Roxane, la compagne du cinéaste, la vedette de l'écran (Fanny Ardant). Un jour, Fred se fait recevoir chez Baronski et lui annonce qu'il est son fils naturel. Le metteur en scène lui ouvre les bras.

Que le garçon tombe amoureux de Roxane est dans l'ordre des choses. Quand on aime le cinéma, on aime Fanny Ardant. Baronski pourrait en prendre ombrage s'il prêtait attention à autre chose qu'à lui-même, au film qu'il est en train d'écrire. Sous l'aspect tranquille, un peu naïf, de Jean-Pierre Sentier (le choix de l'acteur est particulièrement heureux) se cache un tyran qui organise le destin des autres.

En dix ans et trois films, *La Terre au ventre*, *Les Princes*, *Rue du Départ*, Tony Gatilif est passé de

l'hypperréalisme au réalisme poétique, en racontant et défendant les marginaux, les exclus de la société. Il a vu Rami Martin dans *Le Thé au harem d'Archimède*, de Mehdi Charaf, et senti, dit-il, qu'il était de sa famille. Il l'a donc projeté, dans un monde qui le fait rêver. Avec Rémi Martin, comédien en pleine ascension, jouant, ici, la sensibilité à fleur de peau, la passion, et avec Fanny Ardant, Tony Gatilif effectue un beau passage au grand mélodrame romantique. Si Baronski est un cinéaste-auteur bien français par son comportement, Roxane, la vedette domestiquée, et Fred, l'amoureux fasciné, retrouvent, en l'île-de-France, à Paris et sur les hauteurs de Saint-Cloud, les mirages et les tourments de l'amour que filmait à Hollywood John Stahl et Douglas Sirk. On s'y laisse emporter jusqu'au vertige d'une fin flamboyante.

J. S.

Fanny Ardant : « Je ne suis pas ce que l'on pense »

Depuis *Desiderio d'Anna Maria Tota* — il y a cinq ans —, Fanny Ardant tourne autour en Italie qu'en France. Elle passe de *Resnais* et *Gosta Cavras* à *Vittorio Gassman* et *Carlo Tuzzi* (Affabulazione, qu'on n'a pas vu), de *Resnais* et *Deville* à *Scola* ou à *Margaretha von Trotta* et *Gianfranco Lazotti* (Piazza Navona). La diffusion à la télévision de la *Grande Cabriole*, le roman des aristocrates émigrés, de Nina Companeez, la sortie de *Pleure pas my love*, de Tony Gatilif, la placent, comme on dit, sous les projecteurs de l'actualité. De Londres, où elle achève de tourner *Australia*, avec Jeremy Irons, elle a fait un saut à Paris.

« Vous savez, la France, l'Italie, c'est l'effet du hasard, un concours de circonstances. Je n'ai jamais refusé un film français avec une production solide. Je ne raisonne pas en termes de carrière. La nationalité des films m'importe peu, en Europe tout au moins, car il n'y a pas de changements de civilisation, de culture.

« Les *Trois Sœurs* était une adaptation libre de Tchekhov, en Italie, avec une réalisatrice allemande, des techniciens italiens. Sans les techniciens, pas de film. Disons que les *Trois Sœurs* appartient à l'Italie.

« J'ai un nouveau projet avec Margaretha von Trotta. Et je termine *Australia*, de Jean-Jacques Andrieu, film belge avec tournage en Angleterre.

« Je n'ai pas envie de travailler aux États-Unis, je suis plutôt attirée par la Russie. J'ai vu un film

d'Alexei Guerman *Mon ami Ivan Lapchine*. J'ai été fascinée. Voilà quelqu'un avec qui je voudrais tourner.

« J'aime beaucoup les personnages russes, quand ils vivent une sorte de tragédie, qu'ils accomplissent un itinéraire. La rédemption ou la chute. Je ne pense pas à Anna Karénine : je suis obsédée par Nastassia Philippovna — dans *Idiot*, de Dostolevski — cette femme qui évolue entre le bien et le mal. Je suis attirée par les rôles en porte à faux, ambigus.

Une ouvrière ou une paysanne du dix-neuvième siècle

« On dit que j'ai un accent snob (seizième arrondissement, pour simplifier !), que cela me limite. Je ne sais pas, je ne m'entends pas parler. Je suis comme je suis, pas comme on pense. Mais il faut être lucide. On ne peut pas tout jouer, ni limiter un rôle à sa classe sociale. Je serais capable de jouer une ouvrière ou une paysanne, à condition qu'elles appartiennent au dix-neuvième siècle. J'aimerais des personnages à créer de toutes pièces, comme dans les films de Bertrand Blier.

« Je peux dire que, jusqu'ici, j'ai tourné comme j'ai vécu. Il n'y a pas eu de stratégie de ma part. J'aime le défi, les transformations physiques et morales. Dans *La Grande Cabriole*, Laure-Adélaïde de Clabrilant est une aristocrate, une enfant gâtée. En même temps, elle veut que sa vie bouge, elle attend les orages sans savoir à

quoi elle s'expose. Aristocrate par la naissance, elle subit des épreuves, tombe de haut, mais ne rompt pas. Avant tout, elle veut survivre. Elle se sert des gens et ne pleurniche pas sur un château perdu, des vacances brisées.

« Croyez-moi, il ne suffit pas d'avoir un accent « snob » pour jouer Laure-Adélaïde, avec son côté : « Rien à déclarer, madame la marquise ». Il faut être en représentation comme au théâtre. Il faut un dialogue avec des émotions diverses, la musicalité de la langue du dix-huitième siècle, ce qui a fort bien retrouvé Nina Companeez. C'est en disant certains mots qu'on se sent bouger, intérieurement.

« J'ai déjà tenu un rôle de vedette de cinéma dans *Les Enragés*, de Pierre-William Glenn. J'ai tourné un rôle semblable dans *Pleure pas my love*, parce que j'ai eu un coup de cœur pour la façon dont Tony Gatilif, en me le proposant, me parlait et ne me parlait pas du scénario.

« Il disait : « Je voudrais faire un film qui se passerait en été, un film de lumière, pudique, jamais voyeur. Une histoire d'amour où on ne parlerait que d'amour ». Tony Gatilif a une passion pour le cinéma : les metteurs en scène, les vedettes. Son cinéaste, Baronski, est un créateur, mais un créateur peut être aussi un destructeur.

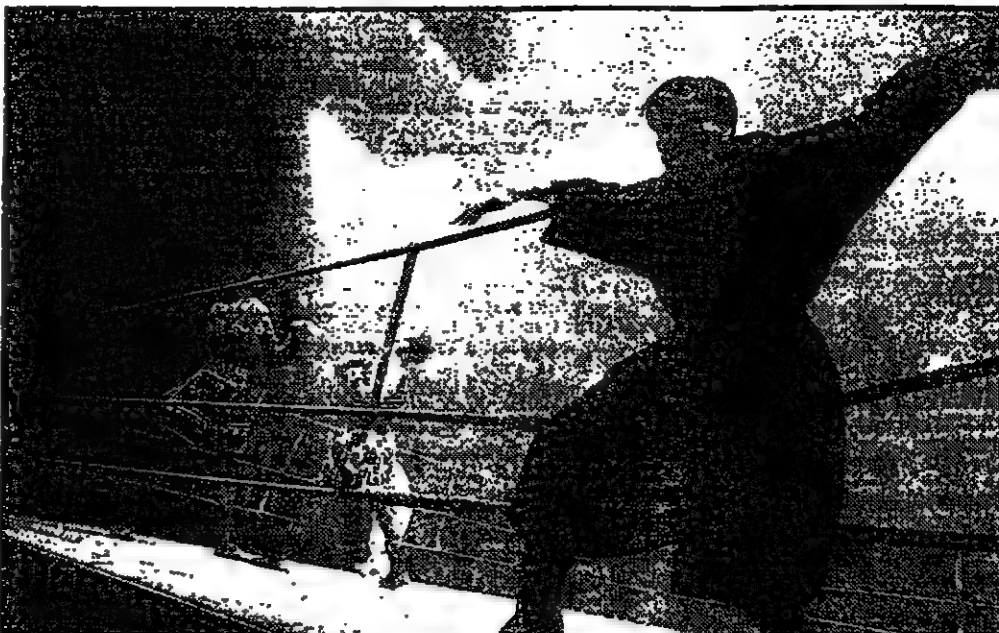
« C'est en jouant une actrice que j'ai compris qu'une actrice n'existe pas : sauf dans la coulisse ou quand elle joue. »

Propos recueillis par JACQUES SICLIER.

DANSE

« KoX », à la Grande Halle de La Villette

Chopinot remonte sur le ring



Voilà donc à Paris l'étonnant spectacle de Régine Chopinot, qui n'est déjà pas passé inaperçu à La Rochelle, Bordeaux et Reims. Main de velours dans un gant de boxe, Chopinot captive avec la seule transposition chorégraphique d'un match alors que l'enjeu réel de la victoire n'est plus là. Sous l'œil d'un hilarant et minuscule arbitre, Alonso Plumard, Poids Chiche, Archie Black et Boo Bull enchaînent crochets, directs, uppercuts et esquives avec une technique savante, précise, élégante. Le rituel est superbement théâtralisé sur un ring tournant, par des airs d'opéras de Verdi et de Wagner chantés par Marie Arger, de ravissants costumes de Jean-Paul Gaultier, des éclairages véhéments. Au-delà de sa beauté formelle, le spectacle est poétique, émouvant, et touche aux secrets du « noble art ».

★ Grande Halle de La Villette, jusqu'au 4 février. Tél.: 42-49-77-22.

VARIÉTÉS

Au vingt-troisième MIDEM

Le « show-biz » face à sa nouvelle prospérité

Le Marché international du disque et de l'édition musicale s'est terminé à Cannes, mercredi 25 janvier, comme il avait commencé : dans l'euphorie. (Le Monde du 24 janvier).

L'industrie musicale se porte de mieux en mieux. Et la chanson française a le vent en poupe, même à l'exportation. Mais si M. Jack Lang a confirmé, à Cannes, que le ministère de la culture allait soutenir la construction de dix nouveaux Zénith — déjà annoncés en 1985 — dans les régions et l'aménagement de mille lieux de répétition pour les jeunes groupes, il a aussi insisté auprès des professionnels de la musique pour que ceux-ci développent des actions d'intérêt général à partir des ressources nouvelles provenant de la copie privée et de la « rémunération équitable ». Ainsi a été soulignée l'importance de la Fondation pour la création et la diffusion musicales

sonores, un des organismes issus de la loi du 3 juillet.

Avec des ressources provenant justement de la copie privée et de la « rémunération équitable », la Fondation va lancer cette année une série de programmes en faveur du disque (avancées sur recettes pour de jeunes artistes de variétés, subventions pour la musique classique), du spectacle vivant, de la vidéo-musique, de la formation des musiciens et des chanteurs (Studio des variétés, écoles de jazz de Nîmes et de Nancy), de la promotion de la musique et de son exportation.

L'optimisme affiché à Cannes a été cependant tempéré par le danger toujours présent de la copie privée : rien qu'en France, où une taxe protège à présent les ayants droit, 68 millions d'heures de musique et de chansons ont été « répliquées » sur cassette au cours de l'année écoulée. Et il apparaît nécessaire pour l'industrie, outre la protection du copyright, de trouver d'urgence un moyen technique afin d'empêcher la copie qui, semble-t-il, avec des compact-disques vierges, pourrait être pro-

chainement possible et parfaite, sans aucune déperdition de qualité par rapport au CD original.

L'évolution technique pose un autre problème, mais cette fois pour des producteurs de spectacle. En effet, le format 30 centimètres des CDV (compact-disque vidéo), d'une durée de deux fois une heure, paraît être le support privilégié des concerts enregistrés, comme le confirment les premiers produits lancés sur le marché. Mais filmer un spectacle très vite, ne suffira plus. Le CDV, lié au spectacle vivant, implique de nouveaux enjeux et une nouvelle donne économique.

Face à l'équilibre financier de plus en plus difficile à atteindre, le CDV va représenter une perspective économique non négligeable dans le montage d'un spectacle. L'intérêt commun entre éditeurs phonographiques et producteurs apparaît nettement, mais passe par la définition d'un nouveau partenariat. Qui devra être résolu très vite dans un marché qui bouge désormais très vite.

CLAUDE FLÉOUTER.

Les Noirs américains et « Mississippi Burning »

WASHINGTON
Correspondance

A en juger par les réactions passionnées créées par le film d'Alan Parker *Mississippi Burning*, les pénibles souvenirs des années 60, marquées par le laborieux développement du mouvement des droits civiques, sont restés très vivaces dans l'esprit des leaders de la communauté noire à Washington. L'histoire s'inspire d'une terrible réalité : en juin 1964, trois jeunes militants — deux Blancs, un Noir — furent enlevés puis assassinés par un groupe du Ku Klux Klan (KKK) de connivence avec les autorités locales d'une bourgade du comté de Neshoba (Mississippi). Le FBI paya 30 000 dollars un informateur et, finalement, les auteurs du crime furent arrêtés puis condamnés à des peines d'emprisonnement. Dans le film, les héros sont des agents du FBI, William Daffoe et Gene Hackman. Des Blancs.

Pourquoi le film est-il aussi violemment attaqué et décrié, par plusieurs personnalités noires, comme « une version déformée de l'histoire aboutissant à un lynchage cinématographique de la vérité ? » Essentiellement parce que les agents du FBI sont présentés comme des protecteurs zélés des Noirs, et ceux-ci décriés

comme des martyrs passifs, alors que beaucoup risquèrent leur vie pour défendre leurs droits.

Les leaders noirs s'indignent du beau rôle attribué au FBI, qui, à l'époque, ne se préoccupait pas exagérément de la condition des Noirs. Le FBI, en fait, n'utilisait pas d'agents noirs, et, pour son directeur, Hoover, le Mouvement des droits civiques était une organisation subversive dont les leaders, notamment Martin Luther King, étaient des communistes.

On reproche également au film de se concentrer exclusivement sur les crimes d'un petit groupe du KKK, et de ne pas faire état du racisme latent des habitants du Mississippi. Il les innocente de leur complicité passive.

Alan Parker s'est expliqué franchement. D'abord, dit-il, il n'a pas voulu faire un documentaire mais une œuvre de fiction... « Les deux héros devaient être blancs. Tel est le reflet de notre société et de l'industrie du cinéma », a-t-il dit. En d'autres termes, pour des raisons commerciales évidentes, il fallait donner satisfaction au grand public, qui accepte difficilement des héros noirs, auxquels il a du mal à s'identifier.

HENRI PIERRE.

« La Section » de Darnell Roodt

Ce n'est pas le Vietnam, mais c'est quand même la sale guerre, la guérilla, l'ennemi invisible dans un paysage hostile : ici, c'est l'Afrique du Sud, et les soldats — blancs — se heurtent en plus à la magie d'un sorcier zoulou, image de leur mauvaise conscience. Entre la *Patrouille perdue* et un *Platoon* fauché, et surtout moins flambard, le film de Darnell Roodt est le récit d'un survivant qui se demande s'il a vécu ce cauchemar ou s'il l'a rêvé car « c'est en chacun de nous que réside la violence ». Le message n'est pas original, mais la maladresse même du film, le fait que les têtes de comédiens ne sont pas connues, donnent un air d'authenticité, un certain charme à cette histoire rebattue.

C.G.

« Le prince de Pennsylvanie » de Ron Nyswaner

Une petite ville minière en Pennsylvanie, Rupert Marshetta n'est pas un prince, mais le fils de Gary, un simple mineur. Il roule à moto, se coiffe punk et travaille dans un bar peu reluisant. Lassé de la « rébellion » de l'adolescent — que soutient sa mère — Gary Marshetta le fait bosser à la mine. Rupert découvre que sa mère a une liaison et que son père risque de devenir riche. Alors il l'embrave et lui réclame une raison qu'il compte partager avec sa mère.

Natif lui-même de Pennsylvanie, Ron Nyswaner, qui refusa d'être mineur, semble avoir voulu faire passer dans son scénario des souvenirs personnels et des éléments romanesques qui se télescopent. D'une sorte d'étude sociale, on passe à une sorte de comédie burlesque. On a quelque mal à suivre.

J. S.

THÉÂTRE NATIONAL DE MARSEILLE

LA CRÉE

MARCEL MARÉCHAL

SAISON 88/89

L'ECOLE DES FEMMES

Mise en scène MARCEL MARÉCHAL
AVEC Angelo BARDI, Jean-Paul BORDES, Jacques BOUDET, Michel DEMIAUTTE, Aurelle DOAZAN, Rita MAIDEN, Marcel MARÉCHAL, Olivier PICQ

JOCK

DE JEAN-LOUIS BOURDON
Mise en scène MARCEL MARÉCHAL
AVEC Erick DESHORS, Jean-Claude LEGUAY, Laurence ROY

MOÏRE 88

MARSEILLE LA CRÉE du 6 janv. au 7 fév.

CRÉTEL MAISON DES ARTS du 13 janv. au 15 fév.

et Best (20 et 21 fév.), Pennes (24 et 26 fév.), Montpellier (1^{er} au 5 mars)

صحنه من الاصل

Spectacles

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

THE DINING ROOM. Galerie 55 (43-26-43-51), 20 h 30 (en anglais), 22-34, Centre Georges-Pompidou (43-27-10-11), 21 h 15.
ANTONIN MAL CONQU. Au Boc Fin (42-96-23-35), 19 h.
LA LOCANDIERA. Rosna-Théâtre (42-71-30-20), 20 h 30.
EDMONDE (DE SAUCISSON). Cergy, Théâtre des Deux-Villages (42-71-30-20), 20 h 30.
LES ENFANTS DU SILENCE. Arts Hébertot (43-57-23-23), 20 h 30.
LA VIE DE THÉÂTRE. Mathurins (42-45-40-00), 21 h.
LA FAUSSE SUIVANTE OU LE FOURRE PUNL. Vauca, Théâtre (46-45-46-47), 20 h 30.

ANTOINE - SIMONE-BERTRAND. (42-08-77-71), La Ricamarie, 20 h 30.
ARCANTE. (43-38-19-70), Baudelaire, 20 h 30.
ARLEQUIN. (43-89-43-22), o. Monsieur de Fourcaugue, 20 h 30.

ARTISTIC-ATHEVANS. (43-06-36-02), o. Le Timide au palais, 20 h 30.
ARTS-HÉBERTOT. (43-57-23-23), o. Les Enfants du Soleil, 20 h 30.

ATHÈNE-LOUIS ROUVET. (47-42-67-27), Salle C. Bérard, Le Terrain, 20 h 30. Salle Louis Jouvet, Mademoiselle Julie, 20 h 30.

BOUFFES PARISIENS. (42-96-60-24), Une absence, 20 h 30.
CARRÉ SYLVIA MONFORT. (45-31-28-34), Les Deux Jumeaux vénitiens, 20 h 30.

CARTOUCHE THÉÂTRE DE LA TEMPÊTE. (42-28-36-36), Le Jour se lève, L'opéra, 20 h 30.
CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE. (42-78-44-45), Adèle Ca rita, ca rita, ca rita, 21 h.

CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE. (43-89-38-69), La Galerie, Zéro, ou le Fantôme religieux, 20 h 30. La Ressource, John Gabriel Borkman, 20 h 30.

COMÉDIE DE PARIS. (42-81-00-11), La Première Tête, 20 h 30.
COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES. (47-23-37-21), Une femme sans histoire, 21 h.

COMÉDIE ITALIENNE. (43-21-22-22), Les Délices du baiser, 20 h 30.
COMÉDIE-FRANÇAISE. (40-15-00-15), Salle Richelieu, o. Fin de partie, 21 h.

CRYPTÉE SAINT-AGNÈS (ÉGLISE SAINT-EUSTACHE). (43-36-53-82), La Peste du Téméraire, 20 h 30.
DEUX ANS. (46-06-10-26), Le Coût du père François, 20 h 30.

DEUTHER THÉÂTRE. (42-26-47-47), o. Le Jour de la linéaire, 20 h 30.
EDGAR. (43-20-83-11), Les Babas-Carles, 20 h 15. Nous on fait ça on ne peut pas, 22 h.

EDOUARD-VII SACHA GUITRY. (47-42-57-49), Un mois à la campagne, 20 h 30.
ELDERADO. (42-48-60-27), o. Rêve de Vienne, 14 h 30.

ESSAÏON DE PARIS. (42-78-46-42), Salle L. Borge, le bibliothécaire de Robert, 18 h 30. Les Anciennes Odeurs, 20 h 30.

FONTAINE. (48-74-74-40), Quelle Famille, 21 h.
GATTE-MONTFARNASSE. (43-22-16-18), Frédéric Chopin, ou Le Malheur du talent, 21 h.

GALERIE 55-THE ENGLISH THEATRE OF PARIS. (43-26-63-31), The Dining Room, 20 h 30.
GUICHET MONTFARNASSE. (43-27-38-41), Adèle Agnès, 20 h 30, 22-34, 22 h 15.

HOTEL LUTETIA (SALON BOCHESSE). (45-44-05-05), Le Dernier Quart de lune, 20 h 45.
HUCHETTE. (43-26-38-99), La Canarica, 19 h 30. La Leçon, 20 h 30. La plus d'est pas du tout ce que l'on croit, 21 h 30.

JARDIN D'IVER. (42-62-59-49), La Nuit les chats, 21 h.
LE BATEAU. (42-08-68-99), La Terreur, 21 h.

LE BOURVIL. (43-73-47-84), Ce soir, on m'aime, 20 h 30.
LE GRAND EDGAR. (43-20-90-09), Existe en trois tailles, 20 h 15.

LES DÉCHARGEURS. (42-36-00-02), o. Rouer Beck, 20 h 30.
LIÈRE-THÉÂTRE. (45-86-55-83), Le Procès d'Orsini, 20 h 30.

LUCERNAIRE FORUM. (45-44-57-34), Théâtre noir, Le Petit Prince, 18 h 45. Ramard et Amélie, 20 h. Le Crépuscule des passions, 21 h 30. Théâtre rouge, Contes érotiques arabes du XVIe siècle, 20 h. Quant au diable, n'en parlez pas, 21 h 30.

MADELEINE. (42-65-07-09), o. Les Sept Miracles de Jésus, 18 h. La Fête d'empire, 21 h.
MAISON DE LA POÉSIE. (42-36-27-53), o. Hommage Eliot, 20 h 30.

MARAIN. (42-78-03-53), o. Une vie bouleversée, 18 h 30. L'Avant, 20 h 45.
MARIE STUART. (45-06-17-80), Le Réviseur, 18 h 30. Pigeon gardien de l'ordre, 20 h 30. La Vie après l'amour, 22 h.

MATHURINS. (42-65-90-00), o. Une vie de théâtre, 21 h.
MICROTHÈRE. (47-42-95-23), Pique-nique, 20 h 30.

MOGADOR. (48-78-73-00), D'Artagnan, 20 h 30.
MONTFARNASSE. (43-22-77-74), Voyage au bout de la nuit, 19 h. La Vieillesse, 21 h.

MONTFARNASSE (PETIT). (43-22-77-74), Terres, 21 h.
NOUVEAU THÉÂTRE MOUFFETARD. (43-11-01-09), Le Héros, 18 h. Théodore le Grandeur, 20 h 30.

NOUVEAUTÉS. (47-70-52-76), Le Grand Standing, 20 h 30.
ODÉON. (43-25-70-32), Un bon patriote, 20 h.

ODÉON (PETIT). (43-25-70-32), La Chale, 18 h 30.
PALAI DES CONGRÈS. (48-28-40-90), La Liberté ou la Mort d'après Danton et Robespierre, 20 h 30.

PALAI DES GLACES (PETIT PALAI). (48-03-11-36), Les Vamps, 20 h 30.
PALAI ROYAL. (42-97-59-81), Et le spectacle continue! Raymond Devos, 20 h 30.

PARIS-VILLETTE. (42-02-02-68), Les Rideaux, 21 h.
PENICHE-OPÉRA. (42-45-18-20), o. Nina et les comédiens ambulants, 21 h.

POCHÉ-MONTFARNASSE. (45-49-42-77), Salle L. Borge, Le Plus Heureux des rois, 20 h 45. Salle L. Borge, d'une petite fille, 21 h.

RECHERCHES DU LA DOULE (FL.). Studio Geland, 43-54-72-71.

RECHERCHES DU LA DOULE (FL.). Studio Geland, 43-54-72-71.

RECHERCHES DU LA DOULE (FL.). Studio Geland, 43-54-72-71.

RECHERCHES DU LA DOULE (FL.). Studio Geland, 43-54-72-71.

RECHERCHES DU LA DOULE (FL.). Studio Geland, 43-54-72-71.

RECHERCHES DU LA DOULE (FL.). Studio Geland, 43-54-72-71.

RECHERCHES DU LA DOULE (FL.). Studio Geland, 43-54-72-71.

RECHERCHES DU LA DOULE (FL.). Studio Geland, 43-54-72-71.

RECHERCHES DU LA DOULE (FL.). Studio Geland, 43-54-72-71.

RECHERCHES DU LA DOULE (FL.). Studio Geland, 43-54-72-71.

RECHERCHES DU LA DOULE (FL.). Studio Geland, 43-54-72-71.

RECHERCHES DU LA DOULE (FL.). Studio Geland, 43-54-72-71.

Jeu 26 janvier

FORTE SAINT-MARTIN. (46-07-37-53), Ténor, 20 h 30.
POTINIERE. (42-61-44-16), La Femme, 20 h 45.

MOSEAU-THÉÂTRE. (42-71-30-20), o. La Locustine, 20 h 30.

SAINT-GEORGES. (48-78-43-47), Dile de couple, 20 h 45.

SENTER DES HALLES. (42-36-37-27), Trop tard pour pleurer, 20 h 30.

STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES. (47-23-35-10), Albertine en cinq temps, 20 h 30.

THÉÂTRE 13. (45-88-16-30), Les Sincères, et l'épreuve, 20 h 30.

THÉÂTRE 14 - JEAN-MARIE SERREAU. (45-45-49-77), Le Livre de l'inquantité, 20 h 45.

THÉÂTRE DE L'EST PARISIEN. (43-64-80-80), Amphitryon, 19 h.

THÉÂTRE DE LA MAIN D'OR. (48-05-67-89), Salle L. o. Le Journal d'un fou, 20 h 30. Salle L. o. L'Étranger, 20 h 30.

THÉÂTRE DE LA VILLE. (42-74-22-77), Le Triomphe de l'amour, 20 h 45.

THÉÂTRE DE MONTMONTANT. (46-36-98-00), Pique-nique, 21 h 30.

THÉÂTRE DU BEL AIR. (43-46-91-93), Une chemise de nuit de flanelle, 20 h 30.

cinéma

La Cinémathèque

PALAI DE CHAILLOT. (47-44-24-34)
 French Connection (1971, v.o. a.l.), de William Friedkin, 16 h; Hommage à Kirk Douglas: Champion (1949, v.o. a.l., en présence de Kirk Douglas), de Mark Robson, 19 h; Sept jours en mai (v.o. a.l., en présence de Kirk Douglas), de John Frankenheimer, 21 h.

SALLE GARANCE.
 Centre Georges-Pompidou (47-27-37-29)
 Le Cinéma géorgien: le Papillon (1978, v.o. a.l.), de Nelli Nersis et Genro Tsoulala, le Sapien en exil (1986, v.o. a.l.), de Reno Esauza, 14 h 30; Les Derniers Croisés (1934, v.o. russe trad. subtitulée), de Samson Dolgus, 17 h 30; le Repentir (1984, v.o. a.l.), de Tempré Abouladze, 20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS. (46-26-34-38)
 Les Paris de l'adolescence: Carte blanche à Frédéric Mitterrand: Actualité Gammant, Paris, jeunesse et rock'n'roll (1966) de Michel Parrot et Philippe Labro, Boulevard (1960) de Julien Duvivier, 14 h 30; les Ventes de quinze ans (1965) de Jean Rouch, Adieu Philippe (1963) de Jacques Rozier, 16 h 30; le Puntin (1962) de Jean Rouch, Au Fau Coupé (1967) de Guy Gilles, 18 h 30; Carte blanche à Frédéric Mitterrand: Alger la blanche (1985) de Cyril Collard, Jeux d'artifices (1986) de Virginie Thévenet, 21 h.

Les exclusivités
 LES AILES DU DÉSIR (Fr.-Al. v.o.), o. Épis de Boia, 43-37-57-47.
 L'ARME ABSOLUE (A. v.o.), o. Hollywood Boulevard, 47-47-10-41.

RAGAD CAFÉ. (A. v.o.), o. Ciel Beaubourg, 42-71-52-36; 14 Juillet Odéon, 43-21-59-83; Gaumont Ambassade, 43-59-19-08; 14 Juillet Bastille, 43-57-00-11; Gaumont Parmasse, 43-43-33-30.

BAXTER (*). (Fr.), o. Ciel Beaubourg, 42-71-52-36; UGC Montparnasse, 43-74-94-94; UGC Odéon, 43-25-10-30; UGC Normandie, 43-43-16-10; v.l.: Rex, 43-26-38-93; UGC Montparnasse, 43-74-94-94; UGC Opéra, 43-74-94-94; UGC Lyon Bastille, 43-43-33-30; UGC Gobelins, 43-36-23-44; Miroir, 43-59-52-43; UGC Convention, 43-74-94-94; Images, 43-22-47-84.

ITINÉRAIRE D'UN ENFANT GATÉ. (Fr.), o. Forum Orient Express, 43-23-33-33; Gaumont Ambassade, 43-59-19-08; 14 Juillet Odéon, 43-57-00-11; Gaumont Parmasse, 43-43-33-30; UGC Opéra, 43-74-94-94; UGC Lyon Bastille, 43-43-33-30; UGC Gobelins, 43-36-23-44; Miroir, 43-59-52-43; UGC Convention, 43-74-94-94; Images, 43-22-47-84.

LA FEMME DE MRS AMOURES. (Fr.), o. UGC Odéon, 43-25-10-30; UGC Normandie, 43-43-16-10; v.l.: Rex, 43-26-38-93; UGC Montparnasse, 43-74-94-94; UGC Opéra, 43-74-94-94; UGC Lyon Bastille, 43-43-33-30; UGC Gobelins, 43-36-23-44; Miroir, 43-59-52-43; UGC Convention, 43-74-94-94; Images, 43-22-47-84.

L'INSOUTENABLE LÉGÈRE DE L'ETRE. (A. v.o.), o. Cypocès, 46-33-10-82.

L'INSPECTEUR HARRY EST LA DERNIÈRE CIBLE. (A. v.o.), o. Forum Orient Express, 43-23-33-33; UGC Normandie, 43-43-16-10; v.l.: Rex, 43-26-38-93; UGC Montparnasse, 43-74-94-94; UGC Opéra, 43-74-94-94; UGC Lyon Bastille, 43-43-33-30; UGC Gobelins, 43-36-23-44; Miroir, 43-59-52-43; UGC Convention, 43-74-94-94; Images, 43-22-47-84.

LA LECTURE. (Fr.), o. L'Espresso, 45-44-57-34.

LES MAIRES, LES FEMMES, LES AMANTS

(Fr.): Forum Horizon, 1^{er} (45-06-57-57); 14 Juillet Odéon, 43-25-10-30; Pathe Marignac-Concorde, 43-59-92-82; Publicis Champs-Élysées, 43-20-76-23; Pathe Francaise, 43-70-33-88; 14 Juillet Bastille, 43-57-90-81; Gaumont Aléa, 43-27-84-50; Miroir, 43-59-52-43; Sept Parmassien, 43-20-89-52; 14 Juillet Beaugrenelle, 43-20-76-23; UGC Malicot, 43-48-06-06; Le Gambetta, 43-46-36-10-96.

LE MOINE NOIR. (Sor. v.o.), o. Comot, 45-44-28-80; Le Triomphe, 43-62-45-76.

MON CHER SUJET. (Fr.-Al.), o. Saint-Arthur-des-Arts, 43-26-48-13; Les Trois Bulnes, 43-61-10-60; La Bastille, 43-54-07-75; Sept Parmassien, 43-20-89-52.

MOONWALKER. (A. v.o.), o. George V, 43-42-56-51; Pathe Montparnasse, 43-20-89-52.

NE RÉVEILLEZ PAS UN FILM QUI DORT. (Fr.), o. La Trinité, 43-62-45-76.

LA NUIT BENGALI. (Fr. v.o.), o. L'Espresso, 45-44-57-34.

LOURS. (Fr.-Al.), o. Forum Orient Express, 43-23-33-33; Gaumont Opéra, 43-74-94-94; Pathe Hautes-Fouilles, 43-33-78-38; Gaumont Ambassade, 43-59-19-08; Faurville, 43-43-33-30; Convention Saint-Charles, 43-79-33-00; Pathe Clichy, 43-43-22-46-01.

LA PETITE VOLEUSE. (Fr.), o. Gaumont Les Halles, 43-46-12-12; Gaumont Opéra, 43-74-94-94; Pathe Impérial, 43-42-72-52; 14 Juillet Odéon, 43-25-10-30; UGC Montparnasse, 43-74-94-94; Gaumont Ambassade, 43-59-19-08.

LES FILMS NOUVEAUX

L'ANNÉE DU SOLEIL CALME. Film polonois-allemand de Krzysztof Zanussi, v.o.: Forum Orient Express, 43-23-33-33; Pathe Impérial, 43-42-72-52; 14 Juillet Odéon, 43-25-10-30; UGC Montparnasse, 43-74-94-94; Gaumont Ambassade, 43-59-19-08; Faurville, 43-43-33-30; Convention Saint-Charles, 43-79-33-00; Pathe Clichy, 43-43-22-46-01.

LA BOCA DEL LOMO. Film péruvien de Francisco Lombardi, v.o.: L'Espresso, 45-44-57-34.

LES CIGOGNES N'EN FONT QU'À LEUR TÊTE. Film français de Didier Kaminka: Forum Horizon, 43-23-33-33; Rex, 43-26-38-93; UGC Montparnasse, 43-74-94-94; UGC Odéon, 43-25-10-30; Pathe Marignac-Concorde, 43-59-92-82; Saint-Lazare-Passier, 43-43-33-30; UGC Normandie, 43-43-16-10; Pathe Francaise, 43-70-33-88; UGC Lyon Bastille, 43-43-33-30; Miroir, 43-59-52-43; UGC Convention, 43-74-94-94; Images, 43-22-47-84.

COF. Film américain de James B. Harris, v.o.: Forum Horizon, 43-23-33-33; Action Rive Gauche, 43-23-44-40; George V, 43-42-56-51; Pathe Marignac-Concorde, 43-59-92-82; v.l.: Paramount Opéra, 43-42-56-51; Faurville, 43-43-33-30; Pathe Montparnasse, 43-20-89-52; 14 Juillet Beaugrenelle, 43-20-76-23; UGC Malicot, 43-48-06-06; Le Gambetta, 43-46-36-10-96.

DEVAQUES, SI TU SAVAIS. Film français de Francis Kandel et Francis Schneider: Studio 43, 43-70-33-88.

GORILLAS DANS LA BRUME. Film américain de Michael Apted, v.o.: Forum Horizon, 43-23-33-33; 57-57; Bretagne, 43-22-57-57; UGC Danton, 43-22-57-57; UGC Normandie, 43-43-16-10; Kinepousseur, 43-43-06-30; v.l.: Rex, 43-26-38-93.

43-59-19-08; Saint-Lazare-Passier, 43-43-33-30; UGC Biarritz, 43-62-30-40; 14 Juillet Bastille, 43-57-90-81; Les Nations, 43-43-04-67; Faurville, 43-43-33-30; Gaumont Parmasse, 43-43-33-30; Gaumont Aléa, 43-27-84-50; 14 Juillet Beaugrenelle, 43-20-76-23; Gaumont Convention, 43-43-22-46-01; UGC Malicot, 43-48-06-06; Trois Sorcières, 43-42-06-79-79.

UN POISSON NOMMÉ WANDA. (A. v.o.), o. Gaumont Les Halles, 43-46-12-12; Gaumont Opéra, 43-74-94-94; Pathe Hautes-Fouilles, 43-33-78-38; Publicis Saint-Germain, 43-22-72-80; La Pagoda, 43-47-05-12-15; Pathe Marignac-Concorde, 43-59-92-82; Publicis Champs-Élysées, 43-20-76-23; Gaumont Parmasse, 43-43-33-30; 14 Juillet Beaugrenelle, 43-20-76-23; UGC Malicot, 43-48-06-06; Pathe Francaise, 43-70-33-88; Les Nations, 43-43-04-67; Faurville, 43-43-33-30; Gaumont Aléa, 43-27-84-50; Gaumont Convention, 43-43-22-46-01; Pathe Wepler, 43-42-06-79-79.

VEUVES MAIS PAS TROP. (A. v.o.), o. Ciel Beaubourg, 42-71-52-36; UGC Danton, 43-22-57-57; UGC Rotonde, 43-74-94-94; UGC Biarritz, 43-62-30-40; v.l.: Rex, 43-26-38-93; UGC Montparnasse, 43-74-94-94; Paramount Opéra, 43-42-56-51; UGC Lyon Bastille, 43-43-33-30; UGC Gobelins, 43-36-23-44; Pathe Clichy, 43-43-22-46-01; Trois Sorcières, 43-42-06-79-79.

WILLOW. (A. v.o.), o. Forum Horizon, 43-23-33-33; UGC Champs-Élysées, 43-20-76-23; v.l.: Rex, 43-26-38-93; UGC Montparnasse, 43-74-94-94; Paramount Opéra, 43-42-56-51; UGC Lyon Bastille, 43-43-33-30; UGC Gobelins, 43-36-23-44; Pathe Clichy, 43-43-22-46-01; Trois Sorcières, 43-42-06-79-79.

INCIDENTS DE PARCOURS. (Fr.) Film américain de George A. Romero, v.o.: Forum Horizon, 43-23-33-33; Chury Palace, 43-54-07-76; George V, 43-42-56-51; v.l.: Rex, 43-26-38-93; UGC Montparnasse, 43-74-94-94; UGC Odéon, 43-25-10-30; Pathe Marignac-Concorde, 43-59-92-82; Saint-Lazare-Passier, 43-43-33-30; UGC Normandie, 43-43-16-10; Pathe Francaise, 43-70-33-88; UGC Lyon Bastille, 43-43-33-30; Miroir, 43-59-52-43; UGC Convention, 43-74-94-94; Images, 43-22-47-84.

JULIA ET JULIA. Film italien de Peter del Monte, v.o.: Forum Arco-Ciel, 43-42-72-52; George V, 43-42-56-51; Pathe Marignac-Concorde, 43-59-92-82; v.l.: UGC Opéra, 43-74-94-94; Images, 43-22-47-84.

LE PIÈGE DE VENUS. Film allemand de Robert von Ackeren, v.o.: Ciel Beaubourg, 42-71-52-36; Racine Odéon, 43-25-10-30; UGC Biarritz, 43-62-30-40; 14 Juillet Beaugrenelle, 43-20-76-23; UGC Malicot, 43-48-06-06; Le Gambetta, 43-46-36-10-96.

PLUME PAS MY LOVE. Film français de Tony Gatlif: Gaumont Les Halles, 43-46-12-12; Brezange, 43-22-57-57; Pathe Hautes-Fouilles, 43-33-78-38; Gaumont Ambassade, 43-59-19-08; Gaumont Convention, 43-43-22-46-01; Le Gambetta, 43-46-36-10-96.

Bernard Lavilliers



Vie associative

Générosité et désinvolture des donateurs

Après le tremblement de terre en Arménie, des milliers de tonnes de vêtements, de médicaments et de matériel divers ont été envoyés de France. De manière souvent incohérente et désordonnée.

Le bétail de l'aide internationale ne sera décidément jamais clos. Il y avait cette histoire de chasse-neige offert à un pays africain nouvellement indépendant. Et, plus récemment, celle des après-ski envoyés aux Mozambicains victimes de sécheresse puis d'inondations. Depuis quelques jours, il y a celle des maillots de bain et des sandalettes données aux Arméniens victimes d'un tremblement de terre en plein cœur de l'hiver. On a du mal à y croire, et pourtant ! L'incident a été rapporté récemment par M. Alain Michel, le président de l'association Amitié Pologne, à la suite d'un voyage en Arménie.

Habitée à envoyer des vivres, des vêtements, des médicaments à la Pologne, l'organisation a décidé après le séisme de diriger ses deux semi-remorques de 38 tonnes flaquées d'une camionnette d'assistance vers l'Arménie. Ayant déposé son chargement à Etchmiadzin, les volontaires d'Amitié Pologne ont proposé d'aider à la distribution des montagnes de fournitures envoyées par un grand nombre de pays et entassées à Erevan.

Une chaîne complexe

Le spectacle décrit par M. Michel montre à la fois l'immense élan de solidarité mais dévoile aussi les aberrations de certains coups de cœur, d'actions mal organisées et mal gérées. « Des tonnes de choses arrivent tous les jours à Erevan mais il n'y a personne pour les distribuer », explique M. Michel. La tâche est immense car beaucoup de colis ne sont pas étiquetés ou le sont dans des langues étrangères. Des médicaments, des vêtements, ont été envoyés en vrac : il faut donc trier, jeter ce qui est trop vieux, trop sale ou trop déchiré.

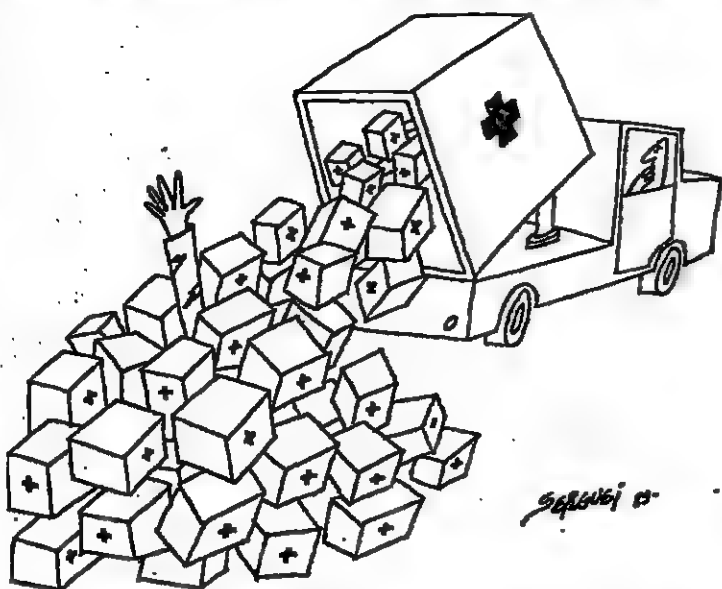
« Plus de 70 % des affaires sont dans un état lamentable et 70 % des médicaments sont périmés. Certaines boîtes devaient être consommées avant 1967 ! Certains colis sont carrément scandaleux : ils contiennent des chemises d'été, des maillots de bain ou des sandalettes, alors que ces gens, qui s'entassent sous des tentes par moins 30 degrés, attendent des vêtements chauds... » Une telle désinvolture de la part des donateurs complique et ralentit le travail sur place. Elle exacerbe également l'impatience et le désespoir des gens qui en viennent à se battre lorsque, enfin, des secours arrivent jusqu'à eux.

L'aide à l'Arménie est internationale et parfois anonyme. Difficile donc de savoir avec certitude d'où vient, une fois débarquée et entassée, telle ou telle cargaison.

En fait la chaîne de solidarité en matière d'urgence est complexe. Elle se compose de centres collecteurs, de convoyeurs et d'organismes récepteurs et distributeurs dans le pays destinataire. Normalement les premiers se chargent du tri, de l'emballage et de l'étiquetage, le travail des derniers s'en trouve alors facilité car, on le constate toujours, un pays sinistré subit inévitablement un choc et connaît des moments de désor-

Médecins du monde et à l'Association médicale internationale. Nous tentons à nous associer à des gens qui savent et ont les meilleurs contacts dans le pays.

En ce qui concerne les médicaments et le matériel médical, la municipalité a préféré, à la collecte auprès des particuliers, des achats directs aux laboratoires. « C'est un conseiller pharmacien lui-même qui s'en est chargé », précise M. Granier.



dre. Les volontaires et les structures locales parent au plus pressé et doivent faire face à une multitude de problèmes dans une région plus ou moins désorganisée.

Mais, nul n'a le monopole dans le domaine de l'aide et n'importe qui peut organiser une campagne de collecte et envoyer n'importe quoi... L'urgence et le manque de pratique favorisent les erreurs et les départs désordonnés. Beaucoup de novices vite dépassés se tournent vers des associations, rodées en la matière mais rien ne les y oblige. Les associations, elles-mêmes, ne sont pas à l'abri d'erreurs.

Interrogés, les responsables des principaux maillons de l'aide française à l'Arménie vantent bien sûr leur organisation. Si chacun a une anecdote à raconter, personne n'a toutefois un « coupable » désigné.

Des milliers de tonnes de vêtements, de médicaments, de matériel ont été envoyés de France. Beaucoup sont partis par le train et le bateau offert par le gouvernement, d'autres par avions ou en camions. SOS Arménie et la mairie de Paris devraient faire partir un autre train d'ici à la fin de cette semaine.

A elle seule, la Mairie de Paris a collecté 400 tonnes de vêtements. « Trois cent cinquante personnes employées par la municipalité se sont portées volontaires pour s'occuper du tri et des envois, explique un représentant de la mairie, M. Louis Granier. Tous nos colis ont été étiquetés et adressés à SOS Arménie, qui, sur place, travaille avec les Eglises ; à

exemple, a envoyé au début des chaussures. Un médecin lui ayant appris que beaucoup de maladies pouvaient être transmises par celles-ci, l'association a cessé ce genre d'envoi. Actuellement, les fournitures à destination de l'Arménie se composent pour un tiers de vêtements, un tiers de médicaments et un tiers d'aliments ou de matériel indispensables.

A Médecins sans frontières (MSF), le docteur Marc Gastelle s'interroge sur l'efficacité des appels aux dons en nature. Mais en même temps, pourquoi ne pas répondre à l'envie qu'ont les individus de témoigner leur solidarité ? Difficile également pour les organisateurs de résister à l'impact médiatique de telles initiatives... Il faudrait en fait que cette aide soit mieux organisée et mieux ciblée.

Marc Gastelle se souvient d'avoir vu, à l'aéroport d'Erevan, vingt appareils de dialyse neufs, envoyés par les Etats-Unis mais inutilisables, car ils n'étaient pas accompagnés de certaines pièces indispensables à leur fonctionnement. Or celles-ci sont introuvables en Arménie.

Au fil des années, MSF a appris à augmenter son efficacité. Elle fait très peu de campagnes de dons en nature et, pour l'Arménie, n'a pas demandé de médicaments aux particuliers. L'utilité de ces collectes reste à prouver et peut être dangereuse, souligne M. Gastelle. « Nous préférons des dons en nature pour acheter du matériel neuf, mais surtout nous avons toujours des spécialistes qui suivent nos envois et s'occupent, avec les structures locales existantes, de leur destination. »

Désordre et esprit d'ouverture

On a beaucoup parlé du désordre régnant en Arménie, mais pas assez de l'esprit d'ouverture dont font preuve les autorités vis-à-vis des associations présentes là-bas. Tous les témoignages en font mention. Dernière preuve de cette bonne collaboration : MSF a reçu l'autorisation d'aller dans les hangars où sont entreposés les fournitures de l'aide internationale, pour faire le tri. Les médicaments sélectionnés seront distribués par le ministère de la santé et MSF.

Plus largement, les cinq organisations françaises en Arménie (Médecins sans frontières, Médecins du monde, l'Association médicale internationale, la Croix-Rouge et SOS Arménie) ont créé une cellule de coordination. L'association lyonnaise Amitié Pologne propose d'acheminer des véhicules qui manquent actuellement pour joindre les villages les plus isolés. Les villageois pourront alors être mis à contribution pour une meilleure distribution des colis.

CHRISTIANE CHOMBEAU.

Un voyage au Canada sur la banquise

L'aventure de votre vie.

En hélicoptère, à bord d'un avion et à la voile, vous découvrirez les paysages les plus magnifiques du monde. Un voyage unique en son genre. Du 1^{er} au 6 mars, Paris/Paris. Pour tous renseignements complémentaires, écrivez ou téléphonez à :

Chantal DERTY
2 bis, rue des Déportés
67070 METZ (France)
Tél. 87-85-30-23

Association des Amis de l'Arctique et de l'Antarctique

... Le Monde • Vendredi 27 janvier 1989 25

(Publicité)

Colloque international organisé par le FORUM INTERNATIONAL DE POLITIQUE et sa revue COSMOPOLITIQUES

1789 - 1917

DEUX RÉVOLUTIONS : DEUX VOIES ?

PARIS 11 et 12 février 1989

(Bibliothèque nationale, 2, rue Vivienne, 75002 Paris)

Avec : H. Carrère d'Encausse, Cl. Ingerflom, Ch. Urjewicz, J.-P. Faye, T. Kondratieva, F. Hincker, A. Comte-Sponville, J.-M. Domenach, S. Courtois, M. Reberlioux, P. Juquin, J. Elleinstein, M. Ferretti, A. Adler, Y. Quiniou, A. Liehm, L. Marcou, J. Rony, D. Lindenberg, G. T. Rittersporn, A. Salomoni, G. Bellon, Y. Roucaute, Léo Hamon, Pierre Guidoni, N. Harding (University College of Swansea), X. Rubert de Ventos (Université de Barcelone), J. Arch Getty (University of California), R. Villari (Université de Rome, membre du Comité central du PCI), E. Kojokin (Institut d'histoire, Académie des sciences de l'URSS).

Inscriptions : FIP Cosmopolitiques, 71, bd Richard-Lenoir, 75011 Paris. Tél. : 43-38-36-82

fonda

fondation pour la vie associative.

des réflexions, des débats, des propositions, pour la promotion de la vie associative.

pour y participer, vous-même ou votre association, adhérez à la fonda.

pour être informé, abonnez-vous à la lettre de la fonda.

fonda
18, rue de Varenne - 75007 Paris
tél. (1) 45.49.06.58

ÉTUDES SECONDAIRES COMPLÈTES

• Baccalauréat • Maturité fédérale suisse
• Diplôme de commerce • Informatique

COURS D'ÉTÉ : RATTAPAGE, SPORTS, ENSEIGNEMENT INDIVIDUALISÉ DANS UN CADRE AGRÉABLE

INTERNAT - EXTERNAT
POUR JEUNES GENS ET JEUNES FILLES - Tél. : 19-41/21/32-10-36, 32-08-77

Le Monde

AFFAIRES

FRANCE TELECOM LE BLUES D'UNE ADMINISTRATION

Avec des effectifs inadaptés et des frais financiers très élevés, l'ancienne direction générale des télécommunications souffre d'un handicap de taille face à la concurrence internationale.

Egalement au sommaire :

- **Blue Jean** : pour sortir de la crise, Lee Cooper délocalise sa production de France en Tunisie.
- **Le pari d'Arthur Andersen** : être un géant de l'audit et du conseil.
- **Bourse** : secouru par les scandales, le palais Brongniart poursuit sa modernisation.

Demain dans

Le Monde

Chaque vendredi, les affaires, c'est l'affaire de tout le Monde.

Entreprendre Ensemble

INNOVER ET INVESTIR AVEC LE CREDIT COOPERATIF

Le Crédit coopératif est heureux de vous annoncer pour l'année 1989, deux nouvelles créations pour les Associations :

LE LIVRET ÉPARGNE PLUS = ÉPARGNE + CRÉDIT

Le PLUS, c'est la possibilité d'obtenir un crédit à un taux privilégié avec des garanties simplifiées. Le « LIVRET ÉPARGNE PLUS », un moyen complémentaire de financement.

« CONFIANCE ASSOCIATIONS » UNE NOUVELLE GAMME DE CREDITS

- à moyen et long terme (de 2 jusqu'à 22 ans) avec des taux compétitifs,
- une réelle diversité d'options,
- des décisions décentralisées, donc plus rapides et des garanties allégées.

Crédit coopératif, la Banque qui fait confiance à ses sociétaires.

D.O.S. - BP 213 - 92002 NANTERRE Cedex - sur Minibel « Crédit Coopératif Magazine »
Tél. (1) 47.24.37.37 ou 47.24.89.08 3614 code COOPA

CREDIT COOPERATIF
Une Banque, des Sociétaires

صكنا من الاجل

Économie

AFFAIRES

Le groupe Bouygues ferme les Trois Quartiers et licencie pour « cause de travaux »

Pour cause de travaux, le magasin Aux Trois Quartiers, place de la Madeleine à Paris, va licencier l'essentiel de son personnel d'ici à la fin de l'année. « Une grosse minorité » des trois cent cinquante salariés actuels, selon la direction, pourraient être reprises par le magasin Madelios, tout proche, filiale du précédent, qui doit poursuivre ses activités pour la mode masculine, et qui emploie cent personnes.

« Une pré-information » a été communiquée au comité d'entreprise, le mardi 24 janvier, mais la procédure légale de licenciement collectif pour cause économique « ne sera engagée qu'en temps et en heure », quand une étude « de structure » aura été effectuée et que les projets seront arrêtés. D'après la direction, il s'agit, dans un premier temps, de faire comprendre aux salariés qu'ils pouvaient parfaitement quitter l'entreprise si des opportunités se présentaient.

Quand le devenir des Trois Quartiers sera précisé, un plan social sera défini qui comprendra « des mesures d'accompagnement très importantes ». Des « conditions très généreuses » seront établies « en étroite collaboration avec les organisations syndicales ».

En octobre 1986, le groupe Bouygues avait acquis 59 % du capital des Trois Quartiers, puis avait récemment porté sa participation à 90 %, après un long conflit d'intérêt avec les actionnaires minoritaires qui avaient des développements judiciaires. Un vaste programme de rénovation a été entrepris qui, en restreignant la surface de vente, avait entraîné des réductions d'effectifs. L'opération immobilière prévoit l'aménagement de bureaux, d'un parking et d'un espace qui pourrait servir à la poursuite de l'activité commerciale des Trois Quartiers.

Norsk Data licencie 750 personnes

STOCKHOLM
de notre correspondante

Bilan noir pour la société norvégienne d'informatique : les chiffres 1988 présentés, mardi 24 janvier à Oslo, par M. Rolf Skar, fondateur et PDG de Norsk Data, sont encore pires que ce qu'avaient prévu les analystes norvégiens - 271 millions de couronnes de pertes, contre un bénéfice de 243 millions en 1987 (même si le chiffre d'affaires, de quelque 2,9 milliards de couronnes, était supérieur de 3 % à celui de 1987).

En dix-huit mois, l'action Norsk Data, qui était l'une des favorites des places boursières scandinaves, sera tombée de 286 couronnes à 46 couronnes (cotation de mardi à Oslo). Dans la perspective des restructurations qui s'imposent, la société a décidé de licencier 750 personnes : 400 en Norvège, 150 en Suède et 170 au Danemark, qui s'ajoutent aux 320 déjà licenciés en 1988. Il restera environ 3 400 employés.

Les raisons de ce bilan négatif : l'industrie de l'informatique est entrée dans une période d'évolution rapide. La demande sur le marché

Les postes garantissent le paquet distribué dans les deux jours

M. Paul Quilès, ministre des postes, des télécommunications et de l'espace, a présenté au conseil des ministres du 25 janvier dix-huit mesures destinées à améliorer le service rendu par son administration aux usagers. La plus nouvelle de ces dispositions concerne la création d'un « paquet national à délai garanti » à 7 + 2. Si l'envoi n'est pas distribué dans les deux jours suivant son expédition, l'usager recevra un bon forfaitaire pour l'acheminement d'un autre paquet. Le prix de ce nouveau service n'est pas connu.

D'autre part, un programme de réduction des files d'attente dans les bureaux de poste sera lancé le 15 février. Le nombre des cabines téléphoniques à carte sera porté à 56 000. Les handicapés verront abaisser certains guichets, et les aveugles bénéficieront de boîtes aux lettres où les mentions seront rédigées en braille. Enfin, il ne sera plus nécessaire de faire figurer sur les envois, derrière le code postal, le nom du bureau distributeur pour les petites communes.

Rien n'est définitivement réglé à l'heure actuelle. Le groupe Bouygues est en négociation et près d'aboutir à un accord avec un investisseur étranger - une association entre un groupe japonais et un groupe anglais - qui pourrait racheter l'immeuble à l'exception du magasin Madelios. On assure, à la direction des Trois Quartiers, qu'il appartiendra à ce repreneur de définir la vocation future d'un emplacement « merveilleux » et d'un magasin « prestigieux » - selon l'expression utilisée par le groupe Bouygues lors du rachat, - installé face à l'église de la Madeleine depuis 1897.

En attendant que les travaux obligent à la fermeture du magasin, l'exploitation de l'enseigne des Trois Quartiers se poursuivra jusqu'à la fin de l'année 1989. Actuellement, sa campagne de publicité propose un « coup de vent sur les collections d'hiver », dans tous les rayons...

A. L.

D'autre part, Bouygues a annoncé, mercredi 25 janvier, qu'il avait accueilli parmi ses nouveaux actionnaires, le 17 janvier, le leader mondial des assurances, le groupe japonais Nippon Life (qui prend 1,7 % du capital), ce qui permet au leader des travaux publics de « verrouiller » son actionnariat et de se mettre à l'abri d'une éventuelle OPA (le Monde du 26 janvier).

L'ensemble des « actionnaires sûrs » de Bouygues représente ainsi 44 % du capital et, grâce aux droits de vote double accordés aux détenteurs d'actions depuis plus de deux ans, contrôle désormais plus de 50 % de la société.

Le chiffre d'affaires estimé de Bouygues pour 1988 est de 50,1 milliards de francs et le bénéfice net total de 734 millions. Pour 1989, le groupe prévoit un chiffre d'affaires de 52,5 milliards.

domestique norvégien a été trop faible, et Norsk Data s'est essouffé dans ses efforts ambitieux pour s'implanter dans l'espace communautaire dont la Norvège, membre de l'Association européenne de libre-échange (A.E.L.E.), ne fait pas partie, à plus forte raison avec des produits insuffisamment intégrés par rapport au standard existant. Résultat : en 1988, les commandes totales ont baissé de 4 %, celles des systèmes de 14 %.

La concurrence est dure, et Norsk Data devra se replier sur le développement des systèmes ouverts que demande le marché. Selon M. Skar, Norsk Data ne connaît cependant pas de crise financière, avec 1 800 millions de couronnes de liquidités en réserve et une solidité de 31 %.

Il s'agit maintenant de la rendre de nouveau rentable. Le plan de redressement (qui coûtera à lui seul 600 millions de couronnes, à ajouter aux 271 millions de pertes) devrait, estime-t-il, être en mesure de retourner la situation. Le conseil d'administration l'a approuvé et a demandé à M. Skar de rester à son poste pour diriger la remise à flot.

FRANÇOISE NIÉTO.

Guinness Peat : démissions à la suite d'un scandale financier

Le président du groupe de services financiers Guinness Peat, M. Grant Adams, et deux autres de ses directeurs, MM. Ian Gunthorpe et David Adams, ont démissionné de leurs fonctions mercredi 25 janvier à la suite de la révélation d'un scandale financier.

Ce bouleversement au sein de Guinness Peat intervient quelques jours après la mise en liquidation de sa maison mère, la firme néo-zélandaise Equitcorp, qui avait acquis le contrôle de 61 % du capital de Guinness Peat en octobre 1987 à la suite d'une OPA inamicale.

Cette liquidation a en effet entraîné la révélation publique d'une enquête menée par plusieurs autorités britanniques (Banque d'Angleterre, Stock Exchange, Serious Fraud Office) sur des achats concertés d'actions de Guinness Peat qui auraient été effectués en 1987 ou au début de 1988 pour soulever artificiellement ses cours. Ces opérations tomberaient ainsi sous la loi des sociétés.

Actuellement parmi les vingt premiers mondiaux

Rhône-Poulenc Santé veut devenir un des dix grands de la pharmacie en l'an 2000

Rhône-Poulenc a des ambitions dans la santé : en l'an 2000, le numéro un français de la chimie veut figurer parmi les dix premiers groupes pharmaceutiques mondiaux - alors qu'il n'occupe actuellement que la dix-huitième place.

Cet objectif a été annoncé lors de la présentation, le 24 janvier, du nouveau site de Vitry, par M. Jean-René Fourtou, président du premier fabricant français de médicaments.

Mais le groupe a-t-il rattrapé le retard pris pendant les années 70 ? Au cours de cette décennie, sa recherche s'est assoupie. A cause d'abord des problèmes de marge soulevés par le carcan des prix. En raison ensuite de la perversion du système qui en avait découragé. Celui-ci consistait à « revendre » les produits anciens pour obtenir une nouvelle ANM (autorisation de mise sur le marché), donc des prix plus élevés, et récupérer sur les volumes le manque à gagner sur les marges.

L'interminable restructuration du groupe Rhône-Poulenc lui-même a été préjudiciable. Depuis, la branche santé du groupe s'est ressaisie. Aujourd'hui Rhône-Poulenc Santé fort de ses 16 milliards de francs de chiffre d'affaires (dont 10 % en résultat d'exploitation), de sa présence sur les cinq continents, mais aussi d'une palette de très bons médicaments - pas toujours très jeunes, mais dépassant de bonnes marges - aperçoit le bout du tunnel.

Après avoir renforcé ses positions par rachats de sociétés (Nattermann, par exemple, en RFA), le

groupe s'emploie à internationaliser rapidement les derniers-nés de ses médicaments, l'Imovane (un hypnotique), le Lovexon (un antithrombotique) et la Péflicine (un antibiotique).

Surtout, la recherche est prometteuse. Selon M. Fourtou, le « pipeline » est rempli avec de « très nombreuses molécules en cours de développement ». A cet égard, le président de Rhône-Poulenc a évoqué les produits destinés à éviter « le risque cardiovasculaire », à soigner « le vieillissement cérébral, le cancer (tumeurs solides), le SIDA, mais aussi certaines infections graves (schistosomoses, déficiences, paludisme, septicémies). Sans oublier la grande douleur, qui n'est vaincue que jour que par des dérivés de la morphine, dont on connaît les effets secondaires ». Le produit Rhône-Poulenc serait dix fois plus puissant et sans inconvénient. Bref, d'après la revue mondiale de la pharmacie Scrip, Rhône-Poulenc Santé se situait au troisième rang dans le monde en nombre de projets.

Le groupe, il est vrai, a beaucoup investi. Entre 1986 et 1991, ce sont 1,3 milliard de francs qui seront consacrés à la modernisation de l'outil de production (700 millions à ce jour). En outre, 2 milliards de francs sont dépensés par an pour la recherche et le développement (R & D), ce qui situe Rhône-Poulenc au-dessus de la moyenne (250 millions de dollars, soit 1,3 milliard de francs) pour les dépenses faites à ce titre. Et, quand le site de Vitry-sur-Seine sera pleinement opérationnel, Rhône-Poulenc Santé disposera du plus grand centre de bio-

technologies de France (coût 200 millions de francs). Enfin, M. Fourtou a insisté sur la position de force occupée en France par Rhône-Poulenc : 12 % de part de marché. « Il n'y a pas dans le monde un groupe pharmaceutique qui détienne 10 % de son marché national ».

Refus de fédérer

Des écueils inattendus peuvent toujours surgir dans les phases de développement des médicaments, mais Rhône-Poulenc Santé paraît disposer des atouts nécessaires pour gagner les sept ou huit places nécessaires au classement mondial.

Pour autant, Rhône-Poulenc ne se sent quand même pas la vocation de devenir un fédérateur si un regroupement devait intervenir dans la pharmacie française, tombée en quinze

ans de la seconde à la septième place dans le domaine de la découverte. M. Fourtou refuse de faire jouer ce rôle à son groupe si d'aventure le rapport Le Floch-Prigent (sur la chimie et le pétrole) recommandait un tel rassemblement. Ce qui paraît assez improbable.

Le président de Rhône-Poulenc s'est cependant déclaré « demandeur » et « favorable » pour qu'il y ait en France, « à côté de la Sanofi et de nous-mêmes », d'autres grands groupes pharmaceutiques. « Le Royaume-Uni compte quatre poids lourds, la RFA quatre à sept, la Suisse trois, les Etats-Unis une dizaine et le Japon cinq ou six », a regretté M. Fourtou. Mais il n'a pas, pour autant, rejeté l'idée de collaborer « avec un autre laboratoire pour développer ou commercialiser un produit ». A bon entendeur !

ANDRÉ DESSOT.

Framatome prend le contrôle de Souriau

Framatome a finalement gagné. Après des mois de négociations, il a finalement réussi à convaincre la famille propriétaire de lui céder le contrôle de Souriau, 1,4 milliard de francs de chiffre d'affaires, numéro un français et dixième mondial de la connectique.

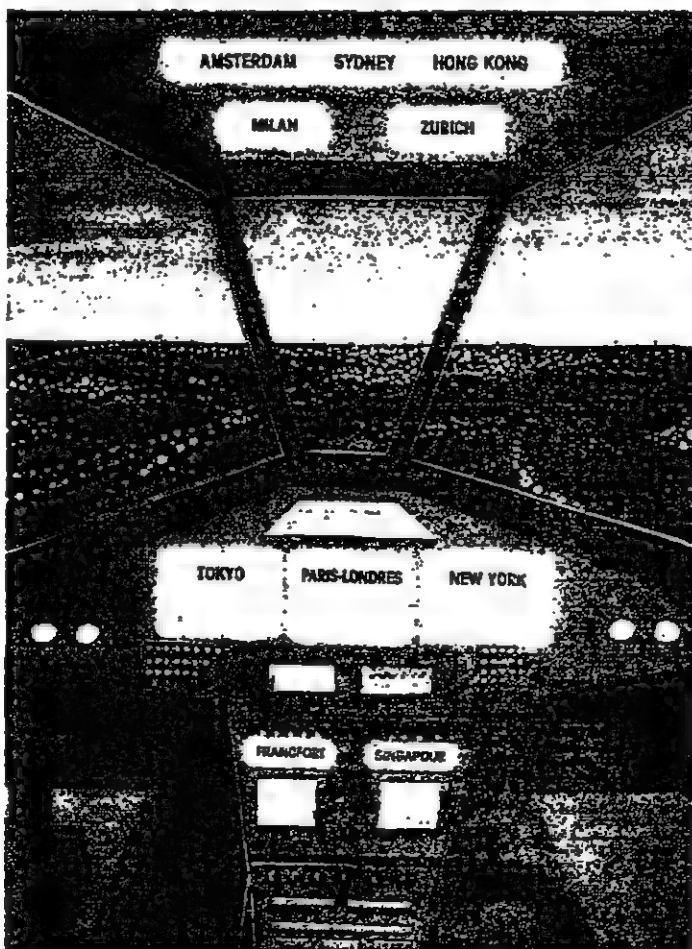
Le constructeur de chaudières nucléaires, qui devait annoncer le jeudi 26 janvier les détails financiers de cette prise de contrôle, constitue ainsi un groupe se classant au deuxième rang mondial dans la fabrication de connecteurs, ces prises de raccordement sophistiquées utilisées notamment dans

l'électronique, l'aéronautique, l'automobile, etc...

Framatome a en effet déjà racheté la société américaine Burndy, neuvième mondial (le Monde du 12 et du 21 janvier), ainsi que la petite société française Jupiter, également spécialisée dans ce secteur. Le groupe nucléaire français, soucieux de se diversifier, avait déjà acquis en Bourse 40 % du capital de Souriau, mais M. Charles Souriau conservait 53 % des actions, qu'il a finalement accepté de céder, ce qui donnera à Framatome 93 % du capital, le reste devant être acquis à la Bourse.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

DESTINATION: LES MARCHÉS DE CAPITAUX.



Aujourd'hui, l'ingénierie financière n'a plus de frontière. Appuyé sur son réseau international, présent sur les grandes places financières, le CREDIT LYONNAIS vous aide à trouver la stratégie gagnante.

Grâce à sa vision globale des marchés, à sa maîtrise des instruments monétaires et financiers et à sa capacité à jouer de leur complémentarité, le CREDIT LYONNAIS conseille et accompagne sa clientèle dans les moments les plus importants.

A preuve :

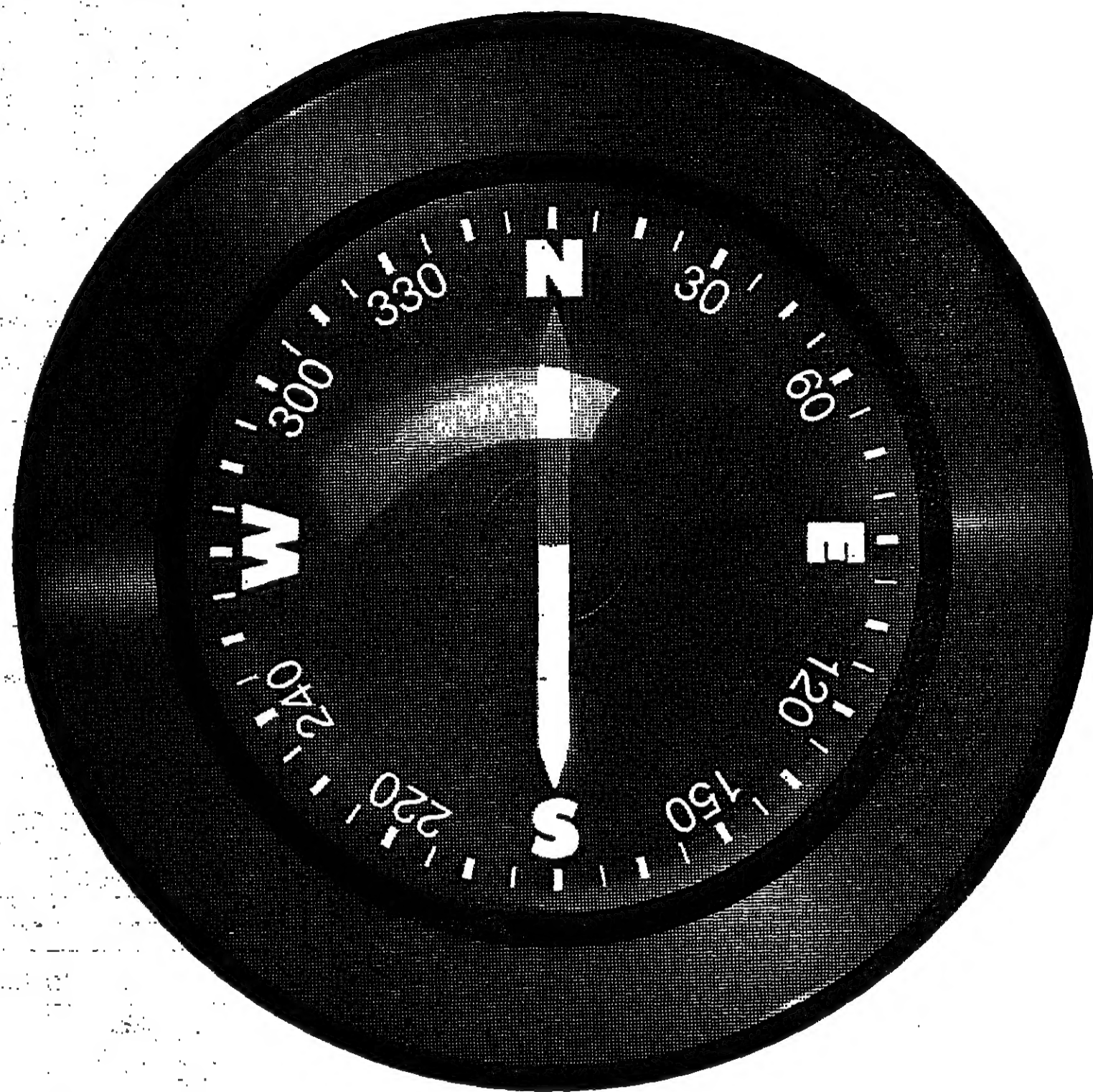
- Le rapprochement LVMH - Groupe Arnault, avec le placement privé de F 3,3 milliards de titres Christian Dior en France et dans le Monde,
- Le RES Darty,
- L'acquisition par BSN des sauces anglaises d'Hanson PLC,
- La cotation à New York sous forme d'ADR, des OAT de l'Etat français,
- La direction en 1988 de 41 émissions sur le marché obligataire français où le CREDIT LYONNAIS confirme sa première place,
- Le placement international d'euro commercial paper pour près de USD 1,5 milliard par mois, ce qui situe le CREDIT LYONNAIS parmi les premiers intervenants mondiaux sur ce marché.

Sur les plus grandes places du monde, le CREDIT LYONNAIS met son pouvoir opérationnel au service de ses clients.

CREDIT LYONNAIS
LE POUVOIR DE DIRE OUI

هكذا من الاصل

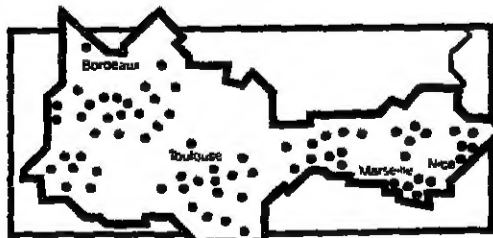
ACTIONNAIRES, NE PERDEZ PAS LE SUD.



CAP SUR UNIVERS-SUD

Le Sud, nous connaissons : nous y avons nos racines, nous y travaillons, nous y prospérons. Depuis plusieurs mois, nous y préparons un projet d'association baptisé Univers-Sud, rapprochant les forces de La Ruche Méridionale et de la CFAO afin de bâtir le plus puissant groupe de distribution du Midi de la France : 250 000 m² de surface de vente et 8 000 salariés pour 10 milliards

de chiffre d'affaires. Vos actions doivent rester au Sud pour participer à ce grand projet. Etudiez notre offre : avec nous, vous gagnerez à rester au Sud. Votre intérêt est au Sud.



LA RUCHE MÉRIDIONALE ET CFAO



CFAO
COMPAGNIE FRANÇAISE
DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE

Information des actionnaires. **NPVERT 05.4201.02**

هكذا من الاجل

DU

13	1/16	13	3/16	13	1/8	12	3/4	12	1/8
8	5/16	8	11/16	8	5/8	8	3/4	12	7/8
8	1/4	8	5/8	8	5/8	8	3/4	12	7/8

BOURSE DU 25 JANVIER

က
.
ဇ
အ
ခ-
၁-
၃-
၆-
၈-
၉-
၁၀-
၁၁-
၁၂-
၁၃-
၁၄-
၁၅-
၁၆-
၁၇-
၁၈-
၁၉-
၂၀-

49-38-31-62, page 4030

هكذا من الاعمال

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SÉRVICES	TÉLÉMATIQUE
3 Pologne : les obsèques du Père Niedzielski. 4 Bénin : le président Kérékou cherche à composer avec les opposants. 5 La victoire à la Pyrrhus du premier ministre soudanais. 6 L'administration Bush croise le fer avec le Congrès.	7 La polémique autour de l'affaire Pechiney. 8 La préparation des élections municipales. — Le vote du budget de la région Ile-de-France.	10 Protection des enfants maltraités mieux assurée. — Médecine : le sort des embryons congelés : deux cas inédits de SIDA. — Religions : Mgr Gaillot dans Lut. 11 Justice : le procureur général de Paris contre les tentateurs judiciaires.	21 Rencontre avec Fanny Ardant. — La XXIII ^e MIDEM. 22 Les obsèques de Salvador Dali. — L'affaire de l'Opéra Bastille. — Communication : l'avenir de M6.	26 Amorçage de dialogue entre les pays de l'OCDE et les « quatre Dragons ». 27 Bourguignon ferme les Trois Quartiers. 28 Point de vue : « Les exclus de la société civile ». 30-31 Marchés financiers.	Abonnements 2. Annonces classées 28. Bulletin d'abonnement 24. Campus 12. Carnet 12. Loto, Loterie 24. Météorologie 24. Mots croisés 12. Radio-télévision 24. Spectacles 23.	• Tout savoir sur les « affaires » JOUR • Un ciel sur la cote, l'autre sur votre portefeuille BOURSE • Abonnez-vous au Monde par Minitel ABO • Jouez avec le Monde JEUX 3615 tapers LEMONDE

Les tentatives de « dénoyautage » de la Société générale

Selon « l'Express », M. Traboulsi a acheté plus de 500 000 actions

M. Samir Traboulsi, l'homme d'affaires libanais vivant à Paris qui a conseillé les vendeurs américains dans la cession de Triangle à Pechiney, aurait également joué un rôle dans l'affaire de la Société générale. D'après l'Express daté du 27 janvier, M. Traboulsi a acheté, entre juin et septembre 1988, par l'intermédiaire de Pamlico Entreprises, une société non enregistrée au registre du commerce, « plus de 500 000 actions Société générale grâce à un rachat systématique à Paris et à Londres ». Au total, et à l'issue d'une enquête extrêmement détaillée, les journalistes de l'Express évaluent à « plus de 20 millions de francs » la plus-value réalisée lors de la revente.

« Les achats d'actions Société générale effectués par Pamlico (par l'intermédiaire de la société de Bourse Lavandeyra, propriété du GAN) intriguent... à la fois par leur ampleur et par le calendrier », écrivent nos confrères, Eric Dadiet et Christine Delavennet.

A l'instar de l'enquête de la SEC sur l'affaire Pechiney, celle de l'Express met en évidence un grand parallélisme entre l'opération menée par M. Georges Pébereau sur la banque et les transactions (achats et ventes) de Pamlico. Ainsi, cette dernière a commencé à acheter le 22 juin, au moment où MM. Pébereau, Lion, directeur général de la Caisse des dépôts, et Boublil, alors directeur du cabinet de M. Bérégovoy, se mettent à préparer l'offensive sur la banque privatisée.

Plus loin, nos confrères indiquent que « le 21 septembre, un bloc de 300 000 titres est vendu (par Pamlico) à 432,50 F... ». A qui ? Au marché, c'est-à-dire à n'importe qui ? Ou à la SIGP de Georges Pébereau qui, par filiales interposées, procède déjà, à l'époque, à de discrètes acquisitions ? s'interroge l'Express.

Fort de ces révélations, l'Express soulève en conclusion toute une série de questions. « Les liens personnels entre Samir Traboulsi, d'une part, Alain Boublil, Pierre Bérégovoy et Georges Pébereau, d'autre part, ont-ils joué un rôle ?... Comment interpréter que Pamlico ait liquidé son plus gros paquet le 21 septembre, un mois avant que Georges Pébereau n'annonce officiellement ses ambitions sur la Société générale ? »

A Orléans

Une négligence de la chambre d'accusation entraîne une libération d'office

La chambre d'accusation de la cour d'appel d'Orléans n'ayant pas respecté les délais pour rendre un arrêt de renvoi devant la cour d'assises de Jean-Louis Nicolas, inculpé de deux attentats à main armée, ce dernier, âgé de quarante ans, a été remis en liberté. Ses complices, poursuivis pour d'autres faits, restent détenus.

Pour l'avocat de Jean-Louis Nicolas, M^{re} Thierry Lévy, il ne s'agit pas d'une « bavure judiciaire ». « La bavure, c'est que l'instruction [de faits simples et reconnus par son client] ait duré si longtemps. On s'habitue à ce qu'un prévenu reste en détention lorsque son dossier a été clôturé, alors que la liberté reste le principe. L'essentiel est qu'il se présente à l'audience. »

Le GAN est désormais le principal actionnaire individuel de la Banque

Le Groupe des assurances nationales (GAN) a confirmé, le mercredi 25 janvier au soir, dans un communiqué, l'augmentation de sa participation dans la Société générale, annoncée dans le Monde (nos dernières éditions datées 26 janvier). « Le GAN, par des achats sur le marché, a porté sa participation dans la Société générale de 2,2 % à près de 5 %. Ces achats ont été faits sans intention agressive à l'égard de la Société générale, pour préserver les intérêts du GAN dans une banque dont il était, en 1987, un des gros actionnaires et qui est devenue récemment l'enjeu d'une compétition impliquant directement ou indirectement plusieurs assureurs. Contrairement à certains articles de presse, cette prise de position du GAN n'a aucun rapport avec l'augmentation en cours de sa participation dans la CIC, dont il était l'actionnaire important depuis 1985. »

Le GAN est donc désormais le principal actionnaire individuel de la Société générale, derrière les salariés, le groupe Caisse des dépôts et la (SIGP), Société immobilière de M. Georges Pébereau. A l'été 1987, lors de la privatisation de la banque, la troisième compagnie nationalisée d'assurances avait été retenue par M. Balladur, alors ministre de l'économie, comme membre du noyau dur avec 2 % du capital de la Société générale.

Cette montée en puissance du GAN dans la Générale, qui résulte, selon la compagnie, d'achats effectués à la fin de l'année 1988, fait partie, selon certains observateurs, d'un accord passé entre la société d'assurances et son actionnaire, l'Etat, plus précisément la Rue de Rivoli. Le GAN a obtenu la prise de contrôle de la Compagnie financière du CIC (Crédit industriel et commercial) dont il était actionnaire à 34 % depuis 1985. En échange, le GAN, présidé par M. François Heilbronner, ancien conseiller de M. Jacques Chirac, aurait apporté son soutien à M. Bérégovoy dans son opération de réajustement du noyau dur de la Société générale.

En montant 1 milliard pour porter à près de 5 % sa participation dans la banque, le GAN permet aux investisseurs publics (UAP, AGF, GAN, Rhône-Poulenc, Caisse des dépôts), s'ils s'allient à M. Pébereau, d'atteindre un poids significatif dans la négociation menée entre M. Marc Vénat, le PDG de la Société générale, et les pouvoirs publics.

La Rue de Rivoli, tout comme le GAN, compte bien entendre cette interprétation des deux opérations. La prise de contrôle du CIC fait partie d'une stratégie de coopération banque-assurance menée par d'autres, affirme-t-on, et engagée depuis 1985.

Quant à la prise de position dans la Société générale, qui s'est faite « en Bernard Guetta, Wolinski Roland Mihail et Sylvie Caster prix de la fondation Mumm ». La fondation Mumm a attribué, mercredi 25 janvier, ses prix couronnant les meilleurs enquêtes ou reportages parus dans la presse écrite. Pour la catégorie « reportages et enquêtes », le jury de la fondation a choisi Bernard Guetta (le Monde) pour ses articles sur la tragédie arménienne et son reportage sur « Le retour de Simiavski ». Le dessinateur Georges Wolinski a été choisi dans la catégorie « chronique, critique ou dessin » pour l'ensemble de son œuvre, parue notamment dans le Nouvel Observateur. Roland Mihail (le Point) a été choisi pour son portrait-enquête de M. Robert Maxwell. Enfin Sylvie Caster (le Canard enchaîné) a été désignée pour son article « Profession grand professionnel ».

France de façon professionnelle par petits paquets achetés sur le marché et sans aucune application importante », le président du GAN la justifie de façon simple : « La Société générale, avec son réseau d'agences et sa filiale assurance, est un enjeu évident pour tous les assureurs français et étrangers. » Des assureurs déjà largement présents dans le tour de table de la banque, qui en compte onze.

Pour le GAN, l'investissement n'est pas « stratégique » mais est envisagé comme un « gage ». Le jour où il y aura une redistribution des cartes entre les actionnaires de la Générale, le GAN entend bien être partie prenante aux négociations et se servir de ses 5 % comme monnaie d'échange. Et on, que la discussion ait lieu sous la houlette des pouvoirs publics désireux de regrouper dans une même main les participations détenues par le secteur nationalisé, ou dans un autre contexte.

Ce nouvel élément pourrait en tout cas faire évoluer les discussions actuellement en cours entre la Société générale et les pouvoirs publics pour trouver un compromis et une sortie honorable pour toutes les parties.

C. B. et E. L.

Sur le vif Apostolat

Ce qu'ils peuvent être cassapieds, les enseignants ! Ils sont jamais contents. J'ai moi-même Brigitte, elle est prof à Mantes-la-Jolie. D'accord, elle habite à Saint-Firmin-le-Chèvre, mais ça lui fait jamais que deux heures et demie de trajet par jour et dix-neuf heures de cours par semaine réparties sur trois classes de quarante élèves avec des trucs à préparer, les copies à corriger, tout ça. C'est pas le bœuf, faut pas pousser. Surtout avec ça qu'elle gagne : 8 000 francs par mois. Plus qu'une vendeuse de grand magasin. Justement, hier, elle m'appelle :

— Dis donc, je fais grave vendred, alors, je pense qu'on pourrait aller aux Galeries pour...

— Enfin, t'as pas honte ! Tu viens d'avoir droit à une nouvelle réforme, la quinzième en quinze ans ! Dès qu'un mec casse ses fesses dans le fauteuil de ministre l'éducation, à se dire : « Faudrait voir à réformer la réforme du conard qui m'a précédé. » Du coup, nous, dans les journaux et les médias, on parle de ça de toi, et ça te suffit encore pas ?

— Non, figure-toi, le plan Jospin, très peu pour moi !

— S'agissait de savoir ce que tu veux.
— Ben, tu le seras. Chaque fois que tu conduiras tes gamines à la piscine, t'auras une prime. Et si tu vas bosser dans une cité ouvrière ou une banlieue bien crade, bien dégueu, une ZEP bien zonarde, tu touches...
— Combien ? 1 000 F de plus, moi ? Merci bien, mais non merci.
— Ecoute, chérie, c'est pas pour te vexer, mais votre égalitarisme gauchiste, c'est plus possible, ça se mérite. C'est-à-dire que t'attends pour passer le CAPES, l'agrég et le reste ?

— D'abord, avec mes deux gosses, j'ai pas le temps. Et ensuite, si c'est pour devenir prof d'université et former des étudiants qui gagneront plus que moi au bout de quatre ans d'études, je vois pas l'intérêt.
— Je croyais que t'enseignais, c'était un apostolat.
— C'est ça : professeur, infirmière, même combat !

— Exactement. C'est vous, les narses, qui l'avez dévalorisé en le féminisant, ce métier. Alors, te plains pas.

CLAUDE SARRAUTE

En raison d'une forte détérioration des échanges industriels

Le déficit commercial français a atteint 33 milliards de francs en 1988

Un mois de décembre médiocre achève une année 1988 marquée par une nouvelle dégradation du commerce extérieur de la France. Avec un nouveau déficit provisoire en données corrigées des variations saisonnières, de 4,1 milliards de francs en décembre (et 2,7 milliards en données brutes), le déficit annuel calculé par la direction des douanes s'élève à 33 milliards de francs, contre 31,6 milliards en 1987, soit sensiblement plus que les dernières prévisions du ministère du commerce extérieur.

Ce n'est pas tant cette légère augmentation d'une année sur l'autre qui est inquiétante, que la nette dégradation intervenue dans la seconde partie de l'année. Comme c'est le cas en décembre, les déficits mensuels se sont confortablement installés au dernier trimestre sur la barre des 4 milliards de francs, quelles que soient les évolutions des différents soldes. Cette nouvelle moyenne mensuelle correspond donc à une tendance annuelle de près de 50 milliards de francs de déficit des échanges commerciaux de la France ; d'autant que la facture énergétique de notre pays, qui a atteint 6,7 milliards de francs en décembre, risque de demeurer élevée, voire d'augmenter en 1989, avec la fermeté des prix du pétrole.

La principale raison de l'accroissement du déficit au cours des derniers mois de 1988 réside dans la dégradation du solde industriel. Le solde des biens d'équipement professionnel en moyenne mensuelle, corrigé des variations saisonnières, affiche un déficit de 2,23 milliards de francs, contre 1,06 milliard au cours des trois premiers mois de l'année. Au total, matériel militaire inclus, le déficit du secteur industriel, matériel militaire inclus, a quadruplé en un an, atteignant 42,2 milliards de francs en 1988, contre 10,4 milliards en 1987, première année de bascule

du solde des produits manufacturés. Et si, au total, le déficit commercial global de la France a varié modérément en 1988, c'est principalement en raison d'une forte amélioration de l'agro-alimentaire, qui a atteint 39,4 milliards l'an dernier, contre 29,2 milliards l'année précédente. La facture énergétique, elle, a été allégée de 15 milliards de francs environ.

C'est donc le secteur agricole, aidé par de bonnes récoltes, une augmentation des ventes à la communauté européenne, et une évolution favorable des prix, qui devrait une fois de plus, au premier semestre de 1989, limiter la poussée du déficit commercial.

En revanche, du côté industriel, l'argument selon lequel la poussée des exportations n'est pas grave, puisqu'elle répond à un accroissement d'investissements réalisés par les entreprises françaises, a perdu une partie de sa validité. Au cours du deuxième semestre de 1988, les importations de biens de consommation ont véritablement explosé. Au mois de décembre, le taux de couverture du secteur de l'électroménager électronique grand public, est tombé à son plus bas niveau de l'année, avec 40,5 % seulement.

Enfin, les échanges commerciaux en 1988 ont bénéficié de l'augmentation des ventes d'Airbus à l'étranger. Quarante-sept appareils ont été vendus l'an dernier, rapportant 14,7 milliards de francs, alors qu'en 1987, le nombre des ventes s'était limité à trente-deux.

En matière d'évolution par zones, le déficit avec les pays de la CEE a été réduit en 1988 à 42,8 milliards. Cependant, le taux de couverture des échanges avec l'Allemagne 1988, principal partenaire économique de la France, s'est de nouveau détérioré, à 76 %. La France n'est toujours bénéficiaire qu'avec le Royaume-Uni — qui connaît actuellement un rythme de consommation très élevé — l'Espagne et le Portugal. De plus, le solde d'échanges

avec les pays de l'OCDE ne faisant pas partie de la CEE s'est détérioré. Finalement, si les exportations ont augmenté en 1988, atteignant 997 milliards de francs (FAB, francs à bord), les importations ont augmenté tout aussi vite, et se sont élevées l'an dernier à 1 030 milliards de francs.

F. L.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 26 janvier

Prudente

Après la publication des résultats du commerce extérieur français de décembre, les boursiers ont marqué une pause dans leurs activités. Ce ralentissement était, pour certains, imposé par la grève déclenchée depuis la veille dans les services informatiques qui empêchaient en principe jusqu'à midi toutes cotations de la dizaine de valeurs supports qui font partie des principales cotations de Paris. L'indicateur instantané perdait 0,37 %.

Le numéro du « Monde » daté 26 janvier 1989 a été tiré à 551 132 exemplaires

Vendredi 27, samedi 28, lundi 30, de 10 heures à 19 heures

SOLDES

Pour lui, remises importantes sur collection automne-hiver costumes, vestes, pardessus, pantalons, chemises, pulls, cravates, vêtements de peau, Griffés Armani, Cardin, Dior, de Fursac, Lapidus, Mac Douglas, etc

LA VOGUE

38, bd des Italiens (près Opéra) et centre commercial Valéry 2 — détaxe à l'exportation

LIEU-DIT
atelier floral

Sur un coup de cœur
Sur un coup de fil
Nos bouquets de fleurs
des champs... et de ville

à l'atelier ou sur commande
21, avenue du Maine
75015 Paris
Tél. : 42 22 59 91

TRÉCA cad à commande automatique

permet de relever la tête et les jambes
SANS AUCUN EFFORT
(toutes dimensions)

LIVRAISON GRATUITE
TOUTES RAPIDES
TOUTE LA FRANCE

CAPELOU

37 AV. DE LA RÉPUBLIQUE 75011 PARIS TEL. 43 37 46 35 - MÉTRO PASTEUR

LE MARCHÉ DE L'ART SUR MINTEL

Passez vos annonces d'achat ou de vente d'objets d'art directement sur minitel

36.15 LEMONDE
Code ARTLINE

soldes
DERNIERS JOURS
NICOLL
La tradition anglaise
du vêtement

À Paris, 29 rue Tronchet
depuis 1820

Publicat
Interbrand
COB
450 F